

Préavis Municipal – 01/2026

Plan d'Affectation Communal (PACom)

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers,

1. Préambule

Le territoire communal est régi actuellement par :

- **Plan général d'affectation (PGA) du 18 mai 1979 et du 10 décembre 2003**

La Commune de Faoug est actuellement régie par le PGA et son règlement, approuvés le 10 décembre 2003 pour l'ensemble du territoire communal, à l'exception du secteur des rives du Lac, régi par le PGA du 18 mai 1979 et les chapitres IV et V du règlement, et les parcelles RF n° 11 et 12, régies par le PGA du 18 mai 1979 (annexe 2).



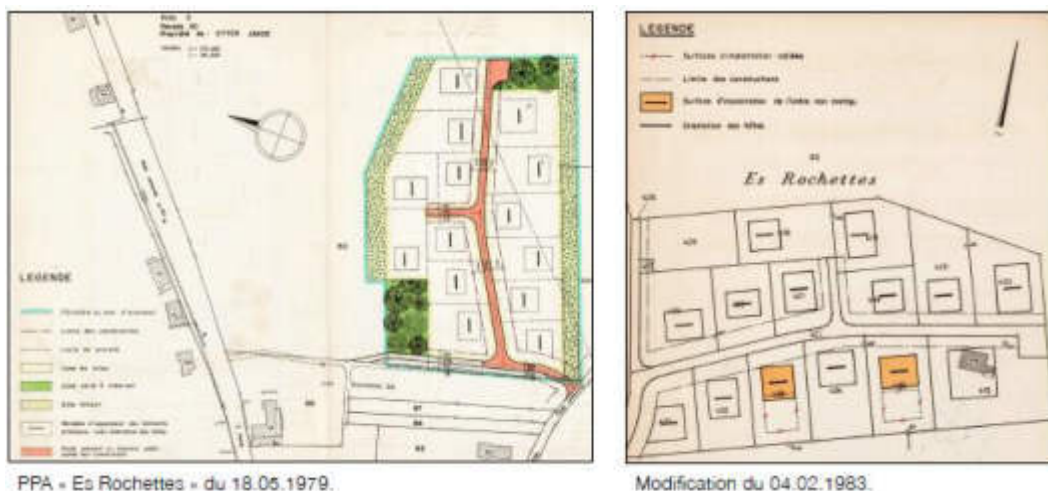
PGA de 2003



PGA de 1979

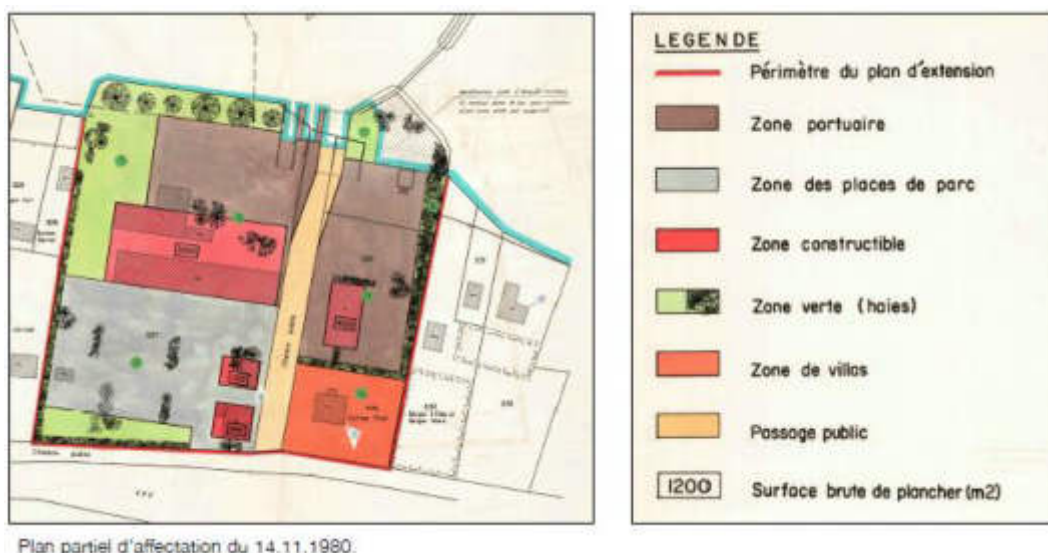
- **Plan partiel d'affectation (PPA) "Es Rochettes (parcelles n° 60 et 66)" du 18 mai 1979**

Cette planification a permis la réalisation d'une quinzaine d'habitations individuelles, au sud-est de la Commune. Le PPA a fait l'objet d'une modification partielle approuvée le 4 février 1983, concernant les surfaces d'implantation des actuelles parcelles n° 433 et 435. Le secteur étant entièrement réalisé, la planification est abrogée et les parcelles concernées attribuées à un type d'affectation.



- **Plan partiel d'affectation (PPA) sur les parcelles n° 327 et n° 328 du 14 novembre 1980**

Cette planification concerne l'aménagement d'une zone d'utilité publique, nautique et touristique dans le secteur du port. Les règles de construction visent à assurer un aménagement rationnel des terrains dont l'affectation est liée à l'exploitation du port. Cette planification est abrogée et les parcelles concernées attribuées à un type d'affectation approprié.



- **Plan de la zone réservée, du 10 septembre 2018**

La Commune a élaboré une zone réservée au sens de l'art. 46 LATC, approuvée par le Département des Infrastructures le 10.09.2018 (chapitre 3.2.1). Cette planification permet de suspendre temporairement la constructibilité de certains secteurs. Sa validité était fixée à 5 ans et cette dernière a été prolongée pour 3 ans mais sera abrogée dès l'entrée en vigueur de la nouvelle planification.

Les planifications susmentionnées étant abrogées lors de l'entrée en vigueur du présent PACom.

2. Objet du préavis

2.1 Présentation brève de la mesure A11 du PDCn (Plan directeur cantonal)

La mesure A11 concerne la gestion des zones à bâtir pour l'habitation et les zones mixtes. Elle applique la **Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)**.

Les directives générales de cette mesure sont :

- Les communes doivent avoir **suffisamment de terrain constructible pour environ 15 ans de croissance**.
- Mais elles **ne doivent pas avoir trop de réserves de terrains constructibles**.
- Si une commune possède **trop de zones à bâtir**, elle doit **en réduire une partie (dézonage)**.
- Le canton fixe **des hypothèses de croissance de population pour chaque région**.
- Les communes doivent vérifier la **capacité d'accueil de leurs zones à bâtir**.
- Les nouveaux projets doivent privilégier la **densification à l'intérieur du village**.
- L'objectif est de **limiter l'étalement urbain et préserver les terres agricoles**.
- Toute modification de planification (PACom, PGA, etc.) doit être **compatible avec ces règles**.

2.2 Objectifs, enjeux et priorité

Les travaux préliminaires ont rapidement confirmé un **important surdimensionnement de la zone à bâtir**. Dès lors, la Municipalité a décidé d'instaurer une zone réservée sur une partie de son territoire, pour limiter les impacts sur le développement futur du village et réviser son PGA dans des conditions optimales.

Conformément à l'art. 15 LAT, **la zone à bâtir doit être calibrée pour répondre aux besoins des 15 prochaines années**.

2.2.1 Population maximale admise au 31.12.2036

Au moment du bilan initial en 2018 et selon le mode de calcul défini dans la mesure A11 de la 4e adaptation bis du PDCn, **la population maximale autorisée au 31.12.2036 est de 994 habitants soit 90 habitants supplémentaires** par rapport à la population effective au 31.12.2018 :

Population au 31.12.2015	859 habitants
Taux de croissance autorisé	0,75% par année
Horizon de planification	31.12.2036
Croissance autorisée au 31.12.2015	135 habitants
Population maximale au 31.12.2036	994 habitants
Population au 31.12.2018 (année du bilan)	904 habitants
Besoins au 31.12.2018 (année du bilan)	90 habitants

2.2.2 Calcul des réserves en zone à bâtir - Potentiel d'habitants supplémentaires autorisés

Le calcul des réserves en zones à bâtir, établi sous l'angle de la mesure A11 du PDCn, indiquant un potentiel effectif de 614 habitants supplémentaires, la Commune de Faoug est donc très largement surdimensionnée, avec un potentiel excédentaire de 524 habitants :

B. Capacités d'accueil au moment du bilan		En centre	Hors du centre
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]		0	418
		+	+
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]		0	595
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]		33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]		0	196
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]			0
		=	=
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]		0	614

C. Bilan		En centre	Hors du centre
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]		0	524
Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).			

Le constat de départ exigeait donc de réduire de plus de 82% la zone à bâtir communale.

Partant de ce constat, l'objectif prioritaire est de proposer des mesures de réduction des droits à bâtir, permettant de se rapprocher au plus près de la croissance allouée par la mesure A11 du PDCn.

2.2.3 Recommandations cantonales pour réduire les droits à bâtir

Le canton, dans un cadre de réduction des droits à bâtir en raison d'un surdimensionnement communal prévoit les recommandations suivantes :

- Les communes doivent **prioriser le développement vers l'intérieur du milieu bâti** (densification).
- Les terrains situés **en périphérie du village ou mal desservis** sont les premiers candidats au dézonage.
- Les zones à bâtir **non équipées ou peu probables à construire** doivent être réexaminées.
- La commune peut procéder à un **dézonage vers la zone agricole ou une zone de protection**.
- Les parcelles **peu construites ou vides depuis longtemps** sont particulièrement visées.
- Il est nécessaire de **réduire les réserves constructibles jusqu'à atteindre le besoin réel de 15 ans**.
- Cette réduction se fait lors de la **révision du plan d'affectation communal (PACom / PGA)**.
- L'objectif est de **limiter l'étalement urbain et de préserver les terres agricoles et naturelles**.

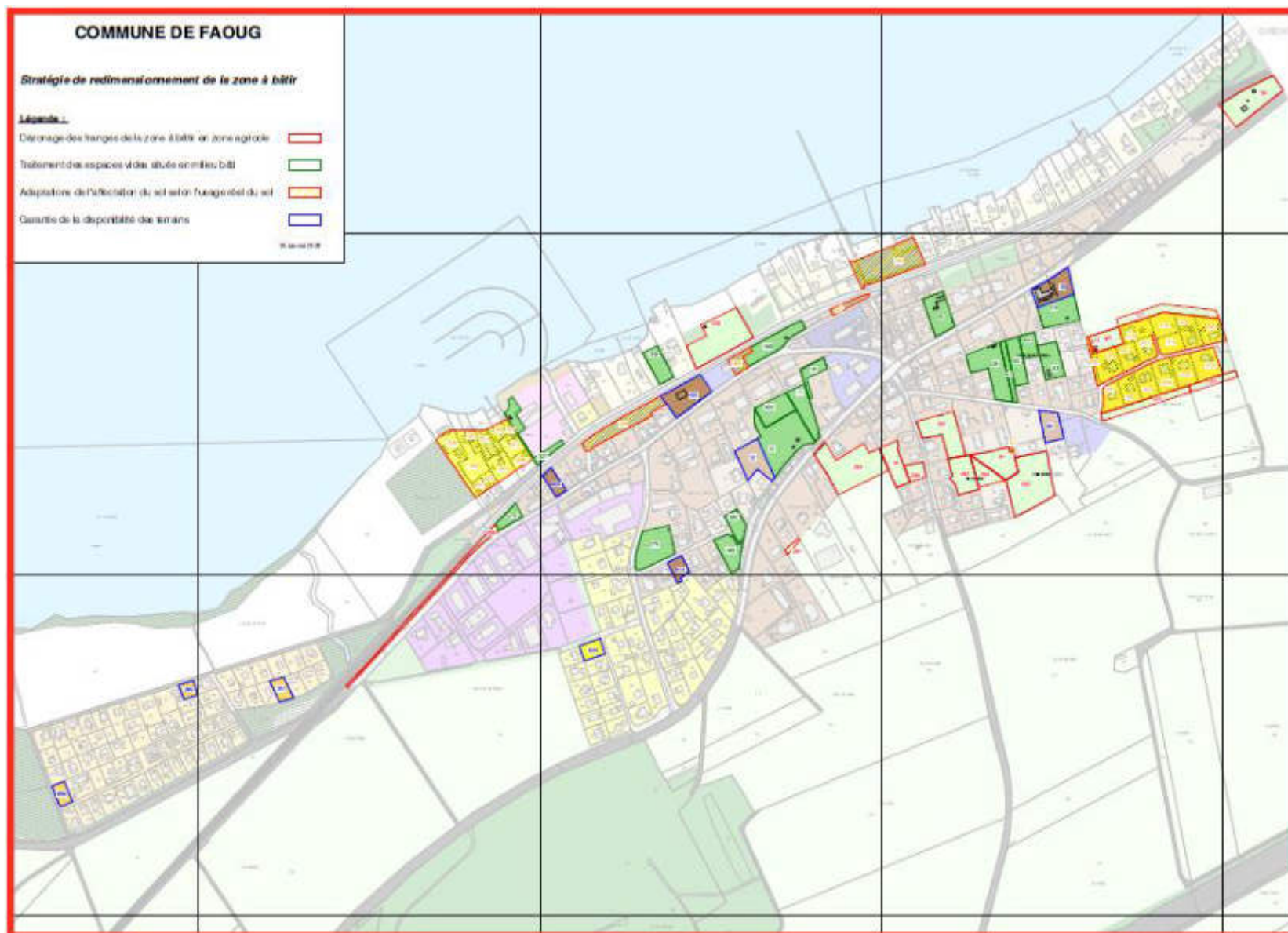
2.2.4 Objectifs de la révision

La révision des outils d'aménagement est également l'occasion d'apporter des modifications à l'affectation du sol en fonction des besoins réels actuels et futurs, de préciser des règles de protection du patrimoine bâti et de revoir la réglementation sur l'aménagement du territoire et la police des constructions.

La présente révision s'attache donc pour l'essentiel :

- **À dimensionner la zone à bâtir de manière à répondre aux besoins des 15 prochaines années**, selon les dispositions de l'art. 15 LAT et la mesure A11 du PDCn. Ce point imposant une très importante réduction des droits à bâtir sur le territoire communal.
- **À modifier le plan et la réglementation, de manière à les adapter aux changements apportés aux législations de niveau supérieur** (LAT, OAT, LATC, RLATC, RLAT).
- À compléter la réglementation afin de **renforcer la protection du patrimoine bâti**.
- **À traiter l'aire forestière** conformément à la législation y relative, en procédant à la constatation de la nature forestière et en inscrivant la distance à la lisière inconstructible.
- **À étendre la protection à d'autres objets du patrimoine culturel**.
- À prendre les mesures adéquates pour **protéger le patrimoine naturel**.
- **À traiter la zone à bâtir dans le secteur des Rives du Lac**, non approuvé en 2003.
- **À dimensionner la zone d'installations publiques pour répondre aux besoins actuels et futurs**.
- **À conserver** l'organisation urbaine, notamment **des dégagements de verdure autour du tissu bâti** et des arbres majeurs.
- **À favoriser le développement vers l'intérieur du tissu bâti existant** pour les 15 prochaines années en adaptant les règles de construction pour les volumes existants.
- **À clarifier le statut des logements dans le secteur des Rives du Lac, en attribuant un caractère d'habitation permanente**.
- **À retranscrire un espace réservé aux eaux (ERE) et aux étendues d'eaux (EREE)**.
- **À prendre en compte la problématique des dangers naturels**.

2.3 Stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir



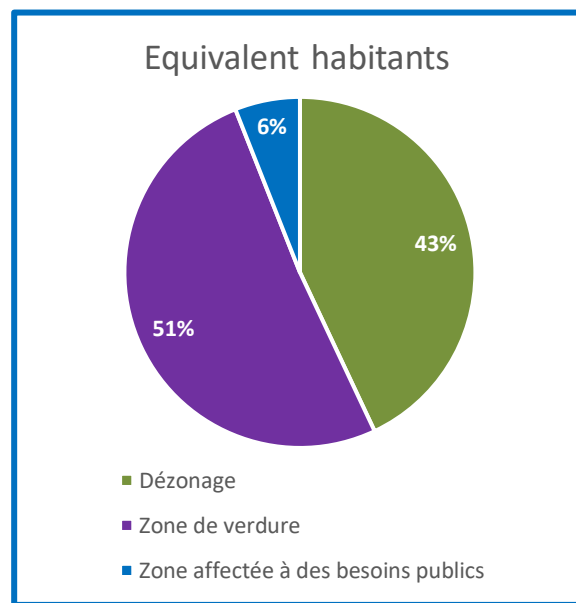
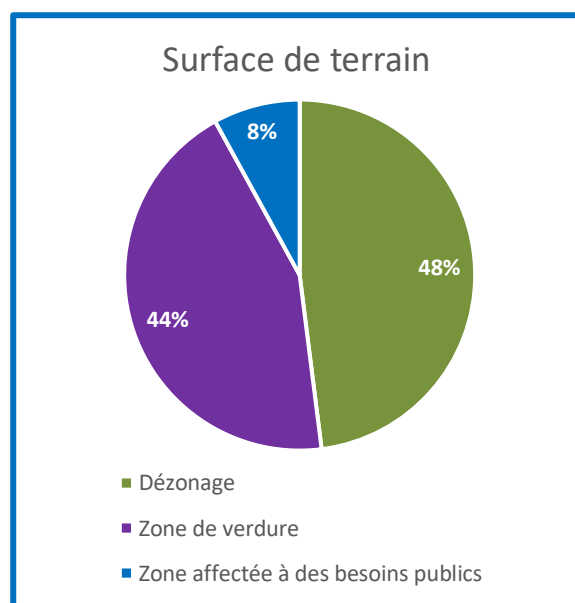
2.4 Bilan du redimensionnement

Libellé	Surface de terrain (m2)	Surface brute de plancher (m2)	Equivalent habitants
Dézonage des franges de la zone à bâtir en zone agricole	32'600	10'704	214
Traitement des espaces vides situés en milieu bâti	29'941	12'954	259
Adaptations de l'affectation selon l'usage réel du sol	5'290	1'510	30
Totaux	67'831	25'168	503

Avant le projet, la méthode automatique de la DGTL détectait un surdimensionnement de **524 habitants** potentiels. La zone réservée a permis de bloquer temporairement l'équivalent de **701 habitants** potentiels.

La stratégie de redimensionnement intégrée au nouveau plan d'affectation communal **permet de réduire considérablement la zone à bâtir**.

Comme le montre la stratégie de redimensionnement présentée ci-dessus, une surface de terrain de **67'831 m2** est concernée par une limitation, un gel ou une suppression des droits à bâtir dans le nouveau plan d'affectation. Par mesure de redimensionnement, la répartition est la suivante :



Selon le calcul effectué sur la plateforme de simulation des réserves en zones à bâtir, il ressort que le projet de PACom présente un surdimensionnement d'environ **293 habitants** potentiels (annexe 18).

Toutefois, **la Municipalité estime que des efforts considérables ont été entrepris pour tenter de se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn. Des potentiels ont été maintenus**, car la Municipalité est soucieuse d'appliquer d'autres principes de l'art. 1 LAT, comme orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, créer un bâti compact ou créer un tissu bâti continu. Pour les raisons évoquées ci-dessus, un **surdimensionnement incompressible** d'environ **293 habitants** potentiels doit être admis pour la Commune de Faoug.

En effet, **toutes les mesures pertinentes du point de vue de l'aménagement du territoire ont été prises** pour tenter de se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn. **Les potentiels maintenus se situent à l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé et leur maintien en zone à bâtir est justifié.**

2.5 Zones et secteurs

2.5.1 Zone centrale 15 LAT A

Cette zone est destinée à l'habitation, aux exploitations agricoles, aux commerces et à l'artisanat, dans la mesure où ces activités n'entraînent pas d'inconvénients pour le voisinage en respect des dispositions de l'Ordonnance sur la qualité de l'air (OPair) et de l'Ordonnance sur la Protection contre le Bruit (OPB), ainsi qu'à la préservation et la mise en valeur du caractère de verdure existant.

Cette zone représente le cœur historique du village. Elle comprend de nombreux bâtiments inscrits au recensement architectural. Les règles de police des constructions sont établies de manière à encourager l'utilisation des volumes existants, tout en garantissant la sauvegarde du caractère traditionnel du tissu bâti.

L'indice d'utilisation du sol de 0,6 du PGA en vigueur est maintenu, avec la possibilité de déroger à la règle pour les travaux s'inscrivant dans les volumes existants.

2.5.2 Zone centrale 15 LAT B

Cette zone est destinée à l'habitation, aux exploitations agricoles, aux commerces et à l'artisanat, dans la mesure où ces activités n'entraînent pas d'inconvénients pour le voisinage en respect des dispositions de l'OPair et de l'OPB, ainsi qu'à la préservation et la mise en valeur du caractère de verdure existant.

Quant à l'indice d'utilisation du sol, il est repris du règlement en vigueur, soit 0,3. Les règles de construction sont reprises en grande partie de la zone centrale 15 LAT A

2.5.3 Zone d'habitation de faible densité 15 LAT

Cette zone reprend les contours de l'ancienne zone de villas, principalement composée de maisons individuelles.

Les activités de type tertiaire liées à l'occupant de l'habitation, non gênantes pour le voisinage, sont autorisées et soumises à autorisation. Elles ne doivent causer aucune nuisance sonore et ne doivent pas générer un trafic inadapté au regard de la destination de la zone.

Le règlement en vigueur fixe un indice d'occupation du sol de 0,2 (1/5) et limite le nombre d'étages à deux sous la corniche plus un étage dans les combles.

En s'appuyant sur ces règles de construction, l'IUS est estimé à 0,54. Toutefois, le nouveau règlement fixe l'IUS à 0,5. Le principe de limiter le nombre de logements est supprimé, afin de favoriser le développement vers l'intérieur du tissu bâti.

2.5.4 Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A

(anciennes zones de résidences - « Les Vouats », « Pâquier aux Oies » et « Es Rochettes »)

Cette zone est destinée aux villas individuelles ou maisons unifamiliales.

Les activités de type tertiaire liées à l'occupant de l'habitation, non gênantes pour le voisinage, sont autorisées et soumises à autorisation. Elles ne doivent causer aucune nuisance sonore et ne doivent pas générer un trafic inadapté au regard de la destination de la zone. Les règles concernant la limite du nombre d'appartements et la taille minimale des parcelles sont supprimées.

L'indice d'utilisation du sol (0,25) et d'occupation du sol (0,2) sont repris du règlement en vigueur.

Des dispositions relatives au revêtement, aux pentes et aux ouvertures des toitures sont précisées.

2.5.5 Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B (les Rives du Lac) (ancienne zone de résidences secondaires)

Cette zone est destinée à la protection des rives du lac au sens de la LPN et à l'habitation.

Cette zone doit garantir **une vision transversale des parcelles sur le Lac.**

Les activités économiques sont interdites dans cette zone

Les règles en vigueur actuellement sont celles de 1979, le secteur ayant été exclu de la révision de 2003. **La réglementation des rives vise à diminuer la pression qui y est exercée et préserver les objets du patrimoine naturel.**

L'indice d'occupation du sol est de 0,125 (1/8) est repris du règlement en vigueur et un IUS de 0,2 est attribué.

Diverses autres dispositions sont ajoutées : revêtement des toitures, haies et clôtures.

2.5.6 Zone affectée à des besoins publics 15 LAT

Cette zone est destinée exclusivement aux constructions, installations et aménagements d'utilité publique, répondant, selon les différents secteurs, aux vocations principales suivantes :

- **Le cimetière et le stand de tir :**
La parcelle n° 93 est occupée par le cimetière sur sa partie Nord et le stand de tir au Sud. La parcelle n° 512 est occupée par des locaux de voirie et permet l'accès au stand de tir.
- **L'école, les bâtiments administratifs et la salle communale :**
La parcelle n° 8 est occupée par l'école, les bâtiments administratifs et la salle communale. La parcelle est entièrement bâtie.
- **La cure et l'Eglise réformée :**
Les parcelles n° 3 et 6 sont bâties et occupées par des bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection spéciale (MH et INV), ainsi que par des jardins historiques. Les parcelles sont entièrement bâties. La parcelle n° 3 est propriété de l'Etat de Vaud.
- **La place de la gare :**
La partie de la parcelle n° 480 déjà destinée à des infrastructures publiques est occupée par un parking et une place de jeux et de rencontre. Cette surface sera nécessaire dans le cadre du réaménagement de la place de la gare.

2.5.7 Zone de verdure 15 LAT

Cette zone est destinée à préserver les sites et les espaces non-bâties. Elle est séparée en trois secteurs, répondant chacun à des fonctions spécifiques.

Plusieurs secteurs actuellement en zone à bâtir mixte sont convertis en zone de verdure comme mesure de diminution de la zone à bâtir. Leur situation ne justifierait pas des dézonages en zone agricole.

- **Le secteur A vise à assurer un continuum arboré et de verdure.** Seule est autorisée la plantation d'arbustes et de haies.
- **Le secteur B sert de transition paysagère entre le tissu bâti et la zone agricole.** Seuls sont autorisés les jardins d'agrément, les potagers et les vergers.
- **Le secteur C permet de conserver des dégagements sur le bâti de qualité.** Seules sont autorisées les constructions de minime importance compatible aux fonctions du secteur.

2.5.8 Zone d'activités économiques 15 LAT

Cette zone est destinée aux constructions, installations et aménagements liés aux activités artisanales.

La notion de « logement de gardiennage » est précisée et devient plus restrictive. L'objectif étant de s'assurer que les locaux soient réellement destinés à des activités économiques et non à du logement et habitations.

La hauteur maximale des bâtiments est portée à 10m au lieu de 7m par soucis de cohérence sur le territoire communal.

2.5.9 Zone de desserte 15 LAT et 18 LAT

Cette zone est destinée à la création de dessertes publiques pour les véhicules et piétons ainsi que pour le stationnement à l'intérieur ou hors de la zone à bâtir.

Elle fait partie des domaines publics communaux et cantonaux et est régie par la loi sur les routes (LRou).

2.5.10 Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT

Cette zone est destinée aux constructions et installations liées aux activités portuaires, à la restauration et aux activités de loisirs et de sport. La construction de nouveaux logements est interdite.

2.5.11 Zone ferroviaire 15 LAT et 18 LAT

La zone ferroviaire comprend les biens-fonds attribués au passage des voies de chemin de fer. Elle est régie par la loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF).

2.5.12 Zone agricole 16 LAT

Cette zone est destinée à l'exploitation agricole liée au sol, ainsi qu'aux activités et aux constructions reconnues conformes à cette zone par la LAT.

2.5.13 Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT

La zone est destinée à assurer la conservation à long terme les rives du lac de Morat, notamment sa flore et sa faune indigènes caractéristiques. Aucune atteinte ne doit lui être portée. Seuls les aménagements et les constructions conformes aux buts de protection sont admis. Les modalités d'entretien de ces milieux doivent garantir leur conservation.

2.5.14 Zone des eaux 17 LAT

Cette zone concerne le domaine public des eaux issu du cadastre, y compris le domaine public des eaux soumis à des concessions (port, digue, ponton, etc.).

2.5.15 Aire forestière 18 LAT

L'aire forestière est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale.

Sans autorisation préalable du service forestier, il est notamment interdit de couper des arbres et de faire des dépôts en forêt, de construire et d'allumer des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières.

2.6 Dangers naturels

La Commune de Faoug est concernée par la problématique des dangers naturels. En se basant sur la note technique du bureau GEOTEST SA et les données mises à disposition sur le guichet cartographique cantonal, la situation générale présente, dans certains secteurs, les risques suivants :

- **Crues** des rivières (INO)
- **Inondation** par remontée du Lac de Morat (INO)
- **Glissements de terrain** permanents (GPP) et spontanés (GSS)

Les principes de précaution suivants sont applicables en tout temps :

- La sécurité des personnes et des biens à l'intérieur des bâtiments doit être garantie.
- L'exposition au danger à l'extérieur des bâtiments doit être évaluée et limitée.
- Le choix des mesures de protection ne peut pas engendrer un report de risque sur les parcelles voisines.

2.7 Autres éléments intégrés au plan d'affectation

La protection des sites construits d'intérêt, des bâtiments et des voies historiques, des eaux souterraines et des cours d'eau (espace réservé aux eaux) est intégrée dans le plan d'affectation.

2.8 Disponibilité foncière

Le nouveau plan d'affectation communal confirme les droits à bâtir de plusieurs parcelles constructibles.

Garantir la disponibilité des terrains implique que les terrains en zone à bâtir soient utilisés conformément à leur affectation prévue et dans les délais impartis.

- L'art. 15 al. 4 lettre d LAT et l'art. 15a LAT fixent l'obligation d'assurer juridiquement la disponibilité des terrains. La nouvelle législation cantonale (LATC), entrée en vigueur le 1er septembre 2018, prévoit des dispositions permettant d'assurer la disponibilité des terrains à bâtir qui ont vocation à être construits.
- L'art. 52 LATC fixe les mesures pour garantir la disponibilité des terrains.

Assurer la **disponibilité des terrains libres de construction est un des cinq principes formulés par la DGTL** dans la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir (voir fiche d'application « *Traitement des zones à bâtir d'habitation et mixtes* » de juin 2021).

Pour les parcelles concernées, la Municipalité estime qu'il est davantage pertinent du point de vue de l'aménagement du territoire de les maintenir en zone à bâtir, notamment pour préserver un milieu bâti compact.

3. Contenu du dossier

Conformément aux exigences légales, le dossier de révision du PACom s'étend sur l'intégralité du territoire communal. Il est composé des éléments suivants :

- Le plan d'affectation communal (PACom) (1 : 2'000 et 1 : 5'000)
- Le plan fixant la limite des constructions (1 : 2'000)
- Le règlement du plan d'affectation communal et la police des constructions ;
- Le rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT ainsi que ses différentes annexes.

4. Procédures

La révision du PACom a suivi les étapes principales suivantes :

Cadre légal

Révision du PACom

	29.09.2016	Octroi du mandat pour la révision du PGA
	16.06.2017	Publication d'un avis dans la FAO
	11.07.2017	Deuxième publication d'un avis dans la FAO
	22.11.2017	Mise à l'enquête publique de la zone réservée
	12.12.2017	Présentation publique de la zone réservée.
4^e adaptation du PDCn	31.01.2018	
Entrée en vigueur de la LATC révisée + RLAT	01.09.2018	
	10.09.2018	Approbation de la zone réservée
	18.12.2018	Séance de coordination et de lancement avec les représentants de la Commune et EspaceSuisse à Berne
	29.01.2019	Analyse de la vision locale avec les représentants de la Municipalité et une délégation d'EspaceSuisse
	31.01.2019	Envoi du dossier pour examen préliminaire
	16.03.2019	Atelier participatif à Faoug organisé par EspaceSuisse
Directive NORMAT révisée	01.07.2019	
	31.10.2019	Séance de coordination avec le SDT, la DGMR, la DGE-EAU et la DIRNA-BIODIV
	13.12.2019	Retour de l'examen préliminaire par le SDT
4^e adaptation bis du PDCn	20.12.2019	
Adoption du plan sectoriel SDA	08.05.2020	

	06.11.2020	Séance de coordination avec la DGTL sur le redimensionnement de la zone à bâtir
	10.2021	Envoi du dossier pour examen préalable
	31.03.2022	Réception de l'examen préalable
4 ^e adaptation ter du PDCn	07.07.2022	
4 ^e adaptation quater du PDCn	11.11.2022	
	27.02.2023	Approbation de la Municipalité pour l'enquête publique
	08.03.2023 - 07.04.2023	Enquête publique
	05.2023 - 11.2023	Séances de conciliation après oppositions
	20.06.2025 - 20.07.2025	Enquête publique complémentaire
	09.2025	Séances de conciliation après oppositions
	04.2026	Séance du Conseil communal pour adopter le PACom

5. Oppositions et lettre ouverte

L'ensemble du dossier a été soumis à l'**enquête publique du 8 mars au 7 avril 2023** et à **une enquête publique complémentaire du 11 juin au 10 juillet 2025**.

36 oppositions et une lettre ouverte ont été déposées lors de l'enquête publique de 2023 dont :

- 10 ont été retirées par les opposants
 - 1 dans le cadre de l'enquête initiale
 - 9 dans le cadre de l'enquête complémentaire
- 18 ont été maintenues et/ou étayées (5) lors de la mise à l'enquête complémentaire
- 9 ont été maintenues

12 nouvelles oppositions ont été déposées lors de l'enquête complémentaire de 2025 dont :

- 1 a été retirée
- 11 ont été maintenues

Tous les opposants ont été invités à une ou plusieurs audiences de conciliation.

Le préavis transmis aux membres du Conseil Communal contenait, sur 63 pages, un résumé de la procédure, des oppositions déposées et des documents échangés dans le cadre des deux mises à l'enquête.

Ces informations ne pouvant être communiquées sans un accord écrit de toutes les parties, une version abrégée du préavis est publiée.

La version intégrale du préavis, étant portée au dossier pour la suite de la procédure.

6. Conclusion

La Municipalité a entrepris des efforts considérables, en matière de redimensionnement de la zone à bâtir, pour se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn.

Parallèlement, la révision se cantonne à traiter les aspects qualitatifs de l'urbanisme local.

La valeur reconnue du patrimoine bâti est une grande motivation pour fixer des règles permettant d'en assurer la pérennité et d'offrir un cadre de vie agréable au sens de l'art. 1 al. 2 let. c LAT.

La Municipalité estime que le projet de plan d'affectation communal est conforme aux lois supérieures ainsi qu'aux directives cantonales et au PDCn en particulier, et que le projet peut être présenté pour l'adoption du Conseil Communal (art. 42 LATC) et l'approbation du département (art. 43 LATC).

La Municipalité propose au Conseil Communal

- Vu le préavis 01/2026
- Oûi le rapport de la Commission PACom – Bâtiments et urbanisme
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

1. **De lever l'opposition formée par la DGIP (Etat de Vaud) et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
2. **De lever les oppositions formées par Madame Kilchemann Anna-Rosa et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
3. **De lever l'opposition formée par Monsieur Cornaz Daniel (1) et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
4. **De lever les oppositions formées par Messieurs Clément Jean-Pierre et Nicolas et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
5. **De lever les oppositions formées par Madame Moser Simone et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
6. **De lever les oppositions formées par Madame Schmidt Malaika et Monsieur Schmidt Georg et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
7. **De lever l'opposition formée par Madame Carrard Fanny et Monsieur Carrard Sylvain et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
8. **De lever l'opposition formée par Monsieur Cornaz Daniel (2) et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
9. **De lever les oppositions formées par Madame Zumbrennen Marlen et Monsieur Zumbrennen Kurt et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**
10. **De lever l'opposition formée par Monsieur Hug Wolfgang Alexander et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis**

11. De lever les oppositions formées par Madame Schuerch Franziska et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
12. De lever les oppositions formées par Madame Gigaud Ruth, Monsieur Brechbuehl Beat et Monsieur Brechbuehl Hans-Joerg et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
13. De lever les oppositions formées par Madame Berger Marie-Therese et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
14. De lever les oppositions formées par l'entreprise Delogis SA et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
15. De lever les oppositions formées par Monsieur Richner Patrick et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
16. De lever les oppositions formées par Madame Peter Sylva et Monsieur Peter Andreas et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
17. De lever les oppositions formées par Tschan, Jordi et consorts et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
18. De lever l'opposition formée par Madame Bula Murielle et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
19. De lever les oppositions formées par Nufer et consorts et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
20. De lever l'opposition formée par la famille Bula et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
21. De lever les oppositions formées par Madame Studer Françoise Marcelle, Madame Studer Anne Catherine et Monsieur Studer Raphaël Cyprien et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
22. De lever les oppositions formées par Madame Lavanchy Anne et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
23. De lever les oppositions formées par Madame Pittet Michèle et Monsieur Pittet Michel et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
24. De lever l'opposition formée par Cibolini Holding SA et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
25. De lever les oppositions formées par Madame Urwyler Yvonne et Monsieur Urwyler Adrian et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
26. De lever les oppositions formées par Monsieur Cornaz François et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis

27. De lever les oppositions formées par Monsieur Jaquet Gilles et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
28. De lever l'opposition formée par Madame Harvey Sarah et Monsieur Harvey Matt et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
29. De lever l'opposition formée par Madame Graber Liselotte et Monsieur Graber Pascal et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
30. De lever l'opposition formée par Monsieur Parisod Jean-Paul et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
31. De lever l'opposition formée par Farilux SA et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
32. De lever l'opposition formée par Monsieur Zumbrennen Marcel et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
33. De lever l'opposition formée par Clerc-Delley Transports SA et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
34. De lever l'opposition formée par Madame Furrer Elisabeth et Monsieur Furrer Herbert et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
35. De lever l'opposition formée par Madame Gränicher Humbert Doris et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
36. De lever l'opposition formée par ZIFAM AG et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
37. De lever l'opposition formée par Monsieur Duarte Morais Ferreira António Alberto et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
38. De lever l'opposition formée par Monsieur Fleischhacker Patrick et d'adopter la proposition de réponse telle qu'énoncée en annexe du présent préavis
39. D'adopter le préavis municipal n° 01-2026 relatif à la révision du plan d'affectation communal
40. D'adopter le plan d'affectation communal au 2'000 (annexe 1), le plan d'affectation communal au 5'000 (annexe 2), le règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions (annexe 3) et le plan fixant la limite des constructions (annexe 4)
41. D'abroger le PGA du 18 mai 1979 et son règlement régissant le secteur des Rives du Lac ainsi que les parcelles RF 11 et RF 12
42. D'abroger le PGA du 10 décembre 2023 et son règlement régissant l'ensemble du territoire, hormis le secteur des Rives du Lac ainsi que les parcelles RF 11 et RF 12
43. D'abroger le plan partiel d'affectation (PPA) "Es Rochettes (parcelles n° 60 et 66)" du 18 mai 1979

44. D'abroger le plan partiel d'affectation (PPA) « Port nautique » sur les parcelles n° 327 et n° 328 du 14 novembre 1980
45. D'abroger le plan de la zone réservée, du 10 septembre 2018
46. D'abroger le plan d'alignement du village du 11 août 1926 régissant les limites de constructions
47. D'autoriser la municipalité à entreprendre toute démarche pour mener ce projet à terme et, le cas échéant, à plaider devant toute instance dans cette affaire ;
48. De réserver l'approbation du PACom par l'autorité cantonale compétente.

La Municipalité vous remercie de l'attention que vous porterez à ce préavis et vous demande de bien vouloir l'approuver. Elle vous présente, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers, ses meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic :



Johann Theux



La Secrétaire :



Laury Brünisholz

Annexes :

1. Plan d'affectation communal au 2'000
2. Plan d'affectation communal au 5'000
3. Règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions
4. Plan fixant la limite des constructions
5. Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT et ses annexes
 1. Plan général d'affectation du 10 décembre 2003
 2. Plan général d'affectation du 18 mai 1979
 3. Plan synoptique des limites des constructions des routes de la DGMR
 4. Questionnaire sur l'examen préliminaire, validé par la Municipalité le 29 janvier 2019
 5. Préavis préliminaire de la DGTL, daté du 13 décembre 2019
 6. Notes de la séance de coordination du 6 novembre 2020
 7. Examen préalable du 31 mars 2022
 - a) Examen préalable
 - b) Examen OFROU
 8. Notes de la séance de coordination du 18 juin 2024
 9. Examen préalable complémentaire du 4 février 2025
 - ~~10. Tableau résumant le bilan des oppositions aux deux enquêtes~~
 11. Préavis des CFF, du 9 novembre 2021
 12. Préavis de la LNM, du 15 février 2023
 13. Plan de la constatation de la nature forestière
 14. Courrier du 17 juillet 2012 relatif à l'étude biodiversité des rives du lac
 15. Plan de la zone réservée, approuvée par le Département le 10 septembre 2018
 16. Plan du périmètre de territoire urbanisé (nouvelle version)
 17. Plan de la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir (nouvelle version)
 18. Bilan des réserves en zones à bâtir (nouvelle version)
 19. Plan général de l'ERE
 20. Note technique du bureau GEOTEST SA, datée du 12.12.2022
 21. Plan des modifications d'affectation pour enquête publique
 22. Plan des modifications d'affectation pour enquête complémentaire
 23. Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles du bureau Prona, du 19 octobre 2020
 24. Plan du chemin riverain à réaliser
 25. Attestation du bureau GEOTEST SA, du 25.01.2023
 26. Plan des SDA avant le projet
 27. Plan des restitutions aux SDA (nouvelle version)

~~6. Oppositions déposées~~

~~7. Projets de courriers de réponses aux opposantes et opposants~~

L'annexe 10 du rapport 47 OAT, les oppositions déposées et les projets de courriers de réponses aux opposants ne peuvent être transmis sans l'accord de toutes les parties.

Toutes les annexes, étant portées au dossier pour la suite de la procédure.

Annexe 1 du préavis

Plan d'affectation communal au 2'000



APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 27 FEVRIER 2023
APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 5 MAI 2025
LE SYNDIC LA SECRETAIRE :

SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 8 MARS 2023 AU 7 AVRIL 2023
SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE DU 20 JUIN AU 20 JUILLET 2025

LE SYNDIC LA SECRETAIRE :

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU

LE PRESIDENT : LA SECRETAIRE :

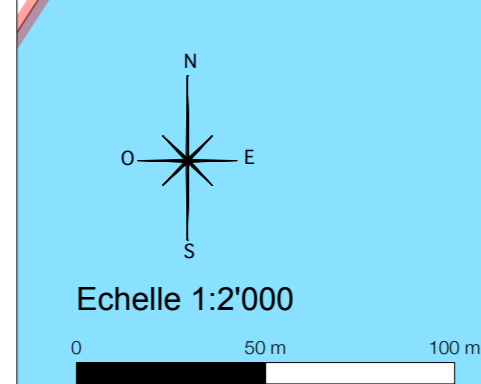
APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT
LAUSANNE, LE

LA CHEFFE DU DEPARTEMENT :

ENTRE EN VIGUEUR, LE

10 mars 2026

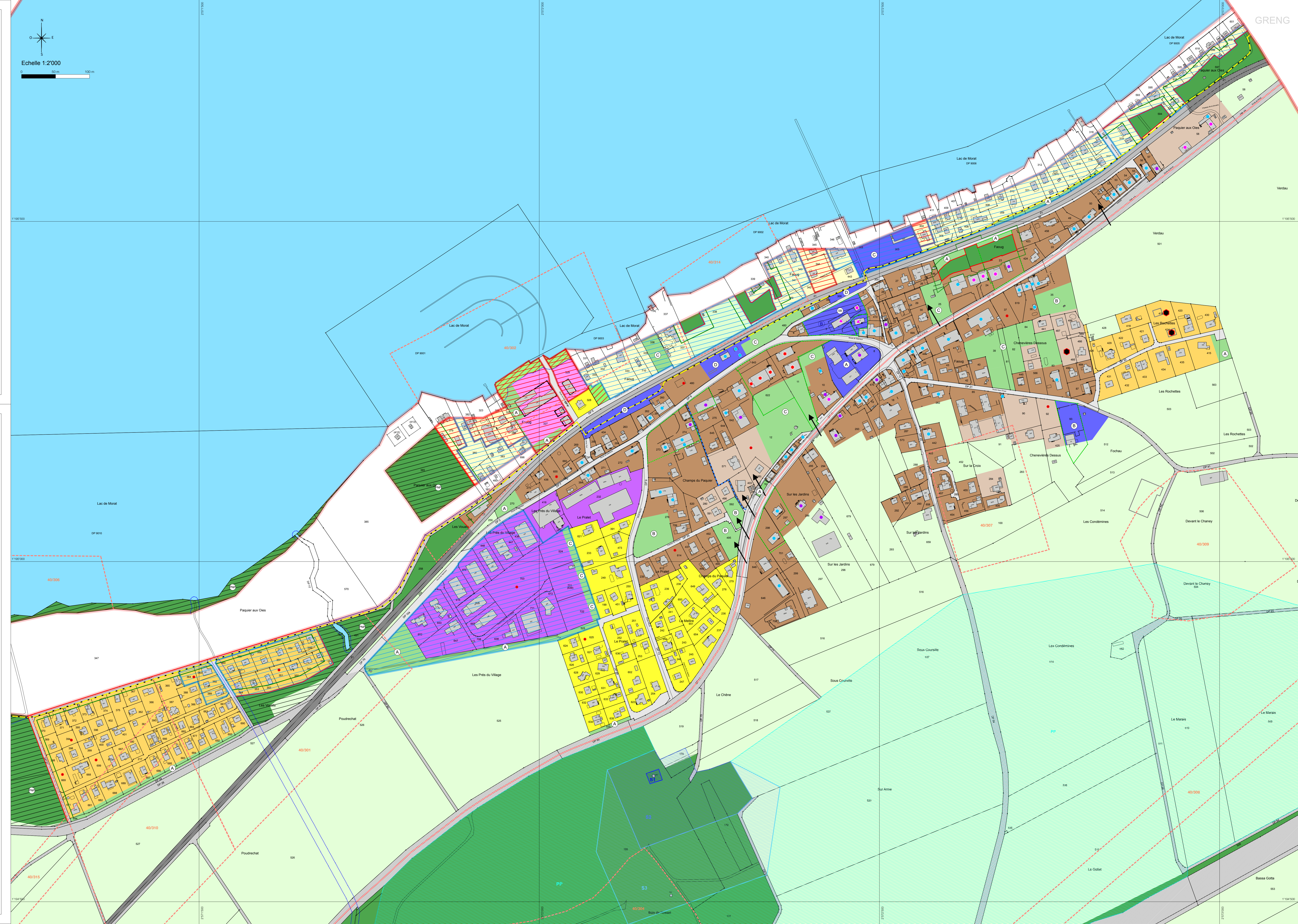
Agence Werker Architecture SArl T : +41 26 565 38 43 François Werker, Architecte HES SA, REG G Urbaniste FSU
Route de Morat 3 E : f.werker@architecture.ch
1505 Faoug W : www.werker.ch



LEGENDE :

- Affectation du sol**
 - Zone centrale 15 A LAT
 - Zone centrale 15 B LAT
 - Zone de faible densité 15 LAT
 - Zone d'habitation de très faible densité A 15 LAT
 - Zone d'habitation de très faible densité B 15 LAT
 - Zone d'activités économiques 15 LAT
 - Zone affectée à des besoins publics 15 LAT - Secteur A / B / C / D
 - Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT
 - Aire d'implantation des constructions
 - Zone de verdure 15 LAT - Secteur A / B / C / D
 - Zone de desserte 15 LAT
 - Zone ferroviaire 15 LAT
 - Zone agricole 16 LAT
 - Zone des eaux 17 LAT
 - Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT
 - Zone de desserte 18 LAT
 - Zone ferroviaire 18 LAT
 - Aire forestière 18 LAT
- Forêts**
 - Lisières forestières selon constatation de nature du 05.08.2021
 - Distance inconstructible à la lisière (10 m)
- Patrimoine culturel**
 - Recensement architectural - Objets notés 1/2/3/4
 - Mesures de protection - Objets inscrits à l'inventaire cantonal (INV)
 - Mesures de protection - Objets classés comme Monument historiques (MH)
 - Secteurs protégés - Secteur de protection du site bâti 17 LAT
 - Parcelles recensées à l'inventaire ICOMOS
 - Voies de communication historiques (VSH)
 - Régions archéologiques
- Patrimoine naturel**
 - Secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT
- Eaux**
 - Espace réservé aux eaux selon OEaux art. 41a et 41b (voir plan annexé)
 - Zones S1/S2/S3 de protection des eaux et périmètre de protection des eaux (PP)
- Dangers naturels**
 - Secteurs de restrictions INO 1
 - Secteurs de restrictions INO 2
- Garantie de la disponibilité des terrains**
 - Parcelles concernées par l'art. 188 du règlement (garantie de la disponibilité des terrains)
- Mobilité**
 - Chemin piétonnier inscrit à l'inventaire cantonal
 - Parcours piétonnier public
- Informations indicatives**
 - Périmètre du plan d'affectation communal
 - Vues à préserver
 - Informations relatives au fond cadastral
 - Bâtiments projetés
 - Permis de construire délivrés

Plan de base établi conformément au plan cadastral fourni par le bureau d'études NPPR Ingénieurs et géomètres SA
Mensurations cadastrales du 2 décembre 2025
Géodonnées © Etat de Vaud
Certifié conforme selon l'art. 15 RLAT par le géomètre breveté, le
Jean-Marc Rey, ingénieur géomètre breveté



Annexe 2 du préavis

Plan d'affectation communal au 5'000



APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 27 FEVRIER 2023
APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 5 MAI 2025

LE SYNDIC : LA SECRETAIRE :

SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 8 MARS 2023 AU 7 AVRIL 2023
SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE DU 20 JUIN AU 20 JUILLET 2025

LE SYNDIC : LA SECRETAIRE :

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU

LE PRESIDENT : LA SECRETAIRE :

APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT
LAUSANNE, LE

LA CHEFFE DU DEPARTEMENT :

ENTRE EN VIGUEUR, LE

10 mars 2026

Agence Wenker Architecture Sàrl
Route de Morat 3
1595 Faoug
T : +41 26 565 38 43
E : info@awarchitecture.ch
W : www.awarchitecture.ch
François Wenker,
Architecte HES SA, REG B
Urbaniste PSU

101 - REG-26 - Approuvé

LEGENDE :

Affectation du sol

- Zone centrale 15 A LAT
- Zone centrale 15 B LAT
- Zone de faible densité 15 LAT
- Zone d'habitation de très faible densité A 15 LAT
- Zone d'habitation de très faible densité B 15 LAT
- Zone d'activités économiques 15 LAT
- Zoen affectée à des besoins publics 15 LAT - Secteur A / B / C / D
- Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT
- Aire d'implantation des constructions
- Zone de verdure 15 LAT - Secteur A / B / C / D
- Zone de desserte 15 LAT
- Zone ferroviaire 15 LAT
- Zone agricole 16 LAT
- Zone des eaux 17 LAT
- Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT
- Zone de desserte 18 LAT
- Zone ferroviaire 18 LAT
- Aire forestière 18 LAT

Forêts

- Lisières forestières selon constatation de nature du 05.08.2021
- Distance inconstructible à la lisière (10 m)

Patrimoine culturel

- Recensement architectural - Objets notés 1/2/3/4
- Mesures de protection - Objets inscrits à l'inventaire cantonal (INV)
- Mesures de protection - Objets classés comme Monument historiques (MH)
- Secteurs protégés - Secteur de protection du site bâti 17 LAT
- Parcelles recensées à l'inventaire ICOMOS
- Voies de communication historiques (IVS)
- Régions archéologiques

Patrimoine naturel

- Secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT
- Inventaire fédéral - Zones alluviales
- Inventaire fédéral - Réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs (CROEM)

Eaux

- Espace réservé aux eaux selon OEAux art. 41a et 41b (voir plan annexé)
- Zones S1/S2/S3 de protection des eaux et périmètre de protection des eaux (PP)

Dangers naturels

- Secteurs de restrictions INO 1
- Secteurs de restrictions INO 2

Garantie de la disponibilité des terrains

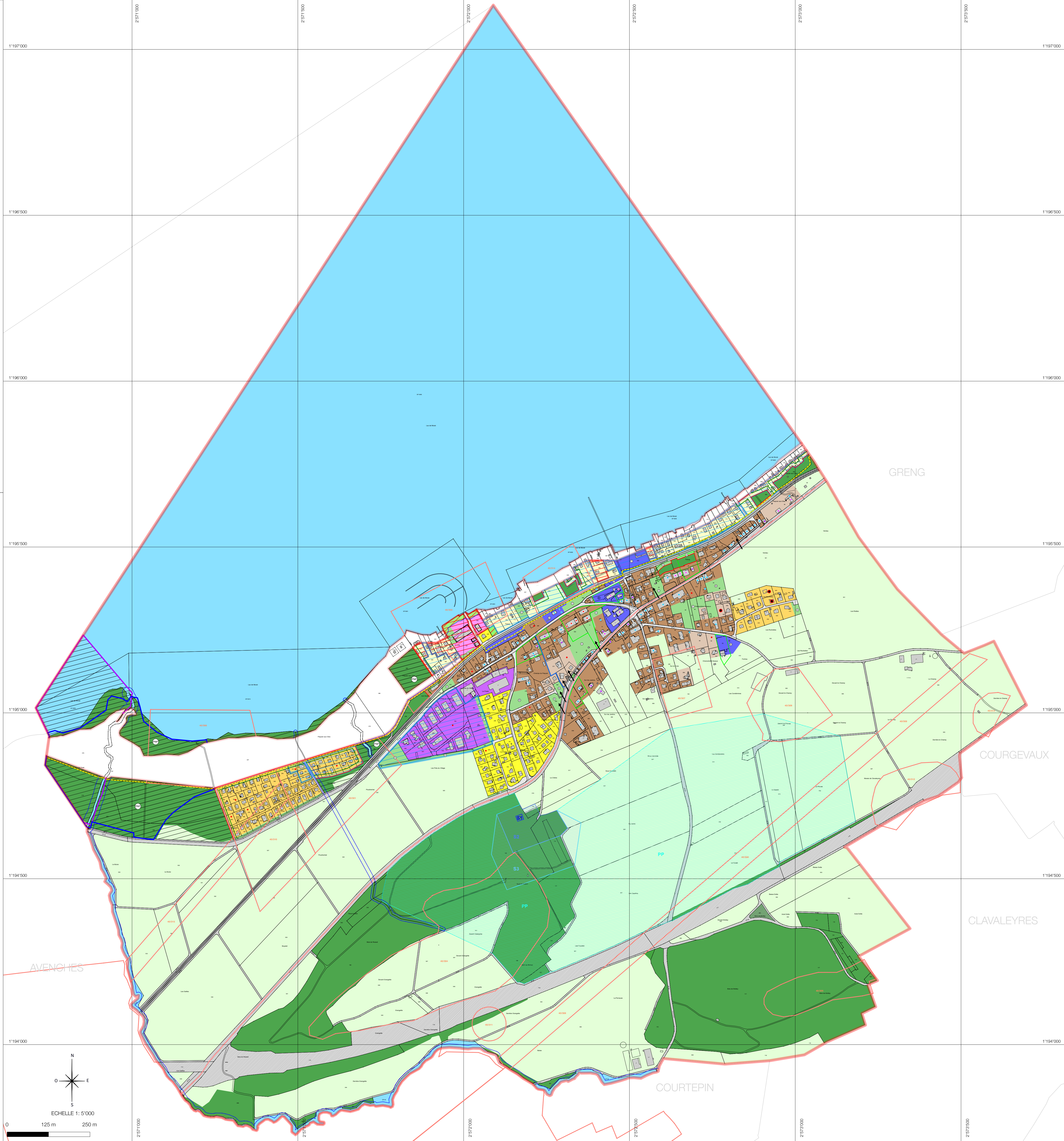
- Parcelles concernées par l'art. 188 du règlement (garantie de la disponibilité des terrains)

Mobilité

- Chemin pédestre inscrit à l'inventaire cantonal
- Parcours piétonnier public

Informations indicatives

- Périmètre du plan d'affectation communal
- Vues à préserver
- Informations relatives au fond cadastral
- Bâtiments projetés
- Permis de construire délivrés



Plan de base établi conformément au plan cadastral fourni par le bureau d'études NPPR Ingénieurs et géomètres SA
Mensurations cadastrales du 2 décembre 2025
Géodonnées © Etat de Vaud
Certifié conforme selon l'art. 15 RLAT par le géomètre breveté, le
Jean-Marc Rey, ingénieur géomètre breveté

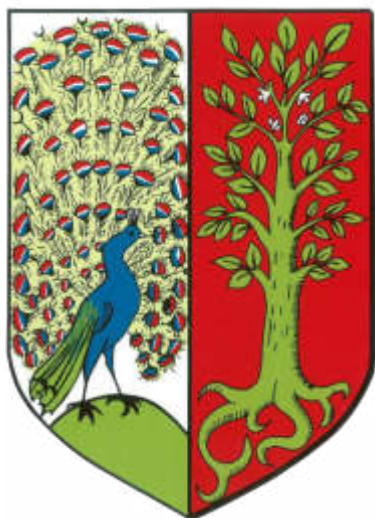
Annexe 3 du préavis

Règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions



commune de Faoug

Règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions



Version 1.0

Edition février 2026

SOMMAIRE

CHAPITRE I	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
CHAPITRE II	ZONE CENTRALE 15 LAT A	5
CHAPITRE III	ZONE CENTRALE 15 LAT B	6
CHAPITRE IV	ZONE D'HABITATION DE FAIBLE DENSITÉ 15 LAT	7
CHAPITRE V	ZONE D'HABITATION DE TRÈS FAIBLE DENSITÉ 15 LAT A	8
CHAPITRE VI	ZONE D'HABITATION DE TRÈS FAIBLE DENSITÉ 15 LAT B	9
CHAPITRE VII	ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 15 LAT	10
CHAPITRE VIII	ZONE AFFECTÉE À DES BESOINS PUBLICS 15 LAT	10
CHAPITRE IX	ZONE DE TOURISME ET DE LOISIRS 15 LAT	11
CHAPITRE X	ZONE DE VERDURE 15 LAT	11
CHAPITRE XI	ZONE AGRICOLE 16 LAT	12
CHAPITRE XII	ZONE DES EAUX 17 LAT	12
CHAPITRE XIII	ZONE DE PROTECTION DE LA NATURE ET DU PAYSAGE 17 LAT	12
CHAPITRE XIV	ZONE DE DESSERTTE 15 ET 18 LAT	12
CHAPITRE XV	ZONE FERROVIAIRE 15 ET 18 LAT	12
CHAPITRE XVI	AIRE FORESTIÈRE 18 LAT	12
CHAPITRE XVII	CONTENUS SUPERPOSÉS	13
CHAPITRE XVIII	RÈGLES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES	15
CHAPITRE XIX	POLICE DES CONSTRUCTIONS	23
CHAPITRE XX	GARANTIE DE LA DISPONIBILITÉ DES TERRAINS	24
CHAPITRE XXI	DISPOSITIONS FINALES	24

ABREVIATIONS

AIHC	Accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions
DS	Degré de sensibilité au bruit
ECA	Etablissement d'assurance contre l'inventue et les éléments naturels du Canton de vaud
ELR	Evaluation locale des risques
ERE	Espace réservé aux eaux
EREE	Espace réservé aux étendues d'eau
ICOMOS	Conseil international des monuments et des sites
IM	Indice de masse
IOS	Indice d'occupation du sol
IUS	Indice d'utilisation du sol
IVS	Inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse

ABREVIATIONS DES BASES LÉGALES

CRF	Code rural et foncier, du 07.12.1987 (211.41)
LAT	Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 22.06.1979 (700)
LATC	Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions, du 04.12.1985 (700.11)
LCdF	Loi fédérale sur les chemins de fer, du 20.12.1957 (742.101)
LFaune	Loi sur la faune, du 28.02.1989 (922.03)
LPDP	Loi sur la police des eaux dépendant du domaine public, du 03.12.1957 (721.01)
LPE	Loi fédérale sur la protection de l'environnement, du 07.10.1983 (814.01)
LPIEN	Loi sur la prévention des incendies et des dangers résultant des éléments naturels, du 27.05.1970 (963.11)
LPN	Loi sur la protection de la nature et du paysage, du 01.07.1966 (451)
LPrPCI	Loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier, du 30.11.2021 (451.16)
LRou	Loi sur les routes, du 10.12.1991 (725.01)
OAT	Ordonnance sur l'aménagement du territoire, du 28.06.2000 (700.1)
OEaux	Ordonnance sur la protection des eaux, du 28.10.1998 (814.201)
OVS	Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse, du 14.04.2010 (451.13)
OPair	Ordonnance sur la protection de l'air, du 16.12.1985 (814.318.142.1)
OPB	Ordonnance sur la protection contre le bruit, du 15.12.1986 (814.41)
RLAT	Règlement sur l'aménagement du territoire, du 22.08.2018 (700.11.2)
RLATC	Règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, du 19.09.1986 (700.11.1)
RLFaune	Règlement d'exécution de la loi du 28.02.1989 sur la faune, du 07.07.2004 (922.03.1)

Le Conseil Communal de la Commune de Faoug :

vu :

la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT) ;

l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT) ;

la loi cantonale du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) ;

le règlement d'application du 19 septembre 1986 de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC) ;

le règlement sur l'aménagement du territoire du 22 août 2018 (RLAT) ;

arrête :

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1	Le présent règlement fixe les buts destinés à assurer un aménagement rationnel du territoire de la Commune de Faoug et les règles de la Police des constructions.	Buts
Art. 2	La Municipalité établit des plans d'affectation concernant l'entier ou des portions de son territoire.	Autorité
Art. 3	<ol style="list-style-type: none">1. Le présent règlement fait partie intégrante du plan d'affectation communal, qui se compose d'un plan à l'échelle 1:2'000, d'un plan à l'échelle 1:5'000 ainsi que du présent règlement.2. A défaut de règles particulières résultant de plans d'affectation, les dispositions ci-après s'appliquent à l'ensemble du territoire communal.	Champs d'application
Art. 4	<ol style="list-style-type: none">1. Pour préavis sur des projets importants d'urbanisme ou de police des constructions, la Municipalité prend l'avis d'une commission consultative choisie parmi des personnes compétentes en matière de construction et d'urbanisme.2. Cette commission, composée de 3 membres, fonctionnera sur demande de la Municipalité. Les émoluments sont fixés par le Conseil Communal dans le règlement des émoluments administratifs en matière d'aménagement du territoire et de police des constructions.3. Elle peut intervenir sur demande d'une partie. Dans ce cas, les émoluments de la commission peuvent être mis à la charge du requérant.4. Pour préavis sur tous les objets relatifs aux plans d'affectation et à la construction, la Municipalité peut prendre l'avis de spécialistes en la matière.	Préavis de spécialistes
Art. 5	Le territoire communal comprend 14 zones et 1 aire. Il s'agit de : <ul style="list-style-type: none">• Zone centrale 15 LAT A• Zone centrale 15 LAT B• Zone d'habitation de faible densité 15 LAT• Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A• Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B• Zone d'activités économiques 15 LAT• Zone affectée à des besoins publics 15 LAT• Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT• Zone de verdure 15 LAT• Zone agricole 16 LAT• Zone des eaux 17 LAT• Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT• Zone de desserte 15 LAT et 18 LAT• Zone ferroviaire 15 LAT et 18 LAT• Aire forestière 18 LAT	Zones

Art. 6	S'il s'agit d'ensembles suffisamment importants, la Municipalité peut autoriser des dispositions différentes de celles qui sont précisées dans le présent règlement, moyennant l'élaboration d'un plan d'affectation.	Elaboration d'un plan d'affectation
--------	---	-------------------------------------

CHAPITRE II ZONE CENTRALE 15 LAT A

(ancienne zone du village A)

Art. 7	Cette zone est destinée à l'habitation, aux exploitations agricoles, aux commerces et à l'artisanat, dans la mesure où ces activités n'entraînent pas d'inconvénients pour le voisinage, en respect des dispositions de l'OPair et de l'OPB, ainsi qu'à la préservation et la mise en valeur de la qualité du tissu villageois.	Destination
Art. 8	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 9	L'indice d'utilisation du sol (IUS) maximal admissible est fixé à 0,6.	Mesures d'utilisation du sol
Art. 10	<ol style="list-style-type: none"> 1. Toute reconstruction, transformation ou augmentation des surfaces habitables s'harmoniseront aux constructions existantes, notamment par la volumétrie, l'orientation, la forme, les dimensions et les teintes. 2. En cas de reconstruction et agrandissement, une architecture s'inscrivant dans les gabarits des maisons villageoises est encouragée. Les détails des constructions et de leurs abords seront pris en considération pour tout projet. Les dispositions de l'article 89 du présent règlement sont réservées. 3. Une attention particulière sera portée dans le respect du caractère rural de la localité. 	Transformation et reconstruction des bâtiments
Art. 11	Le nombre de logements n'est pas limité. Toutefois, le nombre de studios ou d'appartements jusqu'à une pièce et demi est limité à deux par bâtiment.	Nombre de logements
Art. 12	<ol style="list-style-type: none"> 1. Partout où la contiguïté existe, celle-ci est obligatoire. 2. Des bâtiments nouveaux peuvent être construits en ordre contigu à condition d'être édifiés simultanément et que l'architecture soit compatible avec celle des bâtiments avoisinants. 3. Dans les autres cas, l'ordre non contigu est obligatoire. 	Ordre des constructions
Art. 13	<ol style="list-style-type: none"> 1. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 4.00 m au minimum. En cas de hauteur de façade à la corniche supérieure à 6.50 m, cette distance est portée à 6.00 m. 2. Les distances fixées à l'alinéa 1 est doublée entre bâtiments sis sur une même propriété. 3. Les alinéas 1 et 2 sont applicables sous réserve des législations imposant des distances supérieures. 	Distances aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 14	La longueur maximale admissible des façades est de 40.00 m.	Longueur maximale des façades
Art. 15	La longueur des murs mitoyens ou aveugles sera inférieure ou égale à 16.00 m dans tous les cas.	Profondeur des bâtiments
Art. 16	Le nombre d'étages est limité à deux sous la corniche. Les combles sont habitables sur un seul niveau. Les surcombles peuvent être utilisés comme mezzanine ou galeries ouvertes, à la condition d'être éclairés uniquement depuis les façades pignons.	Nombre d'étages

Art. 17	<ol style="list-style-type: none"> 1. Des ouvertures du type châssis rampants (tabatière) ou des lucarnes à deux pans (type jacobine) sont autorisées. 2. Les lucarnes doivent être placées sans interruption de l'avant-toit. 3. La somme de toutes les largeurs des ouvertures en toiture ne dépassera pas le 1/3 de la longueur du pan de toiture concerné. 4. La largeur hors tout de chaque ouverture en toiture ne peut être plus importante que celles des ouvertures du niveau situé directement en-dessous du pan de toit concerné. 5. Les ouvertures en toiture doivent faire l'objet d'une intégration soigneusement étudiée et leur disposition sera en harmonie avec celle des percements dans la façade située sous le pan de toit concerné. 	Ouvertures en toiture
Art. 18	Les balcons incorporés à la toiture sont interdits.	Balcons incorporés à la toiture
Art. 19	Les superstructures (cheminées, cages d'ascenseurs, antennes, etc.) sont limitées au minimum techniquement indispensable et regroupées au maximum, dans des volumes compacts obéissant aux impératifs d'esthétique et d'intégration des bâtiments.	Superstructures
Art. 20	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les balcons en façade et les balcons traités sous forme de galeries continues reliées au sol sont autorisés. 2. Sont toutefois réservées les dispositions applicables à la protection du patrimoine bâti (en particulier les notes "2" et "3" du recensement architectural). 	Balcons
Art. 21	Une attention particulière sera accordée au traitement des espaces de transition entre le domaine public et les bâtiments. Ainsi, les aménagements extérieurs des nouvelles constructions ou reconstruction s'inspireront des caractéristiques de tels espaces dans le village (cours ouvertes, murets, jardins, etc.).	Espaces non construits
Art. 22	Les places de stationnement, couverts à voitures ou garages seront implantés en accord avec les cours, murets ou constructions dignes d'intérêt existants et seront aménagés en respectant les caractéristiques spatiales des dégagements sur l'espace public.	Stationnement de voitures
Art. 23	Les constructions auront un avant-toit de 0.20 m au minimum du côté de la façade pignon et de 0.60 m au minimum en façade chéneau.	Avant-toit
CHAPITRE III ZONE CENTRALE 15 LAT B		
(ancienne zone du village B)		
Art. 24	Cette zone est destinée à l'habitation, aux exploitations agricoles, aux commerces et à l'artisanat, dans la mesure où ces activités n'entraînent pas d'inconvénients pour le voisinage en respect des dispositions de l'OPair et de l'OPB, ainsi qu'à la préservation et la mise en valeur du caractère de verdure existant.	Destination
Art. 25	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 26	L'indice d'utilisation du sol (IUS) maximal admissible est fixé à 0,3.	Mesures d'utilisation du sol
Art. 27	Les articles 10 à 20 du présent règlement sont applicables.	Règles constructives

Art. 28	<p>Dans les secteurs de vues à préserver spécifiés sur le plan, pour de nouvelles constructions, la Municipalité prend les mesures nécessaires, dans le but d'assurer des vues sur le lac :</p> <ul style="list-style-type: none"> • imposer une implantation différente de toutes les constructions. • limiter la hauteur de celles-ci à l'altitude de 1.00 m. au dessus du niveau de la route à l'endroit correspondant. 	Vues à préserver
---------	--	------------------

CHAPITRE IV ZONE D'HABITATION DE FAIBLE DENSITÉ 15 LAT

(ancienne zone de villas)

Art. 29	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée à la construction de villas ou maisons familiales. 2. Les activités de type tertiaire liées à l'occupant de l'habitation, non gênantes pour le voisinage, sont autorisées et soumises à autorisation. Elles ne doivent causer aucune nuisance sonore et ne doivent pas générer un trafic inadapté au regard de la destination de la zone. 	Destination
Art. 30	Le degré de sensibilité au bruit (DS) II est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 31	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'indice d'occupation du sol (IOS) maximal admissible est fixé à 0,2. 2. L'indice d'utilisation du sol (IUS) maximal admissible est fixé à 0,5. 	Mesures d'utilisation du sol
Art. 32	La Municipalité peut exiger le redimensionnement des besoins en stationnement dans le cas de la création d'une activité. Elle se réserve le droit de refuser une activité si les exigences en matière de stationnement ne peuvent être remplies.	Stationnement de voitures
Art. 33	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'ordre non contigu est obligatoire. 2. L'ordre contigu est autorisé pour les bâtiments répondant aux conditions de l'article 34 du présent règlement. 	Ordre des constructions
Art. 34	<p>La construction de deux bâtiments contigus est autorisée aux conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ils sont édifiés simultanément et sont séparés par une limite de propriété, • Les bâtiments forment un ensemble architectural homogène, • L'ensemble est constitué d'entités fonctionnelles indépendantes, sous réserve de locaux ou d'équipements de service qui peuvent être organisés en commun. 	Bâtiments contigus
Art. 35	<ol style="list-style-type: none"> 1. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 5.00 m au minimum. Cette distance est doublée entre bâtiments sis sur une même propriété. 2. L'alinéa 1 est applicable sous réserve des législations imposant des distances supérieures. 	Distances aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 36	La longueur maximale admissible des façades est de 20.00 m.	Longueur maximale des façades
Art. 37	La hauteur des bâtiments est limitée à 8.50 m au faite, calculée selon l'article 103 du présent règlement.	Hauteur des bâtiments

Art. 38	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les lucarnes, châssis rampants et tabatières sont autorisés. Ils doivent être séparés les uns des autres. 2. La somme de toutes les largeurs des ouvertures en toiture ne dépassera pas le 1/3 de la longueur du pan de toiture concerné. 	Ouvertures en toiture
CHAPITRE V	ZONE D'HABITATION DE TRÈS FAIBLE DENSITÉ 15 LAT A	
	<i>(anciennes zones de résidences - « Les Vouats », « Pâquier aux Oies » et « Es Rochettes »)</i>	
Art. 39	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée aux villas individuelles ou maisons unifamiliales. 2. Les activités de type tertiaire liées à l'occupant de l'habitation, non gênantes pour le voisinage, sont autorisées et soumises à autorisation. Elles ne doivent causer aucune nuisance sonore et ne doivent pas générer un trafic inadapté au regard de la destination de la zone. 	Destination
Art. 40	Le degré de sensibilité au bruit (DS) II est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 41	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'indice d'occupation du sol (IOS) maximal admissible est fixé à 0,2. 2. L'indice d'utilisation du sol (IUS) maximal admissible est fixé à 0,25. 3. Seule la surface de parcelle affectée en zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A compte dans le calcul des indices. 	Mesures d'utilisation du sol
Art. 42	La Municipalité peut exiger le redimensionnement des besoins en stationnement dans le cas de la création d'une activité. Elle se réserve le droit de refuser une activité si les exigences en matière de stationnement ne peuvent être remplies.	Stationnement de voitures
Art. 43	L'ordre non contigu est obligatoire.	Ordre des constructions
Art. 44	<ol style="list-style-type: none"> 1. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 4.00 m au minimum. Cette distance est doublée entre bâtiments sis sur une même propriété. 2. L'alinéa 1 est applicable sous réserve des législations imposant des distances supérieures. 	Distances aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 45	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pour les constructions sur pilotis existantes, la Municipalité peut autoriser, en l'absence de combles, l'aménagement du rez-de-chaussée. 2. La surface du rez-de-chaussée aménagée sera au maximum de 50 % de la surface du niveau de l'étage. 	Niveaux
Art. 46	La hauteur des bâtiments est limitée à 7.50 m au faite, calculée selon l'article 103 du présent règlement.	Hauteur des bâtiments
Art. 47	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les lucarnes, châssis rampants et tabatières sont autorisés. Ils doivent être séparés les uns des autres. 2. La somme de toutes les largeurs des ouvertures en toiture ne dépassera pas le 1/3 de la longueur du pan de toiture concerné. 	Ouvertures en toiture

Art. 48	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'implantation des constructions, l'aménagement des dégagements extérieurs et le choix des matériaux et teintes seront déterminés de sorte à s'accorder au voisinage et exprimer une relative unité de l'ensemble de la zone. 2. L'utilisation du bois sera privilégiée pour les constructions, en particulier le revêtement des façades. 	Esthétique
<p>CHAPITRE VI ZONE D'HABITATION DE TRÈS FAIBLE DENSITÉ 15 LAT B (ancienne zone de résidences secondaires)</p>		
Art. 49	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée à la protection des rives du lac au sens de la LPN, ainsi qu'à l'habitation. 2. Cette zone doit garantir une vision transversale des parcelles sur le Lac. 3. Les activités économiques sont interdites dans cette zone. 	Destination
Art. 50	Le degré de sensibilité au bruit (DS) II est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 51	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'indice d'occupation du sol (IOS) maximal admissible est fixé à 1/8. 2. L'indice d'utilisation du sol (IUS) maximal admissible est fixé à 0,2. 	Mesures d'utilisation du sol
Art. 52	Un seul logement par bâtiment principal y est autorisé.	Nombre de logements
Art. 53	L'ordre non contigu est obligatoire.	Ordre des constructions
Art. 54	<ol style="list-style-type: none"> 1. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 5.00 m au minimum. Cette distance est doublée entre bâtiments sis sur une même propriété. 2. L'alinéa 1 est applicable sous réserve des législations imposant des distances supérieures. 	Distances aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 55	<ol style="list-style-type: none"> 1. La hauteur des bâtiments est limitée à 7.50 m au faite pour les toits à deux pans, calculée selon l'article 103 du présent règlement. 2. La hauteur à l'acrotère est limitée à 4.00 m pour les toits plats. 	Hauteur des bâtiments
Art. 56	Les toitures plates sont végétalisées.	Revêtement des toitures
Art. 57	L'utilisation du bois sera privilégiée pour les constructions, en particulier concernant l'expression des façades.	Esthétique
Art. 58	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les haies et les clôtures doivent être perméables à la petite faune. 2. Les murs et les clôtures doivent être végétalisées autant que possible. 3. Les haies et les clôtures sont disposées de telle manière à ce que les dégagements sur le Lac depuis l'Impasse du Nouveau Port, le Chemin du Lac, le Chemin de la Rive, le Chemin de la Grève et l'Impasse de la Douane soient assurées. 4. Les exigences de l'article 112 « Haies, murs et clôtures » sont applicables. 	Haies et clôtures

CHAPITRE VII ZONE D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES 15 LAT

(ancienne zone artisanale)

Art. 59	<ol style="list-style-type: none">1. Cette zone est destinée aux constructions, installations et aménagements liés aux activités artisanales.2. Seul est admis, à titre exceptionnel, un logement de gardiennage par entreprise, pour les entreprises dont les activités nécessitent une surveillance permanente du site. Le logement de gardiennage doit être incorporé dans les locaux de l'entreprise et ne doit pas avoir une surface de plancher supérieure à 100 m². Par ailleurs, il ne peut être occupé que par une personne employée par l'entreprise dans le but d'assurer la surveillance des installations. Le logement ne peut pas occuper le rez-de-chaussée des constructions / bâtiments, lequel doit rester libre pour les activités.	Destination
Art. 60	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 61	L'indice de masse est limité à 3 m ³ /m ² . Cet indice se calcule sur l'ensemble des volumes construits de la parcelle.	Mesures d'utilisation du sol
Art. 62	L'ordre non contigu est obligatoire.	Ordre des constructions
Art. 63	<ol style="list-style-type: none">1. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 6.00 m au minimum. Cette distance est doublée entre bâtiments sis sur une même propriété.2. L'alinéa 1 est applicable sous réserve des législations imposant des distances supérieures.	Distance aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 64	La hauteur des bâtiments, calculée selon l'article 103 du présent règlement, est limitée à : <ul style="list-style-type: none">• 10.00 m au faite pour les toitures à 2 pans,• 10.00 m à l'acrotère pour les toitures plates.	Hauteur des bâtiments
Art. 65	L'usage et le traitement des aménagement extérieurs en limite avec les zones bâties voisines seront définis de sorte à limiter les nuisances.	Aménagements extérieurs

CHAPITRE VIII ZONE AFFECTÉE À DES BESOINS PUBLICS 15 LAT

(ancienne zone d'utilité publique)

Art. 66	Cette zone est destinée exclusivement aux constructions, installations et aménagements d'utilité publique, répondant, selon les différents secteurs, aux vocations principales suivantes : <ol style="list-style-type: none">A. Ecole, bâtiments administratifs et salle communaleB. Eglise, cure et cimetièreC. Lieu de rencontreD. Gare et parking	Destination
Art. 67	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit

Art. 68	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans le secteur A, les bâtiments peuvent être maintenus, agrandis ou transformés selon les besoins des activités liées. Dans un souci de préserver l'harmonie du site, la Municipalité devra s'inspirer des dispositions réglementaires de la zone centrale 15 LAT A. La distance entre un bâtiment et la limite de propriété voisine est de 4.00 m au minimum. Entre bâtiments sis sur une même propriété, la distance est régie par les prescriptions en protection incendie. Les toitures plates sont autorisées. 2. Dans le secteur B, toute construction nouvelle est interdite, à l'exception des aménagements et dépendances de peu d'importance répondants aux besoins du secteur et respectant les objectifs de protection du site. 3. Dans le secteur C, les nouvelles constructions se limiteront à celles de faible importance qui s'intégreront aux constructions et espaces existants, en accord avec la destination de la zone. 4. Dans le secteur D, seuls les aménagements en lien avec le réaménagement de la place de la gare et les besoins en stationnement sont autorisés. 	Constructions
CHAPITRE IX ZONE DE TOURISME ET DE LOISIRS 15 LAT		
Art. 69	<p>Cette zone est destinée aux constructions et installations liées aux activités portuaires, à la restauration et aux activités de loisirs et de sport. La construction de nouveaux logements est interdite.</p> <p><u>Aire constructible</u></p> <p>Ce secteur est destiné aux constructions assurant les services du centre nautique et touristique.</p> <p>Les constructions s'implanteront obligatoirement dans les aires d'implantation fixées sur le plan.</p> <p>La hauteur au faite ne dépassera pas 7.50 m.</p> <p>La forme, le volume, les toitures et les couleurs des constructions seront conçus de manière à assurer une unité architecturale.</p>	Destination
Art. 70	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 71	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les besoins en stationnement pour voitures seront au minimum de 0,2 places par place de bateau louée dans le bassin du port. A saturation du port, il y aura au minimum 90 places de parc. 2. En cas de changement d'affectation, les besoins en stationnement devront être garantis selon les normes VSS en vigueur pour les types d'activités, et ne devront pas porter atteinte aux places de parc nécessaires pour le port. 	Stationnement
Art. 72	La zone sera délimitée par un espace tampon arboré à créer, à maintenir et à entretenir, permettant de créer une séparation physique avec les zones d'habitations contiguës.	Arborisation
CHAPITRE X ZONE DE VERDURE 15 LAT		
Art. 73	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée à préserver les sites et les espaces non-bâti. Elle est séparée en trois secteurs, répondant chacun à des fonctions spécifiques. 2. Le secteur A vise à assurer un continuum arboré et de verdure. Seule est autorisée la plantation d'arbustes et de haies. 3. Le secteur B sert de transition paysagère entre le tissu bâti et la zone agricole. Seuls sont autorisés les jardins d'agrément, les potagers et les vergers. 4. Le secteur C permet de conserver des dégagements sur le bâti de qualité. Seules sont autorisées les constructions de minime importance compatibles aux fonctions du secteur. 	Destination

CHAPITRE XI	ZONE AGRICOLE 16 LAT	
Art. 74	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée à l'exploitation agricole liée au sol, ainsi qu'aux activités et aux constructions reconnues conformes à cette zone par la LAT. 2. Au surplus, le droit fédéral et cantonal en la matière est applicable, ainsi que les dispositions légales en matière de protection des eaux. 	Destination
Art. 75	Le degré de sensibilité au bruit (DS) III est attribué à cette zone selon l'OPB.	Degré de sensibilité au bruit
Art. 76	Conformément à l'article 81 LATC, les constructions en zone agricole sont soumises à autorisation du département cantonal compétent.	Constructions
CHAPITRE XII	ZONE DES EAUX 17 LAT	
Art. 77	Cette zone concerne le domaine public des eaux issu du cadastre, y compris le domaine public des eaux soumis à des concessions (port, digue, ponton, etc.).	Destination
CHAPITRE XIII	ZONE DE PROTECTION DE LA NATURE ET DU PAYSAGE 17 LAT	
Art. 78	La zone est destinée à assurer la conservation à long terme les rives du lac de Morat, notamment sa flore et sa faune indigènes caractéristiques. Aucune atteinte ne doit lui être portée. Seuls les aménagements et les constructions conformes aux buts de protection sont admis. Les modalités d'entretien de ces milieux doivent garantir leur conservation.	Destination
CHAPITRE XIV	ZONE DE DESSERTE 15 ET 18 LAT	
Art. 79	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cette zone est destinée à la création de dessertes publiques pour les véhicules et piétons ainsi que pour le stationnement à l'intérieur ou hors de la zone à bâtir. 2. Elle fait partie des domaines publics communaux et cantonaux et est régie par la loi sur les routes (LRou). 	Destination
CHAPITRE XV	ZONE FERROVIAIRE 15 ET 18 LAT	
Art. 80	La zone ferroviaire comprend les bien-fonds attribués au passage des voies de chemin de fer. Elle est régie par la loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF).	Destination
CHAPITRE XVI	AIRE FORESTIÈRE 18 LAT	
Art. 81	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'aire forestière est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale. 2. Sans autorisation préalable du service forestier, il est notamment interdit de couper des arbres et de faire des dépôts en forêt, de construire et de faire des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières. 	Destination
Art. 82	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les limites forestières ayant fait l'objet d'un relevé de lisière sont indiquées sur le plan d'affectation communal. 2. Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celle-ci. 3. Hors des zones à bâtir et de la bande des 10.00 m qui les confine, l'aire forestière est figurée sur le plan à titre indicatif. Elle est déterminée par l'état des lieux. Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage. 	Lisières forestières

CHAPITRE XVII CONTENUS SUPERPOSÉS

Art. 83	Le secteur est destiné à assurer la conservation à long terme d'un biotope protégé, notamment sa flore et sa faune indigènes caractéristiques. Aucune atteinte ne doit lui être portée. Seuls les aménagements et les constructions conformes aux buts de protection sont admis. Les modalités d'entretien de ces milieux doivent garantir leur conservation.	Secteur de protection de la nature et du paysage
Art. 84	<ol style="list-style-type: none"><li data-bbox="375 414 1212 533">1. Ce secteur est délimité pour qu'y soient appliquées toutes mesures propres à assurer la sauvegarde et la mise en valeur des bâtiments historiques existants et des terrains adjacents qui en assurent les dégagements nécessaires.<li data-bbox="375 539 1212 595">2. Tous travaux de construction, de transformation ou d'aménagement sont à soumettre au Service cantonal compétent.	Secteur de protection du site bâti 17 LAT

1. Dispositions générales

Conformément à la législation, sont soumis à autorisation spéciale toute réalisation, transformation, agrandissement, reconstruction ou changement de destination d'une construction exposée à des dangers naturels (art. 120 LATC et l'art. 11 et 14 LPIEN).

Lors de la demande de permis de construire, lorsqu'un projet spécifique est défini, la réalisation d'une évaluation locale de risque (ELR) par un spécialiste pourra être exigée par l'ECA.

Les principes de précaution suivants sont applicables en tout temps :

- La sécurité des personnes et des biens à l'intérieur des bâtiments doit être garantie.
- L'exposition au danger à l'extérieur des bâtiments doit être évaluée et limitée.
- Le choix des mesures de protection ne peut pas engendrer un report de risque sur les parcelles voisines.

2. Secteurs de restrictions INO 1

Dans les « secteurs de restrictions INO 1 » figurés sur le plan, la protection à long terme des constructions et des aménagements extérieurs doit être garantie, en appliquant notamment les mesures suivantes en fonction de la situation de danger locale et du projet :

- **Choix du site, intégration dans le terrain et forme du bâtiment**
 - Positionnement judicieux du nouveau bâtiment afin de réduire ses risques.
 - Intégration avisée du bâtiment dans la topographie de la parcelle.
 - Forme adéquate du bâtiment limitant la surface des façades exposées au danger ou limitant les pressions sur les façades du bâtiment.
- **Etanchéification**
 - Etanchéification du bâtiment avec une des options suivantes :
 - Construction d'un écran de protection (digue ou mur) ;
 - Construction en position surélevée (sur remblai ou sur piliers) ;
 - Etanchéification de l'enveloppe du bâtiment.
- **Ouvertures**
 - Si le bâtiment est exposé à l'écoulement, positionnement des ouvertures hors crue ou protection des ouvertures automatique.
- **Concept d'utilisation des espaces extérieurs**
 - Les risques d'un dégât lié à une crue devront être considérés en cas d'aménagement d'infrastructures dans les espaces extérieurs.
- **Infrastructures**
 - Sécurisation des infrastructures sensibles. Ancrage des citernes à mazout, conception des installations d'alimentation (eau potable et électricité) hors crue ou résistantes à une crue. Garantir une voie d'évacuation en cas de présence d'un ou plusieurs niveaux en sous-sol.
- **Canalisations**
 - Les canalisations des eaux claires (EC) et eaux usées (EU) exposées aux inondations pourraient inonder le bâtiment par de l'eau qui y reflue. Des clapets anti-reflux automatiques ou des vannes anti-reflux manuelles devront être mises en place afin d'empêcher tout reflux occasionné par les inondations dans les conduites EC et EU.

3. Secteurs de restrictions INO 2

Dans les « secteurs de restrictions INO 2 » figurés sur le plan, les mesures de protection prévues à l'al. 2 sont applicables, sauf la mesure concernant l'étanchéification qui est uniquement valable pour les secteurs de restrictions INO 1.

CHAPITRE XVIII RÈGLES APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

Art. 86	<ol style="list-style-type: none">1. La Municipalité prend toutes mesures pour éviter l'enlaidissement du territoire communal. Elle interdit tous travaux de construction qui serait de nature à nuire au bon aspect d'un site, d'un quartier, d'une rue ou d'un ensemble de bâtiments dignes de protection.2. La Municipalité veillera au respect et à la conservation du caractère actuel du village et de la typologie particulière des zones.3. Une attention particulière sera portée à toute intervention du point de vue de l'esthétique, de l'intégration des projets dans leurs environnements directs ainsi que du point de vue global*4. Sur l'ensemble du territoire communal, principalement à proximité des routes, chemins et sentiers, les installations et travaux non soumis à autorisation doivent avoir un aspect satisfaisant.	Esthétique
Art. 87	Pour des raisons d'unité, d'esthétique ou d'intégration, la Municipalité peut imposer une autre implantation, une autre pente de toiture ainsi qu'une orientation des faîtes différente.	Compétences municipales en matière d'esthétique
Art. 88	<ol style="list-style-type: none">1. Les couleurs et matériaux utilisés seront en harmonie avec ceux des façades des immeubles voisins. La Municipalité interdit l'emploi de teintes vives pouvant nuire au bon aspect d'un lieu.2. Les couleurs des peintures extérieures ou des enduits des bâtiments, des murs, tuiles, volets, stores ainsi que les matériaux utilisés pour leur construction sont soumis à l'approbation de la Municipalité.3. Les enduits et les couleurs seront présentés sur des panneaux d'une dimension de 50 cm par 50 cm.	Couleurs et matériaux
Art. 89	<ol style="list-style-type: none">1. La Commune tient à disposition du public le recensement architectural qui permet de déterminer quels objets (bâtiments, abords, ensembles et sites) sont classés (MH) ou inscrits à l'inventaire (INV) par l'Etat, au sens des articles 15ss et 25ss de la Loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI). Les bâtiments concernés sont indiqués sur le PACom.2. Tout propriétaire d'un objet classé monument historique ou porté à l'Inventaire des monuments historiques non classés a l'obligation de transmettre une demande préalable et de requérir l'autorisation spéciale cantonale du Département compétent, Direction générale des immeubles et du patrimoine, Division monuments et sites, lorsqu'il envisage des travaux concernant cet objet.3. Les objets ou parties d'objets remarquables ou intéressants du point de vue architectural ou historique (notes "2" et "3" du recensement architectural) doivent être conservés. Des transformations, de modestes agrandissements, un changement d'affectation sont toutefois possibles si ces modifications sont objectivement fondées et si elles sont compatibles avec la conservation et la mise en valeur de l'objet.4. Les objets bien intégrés (note "4" du recensement architectural) peuvent, pour des besoins objectivement fondés, être modifiés et, le cas échéant, faire l'objet de démolition et reconstruction, pour autant que soit respecté le caractère spécifique de leur intégration et l'harmonie des lieux. La Municipalité peut refuser le permis de construire pour un projet qui compromettrait le caractère architectural de l'objet notamment par une occupation excessive du volume existant.	Patrimoine
Art. 90	Toute reconstruction, transformation ou augmentation des surfaces habitables est autorisée dans la mesure où elle ne dénature pas les caractéristiques volumétriques et architecturales du bâtiment existant, en particulier de la toiture et de la façade. Les autres dispositions du règlement, en particulier les mesures d'utilisation du sol, restent applicables.	Transformation et reconstruction des bâtiments

Art. 91	<ol style="list-style-type: none"> 1. La distance entre un bâtiment et la limite de la propriété voisine et du domaine public à défaut de limite de construction est mesurée dès le nu de la façade, 2. Tout élément dépassant de plus de 1,5 m le nu de la façade, comme : les terrasses non couvertes, les seuils, les perrons, les balcons et autres installations semblables, sont pris en compte dans le calcul des distances. 	Distance aux limites de propriété et entre bâtiments
Art. 92	Lorsque les alignements de deux voies ne se coupent pas à angle droit ou lorsque la construction est comprise entre deux alignements non parallèles, le constructeur choisit, en accord avec la Municipalité, l'alignement devant servir de base à l'implantation.	Alignements en biais
Art. 93	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les bâtiments et constructions existants non conformes au présent règlement, mais qui ont été édifiés avant l'adoption de celui-ci, peuvent être entretenus, réparés, agrandis ou reconstruits selon les dispositions de l'art. 80 LATC. 2. Les reconstructions au sens de l'alinéa 1 sont autorisées uniquement suite à une démolition accidentelle. 	Bâtiments existants non conformes
Art. 94	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les percements en toiture seront limités au minimum nécessaire, le jour devant se prendre prioritairement sur les façades pignons. 2. Leurs dimensions et leur localisation ne compromettent pas l'unité générale de chaque pan de toiture. Ils seront à cet effet suffisamment éloignés entre eux ainsi que des rives et faites. 	Toitures
Art. 95	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les toitures sont, au moins, à deux pans. 2. Les toits à pans inversés sont interdits. 3. La pente des toitures sera comprise entre 40% (21,8°) et 100% (45°) et sera identique sur les deux pans opposés. 4. Pour les installations agricoles, la Municipalité peut autoriser des matériaux, formes et pentes de toiture différents, à l'exception des toitures plates. 5. Les toitures plates sont admises dans la zone d'activités économiques 15 LAT. 	Pente des toitures
Art. 96	Les toitures sont revêtues de tuiles en terre cuite de couleur naturelle, sous réserve des modules solaires.	Revêtement de toiture
Art. 97	<ol style="list-style-type: none"> 1. La définition des indices IM, IUS, IOS, Iver et leur mode de calcul sont définis par la norme SIA 504 421. 2. Les définitions des surfaces et volumes sont définies par la norme SIA 504 416. 	Définition des mesures d'utilisation du sol
Art. 98	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'ordre contigu est caractérisé par l'implantation des bâtiments en limite de propriété. 2. L'ordre non contigu est caractérisé par les distances à respecter entre bâtiments et limites de propriétés ou entre bâtiments situés sur la même propriété. 3. Sur les plans d'enquête, les bâtiments voisins (contigus) à celui projeté, ou pour lequel une modification est prévue, seront indiqués en élévation de façon à rendre intelligible l'intégration de la nouvelle construction dans le site. 	Ordre des constructions

Art. 99	Les accès, fondations et seuil d'entrée seront disposés de telle sorte qu'aucune modification ne soit nécessaire lorsque la voie aura sa largeur maximale prévue.	Fondations et seuils
Art. 100	La longueur de façade concerne la longueur de l'ensemble du bâtiment construit sur une seule parcelle.	Longueur de façade
Art. 101	Tout fractionnement ou déplacement de limite ayant pour effet de rendre une construction non réglementaire est soumis aux conditions posées par l'art. 83 LATC.	Changement de limite
Art. 102	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aucun mouvement de terre en remblai ou déblai ne pourra être supérieur à plus ou moins 1 m du terrain naturel. Font exception à cette règle les excavations et les rampes d'accès à des garages enterrés. 2. Le terrain fini doit être en continuité avec les parcelles voisines. 	Mouvement de terre
Art. 103	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pour toute construction projetée, le niveau de référence de la construction doit être défini. 2. Ce niveau de référence est obtenu par la moyenne des altitudes de tous les angles du bâtiment projeté sur le terrain naturel. 3. Les hauteurs maximum définies dans chaque zone, à la corniche ou au faite, sont calculées depuis le niveau de référence. 	Mesure de la hauteur des bâtiments
Art. 104	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les constructions souterraines non habitables ne sont pas prises en compte pour le calcul de l'IOS et des distances aux limites ou entre bâtiments, ce dans la mesure où elles sont conformes à la définition données par l'accord intercantonal AIHC. 2. Une construction est considérée comme souterraine aux conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • si les 2/3 de son volume au moins se situe en-dessous du terrain naturel ; • Seule une face au maximum est entièrement visible une fois le terrain aménagé ; • si sa toiture est recouverte d'une couche de terre végétale de 0.50 m d'épaisseur 3. La surface recouverte est aménagée en surface de jeu ou de verdure. La Municipalité peut toutefois y autoriser l'aménagement de places de stationnement si la création des surfaces de jeu et le maintien de surfaces de verdure sont assurés. 4. Sont réservées les dispositions de la LEaux et son ordonnance OEaux. 	Constructions souterrains et partiellement souterraines
Art. 105	<p>La création de locaux d'habitation en sous-sol est interdite. Dans les terrains en pente, la Municipalité peut toutefois autoriser l'aménagement de locaux d'habitation en sous-sol sur un seul niveau, aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une face au moins des locaux d'habitation doit être complètement dégagée ; • Le plancher doit être en contrebas de 1.50 m au plus du point le plus élevé du sol extérieur aménagé ; • La profondeur de ces locaux ne peut être supérieure à 6.00 m. par rapport à la façade extérieure ; 	Habitation en sous-sol

Art. 106	<ol style="list-style-type: none"> 1. La Municipalité est compétente pour autoriser la construction de dépendances au sens de l'art. 39 RLATC. 2. Elles devront faire l'objet d'une attention particulière dans le choix de leur implantation et de leur esthétique (volumétrie, matériaux, couleurs) afin de ne pas nuire à l'harmonie du site bâti. 3. Ces dépendances, d'une surface maximale de 40 m², ne peuvent avoir qu'un rez-de-chaussée de 3 m de hauteur à la corniche et de 5 m au plus haut point (faîte). 4. La Municipalité peut autoriser des matériaux, formes et pentes de toiture différents. Les toitures plates sont autorisées aux conditions cumulatives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Elles sont végétalisées ; - Elles sont non accessibles ; - Pour les surfaces supérieures à 25 m², elles sont équipées d'un système de récupération d'eau de pluie devant faire l'objet d'une intégration esthétique soigneusement étudiée ; - La hauteur de façade sera de 3,5 m au maximum. 	Dépendances de peu d'importance
Art. 107	Les couverts à voitures ou garages seront, dans la mesure du possible, intégrés ou associés aux bâtiments ou à d'autres constructions telles que murets ou annexes.	Couverts à voiture et garage
Art. 108	Dans toutes les zones, chenils, parcs avicoles, porcheries industrielles, etc. ainsi que les entreprises artisanales pouvant porter préjudice au voisinage (bruit, odeur, fumée, danger, etc.) ou qui compromettraient le caractère des lieux, sont interdits sauf dans les zones légalisées pour ce genre d'installation.	Nuisances
Art. 109	L'utilisation de roulottes, caravanes et autres logements mobiles comme habitation permanente est interdite sur le territoire communal. La Municipalité peut donner des autorisations pour des habitations temporaires	Roulottes, caravanes, camping
Art. 110	Les gabions sont autorisés pour les aménagements extérieurs décoratifs uniquement, sauf aux abords des objets inscrits à l'inventaire cantonal (INV), classés monuments historiques (MH) et sur les parcelles ayant un objet relevé par le recensement architectural.	Gabions
Art. 111	La construction ou installation de nouveaux entrepôts et dépôts sont interdits hors de la zone d'activités économiques 15 LAT.	Dépôts et entrepôts
Art. 112	<ol style="list-style-type: none"> 1. La construction de murs et de clôtures ainsi que toutes plantations en bordure de voies publiques et privées sont soumises à l'autorisation préalable de la Municipalité. 2. Les haies doivent être constituées d'espèces forestières et buissonnantes indigènes figurant dans la liste mise à disposition par le canton. 3. Sont réservées les prescriptions du Code rural et foncier (CRF). 	Haies, murs et clôtures
Art. 113	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dans les zones et périmètres de protection des eaux mentionnés à titre indicatif sur le plan, l'octroi de tout permis de construire est subordonné à l'autorisation préalable du projet par le Service cantonal compétent. 2. Pour les restrictions d'utilisation du sol, l'annexe 4 de l'Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux) est applicable. 	Zones et périmètres de protection des eaux

Art. 114	Toute demande de permis de construire sur un site pollué doit être soumise à l'autorité compétente, qui peut requérir la réalisation d'une étude fixant les mesures d'assainissement à entreprendre.	Sites pollués
Art. 115	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'accès sera dimensionné en fonction de l'importance et de la destination des bâtiments desservis. 2. La Municipalité peut exiger l'adaptation des accès dont la disposition ou l'envergure présente un danger manifeste pour la circulation. 3. Les frais d'aménagement des accès privés et des raccordements aux voies publiques, y compris ceux des travaux exécutés sur le domaine public, sont à charge des propriétaires intéressés. 4. Les accès carrossables privés au domaine public sont aménagés de manière à assurer une visibilité suffisante de part et d'autre. Ils sont conçus de telle manière que les véhicules qui s'engagent sur la voie publique ou qui en sortent ne perturbent pas le trafic. 	Voies privées
Art. 116	<ol style="list-style-type: none"> 1. La Municipalité fixe le nombre de places de stationnement pour voitures, aménagées aux frais du propriétaire, dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Lors de constructions nouvelles ; • Lors de l'agrandissement d'un bâtiment existant ; • Lors d'une transformation d'un bâtiment existant ayant pour effet d'augmenter les besoins de places de stationnement ; • Lors de la modification de l'affectation d'une construction existante. 2. Le besoin en places de stationnement pour voitures et vélos est fixé selon les normes de l'Union Suisse des Professionnels de la Route (VSS) en vigueur, en particulier la SN 640.601a, au moment de la demande de permis de construire. 3. La Municipalité peut exiger des mesures permettant de limiter l'impact visuel des places de stationnement pour voitures (rideau de verdure, parking souterrain, ...). 4. Moyennant inscription au Registre Foncier, la Municipalité peut autoriser l'aménagement de places de stationnement pour voitures sur une autre parcelle, de même affectation (à proximité). 5. Pour des constructions existantes et à titre exceptionnel, des dérogations sur le nombre de places requises peuvent être accordées par la Municipalité en cas de difficulté liée à la dimension, la forme ou l'accès de la parcelle. Une taxe compensatoire destinée au fond d'aménagement de places de stationnement publiques est alors perçue selon le règlement sur les émoluments administratifs. 6. Une arborisation limitant l'impact visuel des véhicules peut être exigée par la Municipalité, dans le but de respecter le caractère de verdure prédominant. 7. Dès 11 places de stationnement pour véhicules motorisés, le stationnement est obligatoirement prévu en ouvrage souterrain ou à l'intérieur d'un bâtiment. 8. Les places de stationnement en surface sont obligatoirement perméables. 9. Les parkings en surface sont arborisés à raison d'un arbre toutes les 2 places de stationnement pour véhicules motorisés. 10. L'infiltration des eaux des places de stationnement à travers une couche de sol biologiquement active est en principe admise en secteur <i>Au</i>* de protection des eaux. Dans tous les cas, l'infiltration requiert une autorisation cantonale au sens de l'article 12a LPDP. 	Stationnement des voitures

* Secteur particulièrement menacé. Assure une protection spécifique des eaux souterraines exploitables sur l'ensemble du territoire.

Art. 117	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les itinéraires inscrits à l'inventaire cantonal des chemins de randonnées pédestres doivent être préservés ou, le cas échéant, remplacés par un itinéraire pourvu d'un revêtement propre à la marche. 2. Les itinéraires de mobilité douce inscrits au réseau de SuisseMobile doivent être impérativement préservés. De légères modifications de tracé peuvent être apportées, dans la mesure où le tracé en général est garanti. 3. Dans la mesure où un itinéraire devait être déplacé ou modifié, un nouvel itinéraire devra être défini en collaboration avec la DGMR-MT. 	Itinéraires de mobilité douce de loisirs
Art. 118	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les modules solaires doivent faire l'objet d'une intégration esthétique soigneusement étudiée. 2. Sont applicables les art. 18a LAT, 32a et 32b OAT ainsi que les dispositions particulières pour les bâtiments dignes de protection. 	Modules solaires
Art. 119	La Municipalité peut autoriser l'installation d'éoliennes si elle répond aux conditions du guide de procédure concernant les installations individuelles d'énergie renouvelables, notamment avec une production de 500KWh par Kw installé.	Éoliennes
Art. 120	<ol style="list-style-type: none"> 1. Toutes les vérandas, ou jardins d'hiver, sont pris en compte dans le calcul de l'indice d'occupation du sol (IOS) et des distances aux limites de propriété et entre bâtiments. 2. Les vérandas chauffées sont également prises en compte dans le calcul de l'indice d'utilisation du sol (IUS). 3. La surface maximale autorisée est de 20 % de la surface brute de planchers déterminant du logement correspondant. 	Véranda
Art. 121	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les piscines sont autorisées en zone à bâtir et soumises à demande de permis de construire. Elles sont prises en compte dans le calcul de l'indice d'occupation du sol (IOS) à partir d'une surface de 12 m². Pour les piscines écologiques, seul le bassin de nage est pris en compte dans l'IOS. 2. La réalisation de ces éléments ne modifiera pas la configuration naturelle du sol, dans le respect de l'article 102 du présent règlement. 	Piscines, jacuzzi
Art. 122	<ol style="list-style-type: none"> 1. La parcelle doit être arborée à raison d'au moins un arbre par tranche de 250 m² de surface cadastrale de parcelle. 2. Les plantations sont choisies parmi les essences indigènes d'arbres feuillus de haut jet et d'arbustes adaptées à la région et à la station. La plantation des espèces figurant sur la liste noire officielle et la liste de contrôle (watchlist) des espèces exotiques envahissantes est interdite. 3. En bordure de voies publiques, les prescriptions de la loi sur les routes (LRou) seront respectées. 4. Avant la délivrance de tout permis d'habiter ou d'utiliser sur la parcelle concernée, la Municipalité vérifie l'application de exigences et demande la régularisation de la situation en cas de non respect. 	Arborisation
Art. 123	La hauteur des silos agricoles est limitée à 16 m. Lorsque les silos sont groupés avec un bâtiment d'exploitation, leur hauteur peut être égale à celle du faite de ce bâtiment. Seules les couleurs mates, de tons bruns, gris ou verts, sont autorisées.	Silos

Art. 124	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les cours d'eau, les biotopes tels que marais, prairies humides, pelouses sèches, ainsi que les animaux et les plantes dignes d'être protégées sont protégés par des législations fédérales (art. 18 LPN), cantonales (art. 21 LFaune). Aucune atteinte ne peut leur être portée sans autorisation préalable du Département en charge de leur protection. 2. Les surfaces boisées non soumises au régime forestier (allée d'arbres, haies vives, bosquets, arbres et arbustes isolés) sont régies par les dispositions du règlement communal de protection des arbres du 10 décembre 2013. Aucune atteinte ne peut leur être portée sans autorisation préalable de la Municipalité, qui au besoin consulte les instances cantonales compétentes. 	Arbre, haie, cordon boisé, biotopes, espèces
Art. 125	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le plan fait figurer à titre indicatif des périmètres protégés en vertu des art. 40 et suivants LPrPCI. 2. En cas de travaux prévus dans ces secteurs, la Direction générale des immeubles et du patrimoine - Division archéologie devra être consultée pour délivrer une autorisation spéciale, conformément à l'art. 7 LPrPCI. 	Régions archéologiques
Art. 126	<ol style="list-style-type: none"> 1. Des parcours piétonniers publics sur domaine privé seront maintenus ou créés pour assurer un réseau continu mettant en relation les différents équipements, espaces publics et quartiers. 2. La Municipalité pourra conditionner un projet de construction ou d'aménagement à la réalisation effective d'un passage pour piétons satisfaisant aux mêmes conditions de liaison que prévoit le plan, ou tout au moins à la possibilité de le réaliser ultérieurement. 	Parcours piétonniers public
Art. 127	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les objets d'importance nationale figurant à l'inventaire des voies de communication historiques de la Suisse (IVS) sont indiqués sur le plan. 2. Les objets d'importance nationale sont protégés en application de l'OIVS (Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication historiques de la Suisse). 3. Dans toute la mesure du possible, aucune atteinte ne sera portée à la substance historique qui accompagne ces voies. 4. Le cas échéant, la préparation, l'exécution et la remise en état d'éventuels élargissements ou tout autre travaux pouvant avoir un impact sur des voies inscrites à l'IVS doivent être suivis par un expert IVS afin de minimiser d'éventuelles atteintes inévitables. 5. En cas d'aménagements prévus sur ces tronçons, la Division monuments et sites doit être consultée. 	Voies de communication historiques
Art. 128	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les parcs et jardins historiques recensés à l'inventaire ICOMOS sont indiqués sur le plan. 2. La Municipalité peut refuser ou demander l'adaptation de tout projet de construction qui mettrait en péril la préservation de ces jardins. 	Parcs et jardins historiques ICOMOS
Art. 129	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'espace réservé aux eaux (ERE) et aux étendues d'eau (EREE) est déterminé selon le droit fédéral (loi fédérale sur la protection des eaux et ordonnance sur la protection des eaux) et illustré sur le plan. Sa largeur est définie sur le plan. 2. En cas de projet de construction dans ses abords, la position exacte est à définir sur site, selon la position de l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain. 3. A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux, sont réservées toutes autres dispositions légales notamment celles relatives à la protection des eaux. 	Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau

Art. 130	Tous travaux sur des toitures ou façades de bâtiments existants pouvant porter atteinte à des nids d'hirondelles et martinets ou à des colonies de chauves-souris durant leur période de reproduction sont soumis à autorisation au service en charge de la protection de la nature, conformément aux articles 22 LFaune et 8 RLFaune.	Espèces nicheuses sur bâtiments
Art. 131	Pour tout projet de construction, l'évacuation des eaux sera conçue et réalisée en conformité au PGEE communal.	Evacuation des eaux
Art. 132	L'indice de surface verte (Iver), défini selon l'AIHC, est de 0,4.	Indice de surfaces vertes
Art. 133	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les toitures plates non utilisées comme terrasse de plus de 10 m² doivent être végétalisées, y compris entre et sous des modules solaires (si les modèles de panneau et la technique le permettent), en respectant au minimum la norme SIA 312 « Toitures végétalisées ». 2. Les toitures végétalisées sont également admises sur les toitures à pans. 	Végétalisation des toitures
Art. 134	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les revêtements des surfaces extérieures doivent être, autant que possible, perméables. 2. Ce principe vaut notamment pour les chemins d'accès, les places de stationnement et les accès-feu. 3. Pour les places de stationnement, l'infiltration des eaux à travers une couche de sol biologiquement active est en principe admise en secteur Au de protection des eaux. Dans tous les cas, l'infiltration requiert une autorisation cantonale au sens de l'article 12a LPDP. 	Revêtement de surfaces extérieures
Art. 135	La Municipalité se réserve le droit d'imposer la rétention des eaux pluviales pour toute nouvelle construction, si elle s'avère nécessaire.	Eaux de pluie
Art. 136	<ol style="list-style-type: none"> 1. Afin de limiter les nuisances sur la faune et la flore, l'éclairage est limité au strict minimum, conformément à la loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE). 2. Les dispositifs d'éclairage sont sélectionnés de sorte à canaliser la lumière vers la surface à éclairer. Les dispositifs lumineux dirigés vers le ciel sont interdits. 	Emissions lumineuses
Art. 137	Le périmètre est destiné à protéger et conserver les oiseaux migrateurs et les oiseaux d'eau vivant toutes l'année en Suisse, ainsi que leurs habitats vitaux. La chasse y est interdite et les chiens doivent être tenus en laisse toute l'année. Toutes les activités de loisir occasionnant un dérangement sont réglementées au sens de l'article 5 OROEM. Il s'agit notamment du camping, de vol de drone, du décollage et de l'atterrissage d'aéronefs avec occupants, de circulation routière, et de sports nautiques.	Inventaire fédéral des réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs (OROEM) (Embouchure du Chandon)
Art. 138	Le périmètre est destiné à protéger et conserver la zone alluviale VD 305 « Embouchure du Chandon » inscrite à l'inventaire fédéral y relatif. Les dispositions de l'article 83 sont applicables.	Inventaire fédéral des zones alluviales

CHAPITRE XIX POLICE DES CONSTRUCTIONS

Art. 139	<p>Outre les pièces exigées par la LATC et le RLATC, le dossier d'enquête comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'indication de la cote du terrain naturel ou en déblais servant de référence pour le calcul de la hauteur et la définition du rez-de-chaussée ;• Des plans des aménagements extérieurs à l'échelle du 1:200 au moins, montrant notamment les clôtures, haies, terrasses, voie d'accès, places de stationnement et plantations importantes nouvelles et abattues.• Des plans des canalisations des eaux claires (EC) et des eaux usées (EU) avec leur raccordement.• Un rapport descriptif des matériaux prévus pour les murs, les façades, les toitures, avec indication des teintes pour tous les éléments extérieurement apparents.• Des plans illustrant le calcul des indices (IOS, IUS), définis et calculés selon les normes SIA 504 416 et SIA 504 421.• Un descriptif des logements selon leur emplacement dans le bâtiment avec l'indication du Nord.• La Municipalité peut demander un dossier photographique du bâtiment existant, accompagné des propositions de modification indiquant les intentions, l'organisation intérieure et les aménagements extérieurs dès le début de l'étude.• L'ensemble des documents de demande de permis ou autorisations sont également adressés de manière électronique à la Commune (PDF et autre) afin d'en simplifier le traitement et le contrôle en interne.• Pour les procédés de réclames : des projets en couleur à l'échelle 1 : 20.	Demande de permis de construire
Art. 140	<ol style="list-style-type: none">1. Lors d'une demande de permis de construire qui met en oeuvre moins de 80 % de la surface de plancher déterminante réglementaire, le requérant doit s'assurer que les droits à bâtir restants peuvent encore être réalisés dans le futur. La Municipalité peut exiger des documents fournissant la preuve de cette possibilité.2. L'implantation de la construction ainsi que son organisation architecturale doivent être choisies de manière à permettre un agrandissement futur utilisant les droits à bâtir restants.	Utilisation rationnelle des droits à bâtir
Art. 141	La Municipalité peut, avant le début des travaux, faire contrôler l'implantation de la construction, aux frais du propriétaire foncier ou de la personne à l'origine de la demande de mise à l'enquête.	Contrôle d'implantation
Art. 142	<ol style="list-style-type: none">1. Les nouvelles constructions sont réputées commencées que lorsque les fondations et travaux de maçonnerie ont atteint au moins le niveau de la première dalle (rez) du bâtiment.2. La Municipalité est conviée à la première séance de chantier pour déclarer le début des travaux.	Début des travaux
Art. 143	Tous travaux à exécuter sur le domaine public (fouilles, échafaudages, dépôts, etc.) doivent faire l'objet d'une autorisation délivrée par la Municipalité, qui peut établir une réglementation y relative et percevoir des taxes.	Travaux sur le domaine public
Art. 144	La sécurité, la salubrité et le confort des constructions sont assurés par les dispositions légales et les normes professionnelles en vigueur au moment de la demande de permis de construire.	Sécurité et salubrité

Art. 145	<p>1. Avant de se déterminer, la Municipalité peut procéder, ou faire procéder, à une inspection des lieux à laquelle le propriétaire et le constructeur sont tenus d'assister ou de se faire représenter.</p> <p>2. La Municipalité peut également procéder à des inspections selon l'article 93 LATC.</p>	Inspection
Art. 146	<p>Les taxes pour permis de construire, permis d'habiter, d'occuper ou d'utiliser et autres sont perçues auprès du propriétaire au moment de la délivrance du permis concerné. Ces taxes font l'objet de tarifs spéciaux établis dans le règlement communal sur les émoluments administratifs en matière de police des constructions par la Municipalité et approuvés par le Conseil d'Etat.</p>	Taxes
Art. 147	<p>Pendant la mise à l'enquête ou lors d'une demande préalable, la Municipalité peut exiger, aux frais du constructeur, la pose de gabarit de la construction projetée qui ne peuvent être enlevés sans son autorisation.</p>	Gabarit
Art. 148	<p>La Municipalité peut accorder des dérogations de minime importance dans les limites fixées par les articles 85 et 85a LATC.</p>	Dérogations
CHAPITRE XX GARANTIE DE LA DISPONIBILITÉ DES TERRAINS		
Art. 149	<p>1. Les parcelles non bâties affectées en zone à bâtir doivent être construites dans les 12 ans qui suivent l'entrée en force de la décision d'approbation du plan d'affectation communal. Les parcelles concernées par cette obligation sont indiquées sur le plan.</p> <p>2. Si le délai imposé n'est pas respecté, les mesures fiscales définies à l'art. 52 al. 4 et 5 LATC sont appliquées.</p>	Terrains déjà affectés en zone à bâtir
CHAPITRE XXI DISPOSITIONS FINALES		
Art. 150	<p>Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC), ainsi que les règlements d'application (RLATC et RLAT) sont applicables.</p>	Droit supérieur
Art. 151	<p>Le présent règlement et plan d'affectation communal entreront en force dès son approbation par le département compétent. Sa mise en vigueur abroge toutes dispositions antérieures contraires, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan général d'affectation du 18.05.1979 et du 10.12.2003 ; • Plan partiel d'affectation du 14.11.1980 sur les parcelles 327 et 329 ; • Plan d'extension partiel "Es Rochettes" du 18.05.1979 et 04.02.1983 ; • Plan de la zone réservée du 10.09.2018 ; • Plan d'alignement du village du 11 août 1926. 	Entrée en vigueur et abrogation

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAUG DANS SA SEANCE DU 27 FEVRIER 2023
APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAUG DANS SA SEANCE DU 5 MAI 2025

Le Syndic  La Secrétaire 


SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 8 MARS 2023 AU 7 AVRIL 2023
SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE DU 20 JUIN AU 20 JUILLET 2025

Le Syndic  La Secrétaire 


ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU

Le Président

La Secrétaire

APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT
LAUSANNE, LE

La Cheffe du Département

ENTRE EN VIGUEUR LE

Annexe 4 du préavis

Plan fixant la limite des constructions

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 27 FEVRIER 2023
 APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DE FAOUG DANS SA SEANCE DU 5 MAI 2025
 LE SYNDIC : LA SECRETAIRE :

SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 8 MARS 2023 AU 7 AVRIL 2023
 SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE DU 20 JUIN AU 20 JUILLET 2025
 LE SYNDIC : LA SECRETAIRE :

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU

LE PRESIDENT : LA SECRETAIRE :

APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT
 LAUSANNE, LE

LA CHEFFE DU DEPARTEMENT :

ENTRE EN VIGUEUR, LE 10 mars 2026

Agence Wenker Architecture Sàrl T : +41 26 565 38 43 François Wenker
 Route de Morat 3 E : info@awarchitecture.ch Architecte HES SA, REG B
 1595 Faoug W : www.awarchitecture.ch Urbaniste FSU

LEGENDE :

Limites des constructions

- Limite des constructions existantes ou maintenues, du 11.08.1926 et du 18.05.1979 —
- Limite des constructions nouvelle —
- Limite des constructions radiée, du 11.08.1926 et du 18.05.1979 —
- Limite des constructions selon la loi sur les routes (LRou) (à titre indicatif) - - -

Nomenclature

601-B-P N° RC - hiérarchie des routes (B, C, IL) - route principale (P) ou secondaire (S) —

ECHELLE 1: 2'000

Plan de base établi conformément au plan cadastral fourni par le bureau d'études NPPR Ingénieurs et géomètres SA
 Mensurations cadastrales du 2 décembre 2025
 Géodonnées © Etat de Vaud
 Certifié conforme selon l'art. 15 RLAT par le géomètre breveté, le
 Jean-Marc Rey, ingénieur géomètre breveté



Annexe 5 du préavis

**Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT
et ses annexes**



COMMUNE DE FAOUG

Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT

Révision du plan d'affectation communal et du règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions

Faug, le 4 mars 2026



Source : geo.vd.ch



SOMMAIRE

1.	PRÉSENTATION DU DOSSIER ET DES OBJECTIFS	6
1.1.	Préambule	6
1.2.	Bref portrait de la Commune	6
1.3.	Objectifs d'aménagement	9
1.4.	Planifications de rang supérieur	9
1.5.	Planifications communales en vigueur	12
1.6.	Plan des limites des constructions	14
1.7.	Chronologie de la procédure	15
1.8.	Bordereau des pièces	16
2.	RECEVABILITÉ	17
2.1.	Acteurs du projet	17
2.2.	Information, concertation et participation	17
2.3.	Etat de l'équipement	19
2.4.	Démarches liées	19
3.	PROCÉDURE ET COORDINATION	20
4.	JUSTIFICATION	21
4.1.	Examen du dimensionnement de la zone à bâtir	21
4.2.	Stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir	22
4.3.	Périmètre du plan d'affectation	30
5.	DISPONIBILITÉ DU SITE	31
5.1.	Nature et paysage	31
5.2.	Protection de l'Homme et de l'environnement	35
5.3.	Patrimoine culturel	44
5.4.	Mobilité	48
6.	EXPLICATIONS DU NOUVEAU PLAN ET DE SON RÈGLEMENT	49
6.1.	Projet de territoire et axes principaux	49
6.2.	Modifications apportées au plan pour l'enquête publique initiale	50
6.3.	Modifications apportées au plan pour l'enquête publique complémentaire	63
6.4.	Modifications apportées au règlement pour l'enquête publique initiale	67
6.5.	Modifications apportées au règlement pour l'enquête publique complémentaire	69
6.6.	Compensation de la plus-value	74
7.	INTÉRÊTS ET COORDINATION	75
7.1.	Identification et détermination des intérêts	75
7.2.	Appréciation des intérêts et implications	76
7.3.	Décision et optimisation	76
8.	CONFORMITÉ	77
8.1.	Protection du milieu naturel	77
8.2.	Création et maintien du milieu bâti	77
8.3.	Développement de la vie sociale et décentralisation	79
8.4.	Maintien des sources d'approvisionnement	79

9. CONCLUSION

85

10. ANNEXES

86

ABRÉVIATIONS

BIODIV	Division « biodiversité et paysage » de la DGE
ASIT	L'Association pour le Système d'information du Territoire
CFF	Chemins de fer fédéraux
COREB	Communauté régionale de la Broye
DGE	Direction générale de l'environnement
DGE-UDN	Direction générale de l'environnement - section "dangers naturels"
DGE-EAU	DGE - division "ressource en eaux et économie hydraulique"
DGIP-MS	Direction générale des immeubles et du patrimoine - section "monuments et sites"
DGMR	Direction générale de la mobilité et des routes
DGTL*	Direction générale du territoire et du logement
DS	Degré de sensibilité (au bruit)
ECA	Etablissement d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels
EMS	Etablissements médico-sociaux
ERE	Espace réservé aux eaux
FAO	Feuille des avis officiels
FSU	Fédération suisse des urbanistes
HES	Hautes écoles supérieures
IFP	Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels
IMNS	Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites
ISOS	Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse
IUS	Indice d'utilisation du sol
NORMAT	Directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire
PAC	Plan d'affectation cantonal
PACom	Plan d'affectation communal
PDCn	Plan directeur cantonal
PDRives	Plan directeur intercantonal de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat
PEC	Plan d'extension cantonal
PGA	Plan général d'affectation
PPA	Plan partiel d'affectation
PPS	Prairies et pâturages secs
PQ	Plan de quartier
RLAT	Règlement sur l'aménagement du territoire
SDA	Surfaces d'assolement
SDT*	Service du développement territorial
SGZA	Système de gestion des zones d'activités

* *Le Service du développement territorial (SDT) a changé de nom en cours de procédure et s'appelle désormais la Direction générale du territoire et du logement (DGTL).*

ABRÉVIATIONS DES BASES LÉGALES

LAT	Loi fédérale sur l'aménagement du territoire, du 22.06.1979 (700)
LATC	Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions, du 04.12.1985 (700.11)
LDFR	Loi fédérale sur le droit foncier rural, du 04.10.1991 (211.412.11)
LITC	Loi fédérale sur les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, du 04.10.1963 (746.1)
LFo	Loi fédérale sur les forêts, du 04.10.1991 (921.0)
LLC	Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public, du 05.09.1944 (731.01)
LML	Loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains, du 10.05.1926 (721.09)
LPN	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage, du 01.07.1966 (451)
LPrPCI	Loi sur la protection du patrimoine culturel et immobilier, du 30.11.2021 (451.16)
LRou	Loi sur les routes, du 10.12.1991 (725.01)
OAT	Ordonnance sur l'aménagement du territoire, du 28.06.2000 (700.1)
OEaux	Ordonnance sur la protection des eaux, du 28.10.1998 (814.201)
OPair	Ordonnance sur la protection de l'air, du 16.12.1985 (814.318.142.1)
OPAM	Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs, du 27.02.1991 (814.012)
OPB	Ordonnance sur la protection contre le bruit, du 15.12.1986 (814.41)
OPPS	Ordonnance sur la protection des prairies et pâturages secs d'importance nationale, du 13.01.2010 (451.37)
ORGT	Ordonnance concernant les routes de grand transit, du 18.12.1991 (741.272)
RLAT	Règlement sur l'aménagement du territoire, du 22.08.2018 (700.11.2)
RLATC	Règlement d'application de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, du 19.09.1986 (700.11.1)
RLPrPCI	Règlement sur la protection du patrimoine culturel et immobilier, du 18.05.2022 (451.16.1)

1. PRÉSENTATION DU DOSSIER ET DES OBJECTIFS

1.1. Préambule

La Municipalité de Faoug envisage la révision de ses instruments d'aménagement du territoire afin de les adapter aux nouvelles législations fédérales (LAT, OAT), de s'inscrire dans les objectifs du plan directeur cantonal vaudois (PDCn) et des nouvelles législations cantonales (LATC, RLAT).

Le rapport d'aménagement doit, selon l'article 47 de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire (47 OAT), accompagner tout dossier de changement d'affectation du sol et démontrer la conformité du projet au regard des diverses lois et directives en matière d'aménagement du territoire.

Le rapport 47 OAT s'adresse à l'Autorité cantonale en charge de l'approbation du projet. Il est consultable lors de l'enquête publique pour apporter les explications nécessaires à la population et accompagne le plan d'affectation et son règlement.

La procédure est régie par les articles 34 et suivants de la loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC) et les articles 15 et suivants du règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT).

Le présent rapport démontre la recevabilité du projet et le justifie en regard des articles 15 et 19 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT). Il démontre encore la conformité du projet en regard des lois et ordonnances fédérales en matière d'aménagement du territoire (LAT et OAT) ainsi que toutes les planifications de rang supérieur.

Il accompagne le plan d'affectation communal et son règlement lors de l'approbation, en expliquant la démarche et la conformité à la législation.

1.2. Bref portrait de la Commune

1.2.1. Territoire

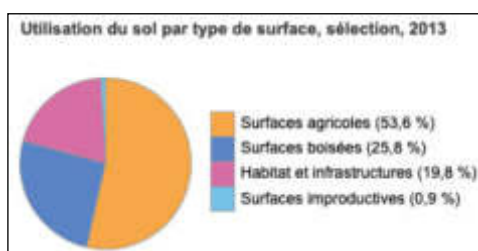
La Commune de Faoug, forte de 866 habitants au 31 décembre 2021, est située dans le district de la Broye-Vully, aux frontières du Canton de Fribourg. Les Communes limitrophes sont Avenches à l'Ouest, Courtepin et Clavaleyres au Sud ainsi que Courgevaux et Greng à l'Est.

Le lac de Morat et ses paysages remarquables offrent un cadre de vie agréable au village et sont attractifs pour le tourisme. La plage communale offre à la population et aux visiteurs un lieu de rencontre, de détente et de loisirs. La proximité de l'autoroute y facilite l'accès, rendant les villes de Lausanne, Berne et Payerne facilement accessibles.



Vue aérienne de la Commune de Faoug. Source : <https://www.geo.vd.ch>.

Son territoire, d'une superficie totale de 348 ha, est composé majoritairement de terres agricoles (187 ha) et de surfaces boisées (90 ha). Seuls 69 ha sont des surfaces destinées à l'habitat et aux infrastructures. Le point culminant du territoire se trouve à une altitude de 486 m alors que le point le plus bas à 429 m.

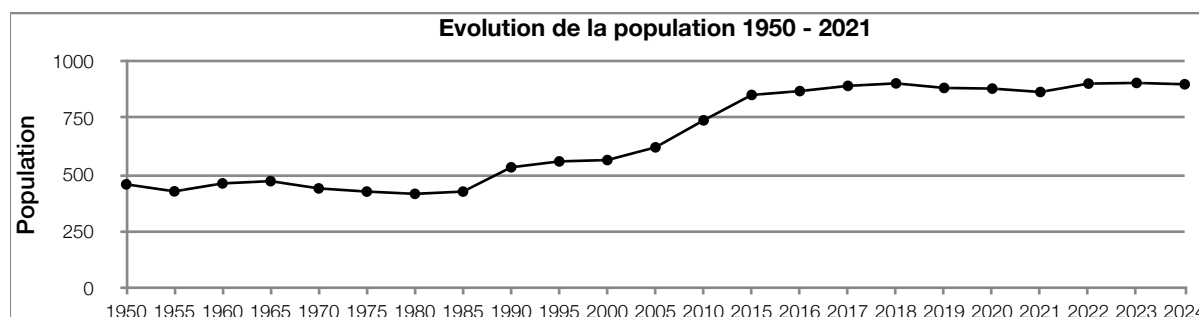


Source : <http://www.cartostat.vd.ch>.

Le territoire communal se caractérise par la présence du Lac de Morat au Nord (rive d'une longueur de 1'540 m), offrant une vue dégagée sur une large part de la chaîne du Jura et le Mont Vully. Le tissu bâti est concentré sur la partie Nord, proche des rives du Lac. Au Sud s'étendent les surfaces agricoles, marquées par la césure créée par le passage de l'autoroute, ainsi que d'importantes surfaces boisées.

1.2.2. Urbanisation et démographie

La population de Faoug n'a que très peu évolué entre 1950 (459 habitants) et 1985 (427 habitants), tout en connaissant de légères fluctuations ponctuelles. Un premier pic de croissance a eu lieu dès les années 1985 (427 habitants) jusqu'aux années 1990 (534 habitants). Le deuxième pic a débuté à partir des années 2000 (566 habitants) et s'est poursuivi jusqu'en 2015 (853 habitants), pour atteindre une population de 866 habitants au 31.12.2021.



Source : Statistiques du Canton de Vaud. <http://www.scris.vd.ch>.

Plusieurs facteurs expliquent les fluctuations et la croissance. L'élaboration d'un PPA dans le secteur "*Es Rochettes*" au début des années 1980 a permis la construction d'une douzaine de maisons individuelles. Le secteur "*Pâquier aux Oies*" et "*Les Vouats*" se sont également considérablement développés sur la partie frontale côté "*Rte de Salavaux*", avec la construction d'environ 25 villas durant la dernière décennie. La fin de la construction de l'autoroute A1 en 2001 a contribué à renforcer l'attractivité de la Commune.

Les chiffres montrent que durant les 15 dernières années, la population a augmenté de manière régulière et modérée.



Carte topographique 1950. Source : <https://map.geo.admin.ch>



Carte topographique 2018. Source : <https://map.geo.admin.ch>

Le village de Faoug comprend le noyau villageois, qui présente un intérêt patrimonial avec des bâtiments notés entre "1" et "4" au recensement architectural. S'y sont greffés plus tard des quartiers de villas individuelles. Une zone artisanale s'est également développée à l'Ouest du centre du village. Enfin, les rives du Lac, au Nord, regroupent de nombreuses résidences secondaires et offrent des lieux de loisirs et de détente pour la population.

1.2.3. Mobilité

La Commune est desservie par la ligne de train "*Payerne-Morat*", exploitée par les CFF et la ligne "*Payerne-Berne*", exploitée par le BLS. Un embarcadère permet également de relier d'autres localités des rives des lacs de Morat, Bière et Neuchâtel.

La traversée du village sur la route cantonale "*Route de Morat*" et "*Route d'Avenches*" est très fréquentée, avec des trafics journaliers moyens compris entre 5'500 et 7'050 véhicules par jour. La Municipalité y a déjà installé un revêtement phono absorbant pour réduire les nuisances.

Les Itinéraires régionaux SuisseMobile à vélo n° 44 "*Le Jorat - Trois Lacs - Emme*" et n° 99 "*Lausanne - Rorschach*" et l'itinéraire local n° 480 "*Tour du Lac de Morat*" traversent le territoire communal. Au surplus, un sentier de randonnée pédestre inscrit à l'inventaire cantonal est recensé à proximité des rives.

La situation géographique de la Commune de Faoug est un attrait intéressant pour s'y établir. A proximité de l'entrée de l'autoroute d'Avenches et sur un axe ferroviaire bien desservi, la population peut aisément se rendre à Lausanne, Berne, Fribourg ou Neuchâtel. Au surplus, le cadre paysager est un atout supplémentaire offrant un cadre de vie de qualité.

1.3. Objectifs d'aménagement

Les travaux préliminaires ont rapidement confirmé un important surdimensionnement de la zone à bâtir. Dès lors, la Municipalité a décidé d'instaurer une zone réservée sur une partie de son territoire, pour limiter les impacts sur le développement futur du village et réviser son PGA dans des conditions optimales.

Conformément à l'art. 15 LAT, la zone à bâtir doit être calibrée pour répondre aux besoins des 15 prochaines années. Selon le calcul des réserves en zones à bâtir, établi sous l'angle de la mesure A11 du PDCn, la Commune de Faoug est surdimensionnée. Partant de ce constat, l'objectif prioritaire est de proposer des mesures de réduction des droits à bâtir, permettant de se rapprocher au plus près de la croissance allouée par la mesure A11 du PDCn.

La révision des outils d'aménagement est également l'occasion d'apporter des modifications à l'affectation du sol en fonction des besoins réels actuels et futurs, de préciser des règles de protection du patrimoine bâti et de revoir la réglementation sur l'aménagement du territoire et la police des constructions.

La présente révision s'attache donc pour l'essentiel :

- à dimensionner la zone à bâtir de manière à répondre aux besoins des 15 prochaines années, selon les dispositions de l'art. 15 LAT et la mesure A11 du PDCn.
- à modifier le plan et la réglementation, de manière à les adapter aux changements apportés aux législations de niveau supérieur (LAT, OAT, LATC, RLATC, RLAT).
- à compléter la réglementation afin de renforcer la protection du patrimoine bâti.
- à traiter l'aire forestière conformément à la législation y relative, en procédant à la constatation de la nature forestière et en inscrivant la distance à la lisière inconstructible.
- à étendre la protection à d'autres objets du patrimoine culturel.
- à prendre les mesures adéquates pour protéger le patrimoine naturel.
- à traiter la zone à bâtir dans le secteur des Rives du Lac, non approuvé en 2003.
- à dimensionner la zone d'installations publiques pour répondre aux besoins actuels et futurs.
- à conserver l'organisation urbaine, notamment des dégagements de verdure autour du tissu bâti et des arbres majeurs.
- à veiller au principe d'affectation unique et faire correspondre l'affectation aux limites parcellaires.
- à favoriser le développement vers l'intérieur du tissu bâti existant pour les 15 prochaines années en adaptant les règles de construction pour les volumes existants.
- à clarifier le statut des logements dans le secteur des Rives du Lac, en attribuant un caractère d'habitation permanente pour la partie Ouest et confirmer le statut de résidences secondaires pour la partie Est.
- à retranscrire un espace réservé aux eaux (ERE) et aux étendues d'eaux (REE).
- à prendre en compte la problématique des dangers naturels.

1.4. Planifications de rang supérieur

1.4.1. Planifications fédérales

La loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) ainsi que son ordonnance (OAT) révisées, mises en vigueur le 1^{er} mai 2014, définissent plusieurs mesures pour freiner l'étalement urbain. Outre la nécessité de développer le milieu bâti vers l'intérieur, les zones à bâtir doivent être dimensionnées de telle manière qu'elles répondent aux besoins prévisibles pour les quinze années suivantes (art. 15 alinéa 1 LAT) et soient disponibles (art. 15a LAT).

Certaines mesures proposées dans ce projet ont des effets sur l'organisation du territoire. Dès lors, l'Autorité doit effectuer une pesée des différents intérêts en présence (art. 3 OAT), afin de justifier ses décisions ou de trouver des alternatives. A cette fin, une attention particulière doit être portée aux buts et principes de l'aménagement du territoire (art. 1 et 3 LAT).

1.4.2. Planifications cantonales

Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC)

La nouvelle loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) du 4 décembre 1985, révisée le 1^{er} septembre 2018, ainsi que le règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT) du 22 août 2018 fixent les principes d'aménagement du territoire à l'échelle cantonale.

La section III du chapitre II de la LATC fixe les modalités d'établissement et d'approbation des plans d'affectation communaux. La procédure suivie par ce présent dossier est celle décrite aux articles 34 à 45 LATC. En sus, la partie relative à la police des constructions de la LATC est en cours de révision.

Plan directeur cantonal (PDCn)

La 4^e adaptation du PDCn a été approuvée par le Conseil fédéral le 31.01.2018. Le 20.12.2019 a été approuvée par le Conseil fédéral la 4^e adaptation bis du PDCn de 2008. La 4^e adaptation ter du PDCn a été approuvée par le Conseil fédéral le 07.07.2022 et finalement la 4^e adaptation quater a été approuvée le 11.11.2022.

Le PDCn fixe les axes stratégiques et les mesures pour assurer une dynamique démographique et économique du Canton de Vaud, tout en garantissant une bonne qualité de vie et la sauvegarde de l'environnement naturel et paysager. Le projet est concerné par les mesures suivantes du PDCn :

Mesures A	Coordonner mobilité, urbanisation et environnement
Mesure A11	Zone d'habitation et mixte
Mesure A21	Infrastructures de transports publics
Mesure A23	Mobilité douce
Mesures B	Renforcer la vitalité des centres
Mesure B34	Espaces publics
Mesures C	Encourager une vision dynamique du patrimoine
Mesure C11	Patrimoine culturel et développement régional
Mesure C12	Enjeux paysagers cantonaux
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection
Mesures D	Valoriser le tissu économique
Mesure D12	Zones d'activités
Mesure D21	Réseaux touristiques et de loisirs
Mesures E	Concilier nature, loisirs et sécurité
Mesure E11	Patrimoine naturel et développement régional
Mesure E13	Dangers naturels gravitaires
Mesure E22	Réseau écologique cantonal
Mesure E24	Espace réservé aux eaux
Mesure E25	Rives de lac
Mesures F	Assurer à long terme la valorisation des ressources
Mesure F12	Surfaces d'assolement (SDA)
Mesure F44	Eaux souterraines

Plan d'extension cantonal (PEC) n° 18

Cette planification du 12 mars 1946 concerne le secteur des rives du Lac et fixe une limite des constructions ainsi qu'une zone de non bâtir. Elle a pour objectif la sauvegarde des rives du Lac, de ses caractéristiques paysagères et environnementales. S'agissant d'une planification de compétence cantonale, la Municipalité ne peut y apporter des modifications, raison pour laquelle le périmètre fixé par le PEC n° 18 est exclu de la présente révision.

Toutefois, la Municipalité fait part de sa volonté d'abroger cette planification et d'instaurer des mesures de protection adaptées selon les besoins de chacun des secteurs (une étude de biodiversité a été menée sur les Rives du Lac parallèlement à la présente révision). En sus et conformément aux bases légales en la matière, un espace réservé aux eaux (ERE) et aux étendues d'eau (EREE) inconstructible est délimité et indiqué sur le PACom.

1.4.3. Planifications régionales

Plan directeur régional (PDR)

La situation géographique de la Broye nécessite une coordination régionale entre les Cantons de Vaud et Fribourg. Le PDR Broye assure cette coordination et l'application des législations cantonales en matière d'aménagement du territoire. Le dossier a déjà fait l'objet de deux examens préalables entre 2010 et 2012. Suite à la révision de la LATC et des outils qui en découlent, le PDR Broye doit être adapté en conséquence. Les travaux d'élaboration sont en cours.

Il est opportun de préciser que la problématique des zones d'activités doit être traitée à l'échelle régionale, voire cantonale, avec l'élaboration par les régions, en collaboration avec le Canton, d'un système de gestion des zones d'activités (SGZA) (art. 30a al. 2 OAT). Ce travail n'a pas encore été entièrement réalisé par la Communauté régionale de la Broye (COREB).

Dans le cadre de la présente révision, la Municipalité souhaite confirmer sa zone d'activités telle qu'elle existe, en apportant certaines adaptations réglementaires.



Source : geoportail.vd.ch



Plan directeur intercantonal de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat (PDRives)

Le PDRives du 28 mai 1982 prévoit les mesures pour un aménagement respectueux des Rives du Lac de Morat, et est toujours applicable selon la mesure E25 du PDCn. Les 10 thèmes traités dans le PDRives sont les suivants :

- Les zones naturelles,
- La navigation de plaisance,
- Le niveau des lacs,
- La lutte contre l'érosion des rives,
- L'épuration, la qualité des eaux, l'élimination des déchets,
- Les forêts,
- Les résidences secondaires,
- Les circulations,
- L'aménagement et les affectations,
- La coordination,

Concernant la Commune de Faoug en particulier, le PDRives fixe les objectifs suivants :

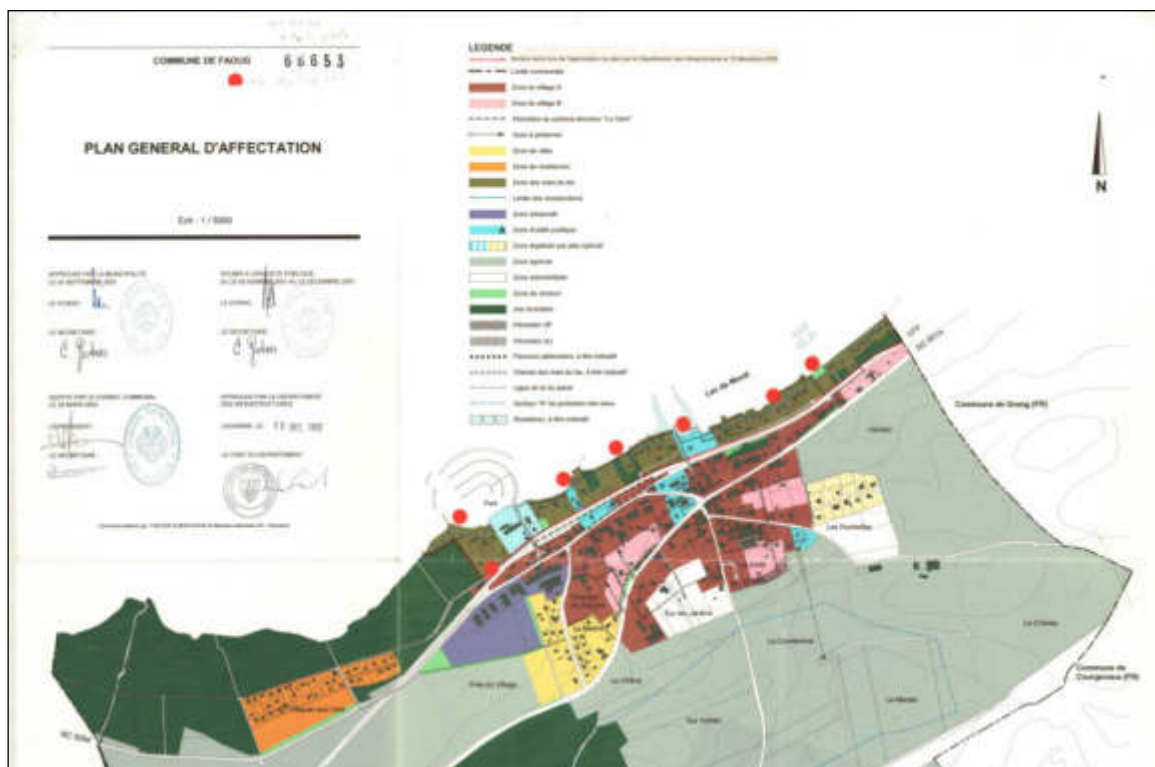
- Protéger, gérer et entretenir les roselières et la forêt riveraine,
- Réglementer la navigation de plaisance et interdire de pénétrer et d'accoster dans les roselières,
- Supprimer les passerelles et les amarrages sauvages et regrouper les bateaux dans un port,
- Supprimer les chalets sur parcelles communales à échéance des droits,
- Aménager un chemin piéton en direction de Greng,
- Reboiser les espaces entre la RC et les lotissements pour résidences secondaires,
- Maintenir l'aire forestière dans les zones existantes,
- Adapter le plan des zones au PDRives.

1.5. Planifications communales en vigueur

Les planifications communales particulières sont les suivantes.

- **Plan général d'affectation (PGA) du 18 mai 1979 et du 10 décembre 2003**

La Commune de Faoug est actuellement régie par le PGA et son règlement, approuvés le 10 décembre 2003 ([annexe 1](#)) pour l'ensemble du territoire communal, à l'exception du secteur des rives du Lac, régi par le PGA du 18 mai 1979 et les chapitres IV et V du règlement, et les parcelles RF n° 11 et 12, régies par le PGA du 18 mai 1979 ([annexe 2](#)). La présente révision permet de traiter la quasi totalité du territoire et d'intégrer certains secteurs n'ayant pas été approuvés lors de la révision de 2003.



Plan général d'affectation de 2003.



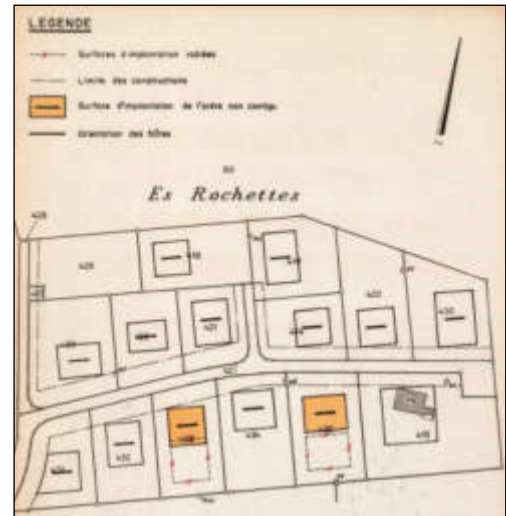
Plan général d'affectation de 1979, encore en vigueur pour les rives du lac et les parcelles n° 11 et 12.

- **Plan partiel d'affectation (PPA) "Es Rochettes (parcelles n° 60 et 66)" du 18 mai 1979**

Cette planification a permis la réalisation d'une quinzaine d'habitations individuelles, au sud-à l'est de la Commune. Le PPA a fait l'objet d'une modification partielle approuvée le 4 février 1983, concernant les surfaces d'implantation des actuelles parcelles n° 433 et 435. Le secteur étant entièrement réalisé, la planification est **abrogée** et les parcelles concernées attribuées à un type d'affectation.



PPA « Es Rochettes » du 18.05.1979.



Modification du 04.02.1983.

- **Plan partiel d'affectation (PPA) sur les parcelles n° 327 et n° 328 du 14 novembre 1980**

Cette planification concerne l'aménagement d'une zone d'utilité publique, nautique et touristique dans le secteur du port. Les règles de construction visent à assurer un aménagement rationnel des terrains dont l'affectation est liée à l'exploitation du port. Cette planification est **abrogée** et les parcelles concernées attribuées à un type d'affectation approprié.



Plan partiel d'affectation du 14.11.1980.



- **Plan de la zone réservée, du 10 septembre 2018**

La Commune a élaboré une zone réservée au sens de l'art. 46 LATC, approuvée par le Département le 10.09.2018 ([chapitre 3.2.1](#)). Cette planification permet de suspendre temporairement la constructibilité de certains secteurs. Sa validité est fixée à 5 ans, prolongeable de 3 ans (pour des motifs valables), mais sera abrogée dès l'entrée en vigueur de la nouvelle planification.

1.6. Plan des limites des constructions

Les abords des routes sont en principe inconstructibles pour les bâtiments et leurs annexes, dans un but de préserver des espaces nécessaires à la modification des routes et pour assurer la circulation.

La règle de base veut que la limite des constructions des routes soit calculée par rapport à l'axe de la chaussée, conformément à la législation en la matière (LRou). Alors que ce principe est facilement applicable à l'extérieur des localités, il peut entrer en conflit à l'intérieur des localités avec les objectifs de protection du patrimoine bâti et le contexte local. Fixées sur un plan spécifique ou sur le plan d'affectation, les limites des constructions des routes permettent de déroger à la règle.

Un plan d'alignement du village du 11 août 1926 était encore en vigueur jusqu'à aujourd'hui. Ce plan est abrogé dans un objectif de mise à jour et de clarification des limites des constructions.



Plan d'alignement du village du 11 août 1926.

Les limites des constructions ont fait l'objet d'une analyse fine pour décider de leur maintien, abrogation ou adaptation. Dans les secteurs dépourvus de limites des constructions définies par un plan, la loi sur les routes (LRou) est applicable. Le plan fixant la limite des constructions fait partie intégrante du dossier de PACom.

En annexe figure le plan synoptique des limites des constructions des routes fixées par un plan approuvé ([annexe 3](#)).

1.7. Chronologie de la procédure

Les moments clés de la procédure sont résumés comme suit :

Cadre légal	Révision du PACom
	29.09.2016 Octroi du mandat pour la révision du PGA
	16.06.2017 Publication d'un avis dans la FAO
	11.07.2017 Deuxième publication d'un avis dans la FAO
	22.11.2017 Mise à l'enquête publique de la zone réservée
	12.12.2017 Présentation publique de la zone réservée.
4 ^e adaptation du PDCn	31.01.2018
Entrée en vigueur de la LATC révisée + RLAT	01.09.2018
	10.09.2018 Approbation de la zone réservée
	18.12.2018 Séance de coordination et de lancement avec les représentants de la Commune et EspaceSuisse à Berne
	29.01.2019 Analyse de la vision locale avec les représentants de la Municipalité et une délégation d'EspaceSuisse
	31.01.2019 Envoi du dossier pour examen préliminaire
	16.03.2019 Atelier participatif à Faoug organisé par EspaceSuisse
Directive NORMAT révisée	01.07.2019
	31.10.2019 Séance de coordination avec le SDT, la DGMR, la DGE-EAU et la DIRNA-BIODIV
	13.12.2019 Retour de l'examen préliminaire par le SDT
4 ^e adaptation bis du PDCn	20.12.2019
Adoption du plan sectoriel SDA	08.05.2020
	06.11.2020 Séance de coordination avec la DGTL sur le redimensionnement de la zone à bâtir
	10.2021 Envoi du dossier pour examen préalable
	31.03.2022 Réception de l'examen préalable
4 ^e adaptation ter du PDCn	07.07.2022
4 ^e adaptation quater du PDCn	11.11.2022
	27.02.2023 Approbation de la Municipalité pour l'enquête publique

08.03.2023 - 07.04.2023	Enquête publique
05.2023 - 11.2023	Séances de conciliation après oppositions
20.06.2025 - 20.07.2025	Enquête publique complémentaire
09.2025	Séances de conciliation après oppositions
04.2026	Séance du Conseil communal pour adopter le PACom

La DGTL a mis à jour et publié de nombreuses fiches d'application qui n'ont pas été identifiées dans ce schéma chronologique, mais elles ont eu une influence sur l'élaboration du dossier.

1.8. Bordereau des pièces

Le dossier comprend :

- le plan d'affectation communal (1:2'000 et 1:5'000),
- le plan fixant la limite des constructions (1:2'000),
- le règlement sur le plan d'affectation communal et la police des constructions,
- le présent rapport 47 OAT,

La nouvelle directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT), entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2019, exige également la transmission numérique des géodonnées suivantes respectant les modèles cantonaux et fédéraux :

- Plans d'affectation n° 73
- Etat de l'équipement n° 74
- Degré de sensibilité au bruit n° 145
- Limites forestières statiques n° 157
- Distances par rapport à la forêt n° 159
- Limites des constructions des routes n° 80-VD
- Espace réservé aux eaux n° 190.1

Ces données seront transmises aux Services compétents lors de l'approbation du plan.

2. RECEVABILITÉ

2.1. Acteurs du projet

La Municipalité de Faoug est l'instigatrice de cette procédure.

Le dossier est établi par l'Agence Wenker Architecture Sàrl et conduit sous la responsabilité de M. François Wenker, Architecte HES SIA, REG B, Urbaniste FSU reconnu, conformément à l'article 107 LATC. Les conditions de l'art. 3 LATC sont remplies.

2.2. Information, concertation et participation

Services cantonaux

La Municipalité a envoyé à la DGTL le 31 janvier 2019 le dossier pour examen préliminaire, accompagné du questionnaire y relatif ([annexe 4](#)). Dans son préavis du 13 décembre 2019 ([annexe 5](#)), la DGTL identifie plusieurs Services cantonaux à consulter pour des problématiques spécifiques.

Une première séance de coordination concernant le chemin des Rives du Lac a été organisée le 31 octobre 2019, réunissant les Services suivants :

- le SDT, représenté par M. Mivelaz
- la DGE-EAU, représentée par M. Davoli et M. Gilliland
- la DIRNA-BIODIV, représenté par M. Ciardo
- la DGMR, représentée par M. Müller

Une deuxième séance de coordination entre la DGTL et la Municipalité a été nécessaire pour aborder la problématique du redimensionnement de la zone à bâtir et le traitement des résidences secondaires. Cette dernière s'est tenue le 6 novembre 2020. Les notes de ladite séance sont jointes au dossier ([annexe 6](#)).

Enfin, le dossier a été transmis à la DGTL le 5 octobre 2021 pour l'examen préalable, qui a été transmis à la Municipalité le 31 mars 2022 ([annexe 7](#)).

Une troisième séance de coordination entre la DGTL et la Municipalité a été nécessaire suite à l'enquête publique et aux oppositions, afin de statuer sur le dossier et d'entreprendre une mise à l'enquête publique complémentaire. Cette séance s'est tenue le 18 juin 2024. Les notes de cette séances sont jointes au dossier ([annexe 8](#)).

Le dossier a été transmis à la DGTL le 12 décembre 2024 pour l'examen préalable complémentaire. La DGTL a remis l'examen préalable complémentaire à la Municipalité le 4 février 2025 ([annexe 9](#)).

Le département vaudois de l'aménagement du territoire devra approuver le dossier de révision du plan d'affectation de la Commune de Faoug à la suite de l'adoption du projet par le Conseil communal.

Autorités communales

La réalisation du dossier a nécessité de nombreuses séances de travail entre la Municipalité et le mandataire. Parallèlement, le Conseil communal et sa commission ont été informés de l'avancement général du dossier. Le dossier a été présenté et approuvé par la commission du Conseil le 27 février 2023.

Suite aux oppositions et aux séances de conciliation de l'enquête publique, des séances de travail ont été menées entre la Municipalité, la commission du Conseil communal et le mandataire afin de mettre à jour et d'adapter le dossier. Après l'examen préalable complémentaire effectué par la DGTL, le dossier a été présenté et approuvé par la commission du Conseil le 5 mai 2025.

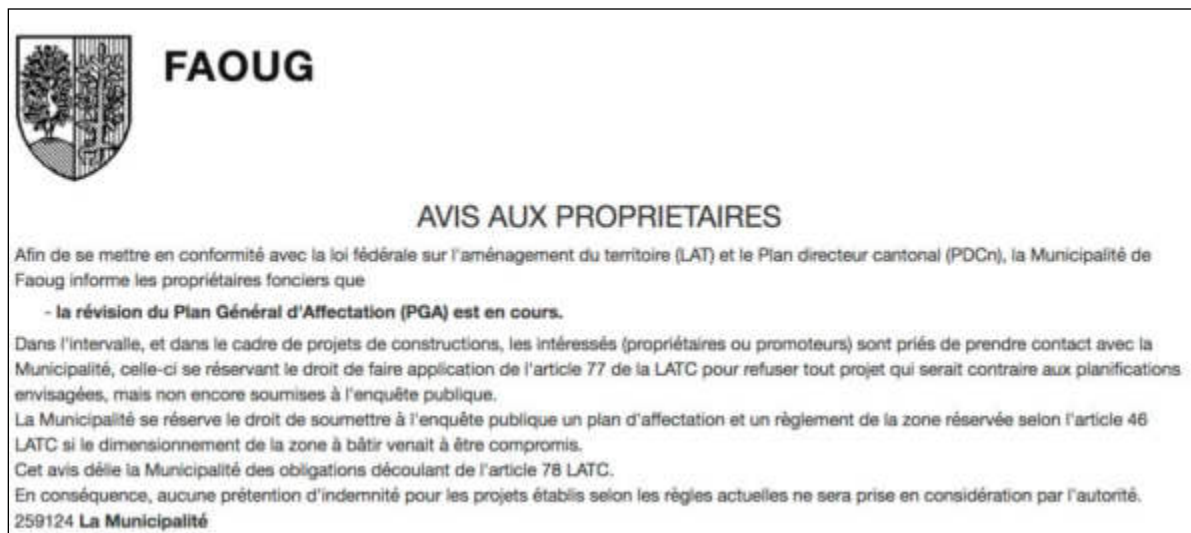
Finalement, la Municipalité présentera le dossier final à la commission du Conseil au courant du mois d'avril 2026 afin qu'elle établisse son rapport.

Population

La Municipalité a informé la population sur sa volonté de réviser ses outils d'aménagement du territoire en publiant deux annonces successives dans la Feuille des avis officiels (FAO), les 16 juin 2017 et 11 juillet 2017.

Le 16 mars 2019, un atelier participatif a été organisé par la Municipalité en collaboration avec EspaceSuisse. Les résultats de cette démarche participative et les recommandations ont fait l'objet d'un rapport daté du 10 mai 2019.

Avant la mise à l'enquête publique des nouveaux documents d'aménagement, une information publique a été mise sur pied le 2 mars 2023.



Annonce dans la FAO du 16 juin 2017.

Le dossier a été soumis à l'enquête publique entre le 8 mars 2023 et le 7 avril 2023. Durant cette période, la population a eu la possibilité de déposer leurs remarques et oppositions au plan et au règlement.

L'enquête publique susmentionnée a soulevé 37 oppositions. Suite à cela, les séances de conciliation avec les opposants ont duré entre le mois de mai et le mois de novembre 2023.

Le dossier a été soumis à l'enquête publique complémentaire entre le 20 juin 2025 et le 20 juillet 2025.

L'enquête publique complémentaire susmentionnée a soulevé 40 oppositions/remarques.

La situation après les deux enquêtes est de :

- 9 retraits d'oppositions de la 1ère enquête,
- 18 maintiens d'oppositions à la 1ère enquête (dont 5 oppositions étayées après la mise à l'enquête complémentaire),
- 1 retrait conditionnel de l'opposition à la 1ère enquête,
- 11 oppositions à l'enquête complémentaire déposées et maintenues et
- 1 opposition à l'enquête complémentaire déposée puis retirée.

Un bilan complet est joint au dossier ([annexe 10](#)).

Suite à l'enquête publique complémentaire, 22 nouvelles séances de conciliation ont été menées durant le mois de septembre 2025.

Divers acteurs

Par ailleurs, les entités suivantes ont été consultées :

- Les Chemins de fer fédéraux (CFF) ([annexe 11](#)).
- La Société de navigation des lacs de Neuchâtel et Morat (LNM) ([annexe 12](#)).

2.3. Etat de l'équipement

Le territoire urbanisé est totalement équipé. Conformément à la directive NORMAT, les géodonnées "Etat d'équipement (n° 74)" seront transmises lors de l'approbation du dossier.

Toutefois, il est opportun de préciser que la Commune est confrontée à des problèmes en approvisionnement en eau depuis les dernières années. Sur ce constat, la Municipalité profite de cette révision pour tenter de pallier à ce problème, notamment par des mesures réglementaires et dans l'affectation du sol dans le cadre du redimensionnement de la zone à bâtir.

2.4. Démarches liées

Constatation de la nature forestière

Dans les secteurs où l'aire forestière est en contact avec la zone à bâtir, la loi fédérale sur les forêts (LFo) exige d'effectuer une constatation de la nature forestière (art. 10 LFo).

Les lisières forestières ont été relevées en amont de la révision du PGA en 2003 et ont été mises à l'enquête publique à ce moment. Toutefois, le secteur des rives du lac n'a pas été approuvé en 2003.

Une coordination avec l'Inspecteur forestier a permis d'identifier les secteurs devant faire l'objet d'un nouveau relevé des lisières. Pour exécuter les travaux, la Municipalité a octroyé un mandat au bureau de géomètres NPPR SA à Avenches. L'inspecteur forestier, accompagné du bureau de géomètres, a procédé à la constatation de la lisière forestière le 9 juin 2021.

Il convient toutefois d'apporter les précisions suivantes :

- L'aire forestière autrefois identifiée sur les parcelles n° 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316 et 330 ne doit plus être considérée comme telle.
- L'aire forestière sur la parcelle n° 339 a fait l'objet d'une nouvelle constatation dans le cadre de cette présente révision ([annexe 13](#)).
- L'aire forestière sur les parcelles n° 23, 24 et 25 est confirmée.

La lisière forestière et la distance inconstructible figurent sur le PACom. La délimitation de l'aire forestière a été soumise à l'enquête publique et à l'enquête publique complémentaire en même temps que le PACom. Quant à l'aire forestière située à l'extérieur de la zone à bâtir, celle-ci figure à titre indicatif sur le plan.

Chemins des Rives du lac

Pour rappel, le secteur des Rives du lac a été exclu de la révision de 2003, car la Municipalité devait tracer un chemin riverain. Plusieurs échanges ont eu lieu entre les Services cantonaux et la Municipalité dans le but de présenter un cheminement répondant aux diverses exigences légales (voir courrier du 17 juillet 2012 joint en [annexe 14](#)).

Parallèlement, pour accompagner la Municipalité dans cette problématique, une Commission ad hoc a été mise sur pied. En sus, plusieurs séances de travail ont été menées avec les Services de l'Etat :

- 03.07.2019 : séance de travail entre la Municipalité, le bureau d'urbanisme et la DGTL,
- 03.09.2019 : séance de travail entre la Municipalité, le bureau d'urbanisme et la DGE-EAU,

- 31.10.2019 : séance de coordination entre la Municipalité, le bureau d'urbanisme, la DGTL, la DGE-BIODIV, la DGMR, la DGE-EAU.

La thématique du chemin riverain est présentée au [chapitre 6.2.17](#) et au [chapitre 7](#).

Dangers naturels

La zone à bâtir de la Commune de Faoug est touchée par des dangers naturels gravitaires. La Municipalité a octroyé un mandat au bureau GEOTEST SA au Mont-sur-Lausanne, bureau spécialisé en la matière, pour réaliser une analyse du risque et la retranscription des dangers naturels dans la nouvelle planification ([chapitre 5.2.5](#) et [chapitre 8.2](#)).

Transferts au domaine public

Plusieurs parcelles propriétés de la Commune passent au domaine public.

3. PROCÉDURE ET COORDINATION

Ce présent rapport témoigne du respect et du suivi de la procédure tout au long du dossier, comme elle est prévue par la LATC révisée du 01.10.2020 et le RLAT révisé du 01.10.2020. Le [chapitre 2.2](#) démontre déjà le suivi et les différentes étapes de la procédure, à savoir :

- Examen préliminaire (art. 36 LATC, art. 18 RLAT), daté du 13 décembre 2019 ;
- Examen préalable (art.37 LATC, art. 19 RLAT), daté du 31 mars 2022 ;
- Enquête publique (art. 38 LATC, art. 20 RLAT), datée du 8 mars au 7 avril 2023 ;
- Conciliation (art. 40 LATC), entre le mois de mai et le mois de novembre 2023 ;
- Examen préalable (art. 37 LATC, art. 19 RLAT), daté du 4 février 2025 ;
- Modifications et enquête publique complémentaire (art. 41 LATC), datée du 20 juin au 20 juillet 2025 ;
- Conciliation (art. 40 LATC), durant le mois de septembre 2025.

Les éléments et modifications présentés au sein de ce présent rapport résulte de toute cette procédure et prend en compte la finalité de ces étapes.

4. JUSTIFICATION

4.1. Examen du dimensionnement de la zone à bâtir

L'article 15 LAT prévoit que les zones à bâtir doivent être dimensionnées pour les besoins répondant aux 15 prochaines années. A l'échelle cantonale, la mesure A11 du PDCn fixe la croissance admise pour les Communes, servant de base au calcul du dimensionnement des zones d'habitation et mixte.

Les calculs ont démontré que la Commune est surdimensionnée. La mise à jour des outils d'aménagement est indispensable et des mesures d'aménagement doivent être prises pour se conformer aux valeurs-cibles de la mesure A11 du PDCn.

4.1.1. Besoins en zones à bâtir

Selon le mode de calcul défini dans la mesure A11 de la 4^e adaptation bis du PDCn, la capacité de la zone à bâtir s'inscrit dans les limites suivantes :

Population au 31.12.2015	859 habitants
Taux de croissance autorisé	0,75% par année
Horizon de planification	31.12.2036
Croissance autorisée au 31.12.2015	135 habitants
Population maximale au 31.12.2036	994 habitants
Population au 31.12.2018 (année du bilan)	904 habitants
Besoins au 31.12.2018 (année du bilan)	90 habitants

4.1.2. Capacités d'accueil en zone à bâtir selon le plan en vigueur

L'estimation des réserves est effectuée sur la plateforme de simulation du dimensionnement de la zone à bâtir, mise à disposition en juillet 2017 par la DGTL. La population au 31.12.2018 a été utilisée pour l'établissement du bilan. Le dimensionnement brut généré automatiquement par la DGTL, sans "nettoyage" par la Commune, se présente comme suit :

	En centre	Hors du centre
B. Capacités d'accueil au moment du bilan		
Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]	0	418
Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]	0	595
Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]	33	33
Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]	0	196
Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]	0	0
Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]	0	614
C. Bilan		
Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]	0	524
Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).		

Dimensionnement brute de la zone à bâtir obtenu par la DGTL.

Selon le calcul brut de la DGTL, la zone à bâtir de la Commune de Faoug est largement surdimensionnée. Un processus de réduction des droits à bâtir doit être entamé pour s'approcher des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn ([chapitre 4.2.3](#)).

Notons que ce calcul automatique nécessite un "nettoyage" par la Commune, car des potentiels ont été calculés sur des parcelles qui n'ont pas de droits à bâtir au vu de leur utilisation (parcelle correspondant à un chemin d'accès, transformateur électrique, etc,...). Ces corrections sont intégrées dans le bilan du redimensionnement, qui prend en compte le nouveau plan d'affectation communal ([chapitre 4.2.4](#)).

4.2. Stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir

La stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir s'appuie sur la directive "*Traitement des zones à bâtir d'habitation et mixtes*" (juin 2021), publiée par la DGTL, qui fixe les démarches et principes en matière de réduction des droits à bâtir. Les chapitres suivants s'attachent à présenter la stratégie de redimensionnement ainsi que le dimensionnement de la zone à bâtir du nouveau plan d'affectation, qui s'appuie sur les axes suivants :

- Elaboration d'une zone réservée communale ([chapitre 4.2.1](#)),
- Délimitation du périmètre de territoire urbanisé ([chapitre 4.2.2](#)),
- Réductions des droits à bâtir ([chapitre 4.2.3](#)) :
 - Dézoning des franges de la zone à bâtir en zone agricole ;
 - Traitement des espaces vides situés en milieu bâti ;
 - Adaptations de l'affectation selon l'usage réel du sol,
- Bilan en zone à bâtir selon le nouveau plan ([chapitre 4.2.4](#))
- Garantie de la disponibilité des terrains ([chapitre 4.2.5](#))

4.2.1. Elaboration d'une zone réservée communale

Une zone réservée permet de geler temporairement la constructibilité des terrains, permettant ainsi de conserver une marge de manoeuvre dans la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir. Celle-ci déploie ses effets depuis le 22 novembre 2017, date de sa mise à l'enquête publique. Elle a été approuvée par le Département en date du 10 septembre 2018 ([annexe 15](#)).

La zone réservée a permis de bloquer temporairement un potentiel estimé à 35'085 m² de surface brute de plancher, soit l'équivalent de 701 habitants potentiels.

L'entrée en vigueur du nouveau plan d'affectation abrogera la zone réservée communale.

4.2.2. Délimitation du périmètre de territoire urbanisé

Méthodologie

Le territoire urbanisé permet de cadrer le développement de l'urbanisation et de distinguer les zones à bâtir à densifier de celles qui ne doivent pas l'être. Il s'agit d'une étape prioritaire dans le redimensionnement des zones à bâtir. Les mesures de redimensionnement sont prioritairement prises sur les parcelles exclues du périmètre de territoire urbanisé.

Selon la fiche d'application "*Territoire urbanisée*" (février 2019), publiée par la DGTL, la délimitation du territoire urbanisé répond aux critères suivants :

- Groupe de 10 bâtiments au minimum destinés à l'habitation permanente ;
- Les constructions sont destinées à l'habitation, aux activités, aux services et aux équipements ;
- La distance entre les constructions est inférieure à 50 m ;
- Calage sur des éléments physiques du site et sur le foncier (dans la mesure du possible) ;
- Tenir compte de l'usage du sol et le lien avec les bâtiments ;
- Exclure les terrains inaptes à la construction.

En application des critères énumérés ci-dessus, deux périmètres ont été identifiés et ils sont décrits ci-dessous ([annexe 16](#)).

Périmètre 1 : Noyau ancien du village et sa couronne périphérique

Il comprend l'ensemble du tissu bâti du centre du village. Il exclut certaines parcelles contiguës à la zone agricole et les aires de dégagement ou jardins privatifs. La proximité de la gare, des bâtiments administratifs et autres services publics est un atout pour la densification de ce secteur et le maintien en zone à bâtir des espaces vides en zone à bâtir.

Le secteur du port, régi en partie par une planification particulière, est intégré au périmètre car il répond aux critères de délimitation du territoire urbanisé défini par la fiche d'application de février 2019 (au minimum 10 bâtiments d'habitation, distance entre les constructions inférieure à 50 m et bâtiments destinés à l'habitation ou aux activités). Au surplus, la gare est située à proximité.

A l'exception de ce secteur stratégique, les rives du Lac ont été exclues du territoire urbanisé, car elles nécessitent un traitement particulier conformément au PDRives et les mesures de protection environnementales y relatives.

Périmètre 2 : Les Vouats - Pâquier aux Oies

Le quartier est presque entièrement réalisé mais offre quelques possibilités de densification à long terme. Ce secteur englobe plus de dix bâtiments d'habitations permanentes, distantes de moins de 50 mètres. Il répond également aux critères de délimitation du territoire urbanisé définis par la fiche d'application de février 2019. La distance avec le périmètre du centre du village ne permettant pas de créer un seul périmètre pour l'ensemble de la Commune, il est proposé d'en faire un périmètre séparé.

Il est opportun d'apporter les remarques sur les parcelles suivantes :

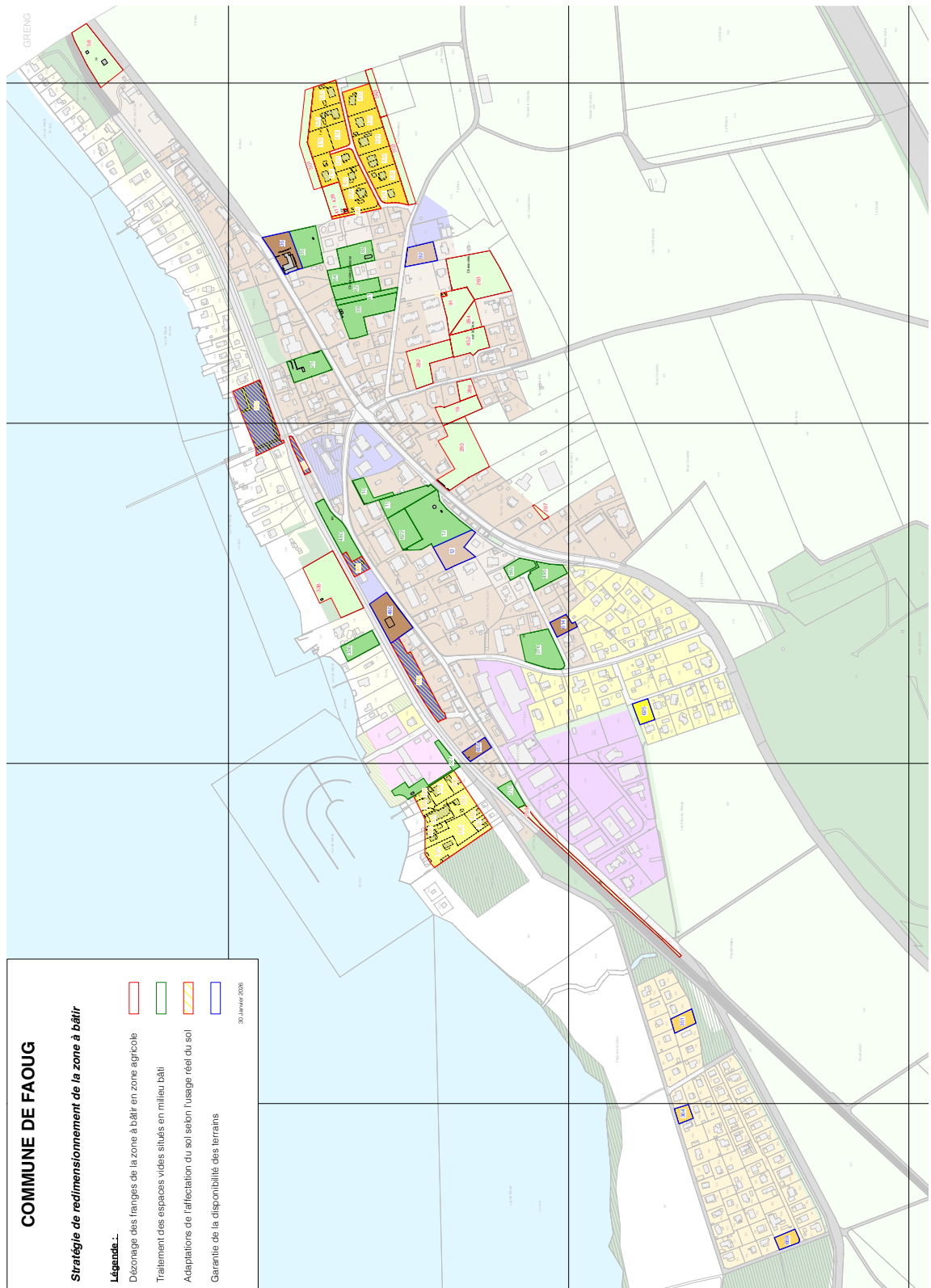
Parcelle n° 293 : Une partie de la parcelle n° 293 est maintenue en zone à bâtir. En effet, les dégagements extérieurs ont un lien étroit avec les habitations (jardin privatif, dépendances, accès, stationnement). Il convient de préciser que deux habitations sont implantées sur cette parcelle. Les droits à bâtir restants sont fortement restreints par ces deux habitations.

Parcelle n° 480 : Cette parcelle est occupée par la gare, la place de la gare et le parking public. Elle est déjà fortement construite. Cette parcelle constitue un enjeu important de la vision communale de la Municipalité (mobilité, espace public). Par ailleurs, elle est située au milieu du tissu bâti, entre la route de Salavaux et la voie ferrée. De plus, une partie de cette parcelle est affectée en zone centrale 15 LAT A, ce qui fait que son maintien au sein du périmètre de territoire urbanisé est clairement justifié.

Parcelle n° 512 : Cette parcelle, colloquée en zone affectée à des besoins publics 15 LAT, est déjà largement aménagée. En effet, l'accès menant au stand de tir se trouve sur cette parcelle et un réservoir d'eau communal y est également implanté. Son maintien dans le périmètre de territoire urbanisé est pleinement justifié.

4.2.3. Réductions des droits à bâtir

La stratégie de redimensionnement s'articule autour des principes énumérés dans la directive relative publiée par la DGTL. Les parcelles concernées sont illustrées sur le plan ci-dessous et en [annexe 17](#).



Dézonage des franges de la zone à bâtir en zone agricole

Les terrains situés en frange de la zone à bâtir, à l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé, sont restitués à la zone agricole 16 LAT. Les secteurs qui, à priori, répondent aux critères des SDA sont dézonés en priorité.

Cette mesure a pour conséquence :

- La diminution des droits à bâtir pour se conformer à la mesure A11 du PDCn ;
- La restitution de terrains aux SDA en fonction de leurs caractéristiques pédologiques.

Les parcelles concernées sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Parcelles	Ancienne affectation	Surface (m ²)	IUS	Surface brute de planchers (m ²)	Explications
18	Zone de village A	1510	0,6	906	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
58	Zone de village B	3162	0,3	949	- Entrée Est du village à soigner - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme pré
91	Zone de village B	1798	0,3	539	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
259	Zone de verdure	1394	0,0	0	- A l'extérieur du territoire urbanisé
282	Zone de village A	2547	0,6	1528	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé
283	Zone de village B	4544	0,3	1363	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
284	Zone de village B	1019	0,3	306	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
288	Zone de village A	641	0,6	385	- À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme pré
293	Zone de village A	4485	0,6	2691	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré, champs et vergers
297	Zone de village A	154	0,6	92	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
338	Zone des rives du lac	4326	0,2	865	- A l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisé comme pré
417	Zone de verdure (PEP)	37	0,0	0	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé
428	Zone de verdure (PEP)	1167	0,0	0	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme pré
452	Zone de village A	1800	0,6	1080	- Contigu à la zone agricole - À l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé

501	Zone tampon (PEP)	1803	0,0	0	<ul style="list-style-type: none"> - Contigu à la zone agricole - Déjà inconstructible (selon planification particulière) - A l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme pré
503	Zone tampon (PEP)	1463	0,0	0	<ul style="list-style-type: none"> - Contigu à la zone agricole - Déjà inconstructible (selon planification particulière) - A l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme champs
563	Zone tampon (PEP)	750	0,0	0	<ul style="list-style-type: none"> - Contigu à la zone agricole - Déjà inconstructible (selon planification particulière) - A l'extérieur du périmètre de territoire urbanisé - Utilisée comme champs
TOTAL		32600		10704	

Les parcelles n° 501, 503 et 563, 428 et 417 ne possèdent actuellement aucun droit à bâtir, car elles sont inconstructibles. Toutefois, elles sont en l'état considérées comme de la zone à bâtir au sens de l'art. 15 LAT. Au vu de leur utilisation, les traiter sous l'angle de l'art. 16 LAT est plus adéquat.

La parcelle 293 est dézonée à hauteur de 4'485 m². La partie entre les deux habitations (ECA 16 et ECA 225), qui possède un lien étroit avec les deux habitations et est située à l'intérieur du périmètre du territoire urbanisé, est maintenu en zone à bâtir. Cette surface sert d'accès et de place de jeux. Certains équipements font actuellement défaut (stationnement) et cette surface sera judicieusement située pour des équipements liés aux habitations lors de futures transformations.

Traitement des espaces vides situés en milieu bâti

Il est recommandé d'affecter en zone agricole ou en zone de verdure les espaces vides de plus de 2'500 m² au milieu du bâti, car cette superficie est suffisante pour un morcellement agricole (art. 58 al. 2 de la LDFR). Le maintien de ces surfaces en une autre affectation peut être justifié en fonction du contexte local.

D'importants potentiels ont été détectés au sein du milieu du bâti, principalement au centre du village au lieu-dit "*Chenevières Dessous*" et dans un secteur en contrebas de la route d'Avenches au centre du village. Le dézonage en zone agricole n'est pas pertinent du point de vue de l'aménagement du territoire, notamment en regard du principe de développement vers l'intérieur du tissu bâti et la création d'un milieu bâti compact (art. 1 LAT). Les surfaces concernées ne se prêtent pas à l'exploitation agricole (accès pour les machines, topographie, proximité des habitations).

Sur ces surfaces, la Municipalité privilégie la création de zones de verdure 15 LAT au milieu du tissu bâti existant. Cette mesure vise à :

1. geler temporairement les droits à bâtir pour satisfaire les exigences de la mesure A11 du PDCn et l'art. 15 LAT.
2. maintenir des surfaces arborées et confirmer le statut de quelques jardins privés, dont certains sont recensés à l'inventaire des parcs et jardins historiques ICOMOS,
3. préserver les dégagements extérieurs sur les bâtiments à haute valeur patrimoniale.

Ces trois objectifs sont repris dans le tableau ci-dessous, qui précise pour les parcelles concernées les raisons de leur affectation en zone de verdure. Cet état sera reconsidéré dans 15 ans par la prochaine révision du plan.

Parcelles	Surface (m ²)	1	2	3	Explications
10	816		X	X	- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Bâtiments au bénéfice d'un mesure de protection spéciale
11	1652		X	X	- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Bâtiments au bénéfice d'un mesure de protection spéciale + Jardins ICOMOS
12	4418		X	X	- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Bâtiments au bénéfice d'un mesure de protection spéciale + Jardins ICOMOS
25	1851	X			- Au sein du tissu bâti - Accès déjà fonctionnels, équipée - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
35	1995	X			- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
39	2896	X			- Au sein du tissu bâti - Accès déjà fonctionnels, équipée - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
81	700	X			- Bande étroite nécessitant une opération foncière pour être construite - Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
82	1424	X			- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
83	1528	X			- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
84	851	X			- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
270	706	X			- À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
276	2645	X			- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
327	1349		X		- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Périmètres existants de la zone tampon dans la zone portuaire
336	1264		X		- Création d'un lieu de rencontres et de délasserment
480	1972		X		- Création de vergers au nord-est - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé
495	1389	X	X		- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Identification d'un verger haute tige témoin du passé, maintien du village à l'aspect vert
592	866	X	X		- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Identification d'un verger haute tige témoin du passé, maintien du village à l'aspect vert
622	1619		X	X	- Au sein du tissu bâti - À l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé - Bâtiments au bénéfice d'un mesure de protection spéciale + Jardins ICOMOS
TOTAL	29941				

Gel temporaire des droits à bâtir (1)

Au vu de la localisation des terrains, au sein du tissu bâti et à l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé, il est pertinent de maintenir ces surfaces en zones à bâtir, tout en envisageant leur retour en zone d'habitation lors d'une future planification. Cette volonté s'inscrit dans le principe de développement vers l'intérieur de l'urbanisation, échelonnée sur plusieurs planifications.

Par ailleurs, occupées par des arbres, des haies et des infrastructures, certaines surfaces ne se prêtent pas à l'exploitation agricole.

Préservation du patrimoine bâti et des espaces arborés (2 et 3)

Sur les parcelles n° 11, 12 et 622 sont prises des mesures permettant de prendre en considération les objectifs du recensement architectural et de l'ISOS. Les mesures ont pour conséquence de limiter les possibilités de densification dans ce secteur. Bien que cette mesure s'éloigne des principes de développement vers l'intérieur du tissu bâti et la création d'un bâti compact, la Municipalité privilégie la sauvegarde du patrimoine bâti de haute qualité, en regard des objectifs de protection de l'ISOS. Toutefois, les droits à bâtir sont maintenus sur les bâtiments existants. En plus de la grande valeur patrimoniale des bâtiments présents sur ces parcelles, elles ont un caractère fortement arboré. Dès lors, elles passent en zone de verdure. Il s'agit d'un poumon central du village, où se trouvent des bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection spéciale et notés "1" au recensement architectural. Au surplus, les parcelles sont recensées à l'inventaire des parcs historiques ICOMOS. Par ailleurs, le verger caractéristique du secteur mérite d'être préservé.

Parcelles	Ancienne affectation	Surface (m ²)	IUS	Surface brute de planchers (m ²)	Equivalent habitants
10	Zone de village A	816	0,6	490	10
11	Zone de village A	774	0,6	464	9
	Zone de village B	878	0,3	263	5
12	Zone de village A	666	0,6	400	8
	Zone de village B	3752	0,3	1126	23
25	Zone de village A	1851	0,6	1111	22
35	Zone de village A	1995	0,6	1197	24
39	Zone de village A	792	0,6	475	10
	Zone de village B	2104	0,3	631	13
81	Zone de village A	275	0,6	165	3
	Zone de village B	425	0,3	128	3
82	Zone de village B	1424	0,3	427	9
83	Zone de village B	1528	0,3	458	9
84	Zone de village B	851	0,3	255	5
270	Zone du village A	706	0,6	424	8
276	Zone de village A	2645	0,6	1587	32
327	Zone de résidences secondaires	1349	0,2	270	5
336	Zone de résidences secondaires	1264	0,2	253	5
480	Zone de village A	1972	0,6	1183	24
495	Zone de village B	1389	0,3	417	8
592	Zone de village B	866	0,3	260	5
622	Zone de village A	1619	0,6	971	19
TOTAL		29941		12954	259

Adaptations de l'affectation selon l'usage réel du sol

Parcelles	Ancienne affectation	IUS	Surface (m ²)	Surface brute de planchers (m ²)	Equivalent habitants	Nouvelle affectation
300	Zone de village A	0,6	475	285	6	Zone affectée à des besoins publics
303	Zone de résidences secondaires	0,2	4161	832,2	17	Zone affectée à des besoins publics
480	Zone de village A	0,6	654	392,4	8	Zone affectée à des besoins publics
TOTAL			5290	1509,6	30	

Ces modifications sont justifiées par les motifs suivants :

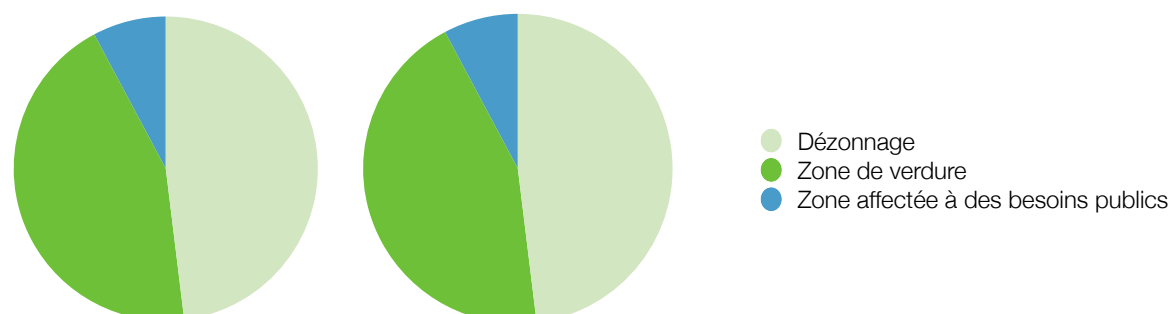
- La **parcelles n° 300** est occupée pour une partie par un chemin d'accès (Route du Débarcadère) et un parking, à disposition pour les usagers de la plage de Faoug. Elle est située à proximité de la gare, au centre du village. Dans la présente révision, le parking passe en zone affectée à des besoins publics, pour satisfaire les besoins en stationnement (mobilité multimodale) et le futur réaménagement de la place de la gare.
- La **parcelle n° 303** est occupée par la plage et le débarcadère. Au vu de son utilisation, elle passe en zone affectée à des besoins publics (voir [chapitre 6.2.8](#)).
- La **parcelle n° 480** a fait l'objet d'un projet de réaménagement des voies ferrées. La zone affectée à des besoins publics est légèrement prolongée selon les besoins du projet.

Synthèse de la stratégie de redimensionnement

	Surface de terrain (m ²)	Surface brute de plancher (m ²)	Equivalent habitants
Dézonnage des franges de la zone à bâtir en zone agricole	32600	10704	214
Traitement des espaces vides situés en milieu bâti	29941	12954	259
Adaptations de l'affectation selon l'usage réel du sol	5290	1510	30
TOTAL	67831	25168	503

4.2.4. Bilan du redimensionnement

Avant le projet, la méthode automatique de la DGTL détectait un surdimensionnement de **524 habitants** potentiels. La zone réservée a permis de bloquer temporairement l'équivalent de **701 habitants** potentiels. La stratégie de redimensionnement intégrée au nouveau plan d'affectation communal permet de réduire considérablement la zone à bâtir. Comme le montre la stratégie de redimensionnement présentée dans le chapitre précédent, une surface de terrain de **67'831 m²** est concernée par une limitation, un gel ou une suppression des droits à bâtir dans le nouveau plan d'affectation. Par mesure de redimensionnement, la répartition est la suivante :



Selon le calcul effectué sur la plateforme de simulation des réserves en zones à bâtir, il ressort que le projet de PACom présente un surdimensionnement d'environ **293 habitants** potentiels ([annexe 18](#)). Toutefois, la Municipalité estime que des efforts considérables ont été entrepris pour tenter de se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn. Des potentiels ont été maintenus, car la Municipalité est soucieuse d'appliquer d'autres principes de l'art. 1 LAT, comme orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti, créer un bâti compact ou créer un tissu bâti continu.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, un **surdimensionnement incompressible** d'environ **293 habitants** potentiels doit être admis pour la Commune de Faoug. En effet, toutes les mesures pertinentes du point de vue de l'aménagement du territoire ont été prises pour tenter de se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn. Les potentiels maintenus se situent à l'intérieur du périmètre de territoire urbanisé et leur maintien en zone à bâtir est justifié.

4.2.5. Garantie de la disponibilité des terrains

Le nouveau plan d'affectation communal confirme les droits à bâtir de plusieurs parcelles constructibles. Garantir la disponibilité des terrains implique que les terrains en zone à bâtir soient utilisés conformément à leur affectation prévue et dans les délais impartis.

L'art. 15 al. 4 lettre d LAT et l'art. 15a LAT fixent l'obligation d'assurer juridiquement la disponibilité des terrains. La nouvelle législation cantonale (LATC), entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2018, prévoit des dispositions permettant d'assurer la disponibilité des terrains à bâtir qui ont vocation à être construits. L'art. 52 LATC fixe les mesures pour garantir la disponibilité des terrains.

Assurer la disponibilité des terrains libre de construction est un des cinq principes formulés par la DGTL dans la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir (voir fiche d'application « *Traitement des zones à bâtir d'habitation et mixtes* » de juin 2021). Pour les parcelles concernées, la Municipalité estime qu'il est davantage pertinent du point de vue de l'aménagement du territoire de les maintenir en zone à bâtir, notamment pour préserver un milieu bâti compact.

Les parcelles n° 12, 37, 92, 351, 364, 394, 614, 625, 655, 669, 699 et 703 sont concernées par l'art. 52 al. 2 lettre b LATC. Pour ces parcelles, un délai est imposé pour réaliser les droits à bâtir. En cas d'inexécution dans les délais impartis, des mesures fiscales ou d'aménagement sont entreprises. En ce sens, le nouveau règlement est complété en conséquence et les parcelles concernées figurent sur le plan.

Ces mesures permettent de s'assurer que les terrains soient bâtis dans les 15 ans qui suivent l'entrée en vigueur du plan. En cas d'inexécution, la Municipalité décide soit de déclasser le terrain concerné (en fonction de la pertinence du point de vue de l'aménagement du territoire), soit de prendre les mesures fiscales jusqu'à la réalisation.

4.3. Périmètre du plan d'affectation

Le périmètre de l'étude s'étend à l'entier du territoire communal. Toutefois, les surfaces comprises à l'intérieur du plan d'extension cantonal n° 18 et au Nord de ce dernier sont exclues de la révision.

5. DISPONIBILITÉ DU SITE

5.1. Nature et paysage

Les inventaires fédéraux au sens de l'article 5 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) doivent être pris en compte dans la planification.

Le territoire communal comprend les objets suivants du patrimoine naturel :

5.1.1. Inventaire fédéral des zones alluviales d'importance nationale

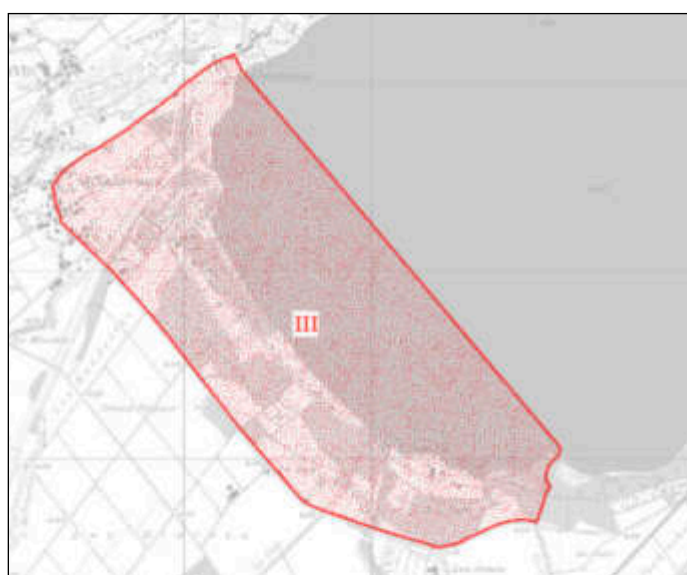
Issu de l'art. 18a de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) et s'appuyant sur l'Ordonnance sur les zones alluviales, l'inventaire permet la protection et la valorisation des zones alluviales. Ce sont des espaces à proximité de cours d'eau ou de lacs, proches de l'état naturel. La présence de l'eau crée une grande diversité de milieux naturels et une grande richesse en espèces.

L'objet n° 305 "Embouchure du Chandon" est situé au Nord-Ouest de la Commune, sur les rives du Lac de Morat et s'étend sur la Commune d'Avenches. Il entre dans la catégorie des deltas. La zone est située entièrement à l'extérieur de la zone à bâtir et se trouve dans l'aire forestière. Un chemin de randonnée pédestre traverse l'objet. En attribuant un secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT, l'objet est protégé. Par ailleurs, le périmètre de la zone alluviale est indiqué sur le plan et une disposition réglementaire particulière est inscrite dans le règlement.

5.1.2. Inventaire fédéral des réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs

Selon l'Ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et migrateurs (OROEM), ces réserves ont pour but la protection et la conservation des migrateurs et des oiseaux d'eau vivant toute l'année en Suisse. Les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs doivent être prises en considération lors de l'élaboration de plans d'affectation (art. 6 OROEM). L'objet n° 115 "Salavaux (VD)" est situé au Nord-Ouest de la Commune, en partie superposé à la zone alluviale n° 305. La réserve est située sur la rive Est du lac de Morat. Elle est importante comme lieu d'hivernage pour de nombreux oiseaux d'eau. Elle sert aussi bien de lieu de repos que de lieu d'alimentation. Selon la fiche n° 115, l'objectif est de « *conserver le site en tant que lieu de repos et d'alimentation pour les oiseaux d'eau hivernants* ».

Il est situé dans l'aire forestière 18 LAT. Dans un souci de protéger l'objet, le contenu superposé « secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT » est attribué au périmètre de l'objet. Par ailleurs, le périmètre de l'objet figure sur le plan et une disposition réglementaire particulière est inscrite dans le règlement.



	I	Jagd und Schifffahrt verboten Chasse et navigation interdites
	II	Jagd verboten; Schifffahrt eingeschränkt Chasse interdite; restrictions pour la navigation
	III	Jagd verboten; Schifffahrt nicht eingeschränkt; weitere Bestimmungen nach Art. 2, Abs. 2, Bst. c WZV Chasse interdite; pas de restrictions pour la navigation; autres dispositions selon art. 2, al. 2, let. c OROEM
	IV	Spezialfälle Cas spéciaux
	V	Widschadenperimeter Périmètre des dégâts dus au gibier

Fiche n° 115 de l'inventaire OROEM. Source : <https://map.geo.admin.ch>.

5.1.3. Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites (IMNS)

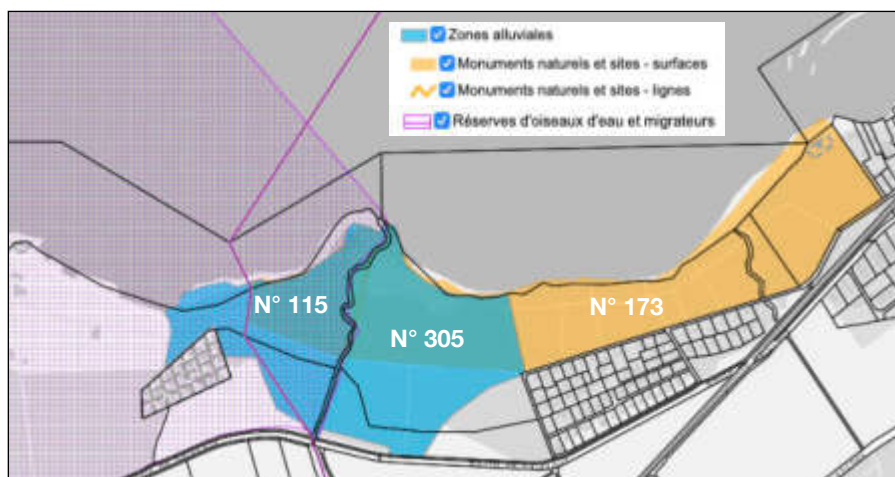
A l'échelle cantonale, l'IMNS identifie les objets du territoire (paysage, monuments naturels, sites, localités, arbres, immeubles,...) qui méritent d'être sauvegardés.

Objet n° 173 "Le Vaut, zone humide, Grèves"

Objet identifié sur les rives du Lac de Morat, dans l'aire forestière. L'objet s'étend de la frontière Ouest jusqu'aux habitations du secteur du Port, où il est en contact avec la zone à bâtir. Afin de le protéger, cet objet est compris dans le « secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT ».

Objet n° 174 "Cours partiel du Chandon, embouchure du ruisseau dans le lac de Morat"

Cet objet correspond au tronçon terminal du Chandon, dans l'embouchure du cours d'eau. Il est entièrement situé dans l'aire forestière et dans le périmètre de la zone alluviale n° 305.

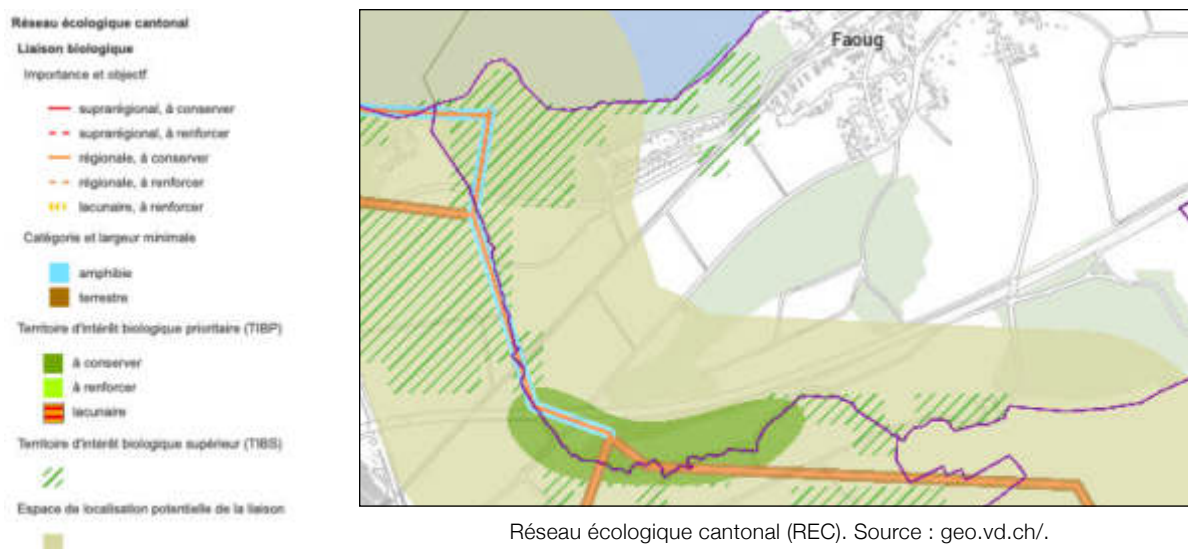


Source : geo.vd.ch

5.1.4. Réseau écologique cantonal (REC)

Un territoire d'intérêt biologique prioritaire (TIBP) est identifié au Sud de la Commune et plusieurs territoires d'intérêt biologique supérieur (TIBS) à l'Ouest de la Commune. Les territoires d'intérêt biologique supérieur sont superposés aux inventaires fédéraux et cantonaux.

Des liaisons biologiques amphibies à conserver et d'importance régionale sont identifiées à limite Ouest de la Commune, reliant les rives du Lac au territoire d'intérêt biologique prioritaire au Sud. La liaison suit le cours d'eau "Le Chandon" qui passe au-dessous de l'autoroute. L'espace réservé aux eaux garantit un espace protégé pour le développement de la biodiversité.

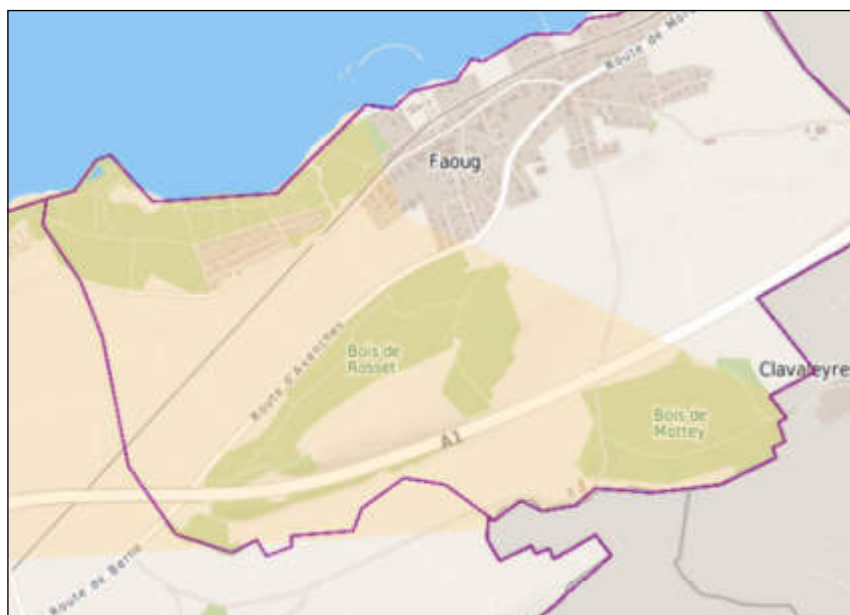


Réseau écologique cantonal (REC). Source : geo.vd.ch/.

5.1.5. Echappée paysagère selon le PDCn

Le territoire de Faoug est traversé, à l'Ouest, par une échappée paysagère transversale. Elle n'a pas été retranscrite sur le nouveau plan d'affectation.

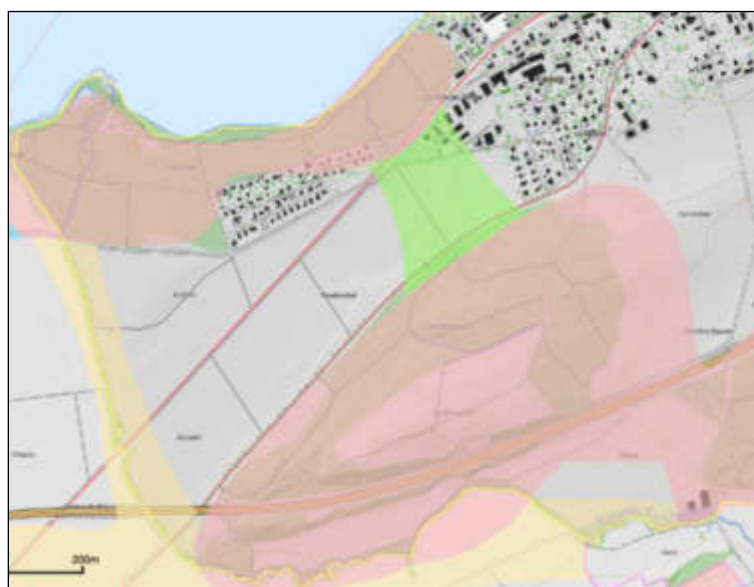
La très grande partie de l'échappée se trouve hors de la zone à bâtir. L'objet IMNS, concerné par des mesures de protection, y est également inclus. Pour la partie Nord de l'échappée paysagère (rives du Lac), un secteur de protection de la nature et du paysage est indiqué sur le plan.



Echappée paysagère. Source : geo.vd.ch/.

5.1.6. Corridors à faune d'importance régionale

Un corridor à faune d'importance locale (n° 178) s'étend du Bois de Rosset à la Route de Salavaux. Le corridor touche la partie Ouest de la zone d'activités économiques.



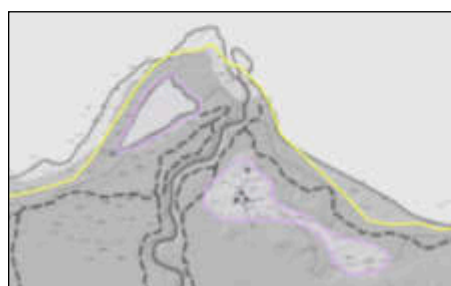
Corridors à faune. Source : geo.vd.ch/.

5.1.7. Inventaires cantonaux des biotopes

Le territoire communal est concerné par les biotopes cantonaux suivants :

- Les zones alluviales n° 305 « *Embouchure du Chandon* » d'importance nationale et n° 1152 d'importance régionale.
- Les sites de reproduction de batraciens n° VD795 « *Le Vuat : étangs près du lac* » d'importance locale.
- Le bas-marais n° 040.001 « *Etang du Chandon* » d'importance régionale

Ces biotopes sont regroupés le long des rives du Lac, au Nord-Ouest du territoire. Dans ce secteur, un important secteur de protection de la nature et du paysage est fixé sur le plan.



5.2. Protection de l'Homme et de l'environnement

5.2.1. Espace réservé aux eaux (ERE) et aux étendues d'eaux (EREE)

En application de l'art. 36a de la Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux) et de l'art. 41a, b et c de l'Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux), l'espace nécessaire aux cours d'eau et aux étendues d'eau (ERE et EREE) garantit leurs fonctions naturelles, la protection contre les crues et leurs utilisations. Les cantons déterminent les espaces concernés et veillent à ce que les plans directeurs et les plans d'affectation prennent en compte l'ERE et l'EREE. Cet espace est inconstructible.

Le territoire de Faoug étant traversé par des cours d'eau et bordé par le lac de Morat, l'Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux) s'applique. Dès lors, des espaces réservés aux eaux (ERE) et aux étendues d'eau (EREE) doivent être délimités. Les cours d'eau et étendues d'eau assujettis à l'ERE/EREE sont les suivants :

- Le Chandon, en limite Ouest,
- Un cours d'eau (sans nom) qui s'écoule du "Bois de Rosset" au Lac de Morat en passant par le quartier "Les Vouats",
- Un cours d'eau (sans nom) qui s'écoule à l'Est du quartier "Les Vouats",
- Le Lac de Morat, au Nord.

L'ERE est délimité de part et d'autre de l'axe des cours d'eau et l'EREE à partir des rives. Cet espace figure sur le nouveau plan d'affectation. Le règlement sur le plan d'affectation et la police des constructions renvoie à l'OEaux, qui régit les dispositions en la matière.

Un cours d'eau peut avoir un ERE variable en fonction des tronçons, selon s'ils se trouvent dans des secteurs densément bâtis ou s'ils possèdent des enjeux de biodiversité (art. 41a al. 1 OEaux). A Faoug, aucun secteur n'est considéré comme densément bâti. Par contre, plusieurs cours d'eau possèdent des enjeux de biodiversité, notamment dans des secteurs concernés par des inventaires fédéraux.

Les données transmises par la DGE-EAU ont été utilisées pour la délimitation de l'ERE. Ces données contiennent :

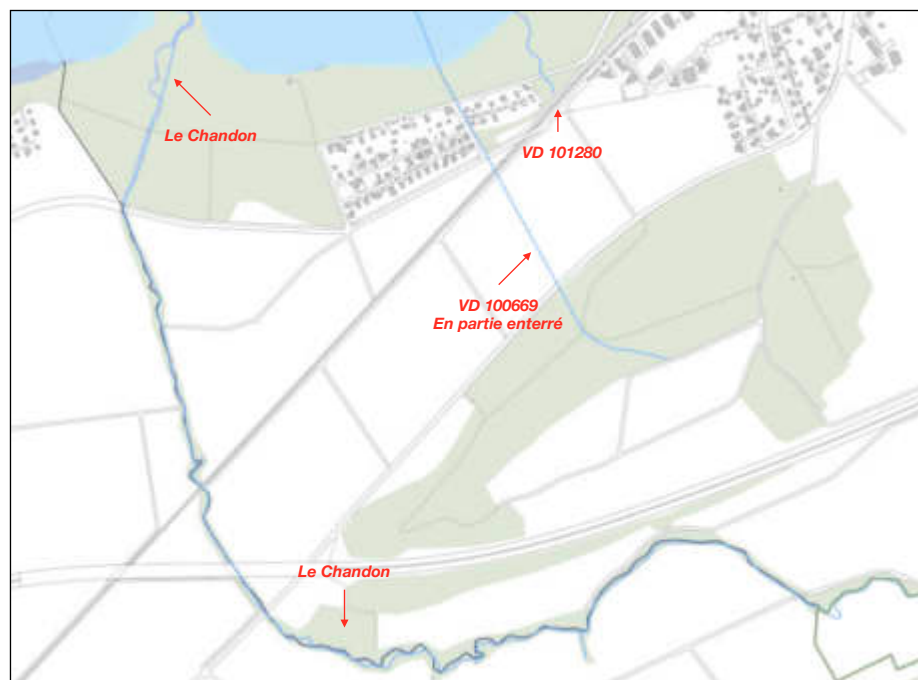
- Les cours d'eau soumis à un ERE,
- Les largeurs naturelles des cours d'eau,
- Les secteurs à enjeux,
- Les rives qualifiées de « densément bâties »,

Sur la base de ces données, les largeurs de l'ERE ont été calculées selon les formules présentées dans le tableau ci-dessous :

Largeur naturelle du fond du lit (Lnat (m))	Largeur minimale de l'espace réservé aux eaux (LERE) selon art. 41a, al. 2, OEaux (m)		Largeur minimale de l'espace réservé aux eaux (LERE) selon art. 41a, al. 1, OEaux (m) (courbe de biodiversité)	
< 1	11.0	min. 11 m	11.0	min. 11 m
1	11.0		11.0	LERE (m) = 6 x Lnat + 5
2	12.0	17.0		
3	14.5	23.0		
4	17.0	29.0		
5	19.5	35.0		
6	22.0	LERE (m) = 2.5 x Lnat + 7	36.0	LERE (m) = Lnat + 30
7	24.5		37.0	
8	27.0		38.0	
9	29.5		39.0	
10	32.0		40.0	
11	34.5		41.0	
12	37.0		42.0	
13	39.5		43.0	
14	42.0		44.0	
15	44.5		45.0	
> 15	Cas par cas	Cas par cas	Selon formule	

Tableau des largeurs de l'espace réservé aux eaux des cours d'eau. Source : "Guide modulaire pour la détermination et l'utilisation de l'espace réservé aux eaux en Suisse", DTAP, CDCA, OFEV, ARE, OFAG 2019.

Cours d'eau soumis à un ERE



Cours d'eau soumis à un ERE. Source : geo.vd.ch

Délimitation de l'ERE par cours d'eau

L'axe des cours d'eau a été vérifié et adapté si nécessaire, sur la base d'une orthophoto et d'un modèle numérique de terrain (MNT).

En résumé, pour chaque cours d'eau, les largeurs de l'ERE sont définies comme suit :

Nom rivières	ID VD	Largeur naturelle (m)	Enjeux de biodiversité	ERE (m)
<i>Le Chandon</i>	100005	5 à 6	Oui, selon les tronçons	19,5 à 35
<i>Sans nom (Les Vouats)</i>	100669	1,5	Non	11
<i>Sans nom (DP 77 + 78)</i>	101280	1	Oui	11

Notons que le cours d'eau VD 100669 en enterré sur sa partie centrale. Un ERE a tout de même été délimité à titre indicatif sur le plan d'affectation. Ce cours d'eau est à ciel ouvert en amont du DP 46 et en aval du DP 28 au lieu-dit « *Les Vouats* ».

Délimitation de l'EREE pour les rives du Lac de Morat

La partie Ouest des rives du lac de Morat a des enjeux de biodiversité. Le tronçon s'étend de l'embouchure du Chandon jusqu'à la parcelle n° 379 non comprise. Au vu de la présence de l'inventaire fédéral des zones alluviales et l'inventaire cantonal IMNS, l'EREE a été adapté et suit les contours des inventaires mentionnés.

La partie Est des rives n'a pas d'enjeux de biodiversité. Le tronçon s'étend de la parcelle n° 379 comprise jusqu'à la limite communale avec Greng à l'Est. Le secteur n'est pas considéré comme densément bâti. Pour ce tronçon, l'EREE a été fixé à 15 m à partir des rives. Ponctuellement, en appliquant une distance de 15 m, l'EREE dépasse très modestement le PEC n° 18 à l'intérieur des parcelles. Pour ces secteurs, l'EREE a été lissé et se cale sur le PEC n° 18 (voir exemples ci-dessous).

La réglementation du PEC n° 18, de compétence cantonale, garantit les fonctions de l'EREE.



Légende

Espace réservé aux étendues d'eau

— Rives du lac

□ EREE brut

□ EREE lissé

Plan d'extension cantonal n° 18

□ Plan d'affectation cantonal n° 18

Exemple d'EREE lissé en fonction du PEC n° 18.

Plan d'affectation et règlement sur le plan d'affectation et la police des constructions

L'EREE est affecté en zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT avec une réglementation spécifique.

Concernant l'EREE, qui n'a aucune affectation spécifique, il figure sur le plan et son règlement est complété comme suit :

1. *L'espace réservé aux eaux est déterminé selon le droit fédéral (loi fédérale sur la protection des eaux et ordonnance sur la protection des eaux) et illustré sur le plan. Sa largeur est définie sur le plan.*
2. *En cas de projet de construction dans ses abords, la position exacte est à définir sur site, selon la position de l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain.*
3. *A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux, sont réservées toutes autres dispositions légales notamment celles relatives à la protection des eaux.*
4. *L'article 41c al. 6 OEaux demeure réservé.*

Informations complémentaires

L'espace réservé aux eaux a été défini en coordination avec la DGE-EAU en amont de l'examen préalable. Pour avoir une meilleure lisibilité des données, un plan spécifique à l'ERE a été élaboré ([annexe 19](#)). Le nouveau plan d'affectation indique l'ERE et sa légende renvoie au plan spécifique.

Selon la directive NORMAT, les géodonnées "Espace réservé aux eaux (n° 190.1)" seront transmises lors de l'approbation du plan à la DGE pour validation et respecteront le modèle de géodonnées correspondant.

5.2.2. Protection des eaux souterraines

Les ressources en eaux doivent être protégées. Les zones S de protection des eaux visent à protéger les captages d'eau potable. Ils sont constitués des zones S1, S2, S3 et périmètres de protection, avec des restrictions d'utilisation du sol différentes et plus restrictives selon la zone (voir annexe 4 OEaux). Les modalités de protection sont reprises par la mesure F44 du PDCn, qui rappelle la nécessité d'intégrer les cartes et les mesures de protection des eaux souterraines aux planifications communales.

La situation sur le territoire se présente comme suit :

- **Périmètre de protection des eaux**

Le périmètre s'étend sur l'aire forestière et la zone agricole. Ce périmètre est inconstructible et réservé pour de futurs captages.

- **Zone S1 de protection des eaux**

La zone est entièrement dans l'aire forestière. Elle est inconstructible, toutefois les activités servant à l'approvisionnement sont autorisées.

- **Zone S2 de protection des eaux**

La zone est pour sa quasi totalité dans l'aire forestière. Elle est inconstructible. Au surplus, les fouilles, mouvements de terre, activités potentiellement polluantes (épandage d'engrais de ferme ou de pesticides mobiles et persistants) ne sont pas autorisées.

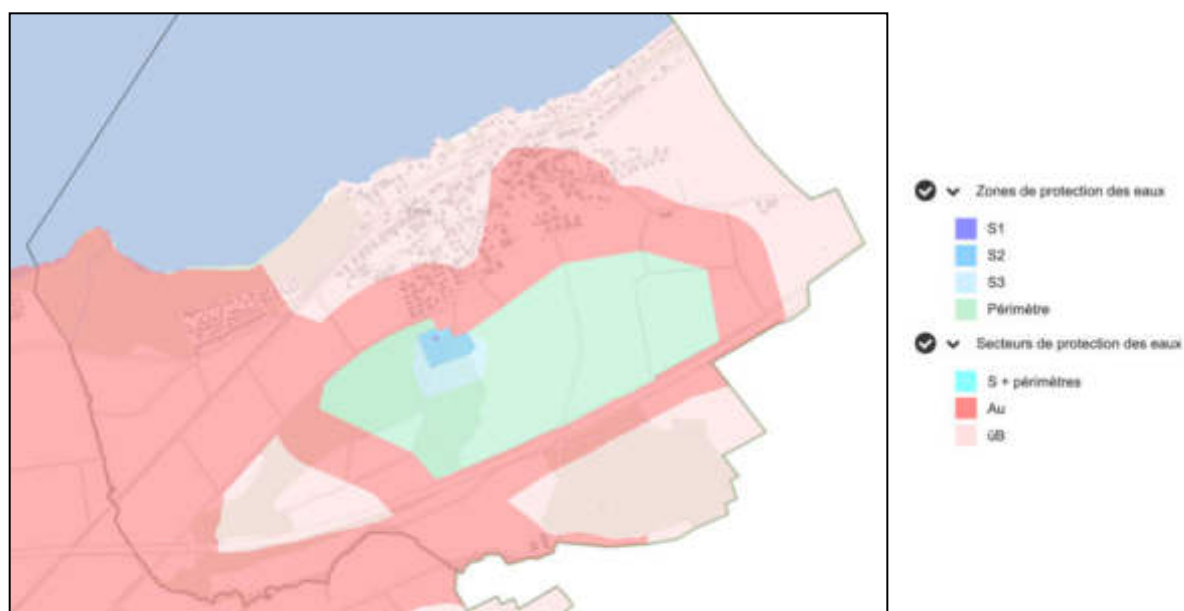
- **Zone S3 de protection des eaux**

La zone est pour sa plus grande partie dans l'aire forestière et légèrement en zone agricole. Les activités présentant un danger pour les eaux, l'extraction de matériaux, les décharges et les constructions sous le niveau de la nappe n'y sont pas autorisées.

La partie sud de la zone à bâtir est située en secteur Au de protection des eaux, alors que la partie nord est située en secteur üB de protection des eaux.

Secteur	Description
Au	Les secteurs Au (secteurs particulièrement menacés) comprennent des réserves d'eaux souterraines exploitables ainsi que des zones attenantes nécessaires à assurer leur protection
üB	Ils constituent le reste du territoire
S	Le secteur S regroupe l'ensemble des zones S1, S2, et S3 ainsi que les périmètres de protection des eaux PP)

Explication des abréviations des secteurs de protection des eaux. Source : <https://www.vd.ch>.



Zones de protection des eaux. Source : <https://www.geo.vd.ch/>

Il n'y a pas de sites pollués ou contaminés en lien avec les activités de l'armée (DDPS), les entreprises de transports publics (OFT) et les aéroports civils (OFAC). Par contre, selon le cadastre cantonal, 8 sites pollués sont identifiés sur le territoire communal (voir carte ci-dessous) :

(1) La décharge "Le Bulo"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se trouve à l'Ouest de la Commune, en zone agricole. Le nouveau plan d'affectation confirme cette zone.

(2) La décharge "Bois de Rosset"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se trouve au Sud de la Commune, en aire forestière. Le nouveau plan d'affectation confirme cette zone.

(3) La décharge "Bois de Mottey"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se trouve au Sud de la Commune, en aire forestière. Le nouveau plan d'affectation confirme cette zone.

(4) La décharge "Chenevières Dessus"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se situe à proximité de la zone à bâtir, mais en zone agricole. Le nouveau plan d'affectation confirme cette zone.

(5) La décharge "Sur la Croix"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se situe en zone à bâtir (zone village). Le nouveau plan d'affectation modifie l'affectation du sol. Une partie de la surface concernée passe en zone agricole.

(6) L'aire d'exploitation "Chantier naval Jack Beck SA"

Ce site est pollué, mais pas d'atteinte nuisible ou incommode n'est à attendre. Il se situe en zone artisanale. Le nouveau plan d'affectation confirme cette zone.

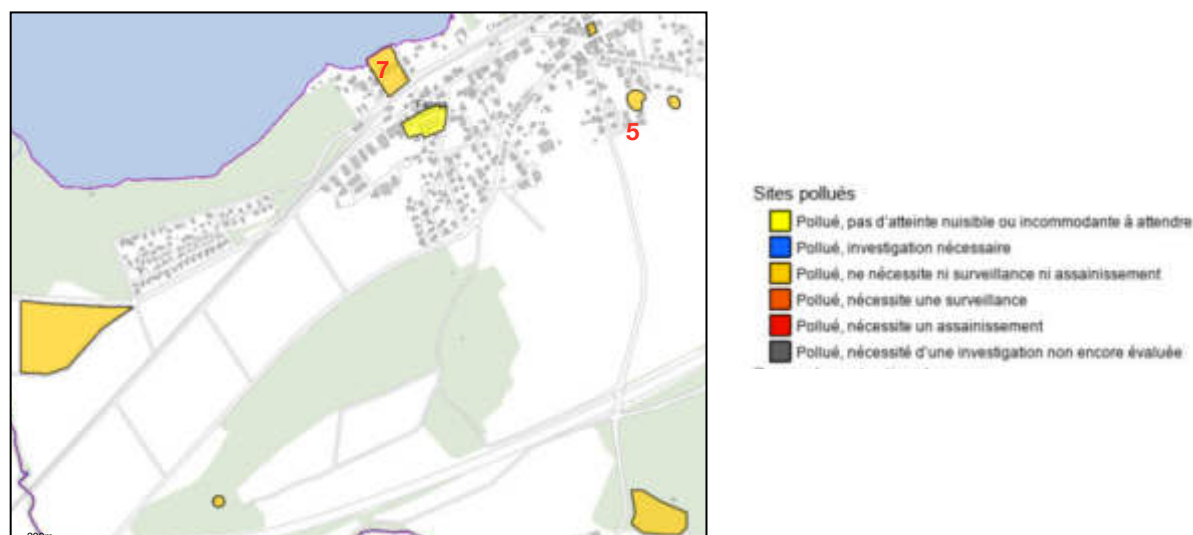
(7) L'aire d'exploitation "Marina Port de Faoug SA"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Actuellement, le site pollué se trouve à l'intérieur d'une planification particulière. Le nouveau plan d'affectation modifie l'affectation du sol. Une partie de la surface concernée passe en zone de tourisme et loisirs. Toutefois, la vocation et la destination de la zone sont reprises du plan actuel.

(8) L'aire d'exploitation "Garage Thévoz Jean-Louis SA"

Ce site ne nécessite ni surveillance, ni assainissement. Il se situe en zone à bâtir (zone village). Le nouveau plan d'affectation confirme cette affectation du sol.

Selon l'art. 9 de la Loi sur l'assainissement des sites pollués (LASP), le changement d'affectation ou d'utilisation d'un site pollué nécessite l'autorisation préalable du département. Le nouveau plan d'affectation n'a aucune influence sur les sites pollués.



5.2.3. Eau potable

Selon la Loi sur la distribution de l'eau (LDE), les communes sont chargées d'assurer la distribution de l'eau pour la consommation et la lutte contre le feu. Les distributeurs ont l'obligation d'établir un Plan directeur de la distribution de l'eau (PDEE). Ce instrument établit un état des lieux des installations existantes afin de proposer l'amélioration et le développement du réseau.

La Municipalité de Faoug possède son PDEE.

5.2.4. Evacuation des eaux

Concernant les eaux usées et les eaux claires, la planification de l'évacuation des eaux est transcrite dans le Plan général d'évacuation des eaux (PGEE). Selon la mesure F45 du PDCn, le rôle des Communes est :

- d'établir et de tenir à jour les PGEE,
- d'exploiter et d'entretenir leurs installations et d'en préserver la valeur,
- de planifier le renouvellement et le développement futur de leurs installations,
- d'appliquer les progrès techniques pour améliorer leurs installations,
- de limiter l'imperméabilisation des sols et d'encourager la rétention ou l'infiltration par des mesures favorables au cadre de vie et au paysage.

Le réseau du territoire est en séparatif. Les eaux usées sont raccordées au réseau d'Avenches.

Le Plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la Commune de Faoug a été approuvé par le Département le 8 octobre 2010.

Selon les rapports du PGEE, plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être réparés ou remplacés. De plus, quelques tronçons de collecteur d'eaux claires sont en sous capacité.

Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau plan d'affectation approuvé, le PGEE devra être mis à jour au besoin, en relation avec les nouvelles données induites par ce nouveau PACom. Les futures mises à jour du PGEE tiendront compte des changements induits par ce nouveau plan d'affectation.

Compte tenu du processus de redimensionnement de la zone à bâtir, l'extension de la zone à bâtir ou la densification du milieu bâti n'est pas prévu dans ce projet de nouveau PACom. Dès lors, le projet ne surcharge pas le réseau d'évacuation des eaux existants.

5.2.5. Dangers naturels

La Commune de Faoug est concernée par la problématique des dangers naturels. En se basant sur la note technique du bureau GEOTEST SA ([annexe 20](#)) et les données mises à disposition sur le guichet cartographique cantonal, la situation générale sur le territoire de Faoug se présente comme suit :

Danger d'inondations par les crues (INO)

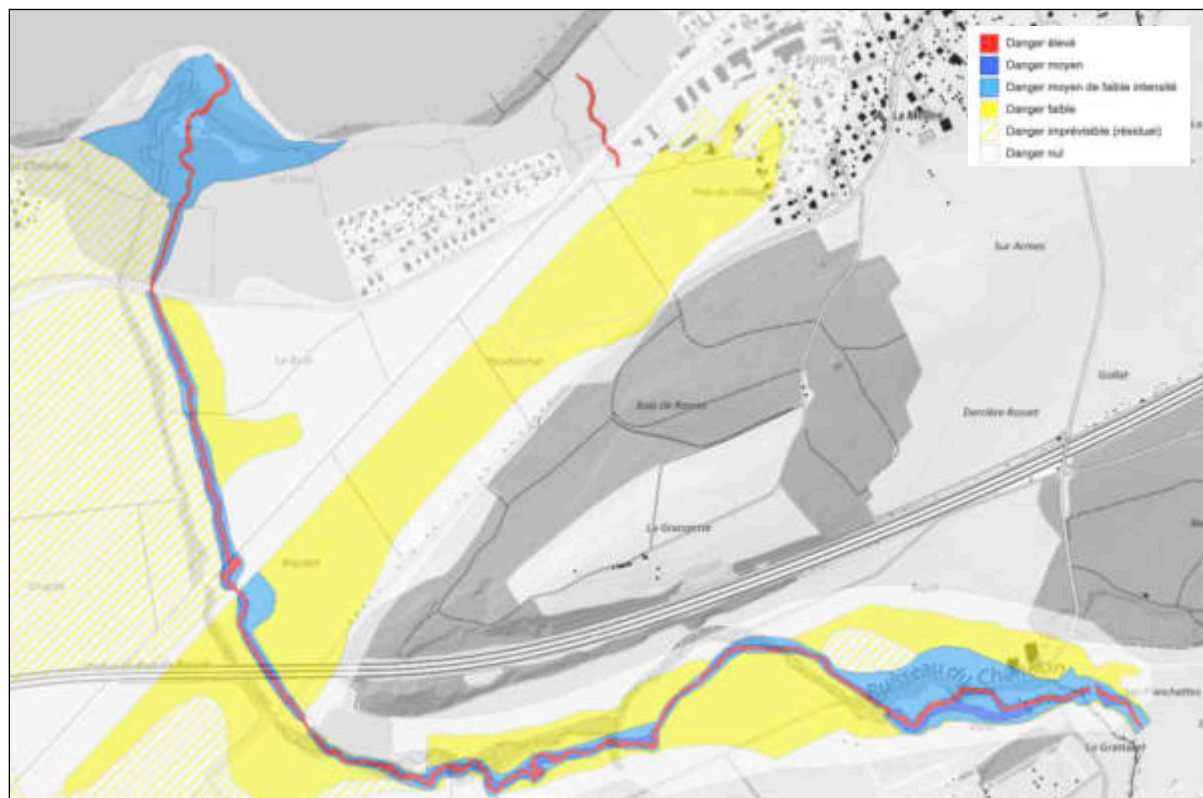
La Commune de Faoug comprend trois cours d'eau sur son territoire communal :

- Le ruisseau « *Le Chandon* » (n° cours d'eau vaudois 100005),
- Le ruisseau au lieu-dit « *Pré du Village* » (n° cours d'eau vaudois 101280),
- Le ruisseau au lieu-dit « *Bois de Rosset* » (n° cours d'eau vaudois 100669).

Les débordements du ruisseau « *Le Chandon* » impliquent des inondations d'intensité faible à élevée pour tous les temps de retour. Le degré de danger associé aux inondations par les crues de ce ruisseau est élevé (rouge) de classe 9, moyen (bleu) de classe 6a et 3, faible (jaune) de classes 4a, 2a et 1 ainsi que résiduel (hachures blanches et jaunes) de classe 10. Ce ruisseau comprend un point de faiblesse au droit du passage en tuyau des voies CFF. En effet, ce passage sous tuyau correspond à un point d'obstruction à partir duquel l'inondation est chenalisée par le remblai CFF en direction du village de Faoug et des parcelles communales constructibles. Une quinzaine de parcelles constructibles sont affectées par un danger faible (classe 1) ou résiduel (classe 10) relatif aux inondations du ruisseau de Chandon.

L'intensité des inondations relatives aux crues du « *Ruisseau du Pré au Village* » est élevée pour tous les temps de retour. Ces débordements restent confinés au lit majeur et n'affectent pas les parcelles constructibles. Le degré de danger des inondations associées à ce ruisseau est élevé (rouge) de classe 9.

Selon les cartes des dangers en vigueur, aucune zone de danger d'inondation en lien avec les crues du « *Ruisseau du Bois de Rosset* » n'affecte le territoire communal de Faoug.

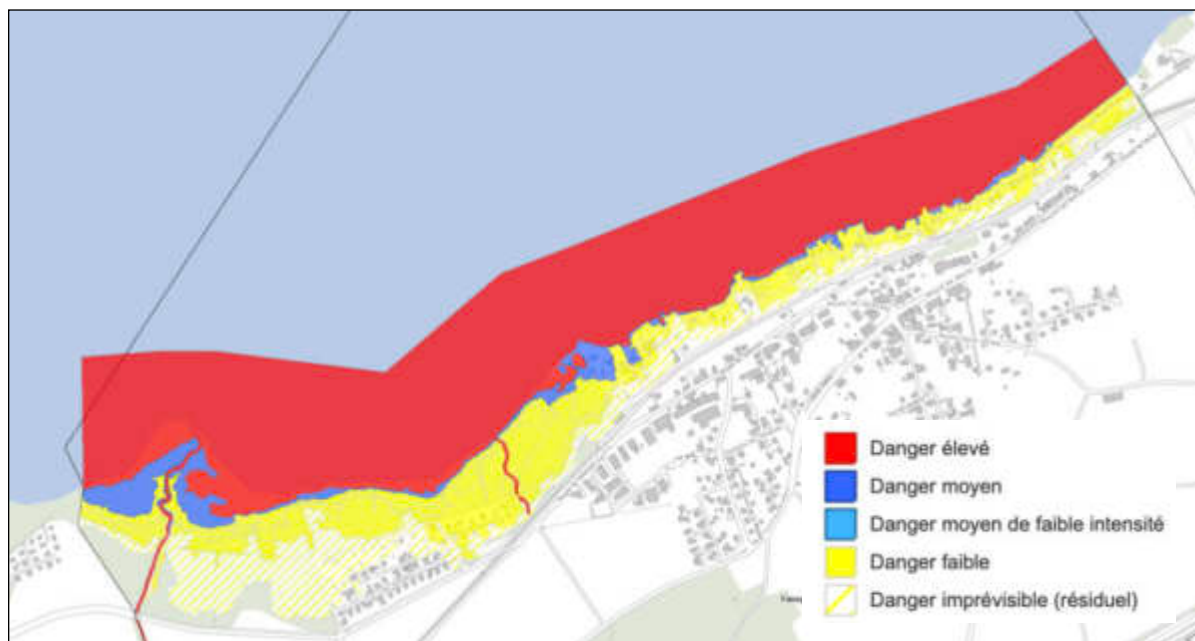


Danger d'inondations par les crues (INO). Source : www.geo.vd.ch.

Danger d'inondation par remontée de lac (INO)

Les parcelles constructibles de la commune de Faoug sont affectées par le danger d'inondation par remontée de lac (inondation statique directe) le long des rives du Lac de Morat. Presque toutes les parcelles situées au nord de la ligne de chemin de fer sont touchées par cet aléa.

La montée des eaux du lac implique des inondations d'intensité faible à élevée pour tous les temps de retour. Le degré de danger associé à cet aléa est élevé (rouge) de classe 9, moyen (bleu) de classe 5, faible (jaune) de classe 4, 2 et 1 et résiduel (jaune hachuré) de classe 10.



Danger d'inondations par la remontée du lac. Source : www.geo.vd.ch.

Danger de glissements de terrain permanents (GPP)

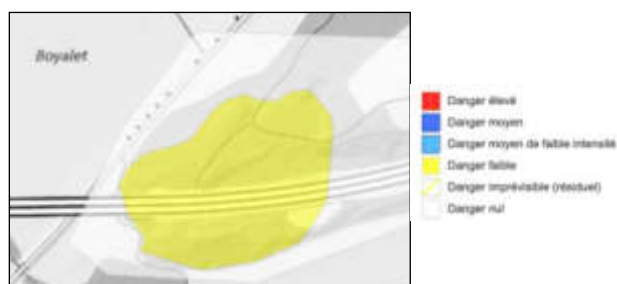
Un corps de glissement de terrain permanent est recensé dans le périmètre d'étude. Ce glissement de terrain se situe en amont, au nord du ruisseau « *Le Chandon* » et comprend une partie de l'autoroute A1 et de la forêt au Sud du Bois de Rosset. La profondeur de son plan de cisaillement est jugée supérieure à 10 mètres. Son intensité est jugée faible (vitesse annuelle moyenne comprise entre 0 et 2 cm/an), ce qui implique un degré de danger faible (jaune) de classe 2.

Aucune parcelle constructible du plan d'affectation communal de Faoug n'est affectée par cet aléa.

Danger de glissements de terrain spontanés (GSS)

Un secteur sujet aux glissements de terrain spontanés potentiels est recensé au Sud du territoire communal, dans le versant forestier raide au Sud du Bois de Rosset, le long de l'autoroute A1 sur une distance d'environ 930 mètres. L'évènement datant d'avril 2012 et la mise en place de mesures de sécurisation (drainages des talus, reprofilage) confirment ce danger. L'intensité de ces aléas est jugée moyenne (épaisseur mobilisable estimée entre 0.5 et 2 mètres) et leur prédisposition est jugée faible. Cet aléa implique donc un danger de degré faible (jaune) de classe 4a.

Aucune parcelle constructible du plan d'affectation communal de Faoug n'est affectée par cet aléa.



Danger de GPP. Source : www.geo.vd.ch.



Danger de GSS. Source : www.geo.vd.ch.

Secteurs de restrictions

L'interprétation des cartes de dangers à l'échelle parcellaire, combinée avec les zones d'affectation du territoire du PACom, a permis de définir **deux secteurs de restriction** associés aux inondations, en lien à la fois avec les crues des cours d'eau et avec la remontée de lac. Dans ces secteurs, des mesures de protection ou d'aménagement spécifiques sont nécessaires, pour se conformer aux standards et objectifs de protection cantonaux. Ces deux secteurs figurent sur le plan du PACom. Des dispositions constructives sont préconisées et décrites dans le règlement du PACom.

5.2.6. Accidents majeurs

Plusieurs installations assujetties à l'Ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs (OPAM) sont identifiées sur le territoire. Pour chacune d'elle, un domaine attenant (de consultation) est délimité.

Conformément à l'Ordonnance sur la protection des accidents majeurs (OPAM), il convient de tenir compte des accidents majeurs dans les plans d'affectation (art. 11a al.1 OPAM). Pour la Commune de Faoug, la situation se présente comme suit :

Transport de marchandises dangereuses (TMD) par rail

La ligne de chemin de fer qui traverse le territoire entre les rives du Lac et le village n'est pas identifiée comme ligne de transport de matières dangereuses par rail. Une voie ferrée est assujettie à l'OPAM dès le transport d'une quantité de 2000'000 tonnes de marchandises dangereuses par année, ce qui n'est pas le cas pour cette ligne.

Transport de marchandises dangereuses (TMD) par route

L'autoroute, au Sud, est identifiée dans l'Ordonnance concernant les routes de grand transit (ORGT). Il n'y a pas d'impacts sur la zone à bâtir, qui est éloignée de 600 m environ. Concernant la route principale, cette dernière ne présente pas un risque majeur qui nécessiterait la définition de mesures de protection.

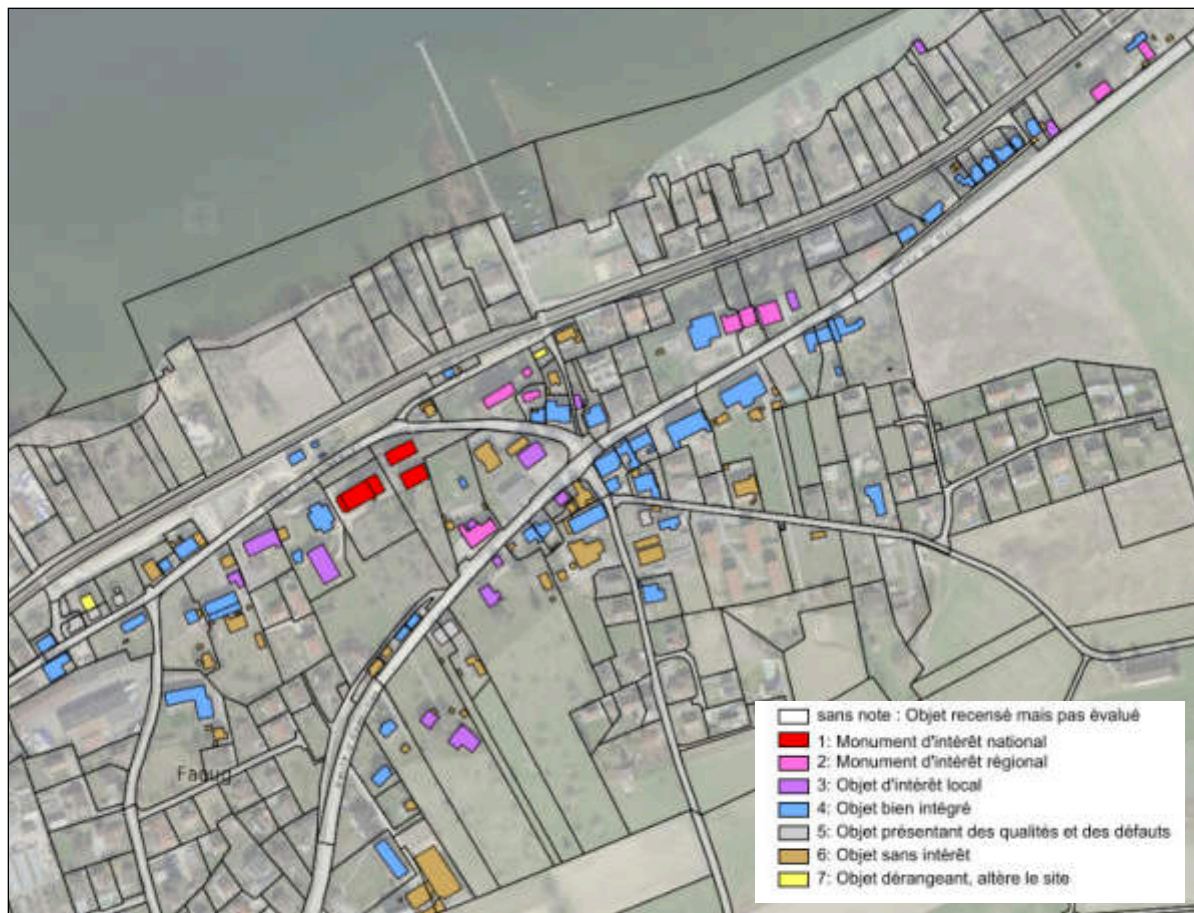
Transport par conduites de gaz à haute pression (conduites LITC)

Aucune installation qui entre dans le champ d'application de la LITC n'est identifiée sur le territoire communal. Il faut toutefois relever la présence d'un réseau de gaz naturel moyenne et basse pression qui dessert et traverse certains secteurs de la Commune. Cette dernière n'est pas concernée par la LITC.

5.3. Patrimoine culturel

5.3.1. Inventaire des sites construits d'importance régionale et recensement architectural cantonal

Le village de Faoug comporte un tissu bâti de qualité avec une prédominance de notes "4" au recensement architectural. Au coeur du village sont implantés des objets notés "1" au recensement architectural (maison de maître, rural, maison paysanne). D'autres objets ont obtenu les notes "2" et "3". Plusieurs constructions bénéficient d'une protection spéciale (MH et INV).



Recensement architectural. Source : <https://www.geo.vd.ch>.

5.3.2. Objets au bénéfice d'une mesure de protection spéciale

Objets classés monuments historiques (MH) (art. 25ss LPrPCI)

Un classement au sens des articles 25ss LPrPCI représente une mesure de protection contraignante, issue d'une décision du département en charge de la protection du patrimoine culturel et immobilier.

La décision de classement peut admettre des transformations, démolitions ou nouvelles constructions. Tous travaux requièrent l'autorisation préalable du Département compétent - Division Monuments et sites. Les Monuments historiques sont indiqués sur le plan et sont les suivants :

Parcelles	ECA	Notes	Type	Remarques
3	141	2	Cure	MH du 21.02.1964 sur l'extérieur
6	140	2	Eglise réformée	MH du 22.02.1955 sur l'ensemble

Objets inscrits à l'inventaire cantonal (art. 15ss LPrPCI) (INV)

L'intérêt patrimonial de ces objets est reconnu et ces derniers méritent d'être protégés. En cas de travaux, le propriétaire doit en informer le Département compétent - Division Monuments et sites, qui délivre l'autorisation ou décide de classer l'objet. Les objets concernés sont indiqués sur le plan et sont les suivants :

Parcelles	ECA	Notes	Type	Remarques
3	141	2	Cure	INV du 22.01.1997 sur toutes les parties non classées
3	143	2	Ancien four	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
10	102	2	Maison paysanne (partie est)	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
11	133	1	Maison paysanne (ancienne école d'agriculture)	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
11	135	1	Maison de maître	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
23	0	2	Fontaine	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
23	78	2	Maison d'habitation	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
24	0	2	Fontaine, cours et clôture	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
24	79	2	Maison de maître	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
25	80	2	Rural	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
58	60	2	Ancienne douane	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
58	62	2	Ancienne maison du commis des péages	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
622	0	2	Fontaine	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
622	0	2	Jardins	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
622	131	1	Rural	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble
622	132	1	Maison de maître et paysanne	INV du 22.01.1997 sur l'ensemble

5.3.3. Recensement des parcs et jardins historiques de la Suisse ICOMOS

L'inventaire ICOMOS recense les parcs et jardins historiques. Non contraignant, cet inventaire donne toutefois des indications intéressantes à la Municipalité concernant son patrimoine bâti.

La Commune de Faoug comprend 7 parcs et jardins historiques certifiés ICOMOS :

Fiches	Parcelles	Noms
40-1	297, 298, 701	Sur les jardins
40-2	93	Cimetière de Faoug
40-3	273, 274, 275	Avant jardins
40-4	3	Jardin de la Cure
40-5	11, 622, 643	Au village
40-6	6	Place de l'Eglise
40-7	23	Au village



Bâtiments au bénéfice d'une protection spéciale.



Jardins ICOMOS.

5.3.4. Inventaire fédéral des voies de communication historique de la Suisse (IVS)

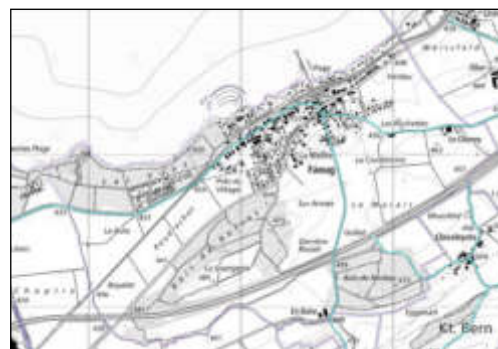
L'inventaire IVS recense les tracés historiques d'importance nationale et les place sous protection. L'ordonnance y relative (OIVS) fixe les modalités de protection. Concernant les tracés historiques avec substance, "les éléments essentiels de la substance doivent être conservés intacts" (art. 6 al. 2 OIVS).

L'itinéraire d'importance nationale avec substance VD 9 - Tronçon VD 9.0.6 "Avenches - Faoug" traverse le territoire communal. Par ailleurs, la maison douanière datant de 1827 à la sortie Est de Faoug (parcelle n° 58) est un vestige de l'itinéraire mentionné. L'itinéraire figure à titre indicatif sur le nouveau plan. Par ailleurs plusieurs itinéraires d'importance locale sont recensés sur le territoire.



Voies de communication historiques d'importance nationale

- Tracé historique avec beaucoup de substance
- Tracé historique avec substance



Voies de communication historiques d'importance locale

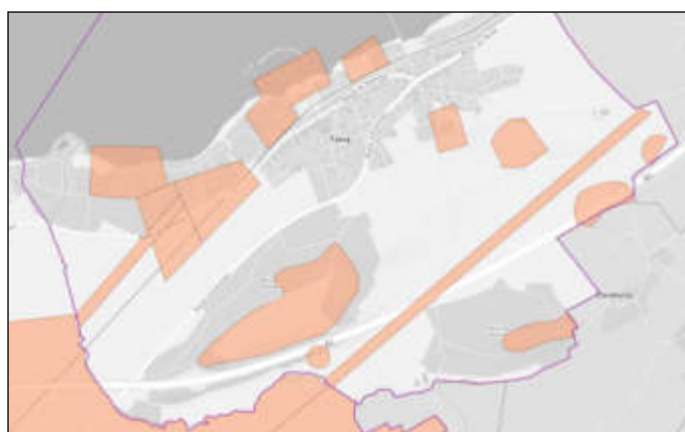
- Tracé historique avec beaucoup de substance
- Tracé historique avec substance
- Tracé historique

5.3.5. Régions archéologiques

Le territoire communal est particulièrement riche en régions archéologiques. Elles sont au nombre de 14, localisées sur l'ensemble du territoire. En application de l'art. 40 LPrPCI al. 1, tous travaux dans le sol ou sous les eaux doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale soumise à charges et conditions, délivrée par le département en charge de la protection du patrimoine culturel immobilier, art. 7 LPrPCI.

Les régions archéologiques sont prises en compte dans le règlement et reportées à titre indicatif sur le plan de zones. En application de l'art. 8b LPrPCI, la Municipalité tient compte des objets méritant d'être sauvegardés en élaborant son plan d'affectation.

En cas de découverte fortuite, la loi prescrit la suspension immédiate des travaux et l'obligation de signaler les découvertes aux autorités compétentes (art. 42 LPrPCI, art. 15 RLPrPCI). La Commune est tenue de communiquer au Département tous projets ou travaux dans le sous-sol à l'intérieur des régions archéologiques (art. 8 LPrPCI).



Régions archéologiques. Source : www.geo.vd.ch.

5.4. Mobilité

5.4.1. Itinéraires de mobilité douce de loisirs

Le territoire communal comprend un chemin pédestre inscrit à l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestres. En sus, les itinéraires suivants de SuisseMobile sont recensés à Faoug :

- Itinéraire régional vélo n° 44 "*Le Jorat - Trois Lacs - Emme*"
- Itinéraire régional vélo n° 99 "*Herzroute*"
- Itinéraire local vélo n° 480 "*Tour du Lac de Morat*"
- Itinéraire national roller n° 3 "*Mittelland Skate*"

Ces différents itinéraires contribuent à l'offre touristique régionale et de loisirs, en connectant les différentes localités du bord du Lac de Morat.

6. EXPLICATIONS DU NOUVEAU PLAN ET DE SON RÈGLEMENT

6.1. Projet de territoire et axes principaux

6.1.1. Urbanisation

Comme déjà décrit, la révision du plan d'affectation vise à redimensionner la zone à bâtir conformément au cadre légal. Les terrains situés judicieusement sont maintenus en zone à bâtir alors que ceux dont les caractéristiques le permettent sont restitués à la zone agricole.

Sur ce constat, la dynamique démographique se fera avant tout par l'utilisation des volumes existants, en s'inscrivant dans le principe du développement vers l'intérieur du tissu bâti et l'utilisation des volumes sous-exploités.

La Municipalité souhaite proposer un développement harmonieux de son territoire, en sauvegardant son patrimoine bâti de qualité, en maintenant le caractère villageois et en assurant des dégagements pour préserver la perméabilité visuelle vers le lac de Morat et la perméabilité des sols.

En misant sur la qualité, la Municipalité souhaite valoriser les espaces publics communs et améliorer les connexions entre les lieux publics et le lac. La Municipalité souhaite renforcer le centre du village pour favoriser la vie sociale.

Les Rives du lac sont également au coeur de la présente révision. Un caractère d'habitations permanentes est attribué pour la partie Ouest alors que la partie Est est destinée aux résidences secondaires.

Les espaces dédiés à des infrastructures et aménagements publics sont repensés en fonction des besoins et intérêts de la population. "*L'Atelier Village*", mené en collaboration avec EspaceSuisse, a permis d'identifier certaines attentes de la population.

6.1.2. Mobilité

En matière de mobilité, la Municipalité souhaite encourager l'utilisation des transports publics. Le réaménagement de la place de la gare et les parkings publics existants à proximité de la gare sont des atouts pour le renforcement d'une mobilité multimodale. Dès lors, une politique de stationnement claire et incitative devra être définie.

Concernant la mobilité douce, les principes autour du chemin riverain sont ressortis. Toutefois, la séparation entre les différents usagers (piétons, cyclistes) doit être définie de façon à garantir la sécurité des usagers. La continuité des itinéraires recensés aux inventaires cantonaux et au réseau SuisseMobile doit être garantie.

Notons que la traversée de la localité a été équipée d'un revêtement phono absorbant. La Municipalité souhaite également mener des réflexions sur la modération du trafic en traversée de localité, où se trouve notamment l'école.

6.1.3. Loisirs et tourisme

La Municipalité souhaite développer le potentiel existant dans le secteur de la plage, en améliorant certaines infrastructures et en développant l'offre en activités. La Municipalité souhaite toutefois développer un tourisme modéré, axé sur les familles, la nature, la proximité et la mobilité douce.

6.2. Modifications apportées au plan pour l'enquête publique initiale

6.2.1. Composition du nouveau plan

Le nouveau plan a été réalisé selon la nouvelle directive cantonale de normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT 2), qui vise à harmoniser la typologie des zones et faciliter l'échange des données. Le territoire communal est composé des zones d'affectation suivantes :

Zones en vigueur et maintenues (terminologie adaptée selon la nouvelle directive NORMAT)		
Projet de nouveau plan	Plans de 2003 et 1979 en vigueur	IUS
Zone centrale 15 LAT A	Zone du village A	0,6
Zone centrale 15 LAT B	Zone du village B	0,3
Zone d'habitation de faible densité 15 LAT	Zone de villas	0,5
Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A	Zone de résidences	0,25
Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	PQ "Es Rochettes"	0,25
Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C	Zone de résidences secondaires	0,2
Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT D		0,2
Zone d'activités économiques 15 LAT	Zone artisanale	
Zone affectée à des besoins publics 15 LAT	Zone d'utilité publique	
Zone de verdure 15 LAT	Zone de verdure	
Zone agricole 16 LAT	Zone agricole	
Aire forestière 18 LAT	Aire forestière	

Nouvelles zones d'affectation
Zone de desserte 15 LAT
Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT
Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT
Zone des eaux 17 LAT
Zone de desserte 18 LAT
Zone ferroviaire 15 LAT
Zone ferroviaire 18 LAT
Contenus superposés

Notons que la "zone *intermédiaire*" n'existe plus car elle n'a pas été retenue dans la nouvelle directive NORMAT. Au surplus, la "zone *légalisée par plan spécial*" figurée sur le PGA de 2003 n'existe plus sur le nouveau plan car les secteurs concernés ont été réalisés par des plans particuliers ([chapitre 1.5](#)).

La Municipalité a identifié plusieurs intentions prioritaires de modifications ([annexe 21](#)), qui correspondent aux besoins des 15 prochaines années, voire davantage. Le plan d'affectation en vigueur a fait l'objet des modifications décrites dans les chapitres suivants. Notons que les rives du Lac sont également touchées par diverses mesures, telles que la définition d'un espace réservé aux eaux et l'exclusion du PEC 18.

6.2.2. Zone centrale 15 LAT A et B (anciennes zones village A et B)

a. Application du principe d'affectation unique par parcelle

Certaines parcelles sont actuellement colloquées en zone village A pour une partie et en zone village B pour une autre. Cette situation laisse apparaître un flou dans l'application de la réglementation. Pour pallier à cette problématique, la Municipalité souhaite attribuer un seul type d'affectation par parcelle. Les parcelles concernées passent entièrement en zone centrale 15 LAT A ou B.

Parcelles	Surface concernée (m ²)	Affectation actuelle	Affectation future
280	543	Zone village A	Zone village B
485	65	Zone village A	Zone village B
486	38	Zone village A	Zone village B
496	24	Zone village A	Zone village B
571	88	Zone village A	Zone village B
591	195	Zone village A	Zone village B
644	85	Zone village B	Zone village A

Notons que ces modifications entraînent une légère augmentation ou diminution des droits à bâtir. La zone centrale A possède un IUS de 0,6 alors que la zone centrale 15 LAT B un IUS de 0,3. Les parcelles concernées par une augmentation des droits à bâtir sont identifiées au [chapitre 4.2.5](#).



Nouveau plan d'affectation.

Zone centrale 15 LAT A
 Zone centrale 15 LAT B



Nouveau plan d'affectation.

b. Confirmation en zone à bâtir des parcelles dites « non-affectées »

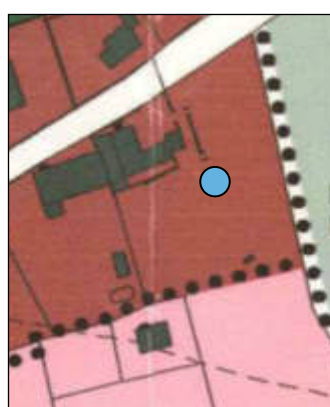
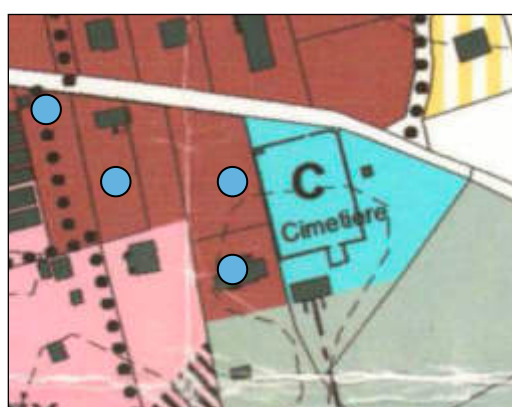
La retranscription numérique de l'ancien plan d'affectation a laissé des imprécisions dans l'affectation du sol. Selon les données obtenues auprès de l'ASIT Vaud, certaines parcelles sont considérées comme « non-affectées ». Or, ces parcelles ont été attribuées à la zone village sur le guichet cartographique et sur la plateforme de simulation. Des potentiels y ont également été attribués par la DGTL sur la plateforme de simulation. Aux yeux de la DGTL, ces parcelles faisaient partie de la zone à bâtir (voir plan de 1979). La Municipalité suit cette réflexion et confirme les parcelles concernées en zone centrale 15 LAT A. Cette intention ne doit pas être perçue sous l'angle de l'extension des droits ou de la zone à bâtir. Au surplus, certaines portions des parcelles concernées étaient indiquées au sein du « périmètre du schéma directeur de la Gare » en 2003.

Parcelles	Surface concernée (m ²)	Affectation attribuée	SBP ajoutée (m ²)
446, 26, 27	281	Zone centrale 15 LAT A	169
480	2294	Zone centrale 15 LAT A	1377
269, 660, 655, 436	622	Zone centrale 15 LAT A	373
TOTAL	3197		1918

c. Modifications de l'affectation des parcelles n° 35, 90, 92 et 425

Ces parcelles passent de la zone village A à la zone village B (zone centrale 15 LAT B). La zone centrale 15 LAT B possède un IUS plus faible (0,3), permettant de préserver des dégagements et surfaces vertes. Le caractère de verdure de la zone relève d'une grande importance. Les parcelles concernées sont situées aux « portes d'entrée » Est de la Commune. Les droits à bâtir sur ces parcelles sont diminués dans le but de soigner les entrées du village

Parcelles	Surface concernée (m²)	Affectation actuelle	Affectation future
35	3990	Zone village A	Zone village B
88	34	Zone village A	Zone village B
90	2465	Zone village A	Zone village B
92	1217	Zone village A	Zone village B
425	848	Zone village A	Zone village B



PGA en vigueur.

6.2.3. Zone d'habitation de faible densité 15 LAT (ancienne zone villas)

a. Modification d'affectation de la parcelle n° 328

La parcelle n° 328 est située dans le périmètre d'un PPA datant du 14 novembre 1980. Cette planification est abrogée ([chapitre 1.5](#)). A l'article 17 du chapitre 6, le règlement du PPA précisait que pour cette parcelle, les règles de la zone d'habitation à faible densité sont applicables. Dès lors, sur le nouveau plan, la parcelle est attribuée à la "zone de faible densité 15 LAT ».

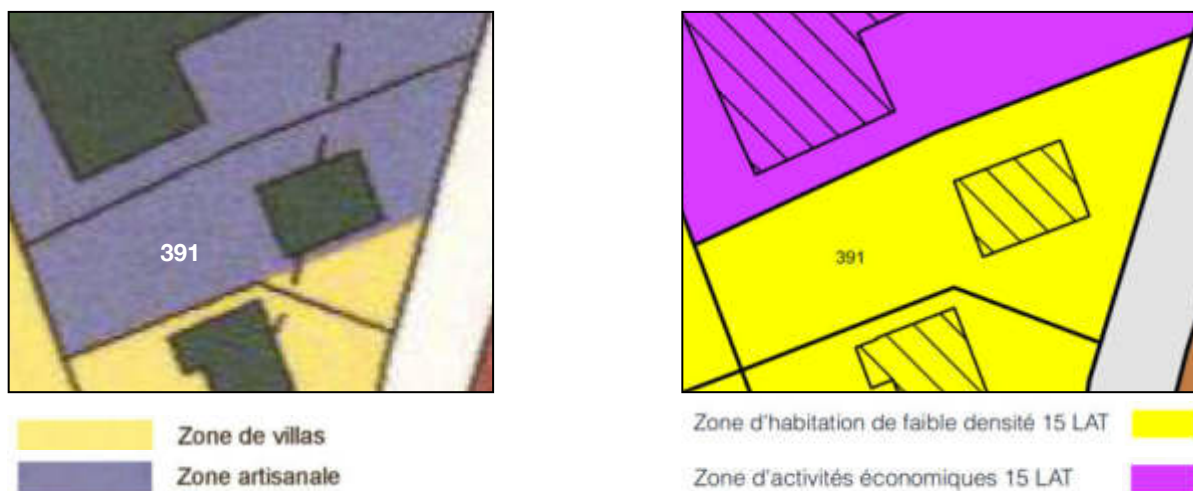


Parcelle 328 sur le plan en vigueur.

b. Modification d'affectation de la parcelle n° 391

Actuellement, la parcelle n° 391 est affectée en zone artisanale pour 785 m², et en zone de villas pour 115 m² (image de gauche). La proposition est d'affecter l'entier de la parcelle en zone d'habitation de faible densité 15 LAT (image de droite), pour lui donner un statut répondant aux besoins réels et à la situation existante. Cette mesure vise également à faciliter l'application de la réglementation et supprimer les ambiguïtés.

Cette mesure a pour conséquence une augmentation significative des droits à bâtir. Le propriétaire est susceptible d'être concerné par la taxe sur la plus-value ([chapitre 6.6](#)).



6.2.4. Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A (ancienne zone de résidences)

Aucune modification dans l'affectation du sol n'y est apportée.

6.2.5. Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B (ancien PQ "Es Rochettes")

Le plan d'extension partiel "Es Rochettes" est abrogé ([chapitre 1.5](#)), car le quartier est entièrement réalisé. Les surfaces d'habitation passent en zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B et les zones vertes à arboriser de la parcelles n° 415 sont maintenues et attribuées à la zone de verdure 15 LAT. Quant aux parcelles n° 417 et 428, elles sont restituées à la zone agricole. Cette abrogation vise à simplifier les instruments d'aménagement du territoire et à regrouper toutes les informations sur un seul plan. Suite à l'enquête complémentaire, ce secteur a encore été réaffecté en zone d'habitation de très faible densité A 15 LAT, comme expliqué dans le [chapitre 6.3.2](#).

6.2.6. Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C et D (ancienne zone de résidences secondaires)

La « zone de résidences secondaires » sur les rives du lac de Morat n'a pas été approuvée lors de la révision du PGA en 2003. Pour cette partie du territoire, le plan et le règlement de 1979 sont encore applicables.

Sur le plan de l'enquête initiale, la « zone de résidences secondaires » a été séparée en deux zones distinctes, nommées selon la nouvelle directive NORMAT. La destination de ces deux zones est légèrement différente en fonction de la situation existante, de la proximité des services publics et du caractère des habitations.

Sur le plan de l'enquête complémentaire, ces deux zones ont été fusionnées dans le but de simplifier les caractéristiques du plan et de diminuer le nombre de zones. La distinction entre les deux zones d'habitation de très faible densité C et D 15 LAT n'existe plus (voir [chapitre 6.3.3](#)).

En terme d'affectation du sol, un changement est apporté : un espace réservé aux étendues d'eau est défini ([chapitre 5.2.1](#)), ainsi que la délimitation de la lisière forestière et la distance inconstructible à cette dernière ([chapitre 2.4](#)). Même si cette portion des rives est désormais destinée à l'habitation permanente, le règlement prévoit des dispositions pour limiter la pression sur les rives du lac.

6.2.7. Zone d'activités économiques 15 LAT (ancienne zone artisanale)

Aucune modification n'est apportée à l'affectation du sol, à l'exception de la parcelle n° 391, qui passe entièrement en zone d'affectation de faible densité 15 LAT ([chapitre 6.2.3](#)).

6.2.8. Zone affectée à des besoins publics 15 LAT (ancienne zone d'utilité publique)

a. Confirmation des surfaces existantes

Le nouveau plan d'affectation confirme la zone d'utilité publique existante, qui répond aux besoins suivants :

- **Le cimetière et le stand de tir** : La parcelle n° 93 est occupée par le cimetière sur sa partie Nord et le stand de tir au Sud. La parcelle n° 512 est occupée par des locaux de voirie et permet l'accès au stand de tir.
- **L'école, les bâtiments administratifs et la salle communale** : La parcelle n° 8 est occupée par l'école, les bâtiments administratifs et la salle communale. La parcelle est entièrement bâtie.
- **La cure et l'Eglise réformée** : Les parcelles n° 3 et 6 sont bâties et occupées par des bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection spéciale (MH et INV), ainsi que par des jardins historiques. Les parcelles sont entièrement bâties. La parcelle n° 3 est propriété de l'Etat de Vaud.
- **La place de la gare** : La partie de la parcelle n° 480 déjà destinée à des infrastructures publiques est occupée par un parking et une place de jeux et de rencontre. Cette surface sera nécessaire dans le cadre du réaménagement de la place de la gare.

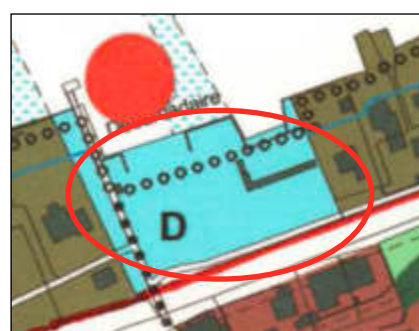
Outre la confirmation des zones existantes, les parcelles suivantes passent également en « zone affectée à des besoins publics 15 LAT ».

b. Zone de la plage

La plage communale (parcelle n° 303) est affectée en zone de verdure selon le PGA de 1979. Au vu de son utilisation et pour permettre la construction de modestes infrastructures, cette parcelle passe en zone affectée à des besoins publics 15 LAT. Cette volonté avait déjà été exprimée en 2003, mais le secteur des rives n'avait pas été approuvé. Cette modification vise à renforcer la vie sociale du village, dynamiser le centre et renforcer ce lieu de rencontres.



PGA de 1979.



PGA de 2003.

c. Place de la gare

La parcelle n° 480 est déjà partiellement affectée en zone d'utilité publique. Cette surface est occupée par des places de stationnement, la gare et un espace de rencontre (skatepark).



Place de skateboard sur la place de la gare, où la population peut se rencontrer.

A terme, la Municipalité souhaite procéder au réaménagement de la place de la gare, pour répondre aux différents enjeux (mobilité, lieu de rencontre, stationnement). Cette parcelle est idéalement située au centre du village et à proximité directe de la gare.

A cette occasion, un groupe de travail a été mis sur pied en vue de l'élaboration d'un plan directeur communal « Faoug'tur ». Plusieurs ateliers et discussions ont déjà été menés depuis 2012 pour dessiner les possibilités d'aménagement de la place de la gare.

Parallèlement, la zone affectée à des besoins publics est légèrement étendue en direction de l'Est. En effet, les abords des voies ferrées ont fait l'objet d'un projet de réaménagement. La zone est adaptée selon les besoins du projet.

Quant à la parcelle n° 300, elle est occupée par des places de stationnement qui sont utilisées pour la gare et la place communale.



Parcelle n° 300 occupée par des places de stationnement.

Un périmètre du schéma directeur « La Gare » est identifié sur le PGA de 2003, en vu du réaménagement du secteur. Les modifications dans cette présente révision permettent de réserver suffisamment d'espace pour le futur réaménagement de la place de la gare.

6.2.9. Zone de verdure 15 LAT

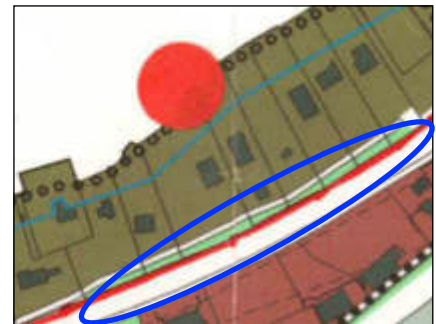
Dans le cadre du redimensionnement de la zone à bâtir, plusieurs surfaces passent à la zone de verdure 15 LAT ([chapitre 4.2.3](#)). En plus de ces modifications, la zone de verdure est concernée par les changements suivants :

- La partie Sud des parcelles n° 309 à 316, autrefois considérées comme « aire forestière », passent à la zone de verdure ([chapitre 2.4](#)). Sur le PGA de 2003, il était déjà proposé d'affecter ces parcelles en zone de verdure.

- La parcelle n° 16 est maintenue en zone de verdure. La parcelle est située en contrebas de la Route d'Avenches, cette affectation permet de préserver des dégagements et des vues sur le lac de Morat.
- Au lieu-dit « *Les Vouats* », un espace tampon de verdure est maintenu entre le quartier d'habitation et la Route de Salavaux.
- La zone artisanale est entourée par un espace-tampon de verdure (parcelle n° 525), occupé par des chemins pédestres et des plantations. Cet espace tampon de verdure est maintenu. L'étroite bande de verdure existante au Sud des parcelles n° 634 et 635 est aussi maintenue.
- Le plan d'extension partiel « *Es Rochettes* » prévoyait des zones vertes à arboriser. Cette planification étant abrogée, la parcelle n° 415 conserve cette fonction en étant attribuée à la zone de verdure 15 LAT. Cette parcelle a un caractère fortement arborisé, contrairement à la zone tampon qui est exploitée par l'agriculture.



Parcelle n° 16.



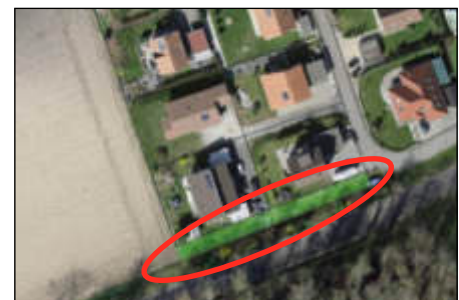
Parcelles n° 309 à 316.



Zone tampon au lieu-dit « Les Vouats »



Zone tampon vers la zone artisanale



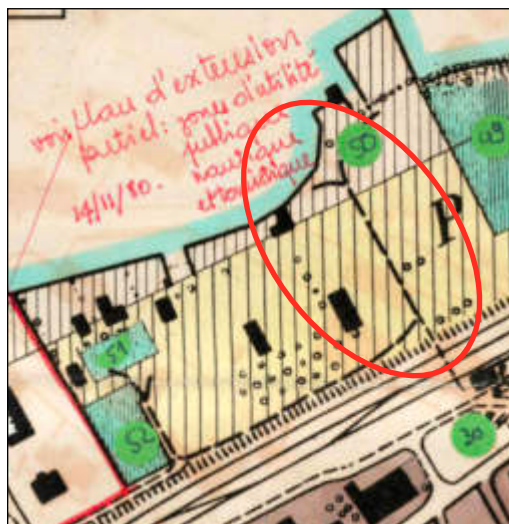
Zone tampon sur les parcelles 634 et 635

a. Affectation de l'ancienne STEP

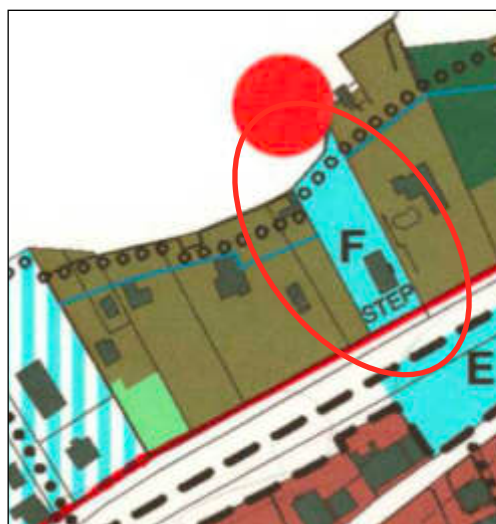
La parcelle n° 336 est occupée par une infrastructure liée à la STEP (station de relevage). En 2003, la Municipalité proposait également de changer l'affectation de cette parcelle, mais cette modification n'a pas été approuvée. Dans le cadre de la création du chemin riverain, cette parcelle est idéalement située et facilement accessible pour y créer un lieu de rencontre, afin de canaliser les utilisateurs. Alors qu'en 2003, la volonté de la Municipalité était de colloquer cette surface en zone d'utilité publique, il est proposé dans le nouveau PACom de l'affecter en zone de verdure. Ceci dans un but

de préserver un caractère de verdure, tout en permettant l'installation de mobilier léger (bancs, tables,...).

Lors de « L'Atelier village » organisée en 2019 en collaboration avec EspaceSuisse, cette parcelle a été identifiée par les citoyens dans les ateliers comme étant stratégique en matière de tourisme et loisirs. Dès lors, dans la présente révision, la Municipalité souhaite maintenir la parcelle n° 336 en zone à bâtir, en vue d'y développer des projets. La constructibilité de cette parcelle reste fortement limitée, car seules des petites dépendances y seront autorisées (bancs, tables,...). Un caractère de verdure sera fortement préservé.



PGA de 1979



PGA de 2003

b. Création de vergers sur la partie Est de la parcelle 480

La partie Est de la parcelle n° 480 est actuellement affectée en zone du village A. Elle contient deux dépendances et une surface libre de constructions. Cette parcelle étant située au centre du village, au sein du périmètre de territoire urbanisé, la Municipalité a créé un verger.



Source : geo.vd.ch

6.2.10. Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT

Les parcelles n° 327 et 329, propriétés de la Marina Port de Faoug SA, font partie d'un PPA établi pour l'exploitation du port.

Le PPA est divisé en 5 zones avec chacune une vocation définie :

- **Zone portuaire** : destinée aux activités portuaires (installations pour mise à l'eau et sortie des bateaux, places de manoeuvre, places à terres pour petites embarcations).
- **Zone des places de parc** : réservée aux places de parc pour les voitures des usagers du port et des visiteurs.
- **Zone constructible** : destinée aux constructions assurant les services du centre nautique et touristique (bureaux, atelier, magasin, halle pour l'hivernage des bateaux, garages).
- **Zone verte** : destinée à créer des espaces accessibles aux usagers du port et au public, espaces tampons à arboriser entre ce quartier et les zones d'habitations voisines.
- **Zone de villas** : destinée à l'habitation.



Comme la planification est abrogée ([chapitre 1.5](#)), et au vu de la vocation des parcelles, ces dernières sont attribuées à la zone de tourisme et de loisirs 15 LAT sur le nouveau plan d'affectation. Les principes des différentes zones sont maintenus dans la nouvelle planification, par les mesures suivantes :

- **Zone des places de parc** : le règlement prévoit des dispositions pour répondre aux besoins liés au stationnement.
- **Zone constructible** : le plan délimite des périmètres d'implantation des constructions, repris du PPA en vigueur. Les constructions sont admises uniquement au sein de ces périmètres.
- **Zone verte** : le règlement prévoit un indice de surface de vertes (I_{ver}) et des dispositions concernant l'arborisation, applicables à toutes les zones. Le règlement maintient le principe de l'espace tampon arboré.
- **Zone de villas** : la parcelle concernée est affectée en zone d'habitations de faible densité 15 LAT ([chapitre 6.2.3](#)).

6.2.11. Zone agricole 16 LAT

Outre les modifications présentées dans la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir ([chapitre 4.2.3](#)), la zone agricole ne comporte pas de modifications majeures.

Le type « zone intermédiaire » n'ayant pas été retenu dans la nouvelle directive NORMAT, il est opportun de préciser que les surfaces concernées sont attribuées à la zone agricole 16 LAT (parcelles n° 502, 503, 563 au lieu-dit « Les Rochettes » et parcelles n° 659, 293, 679, 295, 296, 297 au sud de la Route d'Avenches).

6.2.12. Zone des eaux 17 LAT

Cette nouvelle zone est destinée au domaine public des eaux issu du cadastre (cour d'eau, lac, port,...).

6.2.13. Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT

Zone destinée à l'espace réservé aux étendues d'eau sur les rives du Lac de Morat.

6.2.14. Zone ferroviaire 15 et 18 LAT

Zone destinée aux voies ferrées et activités ferroviaires situées à l'intérieur de la zone à bâtir (15 LAT) ou hors de celle-ci (18 LAT).

6.2.15. Zone de desserte 15 et 18 LAT

La zone de desserte est destinée aux véhicules et/ou piétons, à l'intérieur de la zone à bâtir (15 LAT) et à l'extérieur de celle-ci (18 LAT).

- **Parcelles n° 13, 48, 285, 300 et 670** : Il s'agit de bien-fonds qui appartiennent à la Commune. Ils correspondent également à des accès. Les parcelles passent en zone de desserte 15 LAT. Elles font l'objet d'un transfert au domaine public.

6.2.16. Contenus superposés

Secteur de protection du site bâti 17 LAT

Ce secteur se superpose à l'affectation du sol et vise à renforcer la protection des bâtiments ainsi que leurs dégagements extérieurs. Sont concernées les parcelles suivantes :

- **Parcelles n° 3 et 6** : l'Eglise réformée et la Cure sont classées Monuments historiques et leurs dégagements extérieurs sont reconnus par l'inventaire ICOMOS. Le contenu superposé ne fait que confirmer la qualité du site et la nécessité de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir sa préservation.

Secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT

Un important secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT est attribué le long des rives du lac de Morat, comprenant l'embouchure du Chandon et la fonte « Les Vuaz ». Ce secteur englobe les inventaires fédéraux et cantonaux de biotopes.

Secteur de restrictions liés aux dangers naturels

Deux secteurs de restrictions liés aux dangers naturels sont définis sur le plan. Les secteurs sont exposés à des dangers d'inondations. Ces deux périmètres ont été définis sur la base de l'étude du bureau spécialisé GEOTEST SA.

Au sein de ces périmètres, des mesures de construction doivent être prises pour protéger les biens et les personnes.

6.2.17. Chemin des rives du Lac

Contexte

Conformément à l'art. 3 al. 2 lettre C LAT, il convient de « **tenir libres les bords des lacs et des cours d'eau et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci** ». Le Plan directeur de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat (1982) fixe la

nécessité de réaliser un chemin piéton. Cet instrument reste applicable, comme le rappelle la mesure E25 du PDCn.

Le PGA de 2003 fait figurer un « *Chemin des rives du lac* » à titre indicatif. Or, le secteur n'ayant pas été approuvé, le tracé n'a pas été validé. Au début de la procédure de la présente révision, l'identification d'un chemin riverain était un objectif majeur. Toutefois, suite à la réception de l'examen préalable, l'identification précise du tracé du chemin ne peut pas être effectuée à ce stade. En effet, l'importante surface régie par le PEC n° 18, dans laquelle il est envisagé de faire traverser le chemin riverain est exclue de la révision. Aucune information ne doit y figurer sur le plan d'affectation. Dès lors, afin de garantir la continuité du chemin riverain et de proposer un itinéraire cohérent, le chemin riverain sera identifié lorsque le PEC n° 18 et sa partie Nord seront révisés. Toutefois, dans la délimitation future du chemin riverain, il conviendra de prendre en compte les principes énumérés ci-dessous.

La Municipalité souhaite se rapprocher au mieux du principe de l'art. 3 al. 2 lettre c LAT, à savoir rendre accessible les rives à la population. Pour renoncer au principe d'accessibilité aux rives et éloigner le chemin de ces dernières, il convient de démontrer que sa réalisation va à l'encontre d'autres intérêts dignes de protection, notamment la sauvegarde du patrimoine naturel.

La Municipalité a mandaté des bureaux spécialisés pour réaliser des expertises des valeurs naturelles des rives et les impacts potentiels de la création d'un sentier riverain. La première étude, réalisée par le bureau Mosimann & Strebel en 2012, arrivait à la conclusion qu'un tracé proche des rives avait un impact élevé sur la biodiversité. Sur ce constat, la Municipalité avait choisi de faire passer le chemin à l'arrière des parcelles, côté « village ». Cette solution a été refusée par le Conseil communal de Faoug et la DGE-EAU, qui estimait que pour être considéré comme « riverain », le sentier devait passer à proximité des rives.

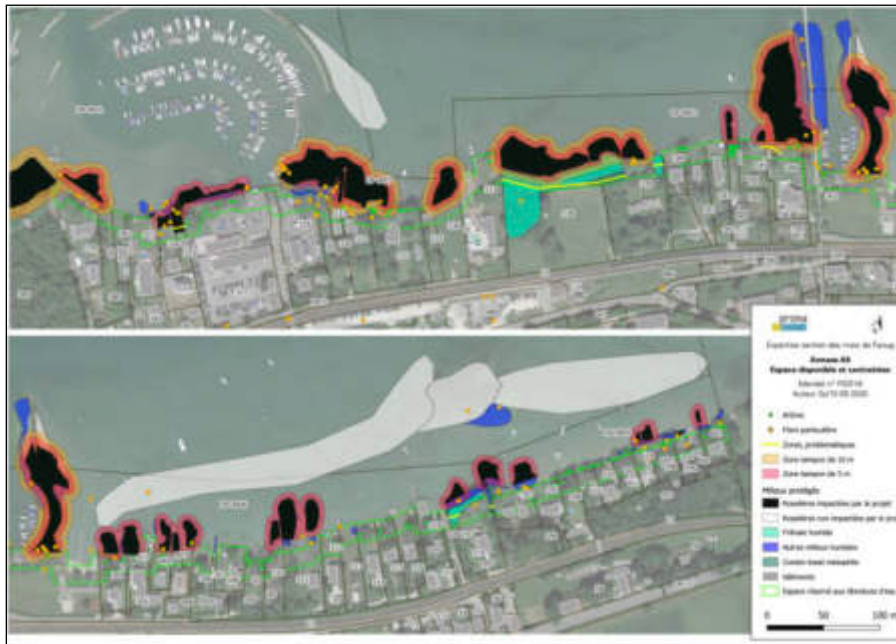


Tracé du chemin riverain envisagé sur le PGA de 2003.

Dans le cadre de la présente révision, la Municipalité a mandaté le bureau Prona SA en 2020 pour faire une nouvelle expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles du sentier ([annexe 19](#)). Les études du bureau Prona SA mènent à la conclusion que la création d'un sentier des rives engendrera des dérangements sur la faune et la flore. Toutefois, des mesures ciblées permettront de minimiser et compenser les effets négatifs du chemin riverain.

Secteurs problématiques

La carte ci-dessous montre les zones problématiques, où des mesures doivent être prises pour limiter l'impact du chemin riverain sur les composantes du patrimoine naturel.



Carte de l'espace disponible et des contraintes pour le tracé du sentier. Source : Prona SA.

Dans les détails, la situation se présente comme suit (illustrations tirées du rapport du bureau Prona) :

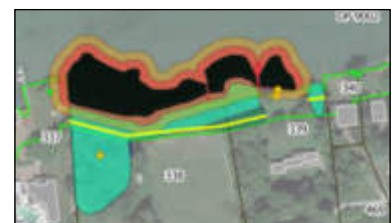
La **parcelle n° 319** est marquée par la présence d'un cordon boisé mésophile et une frênaie humide. Les berges de cette parcelle sont considérées comme peu dégradées.



Les **parcelles n° 346 et 347** sont concernées par une zone tampon de 5 et 10 m à respecter avec les roselières.



La **parcelle n° 339** est marquée par la présence d'une frênaie humide et une zone tampon de 10 m à respecter avec les roselières. Les **parcelles n° 338 et 339** sont concernées par les zones tampon à respecter avec les roselières, un cordon boisé mésophile, une frênaie humide et d'autres milieux humides. Les berges de la parcelle n° 338 sont considérées comme peu dégradées.



La **parcelle n° 325** est concernée par la présence de roselières impactées par le projet. Un aménagement à l'aide d'une passerelle pourrait être nécessaire sur cette parcelle, car la distance entre l'habitation et les milieux naturels est réduite.



Propositions de mesures

L'étude recommande de prendre des mesures afin de limiter les impacts négatifs de la création du chemin à proximité des rives. Peuvent notamment être envisagées (liste non exhaustive) :

La préservation des milieux riverains et de la flore

- Compensation des surfaces boisées défrichées,
- Préservation des arbres isolés autant que faire se peut,
- Compensation des abattages d'arbres,
- Placement de nichoirs,
- Vérification des plantes protégées ou potentielle menacées avant le début des travaux de création du sentier.

La réduction du dérangement provoqué par le sentier

- Respecter la zone tampon de 5 et 10 m aux roselières,
- Revêtement adapté pour dissuader l'utilisation d'engins à roulettes,
- Largeur du chemin de 2 m au maximum,
- Définition de règles de comportement,
- Placement de panneaux explicatifs concernant les oiseaux du lac et les règles à suivre,
- Absence de bancs à moins de 25 m des roselières,
- Absence d'éclairage nocturne
- Concentration du public dans les secteurs déjà fréquentés
- Installation de parois d'observation des oiseaux.

La réduction du dérangement depuis le lac

- Mise à l'eau de paddles uniquement depuis des endroits indiqués à cet effet,
- Sensibilisation des paddleurs au respect des bouées jaunes (ex. panneaux d'information),
- Rappel du respect de la distance de 25 m à la végétation pour les propriétaires de bateaux,
- Mise en place d'une stratégie à long terme pour regrouper les bateaux dans les ports.

En se basant sur les conclusions de l'étude Prona SA de 2020 et en effectuant une pesée des différents intérêts en présence ([chapitre 7](#)), la Municipalité propose le tracé « à réaliser » ci-dessous ([annexe 23](#)). Cette illustration indique le principe et non pas l'itinéraire exacte, qui sera défini dans une étude ultérieure. Au moment de la réalisation du chemin riverain, certaines mesures recommandées dans l'étude Prona 2020 devront être mises en oeuvre pour limiter les impacts négatifs du chemin.



Tracé du chemin riverain à réaliser.

Ce cheminement riverain public nécessitera l'inscription de servitudes de passage, lui conférant un droit d'accès au public.

6.3. Modifications apportées au plan pour l'enquête publique complémentaire

Suite à la première enquête publique, plusieurs éléments ont été modifiés afin de correspondre aux préavis et aux demandes ([annexe 22](#)). Ce chapitre démontre uniquement les modifications qui ont été effectuées en plus des premières modifications présentées au chapitre précédent ([chapitre 6.2](#)).

Les deux zones d'habitation de très faible densité B et D 15 LAT ont été supprimées, comme il sera expliqué ci-dessous. Au vu de la suppression de la zone d'habitation de très faible densité B 15 LAT, il en est résulté que la zone d'habitation de très faible densité C 15 LAT s'est transformée en B. Hors cette modification, le plan comporte toutes les zones et aires présentées sur le tableau du [chapitre 6.2](#).

6.3.1 Zone centrale 15 LAT A et B

La Municipalité a décidé de procéder à des roquades des affectations de la parcelle n° 480. Les affectations de la parcelle n° 480 ont été modifiées dans leur géométrie pour la zone affectée à des besoins publics 15 LAT et la zone centrale 15 LAT A pour des superficies identiques. Au vu de l'utilisation (parking) et de la configuration de la partie ouest de la parcelle n° 480, il n'était pas souhaitable de maintenir ce secteur en zone centrale 15 LAT A. En effet, une construction n'est pas réalisable sur cette partie de la parcelle. C'est pourquoi la Municipalité a décidé d'échanger ces deux secteurs.



Modifications sur la parcelle n° 480



Modifications sur la parcelle n° 35

La parcelle n° 35, affectée sur sa totalité en zone centrale 15 LAT B avant l'enquête complémentaire, a été divisée en deux parties : une partie en zone centrale 15 LAT A et l'autre partie en zone de verdure 15 LAT B. Cette décision a été prise par la Municipalité afin de pouvoir diminuer la zone à bâtir, mais sans diminuer les droits à bâtir des propriétaires.

La parcelle n° 12 a été réaffectée en partie en zone centrale 15 LAT B, suite à une opposition et une contreproposition des propriétaires de conserver une zone constructible proche des bâtiments existants et d'affecter les zones de verdure 15 LAT B en zone de verdure 15 LAT C.



Modifications sur la parcelle n° 12



Une petite partie de la parcelle n°91 a été maintenue en zone centrale 15 LAT B, dans le but de faire correspondre l'affectation avec les façades du bâtiment ECA n° 660. De plus, le bâtiment ECA n° 659 était traversé par la limite de zone et cette modification ne présente pas de potentiels supplémentaires importants.

Modifications sur la parcelle n° 91

6.3.2 Zone d'habitation de très faible densité A 15 LAT

Lors de la première enquête du PACom, le plan d'extension partiel « Es Rochettes » a été abrogé et toutes les parcelles ont été affectées en zone d'habitation de très faible densité B. Lors de la deuxième enquête, ces parcelles ont été affectées en zone d'habitation de très faible densité A dans le but de diminuer le nombre de zones. Cette diminution du nombre de zones a comme conséquence la suppression de la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B.



Modifications sur le secteur « Es Rochettes »

6.3.3 Zone d'habitation de très faible densité B 15 LAT



Au vu de ce qui est expliqué ci-dessus, la zone d'habitation de très faible densité C est devenue la nouvelle zone d'habitation de très faible densité B. Les parcelles à l'ouest des rives, contigües au « Paquier aux Oies », à l'est de la parcelle n° 385, ont été affectées à la zone d'habitation de très faible densité (anciennement) C et donc sont maintenant affectées à la zone d'habitation de très faible densité B. Ce changement d'affectation s'est effectué dans le même but de diminuer le nombre de zones.

Modifications sur le secteur ouest des rives

6.3.4 Zone affectée à des besoins publics 15 LAT

Comme déjà mentionné dans le [chapitre 6.3.1](#), la modification de la zone affectée à des besoins publics 15 LAT résulte d'une rocade des secteurs affectés en zone centrale 15 LAT. Les secteurs affectés ont conservé les mêmes superficies.

6.3.5 Zone de verdure 15 LAT

Les parcelles n° 495 et 592 ont été affectées en zone de verdure 15 LAT B. Il y a une identification d'un verger à haute tige témoin du passé, maintenant un aspect vert dans le village. L'affectation de la parcelle n°495 crée simultanément une nouvelle vue à préserver (mentionnée par la flèche rouge sur le plan).



Modifications sur les parcelles n° 492 et 592



Les parcelles n° 524, 721 et 722 sont affectées en zone de verdure 15 LAT C au lieu de zone de verdure 15 LAT A après une opposition et une contre-proposition des propriétaires.

Modifications sur les parcelles n° 524, 721 et 722

Une partie de la parcelle n° 327 est affectée en zone de verdure 15 LAT A afin de reprendre les caractères du plan abrogé et d'assurer un continuum arboré et pour créer une sorte de zone tampon dans la zone portuaire.



Modifications sur la parcelle n° 327



Modifications sur la parcelle n° 276

Une partie de la parcelle n° 276 a été affectée en zone de verdure 15 LAT B. Cette décision a été prise par la Municipalité, toujours dans le but de diminuer le surdimensionnement de la zone à bâtir communale.

Pour les mêmes raisons déjà vues dans le [chapitre 6.3.1](#), une grande partie de la parcelle n° 12 est affecté en zone de verdure C, au même titre que la parcelle n° 11 et une partie de la parcelle n°10, non bâtie et en prolongation de l'affectation des parcelles n° 11 et 12. Cette zone de verdure permet une nouvelle vue à préserver (mentionnée par la flèche rouge sur le plan et ci-contre) et assure une dimension suffisante à cet espace vert.



Modifications sur les parcelles n° 10, 11, 12



Modifications sur la parcelle n° 480

La partie nord de la parcelle n° 480, affectée en zone de verdure 15 LAT B, devient une zone de verdure 15 LAT C afin de permettre des aménagements complémentaires au verger, selon la décision de la Municipalité.

Comme déjà mentionnée dans le [chapitre 6.3.1](#), une partie de la parcelle n° 35 a été affectée en zone de verdure 15 LAT B pour garantir une transition avec la zone agricole.

6.3.6 Zone agricole 16 LAT

La parcelle n° 259 est affectée en zone agricole 16 LAT, selon la demande de la DGTL.



Modifications sur la parcelle n° 259



Modifications sur la parcelle n° 338

Une partie de la parcelle n° 338, hors PEC 18, est affectée en zone agricole 16 LAT. Le maintien de cette parcelle en zone à bâtir n'est pas justifiée au vu de l'utilisation du sol et de sa localisation.

La parcelle n° 452 et une partie de la parcelle n° 282 ont été affectées en zone agricole 16 LAT en raison de la contiguïté avec la zone agricole 16 LAT sur la parcelle n°284 et en fonction du surdimensionnement de la zone à bâtir.



Modifications sur les parcelles n° 453 et 282

6.3.7 Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT

Une partie de la parcelle n° 330 a été affectée en zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT au lieu d'une aire forestière 18 LAT, suite à une opposition et une contreproposition de propriétaires.



Modifications sur la parcelle n° 330

6.3.8 Distance à la lisière forestière

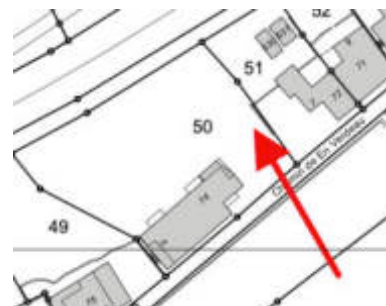


Modifications sur la parcelle n° 330

La distance à la lisière forestière qui agit sur les parcelles n° 446, 23, 24, 25, 423, 424 a subi une modification. Son périmètre a changé sur les parcelles n° 446, 24 et 25. Auparavant, il passait à travers les bâtiments de ces parcelles. Dorénavant, il contourne les bâtiments existants en suivant les façades.

6.3.9 Nouvelles vues à préserver

Outre les deux nouvelles vues à préserver qui ont déjà été citées au [chapitre 6.3.5](#), une troisième vue à préserver a été ajoutée au niveau de la parcelle n° 50, étant donné l'espace ouvert sur le Lac. Cette caractéristique est à préserver pour la vision sur le paysage lointain du côté nord du village de Faoug.



Ajout d'une nouvelle vue à préserver sur la parcelle n°50

6.4. Modifications apportées au règlement pour l'enquête publique initiale

La révision du règlement s'articule autour des grands axes suivants :

- Adaptation au nouveau cadre légal (ex. Garantie de la disponibilité des terrains).
- Ajout de certaines dispositions relatives à la protection du patrimoine bâti (IVS, ICOMOS, régions archéologiques, recensement architectural, bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection spéciale).
- Prise en considération du patrimoine naturel (inventaires fédéraux et cantonaux).
- Dispositions relatives à l'espace réservé aux eaux et étendues d'eau.
- Adaptation aux exigences de la nouvelle directive NORMAT.
- Ajouts de dispositions relatives à la protection de la biodiversité (Iver, arborisation, végétalisation des façades et des toitures,...).

Zone centrale 15 LAT A

L'indice d'utilisation du sol de 0,6 du PGA en vigueur est maintenu, avec la possibilité de déroger à la règle pour les travaux s'inscrivant dans les volumes existants.

Cette zone représente le coeur historique du village. Elle comprend de nombreux bâtiments inscrits au recensement architectural. Les règles de police des constructions sont établies de manière à encourager l'utilisation des volumes existants, tout en garantissant la sauvegarde du caractère traditionnel du tissu bâti.

De nouvelles dispositions relatives aux ouvertures en toiture, aux ouvertures en façades, aux balcons ou encore de longueur de façade sont ajoutées pour préserver la substance du tissu bâti.

Zone centrale 15 LAT B

Le caractère de verdure de la zone est conservé et renforcé. Quant à l'indice d'utilisation du sol, il est repris du règlement en vigueur, soit 0,3.

Les règles de construction sont reprises en grande partie de la zone centrale 15 LAT A.

Zone d'habitation de faible densité 15 LAT (ancienne zone villas)

Cette zone reprend les contours de l'ancienne zone de villas, principalement composée de maisons individuelles. Le règlement en vigueur fixe un indice d'occupation du sol de 1/5 et limite le nombre d'étages à deux sous la corniche plus un étage dans les combles. En s'appuyant sur ces règles de construction, l'IUS est estimé à 0,54. Toutefois, le nouveau règlement fixe l'IUS à 0,5.

Le principe de limiter le nombre de logements est supprimé, afin de favoriser le développement vers l'intérieur du tissu bâti.

Le nouveau règlement limite les types d'ouvertures en toiture autorisés (lucarnes, châssis rampants et tabatières) et la proportion admise (1/3 de la longueur du pan de toit concerné).

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A (Les Vouats)

Les règles concernant la limite du nombre d'appartements et la taille minimale des parcelles sont supprimées. L'indice d'utilisation du sol (0,25) et d'occupation du sol (0,2) sont repris du règlement en vigueur.

Des dispositions relatives au revêtement, aux pentes et aux ouvertures des toitures sont précisées.

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B (Rochettes)

Cette zone reprend les contours du PQ "Es Rochettes". Les règles particulières du PQ sont reprises, adaptées et intégrées dans le règlement. L'indice d'occupation du sol (1/6) est repris du règlement en vigueur et l'IUS est fixé à 0,25 (estimé selon le nombre d'étages autorisés et l'IOS).

Les règles concernant la limite du nombre d'appartements et la taille minimale des parcelles sont supprimées. La distance aux limites de propriété et entre bâtiments est simplifiée et est fixée à 6.00 m (doublée entre bâtiments).

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C et D (rives du Lac)

Les règles en vigueur sont celles de 1979, le secteur ayant été exclu de la révision de 2003. La réglementation des rives vise à diminuer la pression qui y est exercée et préserver les objets du patrimoine naturel. La séparation est faite entre la partie qui possède un caractère d'habitation permanente (ouest) (D) et celle destinée aux résidences secondaires (est) (C).

L'indice d'occupation du sol (1/8) est repris du règlement en vigueur et un IUS de 0,2 est attribué, estimé selon le nombre d'étages autorisé (un rez-de-chaussée plus combles au maximum).

Diverses autres dispositions sont ajoutées : revêtement des toitures, haies et clôtures, émissions lumineuses.

Zone d'activités économiques 15 LAT

La notion de « logement de gardiennage » est précisée et devient plus restrictive. L'objectif étant de s'assurer que les locaux soient réellement destinés à des activités et non à du logement et habitations.

Zone affectée à des besoins publics 15 LAT

La zone est séparée en trois secteurs ayant chacun une vocation spécifique ([chapitre 5.2.8](#)).

6.5. Modifications apportées au règlement pour l'enquête publique complémentaire

Comme pour les modifications apportées au plan ([chapitre 6.3](#)), le règlement a aussi subi des modifications suite à la première enquête publique. Ce chapitre présente les modifications du règlement après la première enquête publique et les oppositions. Avec les nombreuses suppressions, qui sont décrites ci-dessous, le nombre d'articles a fortement diminué. Toutes les modifications ne sont pas décrites ci-dessous, seules les modifications substantielles sont mentionnées.

Dispositions générales

Suite à une opposition et le souhait de clarification de la Municipalité, l'article 4 alinéa 2 est modifié comme ceci : « Cette commission, composée de 3 membres, fonctionnera sur demande de la Municipalité. Les émoluments sont fixés par le Conseil Communal dans le règlement des émoluments administratifs en matière d'aménagement du territoire et de police des constructions ».

L'article 5 est modifié, car la suppression des deux zones d'habitation de très faible densité B et D modifie le nombre de zones ([chapitres 6.3.2](#) et [6.3.3](#)) : il n'y a plus que 14 zones et 1 aire sur le territoire communal.

Zone centrale 15 LAT A

Les articles 90 et 91 traiteront les transformations de bâtiments tout en s'appuyant sur l'article 80 LATC. De plus, les règles concernant le stationnement sont appliquées selon l'article 116 du règlement. Dans ce sens, les alinéas 2 et 3 de l'article 9 sont supprimés.

La Municipalité a constaté une incohérence entre les articles 13 et 16. En effet, l'article 13 mentionne qu'« En cas de hauteur de façade à la corniche supérieure à 6.50 m, cette distance est portée à 6.00 m ». Toutefois, l'article 16 limitait la hauteur à 6.50 m à la corniche. Ainsi la Municipalité a décidé de supprimer l'article 16 du règlement et appliquera l'article 17 qui limite le nombre d'étage à deux sous la corniche. De plus, l'alinéa 2 de l'article 17 est supprimé. L'alinéa 1, étant le seul alinéa restant, forme le corps de l'article et il n'y a plus d'alinéa. L'article 17 devient l'article 16.

La Municipalité a pris la décision de supprimer l'article 18 afin d'assurer une meilleure uniformité et une application plus précise des directives. Il a été constaté que la terminologie actuelle laisse une marge d'interprétation trop large.

La Municipalité a souhaité uniformiser les dispositions relatives aux pentes de toiture en intégrant un nouvel article dans le chapitre des règles applicables à toutes les zones. Dans ce sens, l'article 19 est supprimé et l'alinéa 4 de l'article 20 est modifié comme ceci : « La largeur hors tout de chaque ouverture en toiture ne peut être plus importante que celles des ouvertures du niveau situé directement en-dessous du pan de toit concerné ». L'article 20 devient l'article 17. Concernant la suppression de l'article 23, la protection du patrimoine reste suffisante et cela donne plus de marge de manoeuvre à la Municipalité.

L'alinéa 2 de l'article 24 est supprimé car la Municipalité ne souhaite pas entraver les projets des propriétaires. L'article 24 devient l'article 20.

Un nouvel article est créé au sujet des avant-toits. C'est l'article 23 et il dispose ceci : « Les constructions auront un avant-toit de 0.20 m au minimum du côté de la façade pignon et de 0.60 m au minimum en façade chéneau ».

Zone centrale 15 LAT B

L'article 3, concernant le stationnement des voitures, est supprimé et déplacé dans les règles applicables à toutes les zones.

Zone d'habitation de faible densité 15 LAT

La Municipalité a observé que la distinction entre les notions de niveaux et d'étages a engendré des confusions lors de l'enquête initiale. En conséquence, elle a décidé de clarifier ces définitions et d'uniformiser les dispositions relatives aux pans de toiture. L'article 41 est donc supprimé et l'article 42 est modifié comme ceci : La hauteur des bâtiments est limitée à 8.50 m au faite, calculée selon l'article 103 du présent règlement. L'article 42 devient l'article 37.

La Municipalité a souhaité que les articles 43 et 44 soient intégrés aux règles applicables à toutes les zones. Les articles 43 et 44 sont donc supprimés et correspondent aux articles 95 et 96.

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A

La Municipalité a observé que la distinction entre les notions de niveaux et d'étages a engendré des confusions lors de l'enquête initiale. En conséquence, elle a décidé de clarifier ces définitions et d'uniformiser les dispositions relatives aux pans de toiture. L'alinéa 1 de l'article 52 a donc été supprimé. L'alinéa 2 a été modifié comme ceci : « Pour les constructions sur pilotis existantes, la Municipalité peut autoriser, en l'absence de combles, l'aménagement du rez-de-chaussée ». L'alinéa 3 a été modifié comme ceci : « La surface du rez-de-chaussée aménagée sera au maximum de 50% de la surface du niveau de l'étage ». L'article 52 est renommé « Niveaux » au lieu de « Nombre d'étages ». L'article 52 devient l'article 45. Finalement, les articles 54 et 55 sont supprimés.

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B

Les zones affectées jusque là en zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B ont été fusionnées avec la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT A. Cette zone d'affectation est supprimée et donc n'apparaît plus dans le règlement.

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C

Les modifications suivantes concernent la fusion des Zones d'habitation de très faible densité. Dans ce cadre, la Municipalité souhaite conserver l'alinéa 1 de l'article 69 afin d'autoriser la résidence principale et de revoir la destination de la zone. L'alinéa 1 de l'article 69 est modifié comme ceci : « Cette zone est destinée à la protection des rives du lac au sens de la LPN, ainsi qu'à l'habitation ». L'alinéa 3 est modifié comme ceci : « Les activités économiques sont interdites dans cette zone ». L'article 69 devient l'article 49.

Toutes les modifications ci-dessous sont aussi effectuées dans le but de revoir la destination de la zone.

L'article 72 est modifié comme ceci : « Un seul logement par bâtiment principal y est autorisé ». L'article 72 devient l'article 52

L'article 75 est supprimé.

L'alinéa 1 de l'article 76 est modifié comme ceci : « La hauteur des bâtiments est limitée à 7.50 m au faite pour les toits à deux pans, calculée selon l'article 103 du présent règlement ». L'article 76 devient l'article 55.

Les alinéas 1 et 3 de l'article 77 sont supprimés. Vu qu'il ne reste que l'alinéa 2, il forme l'article dans son ensemble et il n'y a plus d'alinéa. L'article 77 devient l'article 56.

L'article 78 est supprimé.

L'article 79 est modifié comme ceci : « L'utilisation du bois sera privilégiée pour les constructions, en particulier concernant l'expression des façades ». L'article 79 devient l'article 57.

L'article 80 est supprimé.

L'alinéa 3 de l'article 81 est modifié comme ceci : « Les haies et les clôtures sont disposées de telle manière à ce que les dégagements sur le Lac depuis l'Impasse du Nouveau Port, le Chemin du Lac, le Chemin de la Rive, le Chemin de la Grève et l'Impasse de la Douane soient assurées ». L'article 81 devient l'article 58.

Etant donné que la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B n'existe plus mais qu'il reste la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C, la C devient la B pour avoir une suite alphabétique logique.

Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT D

Les zones affectées jusque là en zone d'habitation de très faible densité 15 LAT D ont été fusionnées avec la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT C (qui est actuellement devenue

la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B). Cette zone d'affectation est supprimée et donc n'apparaît plus dans le règlement.

Zone d'activités économiques 15 LAT

Le logement en zone d'activité est admissible uniquement lors de situations exceptionnelles, par exemple lorsqu'une surveillance permanente est nécessaire et justifiée. Dans le cas où le logement est présent et licite, mais ne répond pas aux critères précédents, il bénéficie de la situation acquise, mais ne devrait pas être reconduit. L'augmentation de la surface de plancher du logement de gardiennage passe de 80 à 100 m². L'alinéa 2 de l'article 92 est donc modifié comme ceci : « Seul est admis, à titre exceptionnel, un logement de gardiennage par entreprise, pour les entreprises dont les activités nécessitent une surveillance permanente du site. Le logement de gardiennage doit être incorporé dans les locaux de l'entreprise et ne doit pas avoir une surface de plancher supérieure à 100 m². Par ailleurs, il ne peut être occupé que par une personne employée par l'entreprise dans le but d'assurer la surveillance des installations. Le logement ne peut pas occuper le rez-de-chaussée des constructions / bâtiments, lequel doit rester libre pour les activités ». L'article 92 devient l'article 59.

L'article 130a du règlement traitait les toitures dans les règles applicables à toutes les zones. Quand aux panneaux photovoltaïques, ils seront traités selon le formulaire cantonal qui mentionne qu'ils doivent être peu réfléchissants selon l'état des connaissances techniques. L'article 97 est donc modifié comme ceci : « La hauteur des bâtiments, calculée selon l'article 103 du présent règlement, est limitée à :

- 10.00 m au faite pour les toitures à 2 pans,
- 10.00 m à l'acrotère pour les toitures plates. »

L'article 97 devient l'article 64. De plus, les articles 98, 99 et 100 sont supprimés.

Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT

L'article 105 est modifié comme ceci : « Cette zone est destinée aux constructions et installations liées aux activités portuaires, à la restauration et aux activités de loisirs et de sport. La construction de nouveaux logements est interdite ». L'article 105 devient l'article 69. Cette modification permet d'assurer la cohérence avec l'usage réel. Et l'ancien règlement du Plan d'affectation.

Règles applicables à toutes les zones

La Municipalité a souhaité uniformiser les dispositions relatives aux pans de toiture et propose l'ajout de deux nouveaux articles dans le chapitre des règles applicables à toutes les zones. Les deux nouveaux articles sont les suivants :

Article 95 - Pente des toitures

1. Les toitures sont, au moins, à deux pans.
2. Les toits à pans inversés sont interdits.
3. La pente des toitures sera comprise entre 40% (21,8°) et 100% (45°) et sera identique sur les deux pans opposés.
4. Pour les installations agricoles, la Municipalité peut autoriser des matériaux, formes et pentes de toiture différents, à l'exception des toitures plates.
5. Les toitures plates sont admises dans la zone d'activités économiques 15 LAT.

Article 96 - Revêtement de toiture

Les toitures sont revêtues de tuiles en terre cuite de couleur naturelle, sous réserve des modules solaires.

La Municipalité a décidé de supprimer les articles 131 et 139 car ils avaient pour seul objectif d'assurer une harmonie esthétique.

La Municipalité a souhaité apporter ses modifications à l'article 142 en raison de problématiques esthétiques liées aux citernes. Elle propose d'ajouter une précision concernant les surfaces supérieures à 25 m² et d'inclure une clause esthétique. L'alinéa 4 de l'article 142 est donc modifié

comme ceci : « La Municipalité peut autoriser des matériaux, formes et pentes de toiture différents. Les toitures plates sont autorisées aux conditions cumulatives suivantes :

- Elles sont végétalisées ;
- Elles sont non accessibles ;
- Pour les surfaces supérieures à 25 m², elles sont équipées d'un système de récupération d'eau de pluie devant faire l'objet d'une intégration esthétique soigneusement étudiée ;
- La hauteur de façade sera de 3,5 m au maximum ».

L'article 142 devient l'article 106.

La Municipalité a proposé la suppression de l'article 143, estimant que l'indice d'occupation du sol (IOS) est suffisant. Elle considère également que la présence d'un nombre excessif de dépendances sur de grandes parcelles n'est pas souhaitable. Il a donc été décidé de supprimer cet article.

La Municipalité a décidé de supprimer l'article 144 car, en cas de nécessité, elle se basera sur l'article 86 pour refuser des projets.

La Municipalité a décidé de supprimer partiellement l'article 147. Le droit supérieur prévu par la législation cantonale sera appliqué, notamment la loi sur les campings et le caravanning résidentiel existante. L'article 147 est donc modifié comme ceci : « L'utilisation de roulottes, caravanes et autres logements mobiles comme habitation permanente est interdite sur le territoire communal. La Municipalité peut donner des autorisations pour des habitations temporaires ». L'article 147 devient l'article 109.

Quatre nouveaux alinéas de l'article 154 sont créés. Il s'agit d'une volonté de la Municipalité pour des raisons d'esthétiques générales. Par souci d'écologie, elle souhaite également favoriser l'infiltration des eaux pour les places de stationnement. Les nouveaux alinéas sont les suivants :

- Alinéa 7 : Dès 11 places de stationnement pour véhicules motorisés, le stationnement est obligatoirement prévu en ouvrage souterrain ou à l'intérieur d'un bâtiment.
- Alinéa 8 : Les places de stationnement en surface sont obligatoirement perméables.
- Alinéa 9 : Les parkings en surface sont arborisés à raison d'un arbre toutes les 2 places de stationnement pour véhicules motorisés.
- Alinéa 10 : L'infiltration des eaux des places de stationnement à travers une couche de sol biologiquement active est en principe admise en secteur AU de protection des eaux. Dans tous les cas, l'infiltration requiert une autorisation cantonale au sens de l'article 12a LPDP.

L'article 154 devient l'article 116.

La Municipalité a souhaité la suppression de l'article 156, estimant qu'il s'agit d'un objectif ou d'une ligne de conduite de la Municipalité, et non d'une disposition relevant du règlement de construction.

La Municipalité a constaté que l'imposition de l'installation de panneaux solaires intégrés ne correspondait pas à son objectif, le règlement visant principalement à traiter des aspects esthétiques. Elle souhaite donc supprimer l'alinéa 1 de l'article 157, qui prêtait à confusion. L'alinéa 2 est modifié comme ceci : « Les modules solaires doivent faire l'objet d'une intégration esthétique soigneusement étudiée ». De plus, le titre de cet article devient « Modules solaires » au lieu de « Panneaux solaires ». L'article 157 devient l'article 118.

La Municipalité a exprimé son souhait d'apporter des précisions concernant la possibilité d'installer des éoliennes. Il s'agit de l'article 119 : La Municipalité peut autoriser l'installation d'éoliennes si elles répondent aux conditions du guide de procédure concernant les installations individuelles d'énergie renouvelable, notamment avec une production de 500KWh par Kw installé.

La Municipalité a exprimé sa volonté de redéfinir les articles 158, 159, 170 et 171 pour des raisons d'harmonisation.

L'alinéa 1 de l'article 158 est modifié comme ceci : « Toutes les vérandas, ou jardins d'hiver, sont pris en compte dans le calcul de l'indice d'occupation du sol (IOS) et des distances aux limites de propriété et entre bâtiments ». L'alinéa 3 de l'article 158 est modifié comme ceci : « La surface maximale autorisée est de 20% de la surface brute de planchers déterminant du logement correspondant ». L'article 158 devient l'article 120.

L'alinéa 1 de l'article 159 est modifié comme ceci : « Les piscines sont autorisées en zone à bâtir et soumises à demande de permis de construire. Elles sont prises en compte dans le calcul de l'indice d'occupation du sol (IOS) à partir d'une surface de 12 m². Pour les piscines écologiques, seul le

bassin de nage est pris en compte dans l'IOS ». L'alinéa 3 de l'article 159 est supprimé. L'article 159 devient l'article 121.

L'article 170 est modifié comme ceci : « L'indice de surface verte (Iver), défini selon l'AIHC, est de 0.4 ». L'article 170 devient l'article 132.

L'alinéa 1 de l'article 171 est modifié comme ceci : « Les toitures plates non utilisées comme terrasse de plus de 10 m² doivent être végétalisées, y compris entre et sous des modules solaires (si les modèles de panneau et la technique le permettent), en respectant au minimum la norme SIA 312 « Toiture végétalisées » ». L'article 171 devient l'article 133.

La Municipalité souhaite supprimer l'article 172, car cet « encouragement » n'a pas de valeur juridique.

La Municipalité demande que l'article 174 soit modifié afin d'imposer la rétention des eaux pluviales pour toute nouvelle construction. Il est modifié comme ceci : "La Municipalité se réserve le droit d'imposer la rétention des eaux pluviales pour toute nouvelle construction, si elle s'avère nécessaire ». L'article 174 devient l'article 135.

La Municipalité souhaite ajouter la mention « Embouchure du Chandon » au titre de l'article 176 afin d'éviter toute confusion. L'article 176 devient l'article 137.

Police des constructions

La Municipalité souhaite préciser que les demandes sont à la charge du propriétaire foncier ou de la personne ayant sollicité la mise à l'enquête. Elle propose de modifier l'article 180 comme ceci : « La Municipalité peut, avant le début des travaux, faire contrôler l'implantation de la construction, aux frais du propriétaire foncier ou de la personne à l'origine de la demande de mise à l'enquête ». L'article 180 devient l'article 141.

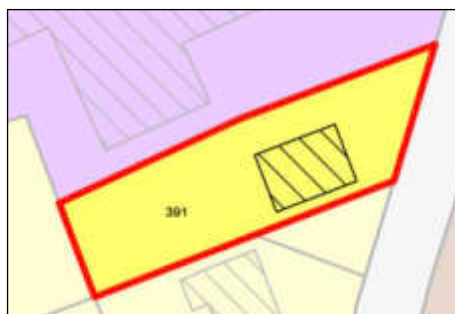
6.6. Compensation de la plus-value

L'art. 64 LATC dispose :

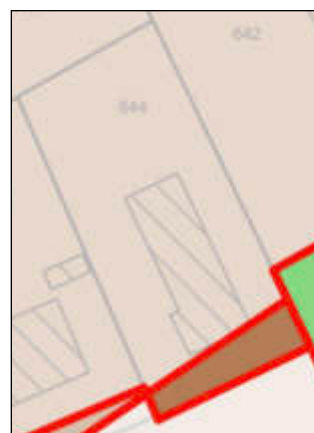
1. Les avantages majeurs résultant des mesures d'aménagement du territoire font l'objet d'une compensation sous la forme de perception d'une taxe sur la plus-value.
2. Est considéré comme avantage majeur constituant une plus-value l'augmentation sensible de valeur d'un bien-fonds qui résulte :
 - a. du classement de celui-ci en zone à bâtir ou en zone spéciale
 - b. du changement d'affectation de la zone ou de la modification des autres prescriptions de zone engendrant une augmentation des possibilités de bâtir à l'intérieur de la zone à bâtir.

La Municipalité est chargée d'identifier dans le rapport 47 OAT les parcelles bénéficiant d'une augmentation des droits à bâtir par des mesures d'aménagement. Les parcelles susceptibles d'être concernées sont les suivantes :

Parcelles susceptibles d'être concernées par la taxe sur la plus-value (art. 64 LATC)			
RF n°	Modification	Motif	Remarques
391	Voir chapitre 6.2.3	Augmentation de l'indice d'utilisation du sol (changement partielle du type d'affectation pour appliquer le principe d'affectation unique sur une même parcelle).	Augmentation significative des droits à bâtir
644	Voir chapitre 6.2.2	Augmentation de l'indice d'utilisation du sol (changement partielle du type d'affectation pour appliquer le principe d'affectation unique sur une même parcelle).	A priori, pas d'avantage majeur selon l'art. 64 LATC



Augmentation des droits à bâtir sur la parcelle n° 391, qui passe entièrement en zone d'habitation de faible densité 15 LAT.



Augmentation des droits à bâtir sur la parcelle n° 391, qui passe entièrement en zone d'habitation de faible densité 15 LAT.

7. INTÉRÊTS ET COORDINATION

Parmi les intentions présentées, certaines d'entre elles mettent en confrontation plusieurs intérêts en présence, issus de bases légales différentes (LAT, OAT, PDCn, etc,...). Afin de démontrer la faisabilité des intentions suivantes, une pesée des intérêts approfondie conformément à l'art. 3 OAT est nécessaire.

Définition du tracé du chemin riverain

Comme le précise la mesure E25 du PDCn, les rives des lacs constituent non seulement des espace-clé pour la biodiversité, mais possèdent également un rôle important pour le délasserment et le tourisme. Pour la population, la volonté de pouvoir cheminer à proximité des rives est également avérée depuis plusieurs années.

Pour renoncer au principe d'accessibilité aux rives, il faut démontrer que sa réalisation va à l'encontre d'autres intérêts dignes de protection, en particulier des milieux naturels permettant le maintien d'espèces végétales ou animales menacées.

Afin d'avoir une vision d'ensemble de la qualité naturelle des rives du lac, la Municipalité a octroyé un mandat à un bureau spécialisé pour faire une expertise du milieu naturel des rives.

Sur cette base, la Municipalité souhaite présenter les principes qui serviront à définir précisément l'itinéraire du chemin riverain. Ce choix émane d'une pesée des intérêts qui met en confrontation les intérêts identifiés ci-après.

7.1. Identification et détermination des intérêts

Itinéraire du chemin riverain

Cette intention de la Municipalité met en confrontation les intérêts suivants :

Intérêts	Bases légales
I1 - Rendre accessibles les rives du lac	
<i>• Il convient notamment de tenir libres les bords des lacs et des cours d'eau et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci</i>	<i>art. 3 al. 2 lettre c LAT</i>
<i>• Les chemins de randonnée pédestre desservent notamment les zones propices à la détente, les sites (points de vue, rives, etc.), les monuments, les arrêts des transports publics ainsi que les installations touristiques.</i>	<i>art. 3 LCPR</i>
<i>• Il convient notamment de conserver les sites naturels et les territoires servant au délasserment</i>	<i>art. 3 al. 2 lettre d LAT</i>
I2 - Protéger les rives des lacs	
<i>• Protéger les bases naturelles de la vie, telles que le sol, l'air, l'eau, la forêt et le paysage</i>	<i>art. 1 al. 2 lettre a LAT</i>
<i>• Les zones à protéger comprennent les cours d'eau, les lacs et leurs rives.</i>	<i>art. 17 al. 1 lettre a LAT</i>
<i>• Les zones à protéger comprennent les biotopes des animaux et des plantes dignes d'être protégés.</i>	<i>art. 17 al. 1 lettre d LAT</i>
<i>• Protéger la faune et la flore indigènes, ainsi que leur diversité biologique et leur habitat naturel</i>	<i>art. 1 LPN</i>
<i>• La disparition d'espèces animales et végétales indigènes doit être prévenue par le maintien d'un espace vital suffisamment étendu (biotopes), ainsi que par d'autres mesures appropriées.</i>	<i>art. 18 al. 1 LPN</i>
<i>• Il y a lieu de protéger tout particulièrement les rives, les roselières et les marais, les associations végétales forestières rares</i>	<i>art. 18 al. 1bis LPN</i>
<i>• La végétation des rives (roselières et jonchères, végétation alluviale et autres formations végétales naturelles riveraines) ne doit pas être essartée ni recouverte ou détruite d'une autre manière.</i>	<i>art. 21 al. 1 LPN</i>
<i>• Assurer la protection et le développement de la diversité du patrimoine naturel et paysager du Canton, en ménageant l'espace vital nécessaire à la flore et à la faune et en maintenant les milieux naturels caractéristiques</i>	<i>art. 1 al. 1 lettre a LPMNS</i>

7.2. Appréciation des intérêts et implications

Conformément aux exigences issues de la révision de 2003, la Municipalité souhaite se rapprocher au mieux du principe formulé par l'art. 3 al. 2 lettre c LAT, à savoir « *tenir libre les bords des lacs et faciliter leur accès au public* » **(I1)**. Cette volonté s'inscrit dans la stratégie de maintenir des espaces de délasserment et de renforcer les lieux de rencontres, notamment dans le secteur de la plage. Actuellement, le lac est accessible au public uniquement en trois endroits. Ailleurs, les rives sont principalement accessibles par des propriétaires privés uniquement.

La volonté de définir un chemin au plus près des rives n'a pas pu être concrétisée lors de la révision de 2003, car une étude amenait à la conclusion qu'un chemin à proximité des rives avait des impacts élevés, en particulier concernant les dérangements de la faune **(I2)**.

Les rives ayant fortement évolué ces dernières décennies (constructions de pontons privés, de murets, de dépendances), la Municipalité a décidé de faire un nouvel état des lieux des composantes naturelles des rives dans le cadre de la présente révision.

La nouvelle étude mène à la conclusion que la création d'un sentier des rives créera un impact sur la forêt riveraine par endroits et un dérangement supplémentaire pour la faune. Toutefois, des mesures peuvent être prises pour minimiser les impacts et compenser les effets négatifs du projet. Parallèlement, ce sentier permettra aux habitants de se ré-appropriier le bord du lac.

Comme les impacts négatifs sur la faune et la flore des rives **(I2)** peuvent être diminués par différentes mesures, la Municipalité privilégie la volonté de faire passer le chemin au plus près des rives **(I1)**. Elle est toutefois consciente que des mesures devront être strictement appliquées pour atteindre les buts visés, à savoir minimiser les impacts sur la faune et la flore des rives. Parallèlement, des mesures devront être prises et appliquées pour limiter les dérangements sur les propriétés privées.

L'expertise montre également que les rives ont déjà subi de grandes perturbations, causées par les aménagements de propriétaires privés (ponton, bouées, murets, bâtiments). Ces perturbations ont eu des impacts négatifs sur les éléments naturels des rives, comme le démontre la diminution des roselières. Cela démontre que même sans chemin riverain, la protection des éléments naturels des rives **(I2)** n'est pas garantie. Rares sont les tronçons des rives restés à l'état naturel. Rendre accessible les rives **(I1)** permet également à la Municipalité d'avoir un meilleur regard sur les rives et ce qu'il s'y passe, et de prendre les mesures de protection dans le cas de détérioration constatée de certains habitats.

7.3. Décision et optimisation

La Municipalité a envisagé des variantes possibles, notamment en éloignant ponctuellement l'itinéraire des rives du lac et en utilisant les chemins pédestres existants à « l'intérieur des terres », le long de la voie ferrée.

A ce propos, la Municipalité a soumis à l'enquête publique en 2018 un projet de création d'une servitude publique de passage à pied. L'itinéraire longeait dans une grande proportion la voie ferrée, s'éloignant ainsi du principe d'accessibilité aux rives. Ce projet a été refusé par le Conseil communal en 2019. Pour cette raison, la Municipalité a réorienté ses réflexions, menant à la proposition retenue dans ce présent rapport.

Pour les raisons évoquées ci-dessus et par l'absence d'alternatives pertinentes, la Municipalité a estimé que le chemin riverain tel qu'envisagé est pertinent et répond au cadre légal, tout en minimisant les impacts sur les composantes naturelles des rives du Lac. L'évolution de la morphologie des rives démontre également qu'un accès privé aux rives n'est pas gage d'une protection de ces dernières.

8. CONFORMITÉ

8.1. Protection du milieu naturel

Biotopes

Aucune atteinte n'est portée aux inventaires fédéraux et cantonaux identifiés ([chapitre 5.1](#)), qui se concentrent principalement dans l'embouchure du Chandon, situé dans l'aire forestière et en partie dans l'espace réservé aux étendues d'eau (EREE). Un secteur de protection de la nature et du paysage est fixé afin de préserver les inventaires fédéraux et cantonaux. Les liaisons du réseau écologique cantonal entre le Chandon et le lac de Morat sont garanties par la définition d'un espace réservé aux eaux (ERE). De nombreuses dispositions réglementaires sont ajoutées afin de renforcer le développement de la biodiversité.

Surfaces boisées

La Municipalité a élaboré un règlement communal sur la protection des arbres, approuvé par le Département le 10 décembre 2013. Ce document est toujours applicable et permet la préservation des arbres et cordons boisés. Par ailleurs, le nouveau PACom indique les lisières forestières et la distance inconstructible de 10 m à ces dernières. Au surplus, le règlement prévoit une disposition visant à garantir une arborisation minimale sur les parcelles privées.

Protection des eaux souterraines et espace réservé aux eaux

Le nouveau plan d'affectation prend en compte les eaux souterraines, en y indiquant les zones « S » de protection et en inscrivant une disposition y relative dans le règlement.

Quant à l'espace réservé aux eaux, des échanges avec la DGE-EAU ont permis d'intégrer cette problématique de manière adéquate. L'ERE et l'EREE figurent sur le plan. Les tronçons soumis à l'ERE sont situés à l'extérieur de la zone à bâtir. Quant à l'EREE, il a été délimité à 15 m aux Rives en zone à bâtir et a été adapté aux inventaires fédéraux et cantonaux dans les secteurs à enjeux de biodiversité.

Rives de lac

Les objectifs du plan directeur intercantonal de la rive Sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat sont rappelés dans ce présent document. Toutefois, de nombreuses surfaces sont incluses dans le PEC n° 18, encore en vigueur et de compétence cantonale. Le périmètre du PEC n° 18 étant exclu de la révision, les possibilités d'action de la Municipalité sont limitées sur ces surfaces. Lors de la révision du périmètre exclu de la révision, il conviendra de prendre en compte les objectifs du plan directeur intercantonal de la rive Sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat.

Conformité PDCn

- Mesure E11 « *Patrimoine naturel et développement régional* »
- Mesure E22 « *Réseau écologique cantonal* »
- Mesure E24 « *Espace réservé aux eaux* »
- Mesure E25 « *Rives de lac* »
- Mesure F44 « *Eaux souterraines* »

8.2. Création et maintien du milieu bâti

Dimensionnement de la zone à bâtir

Selon le calcul, le dimensionnement de la zone à bâtir n'est pas conforme à la mesure A11 du PDCn. Il faut relever que certaines réserves sont idéalement situées au sein du tissu bâti, dans le périmètre urbanisé. Ces réserves ont été maintenues, tout en garantissant la disponibilité des terrains. Ailleurs, toutes les mesures pertinentes du point de vue de l'aménagement du territoire ont été prises pour tenter de se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11. D'importantes mesures sont prises par la Municipalité ([chapitre 4.2.3](#)) pour réduire les droits à bâtir. Sur ce constat, un surdimensionnement incompressible de la zone à bâtir doit être admis.

Protection du patrimoine bâti

Le nouveau plan et son règlement permettent de consolider les outils visant à préserver le patrimoine bâti, le caractère villageois et de verdure de la localité. Le plan fait figurer les notes du recensement architectural et les bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection spéciale (INV et MH). Les ensembles qui méritent une protection spéciale sont également inscrits dans un « secteur de protection du site bâti 17 LAT ».

La création de zones de verdure participe également à la sauvegarde des dégagements sur le bâti de qualité et le maintien de poumons verts dans le tissu bâti.

La protection s'étend également sur d'autres objets du patrimoine culturel, tels que les jardins historiques, les régions archéologiques, les voies de communication historiques, qui n'étaient pas pris en compte jusque-là.

Mobilité

L'attribution des parkings existants à proximité de la gare à la zone affectée à des besoins publics 15 LAT démontre la volonté d'encourager les déplacements multimodaux, combinant l'utilisation des véhicules privés et les transports publics. Par ailleurs, les lieux de rencontre (plage) ainsi que les bâtiments administratifs nécessitent également des besoins en place de stationnement.

Concernant la mobilité douce, la Municipalité souhaite assurer la continuité et la sécurité du réseau. Le règlement communal prévoit un article concernant les itinéraires de mobilité douce et le nouveau plan fait figurer les sentiers de randonnée pédestre. Le parcours piétonnier public du village qui fait la liaison entre le « haut » et le « bas » du village est également indiqué sur le plan. La réglementation vise à la préserver.

Protection de l'Homme

Les dangers naturels gravitaires sont pris en compte sur la base de l'analyse du risque réalisée par le bureau spécialisé GEOTEST SA ([annexe 25](#)). Au vu des résultats obtenus et de la nature des dangers de la Commune de Faoug, deux secteurs de restrictions ont été délimités, dans lesquels des règles de constructions sont définies de sorte à protéger les biens et les personnes contre les dangers.

Conformité PDCn

- Mesure A11 « *Zones d'habitation et mixtes* »
- Mesure A21 « *Infrastructures de transports publics* »
- Mesure A23 « *Mobilité douce* »
- Mesure C11 « *Patrimoine culturel et développement régional* »
- Mesure C12 « *Enjeux paysagers cantonaux* »
- Mesure C21 « *Constructions et installations dignes de protection* »
- Mesure E13 « *Dangers naturels gravitaires* »

8.3. Développement de la vie sociale et décentralisation

Les modifications d'affectation liées aux installations publiques répondent à une cohérence entre l'affectation du sol et son usage réel.

La Municipalité souhaite également confirmer sa zone d'activités économiques, qui possède encore des réserves.

La révision du PACom permet également d'identifier certains secteurs stratégiques pour la vie sociale villageoise. Les secteurs concernés, telle que la plage ou encore la place de la gare, constituent des espaces de rencontres et de délasserment importants pour la Commune. La Municipalité souhaite dès lors renforcer la vie villageoise, avec des aménagements de qualité.

Conformité PDCn

- Mesure B34 « *Espaces publics* »
- Mesure D12 « *Zones d'activités* »
- Mesure D21 « *Réseaux touristiques et de loisirs* »

8.4. Maintien des sources d'approvisionnement

8.4.1. Bilan de la zone à bâtir

Parcelle	Extension zone à bâtir (m ²)	Restitutions à la zone agricole (m ²)
18		1510
58		3162
91		1798
259		1394
282		2547
283		4544
284		1019
288		641
293		4485
297		154
338		4326
417		37
428		1167
452		1800
501		1803
503		1463
563		750
Total	0,00	32600

Le projet présente au total une diminution de la zone à bâtir de **32'600 m²** de terrain. A travers son projet, la Commune de Faoug participe activement au redimensionnement de la zone à bâtir du Canton de Vaud, dont les surfaces sont susceptibles d'être attribuées à l'inventaire des SDA.

8.4.2. Surfaces d'assolement

Le Canton de Vaud doit garantir à la Confédération, en tout temps, un quota de 75'800 ha de SDA. En l'état, la marge cantonale est quasi inexistante, limitant fortement les possibilités et intentions de la Municipalité pour cette présente révision.

Bilan avant le projet

Les données utilisées ont été commandées auprès de l'Association pour le Système d'information du Territoire (ASIT). Avant le projet, les surfaces d'assolement sur le territoire de la Commune de Faoug se présentent comme suit :

	Total (m ²)	Total (ha)
Surfaces d'assolement - Qualité 1	1480662,6	148,1
Surfaces d'assolement - Qualité 2	235017,6	23,5
Surfaces d'assolement - Total	1715680,2	171,6



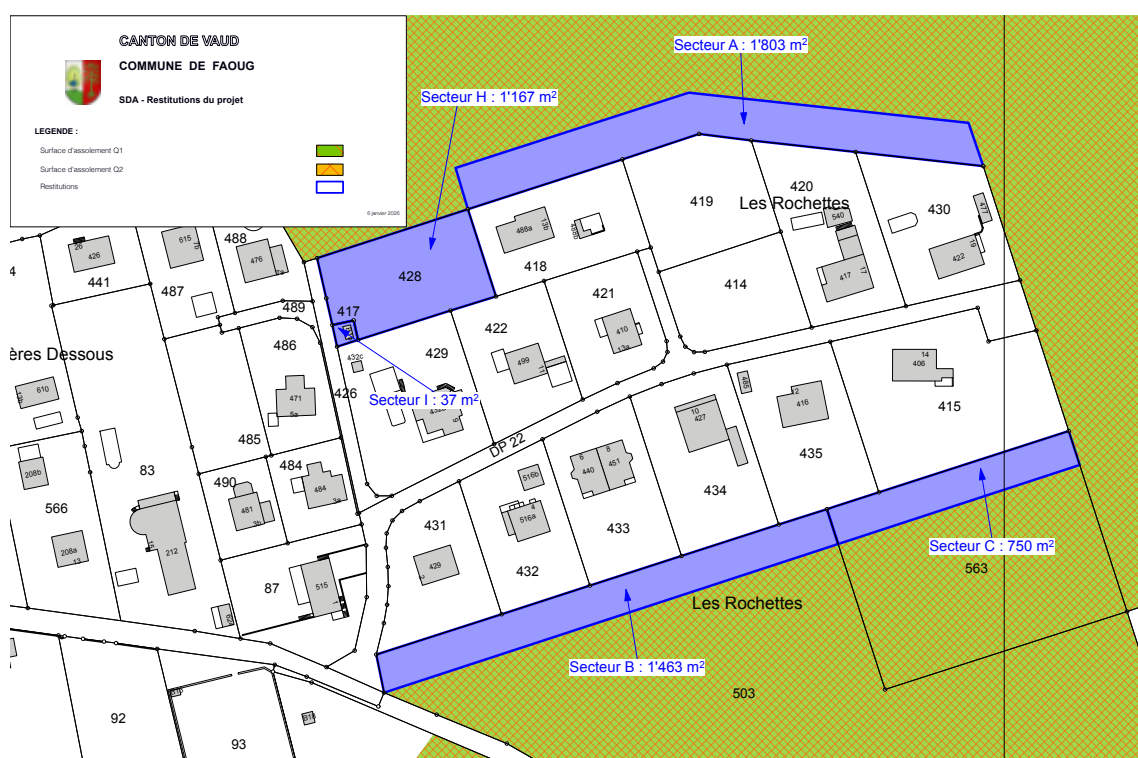
Etat des surfaces d'assolement avant le projet ([annexe 26](#)).

Emprises du projet

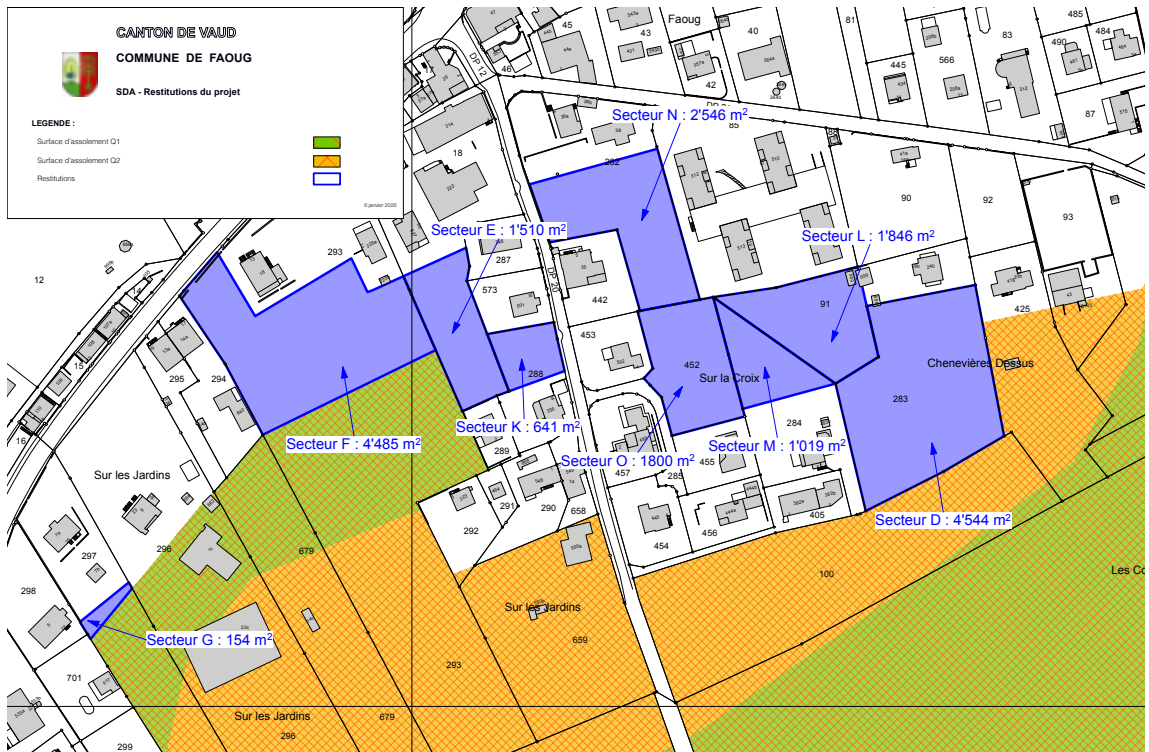
Aucune emprise n'est effectuée sur les surfaces d'assolement.

Restitutions du projet (annexe 27)

	Total (m ²)	Total (ha)	Motifs
Secteur A - Parcelle 501	1803	0,18	Dézonage
Secteur B - Parcelles 503	1463	0,15	Dézonage
Secteur C - Parcelle 563	750	0,08	Dézonage
Secteur D - Parcelle 283	4544	0,45	Dézonage
Secteur E - Parcelle 18	1510	0,15	Dézonage
Secteur F - Parcelle 293	4485	0,45	Dézonage
Secteur G - Parcelle 297	154	0,02	Dézonage
Secteur H - Parcelle 428	1167	0,12	Dézonage
Secteur I - Parcelle 417	37	0,00	Dézonage
Secteur J - Parcelle 58	3162	0,32	Dézonage
Secteur K - Parcelle 288	641	0,06	Dézonage
Secteur L - Parcelle 91	1798	0,18	Dézonage
Secteur M - Parcelle 284	1019	0,10	Dézonage
Secteur N - Parcelle 282	2547	0,25	Dézonage
Secteur O - Parcelle 452	1800	0,18	Dézonage
Secteur P - Parcelle 338	4326	0,43	Dézonage
Secteur Q - Parcelle 259	1394	0,14	Dézonage
Restitutions totales	32600	3,26	



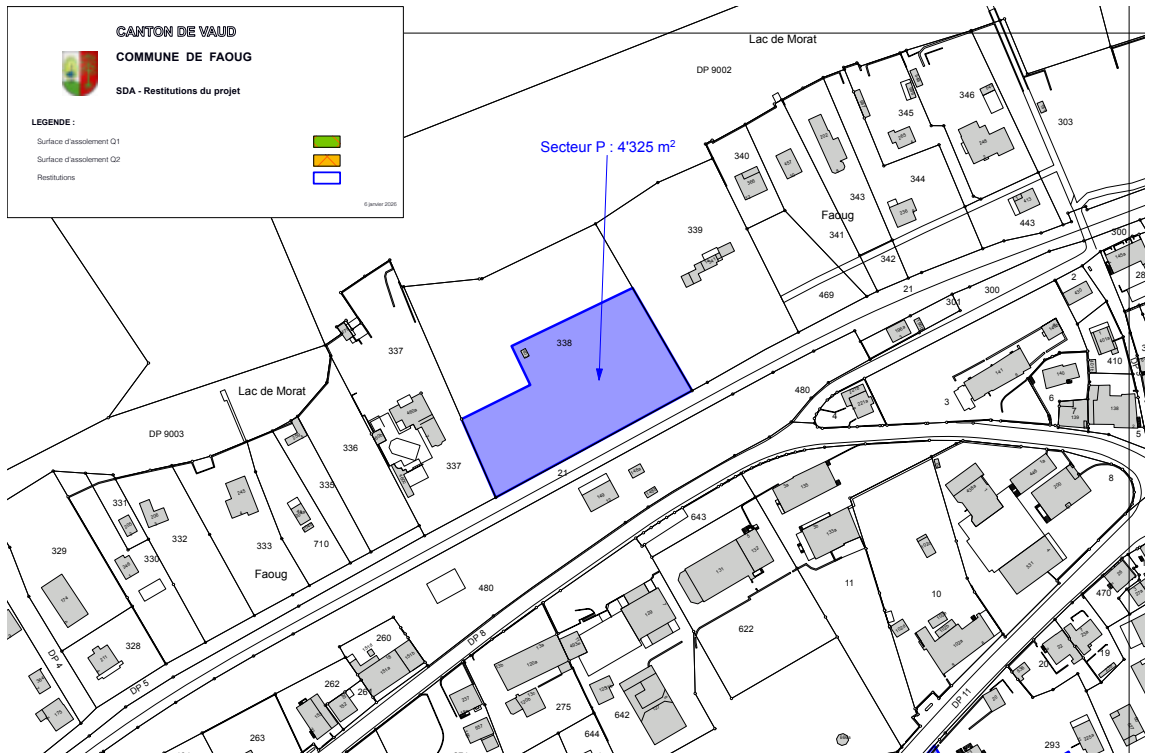
Secteurs restitués à la zone agricole



Secteurs restitués à la zone agricole



Secteur restitués à la zone agricole



Secteur restitués à la zone agricole



Secteur restitués à la zone agricole

Bilan du projet

	Total (m ²)	Total (ha)
Emprises du projet	0,00	0,00
Restitutions du projet	32600	3,26
BILAN	-32600	-3,26

Le projet est largement favorable à l'inventaire des SDA, dans le sens où il augmente considérablement la marge de manoeuvre cantonale avec **un gain de 3,26 ha de SDA**. Par ailleurs, il libère des surfaces réellement exploitables pour l'agriculture et attribue à la zone à bâtir les surfaces non exploitables. De cette façon, l'inventaire cantonal gagne en quantité et en qualité.

Caractéristiques des surfaces restituées à la zone agricole

Lors de la réaffectation de surfaces en zone agricole, la Municipalité doit vérifier si les critères « zone climatique », « pente » et « superficie d'un seul tenant » sont remplis.

Critère	Seuil	Remarques
Zone climatique	A / B / C / D3-4	
Pente	≤ 18%	
Profondeur utile du sol pour les plantes (PNG)	≥ 50 cm	
Polluants selon l'OSol	≤ seuil d'investigation	Seuils d'investigation pour les cultures alimentaires (OSol, annexe 1, chapitre 12)
Superficie d'un seul tenant	Au moins 1 ha de superficie et forme adéquate de la parcelle	Indépendamment de leur taille, des surfaces peuvent être comptabilisées en SDA quand elles jouxtent des SDA et constituent avec elles une unité d'exploitation rationnelle qui présente une superficie d'au moins 1 ha.

Critères de qualités des surfaces d'assolement tels que définis par la Confédération.

- **Zone climatique** : Les surfaces concernées sont identifiées dans la zone climatique A2 « Grandes cultures et cultures spéciales favorisées », compatible avec les SDA.
- **Pente** : Le critère de pente est également rempli (voir figure ci-dessous)
- **Superficie d'un seul tenant** : Les surfaces sont contiguës à des espaces déjà situés en zone agricole. Dès lors, ce critère est respecté.



Critères de pente et surfaces restituées à la zone agricole.

9. CONCLUSION

La Municipalité entreprend des efforts considérables, en matière de redimensionnement de la zone à bâtir, pour se rapprocher au mieux des valeurs fixées par la mesure A11 du PDCn.

Le bilan de dimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte obtient une réduction de 231 habitants, ce qui représente 44% de moins. Pour le reste, le surdimensionnement est considéré comme incompressible.

Parallèlement, la révision se cantonne à traiter les aspects qualitatifs de l'urbanisme local. La valeur reconnue du patrimoine bâti est une grande motivation pour fixer des règles permettant d'en assurer la pérennité et d'offrir un cadre de vie agréable au sens de l'art. 1 al. 2 let. c LAT.

La Municipalité estime que le projet de plan d'affectation communal est conforme aux lois supérieures ainsi qu'aux directives cantonales et au PDCn en particulier, et que le projet peut être présenté pour l'adoption du Conseil Communal (art. 42 LATC) et l'approbation du département (art. 43 LATC).

10. ANNEXES

Annexe 1	Plan général d'affectation du 10 décembre 2003
Annexe 2	Plan général d'affectation du 18 mai 1979
Annexe 3	Plan synoptique des limites des constructions des routes de la DGMR
Annexe 4	Questionnaire sur l'examen préliminaire, validé par la Municipalité le 29 janvier 2019
Annexe 5	Préavis préliminaire de la DGTL, daté du 13 décembre 2019
Annexe 6	Notes de la séance de coordination du 6 novembre 2020
Annexe 7	Examen préalable du 31 mars 2022
Annexe 8	Notes de la séance de coordination du 18 juin 2024
Annexe 9	Examen préalable complémentaire du 4 février 2025
Annexe 10	Tableau résumant le bilan des oppositions aux deux enquêtes
Annexe 11	Préavis des CFF, du 9 novembre 2021
Annexe 12	Préavis de la LNM, du 15 février 2023
Annexe 13	Plan de la constatation de la nature forestière
Annexe 14	Courrier du 17 juillet 2012 relatif à l'étude biodiversité des rives du lac
Annexe 15	Plan de la zone réservée, approuvée par le Département le 10 septembre 2018
Annexe 16	Plan du périmètre de territoire urbanisé
Annexe 17	Plan de la stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir
Annexe 18	Bilan des réserves en zones à bâtir
Annexe 19	Plan général de l'ERE
Annexe 20	Note technique du bureau GEOTEST SA, datée du 12.12.2022
Annexe 21	Plan des modifications d'affectation pour enquête publique
Annexe 22	Plan des modifications d'affectation pour enquête complémentaire
Annexe 23	Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles du bureau Prona, du 19 octobre 2020
Annexe 24	Plan du chemin riverain à réaliser
Annexe 25	Attestation du bureau GEOTEST SA, du 25.01.2023
Annexe 26	Plan des SDA avant le projet
Annexe 27	Plan des restitutions aux SDA

Annexe 1 du rapport 47 OAT

Plan général d'affectation du 10 décembre 2003

PLAN GENERAL D'AFFECTATION

Ech : 1 / 5000

LEGENDE

- Secteur exclu lors de l'approbation du plan par le Département des infrastructures le 10 décembre 2003
- Limite communale
- Zone du village A
- Zone du village B
- Périmètre du schéma directeur "La Gare"
- Vues à préserver
- Zone de villas
- Zone de résidences
- Zone des rives du lac
- Limite des constructions
- Zone artisanale
- Zone d'utilité publique
- Zone légalisée par plan spécial
- Zone agricole
- Zone intermédiaire
- Zone de verdure
- Aire forestière
- Périmètre VP
- Périmètre VLI
- Parcours piétonniers, à titre indicatif
- Chemin des rives du lac, à titre indicatif
- Ligne de tir du stand
- Secteur "S" de protection des eaux
- Roselières, à titre indicatif

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE
LE 24 SEPTEMBRE 2001

LE SYNDIC :

LE SECRETAIRE :

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL
LE 26 MARS 2002

LE PRESIDENT :

LE SECRETAIRE :

SOU MIS A ENQUETE PUBLIQUE
DU 23 NOVEMBRE 2001 AU 22 DECEMBRE 2001

LE SYNDIC :

LE SECRETAIRE :

APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT
DES INFRASTRUCTURES

LAUSANNE, LE 10 DEC. 2003

LE CHEF DU DEPARTEMENT :

Document élaboré par FISCHER & MONTAVON Architectes-urbanistes SA - Grandson



Annexe 2 du rapport 47 OAT

Plan général d'affectation du 18 mai 1979

CANTON DE VAUD
139375

COMMUNE DE FAOUG



PLAN DES ZONES

CE PLAN ABROGE LE PLAN DES ZONES APPROUVE PAR LE CONSEIL D'ETAT LE 19 JUIN 1970

ECHELLE 1:2000

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE LE 5 FEVRIER 1979

LE SYNDIC LE SECRETAIRE

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU 27 MARS 1979

LE PRESIDENT LE SECRETAIRE

LAUSANNE LE 18 MAI 1979

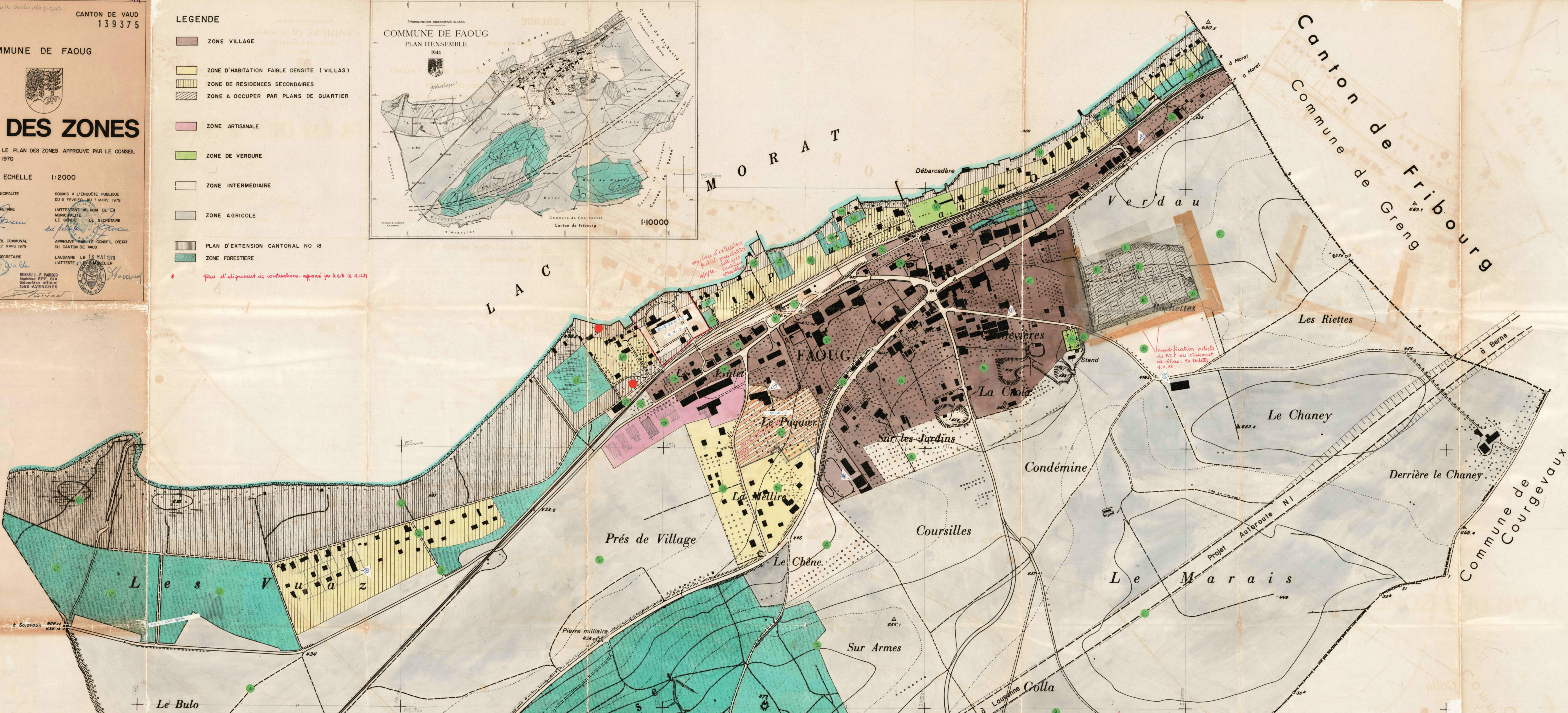
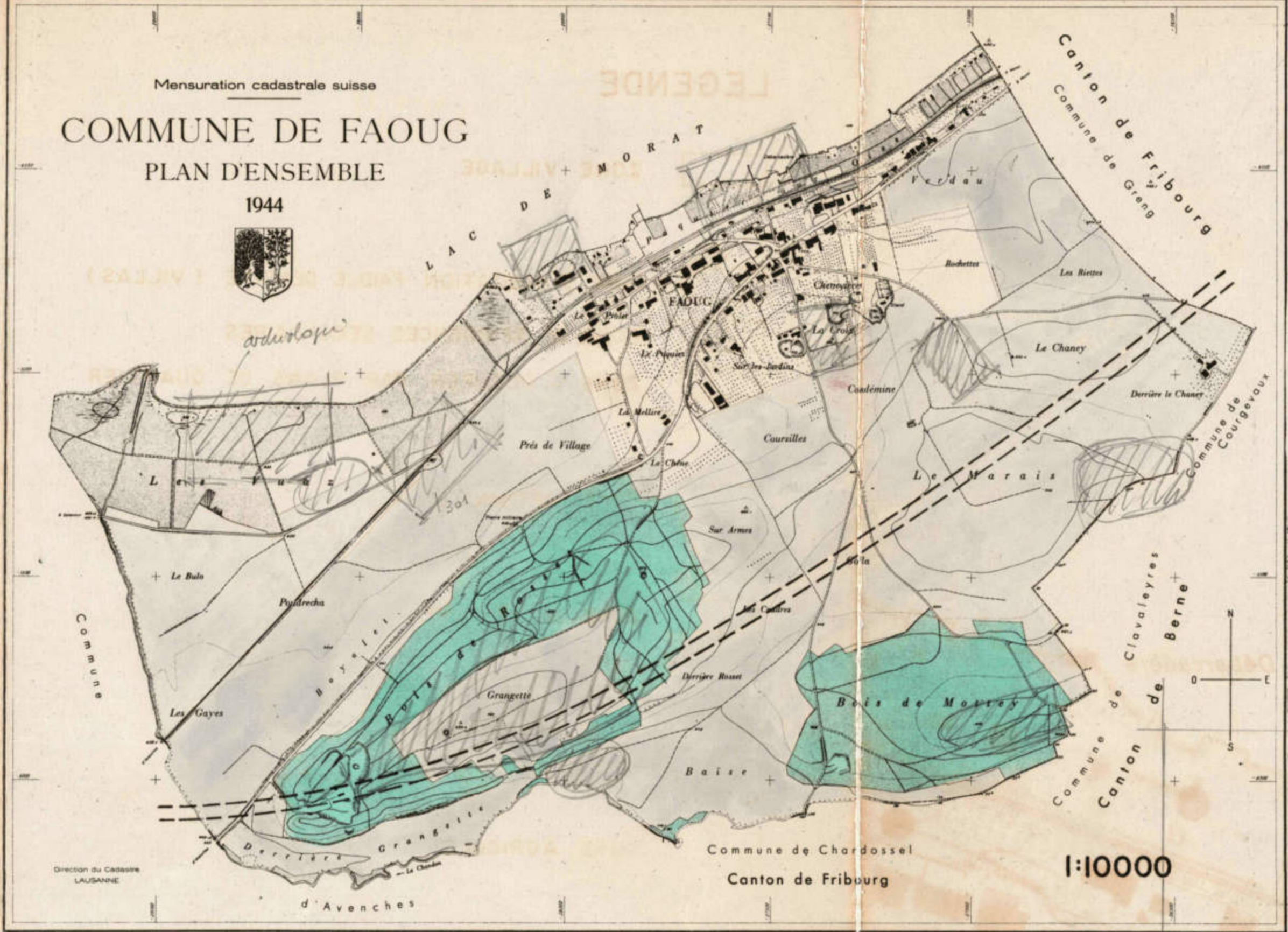
L'ATTESTE LE CHANCELIER

BUREAU J.-P. PARSONS
Ingénieur EPF, SIA
Géomètre officiel
1500 AVENCHES

LEGENDE

- ZONE VILLAGE
- ZONE D'HABITATION FAIBLE DENSITE (VILLAS)
- ZONE DE RESIDENCES SECONDAIRES
- ZONE A OCCUPER PAR PLANS DE QUARTIER
- ZONE ARTISANALE
- ZONE DE VERDURE
- ZONE INTERMEDIAIRE
- ZONE AGRICOLE
- PLAN D'EXTENSION CANTONAL NO 18
- ZONE FORESTIERE

* Plans d'alignement des constructions, approuvés par le C.E. le 18.11.79



Annexe 3 du rapport 47 OAT

**Plan synoptique des limites des constructions des routes
de la DGMR**

Commune de Faoug



Plan synoptique des limites des constructions des routes fixées par un plan approuvé

Etabli par:
GÉO SOLUTIONS
ingénieurs SA
Av. Reiller 42 | case postale 375 | 1800 Vevey | 021 923 36 00
www.geo-solutions.ch
Vevey, le 31 mai 2019
Dossier : LCR-Nord

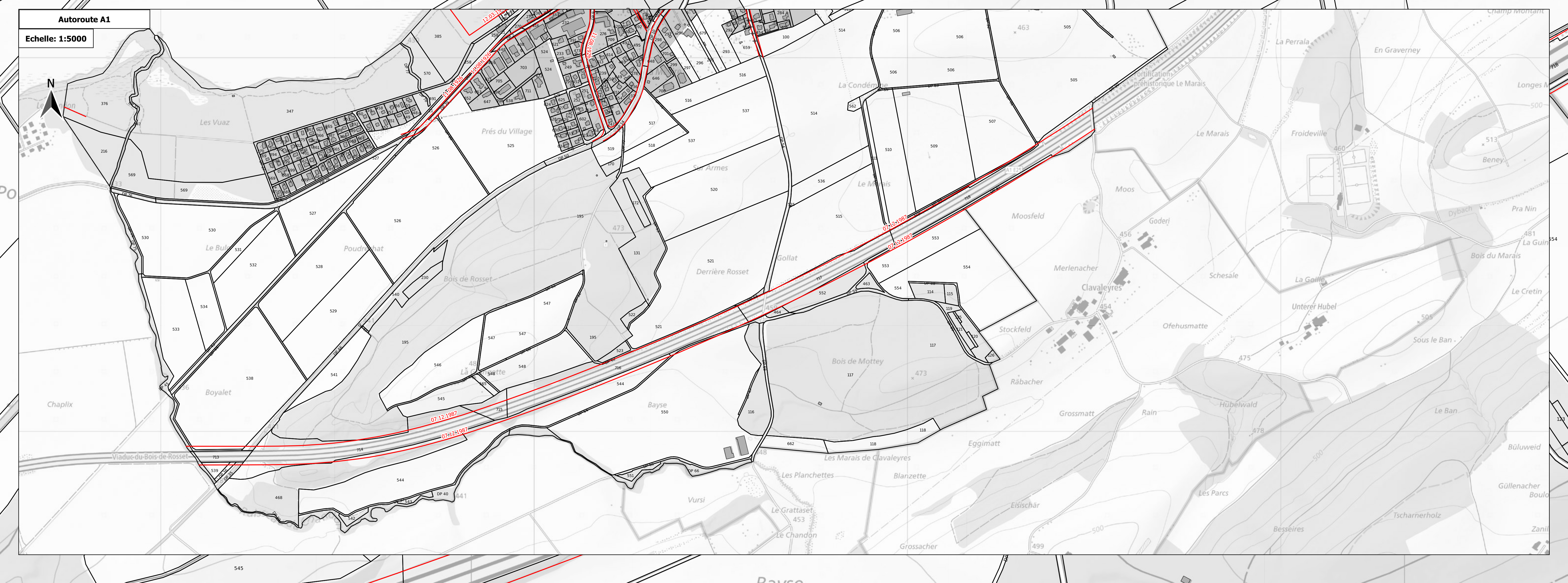
Direction générale de la mobilité et des routes - Domaine public



- Légende**
- + Point de référence (mensuration officielle)
 - Limite des constructions légale
 - Front d'implantation
 - Limite des constructions secondaire
 - Bande d'implantation
 - Teinte rose
 - Parcelle
 - Zone constructible

Echelle: 1:2000

Autoroute A1
Echelle: 1:5000



Annexe 4 du rapport 47 OAT

Questionnaire sur l'examen préliminaire

LE QUESTIONNAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom de la commune :	Faoug
Nom du projet :	Plan d'affectation communal
Validé par la Municipalité dans la séance du : <i>Ajoutez la date (JJ-MM-AAAA)</i>	28 janvier 2019
Coordonnées moyennes :	2572500 - 1195300
Numéro(s) de parcelle(s) principale(s) :	L'entier du territoire communal
Planification(s) directrice(s) en vigueur sur le périmètre de projet : <i>Ajoutez la date d'approbation (JJ-MM-AAAA)</i>	Plan d'affectation cantonal n° 18 (12.03.1946) Plan directeur de la Rive sud du Lac de Neuchâtel et des rives du Lac de Morat (09.06.1982)
Plan(s) d'affectation en vigueur sur le périmètre de projet : <i>Ajoutez la date d'approbation (JJ-MM-AAAA)</i>	Plan général d'affectation (18.05.1979) Plan général d'affectation (10.12.2003) (approbation partielle) PPA "Es Rochettes RF 60 et 66" (18.05.1979)
Zone(s) d'affectation en vigueur :	Diverses, entier du territoire traité

PERSONNE DE CONTACT À LA COMMUNE

Nom et prénom :	Giannini Heim Sabrina
Fonction :	Municipale en charge de l'aménagement du territoire
Téléphone :	079 360 54 29
Adresse électronique :	giannini.heim.sabrina@faoug.ch
Mandataire(s) (<i>facultatif</i>) :	Agence Wenker Architecture AWA Rte de Morat 3 1505 F

PROJET DE PLANIFICATION

Description sommaire :

(Toutes informations utiles pour comprendre le projet : son but, sa surface, l'affectation envisagée, etc.)

Révision du plan d'affectation communal découlant du surdimensionnement de la zone à bâtir (mesure A11 du PDCn)
Traitement des Rives du Lac encore sous l'emprise de l'ancien PGA du 18 mai 1979

Date :

(JJ-MM-AAAA)

Annexe(s) :

Liste des questions

REMARQUES : Commune Réservé SDT



PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

- 1 Le projet est-il régi par un plan directeur régional, intercommunal, communal ou localisé en vigueur ? ?

PGA du 10.12.2003 et ancien PGA du 18 mai 1979 pour les Rives du Lac

Le plan directeur de la Broye, Vaud-Fribourg est en cours d'élaboration. Il pourrait impacter Faoug pour le dimensionnement
- 2 Le projet est-il régi par un plan d'affectation entré en vigueur depuis moins de 15 ans ? ?

PGA de 2003
- 3 Le projet a-t-il une influence sur le dimensionnement de la zone d'habitation et mixte ? ?

Réduction des zones à bâtir pour la mise en conformité avec la mesure A11 du PDCn
- 4 Le projet se situe-t-il à l'intérieur du territoire urbanisé communal, entièrement ou en partie ? ?

Territoire urbanisé + ensemble du territoire communal dont en particulier la bande riveraine du lac de Morat
- 5 Les terrains en zone à bâtir compris dans le périmètre du projet sont-ils entièrement équipés ? ?

voir AEE
- 6 Le projet nécessite-t-il des mesures favorisant et garantissant la disponibilité des terrains à bâtir ? ?

Afin de garantir l'usage des terrains jusqu'en 2036, si la conjoncture le permet . A priori nécessaire pour garantir la faisabilité

Il faudra examiner les parcelles éventuellement concernées par l'article 52 LATC.
- 7 Le projet est-il concerné par des terrains bénéficiant d'une plus-value ? ?

A ce stade, les plus-values devraient rester modestes

Il faudra établir la liste des parcelles qui bénéficient d'avantages majeurs résultant de la mesures d'aménagement du territoire
- 8 Le projet nécessite-t-il la mise en place d'une stratégie d'information et/ou d'une démarche participative ? ?

L'information sera réalisée aux étapes cruciales de l'avancement du dossier



AFFECTATION

- 9 Le projet prévoit-il de la zone à bâtir, au sens de l'article 15 LAT ? ?
Redimensionnement des zones à bâtir excédentaires
- 10 Le projet prévoit-il de la zone agricole, au sens de l'article 16 LAT ? ?
Retour partiel des zones à bâtir excédentaires et complet des zones intermédiaires en zone agricole. Certaines surfaces
- 11 Le projet prévoit-il de la zone à protéger, au sens de l'article 17 LAT ? ?
Rives du Lac de Morat, abords des bâtiments recensés en note "1"
- 12 Le projet prévoit-il d'autres zones, au sens de l'article 18 LAT ? ?
- 13 Le projet prévoit-il de la zone réservée ? ?
La zone réservée est en voie de mise en vigueur
- 14 Le projet prévoit-il ou supprime-t-il une zone d'activités ? ?
La problématique des zones d'activités sera mise entre parenthèses dans l'attente d'un système de gestion régional da
- 15 Le projet comprend-il une zone d'installations (para-)publiques ? ?
Confirmation des ZIP existantes et extension des ZIP pour établissement médico-social
Le maintien de la zone devra être justifié. Seul un EMS avec les services liés peut y être autorisé.
- 16 Le projet empiète-t-il sur des surfaces d'assolement ? ?
Au contraire, accroissement des SDA



MOBILITÉ

- 17 Le projet prévoit-il une installation à forte fréquentation ? Non
- 18 Le projet nécessite-t-il la création de nouvelles voies d'accès ou la modification de celles existantes ? Non
- 19 Le projet génère-il du stationnement (véhicules à moteur et vélos) ? Non
- 20 Le projet engendre-t-il une augmentation de la charge de trafic ? Non
- 21 Le projet contient-il ou jouxte-t-il une ligne de transports publics (avec ligne de contact aérienne), une installation ferroviaire ou une autoroute ? Oui



PATRIMOINE CULTUREL

- 22 Le projet contient-il des éléments paysagers inscrits à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale ou à l'Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites ? Oui
- 23 Le projet figure-t-il dans l'Inventaire des sites construits à protéger, entièrement ou en partie ? Oui
- 24 Le projet ou ses environs contiennent-ils des objets inscrits au recensement architectural ? Oui

- 25 Le projet est-il concerné par un objet inscrit à l'Inventaire des voies de communication historiques de la Suisse ? Oui
- 26 Le projet touche-t-il une région archéologique ? Oui
- 27 Le projet est-il concerné par un parc ou un jardin à valeur patrimoniale ? Oui



PATRIMOINE NATUREL

- 28 Le projet est-il concerné par la présence d'un milieu ou élément naturel répertorié dans un inventaire fédéral, un inventaire cantonal ou un arrêté / une décision de classement cantonal en lien avec la protection du patrimoine naturel ? Oui
- 29 Le projet fait-il partie d'un périmètre de parc naturel régional ou d'un parc naturel périurbain ? Non
- 30 Le projet contient-il un territoire d'intérêt biologique prioritaire ou supérieur ou une liaison biologique du réseau écologique cantonal ? Oui
- 31 Le projet comprend-il des arbres, cordons boisés, boqueteaux et haies vives protégés au niveau communal ? Oui
- 32 Y a-t-il un groupe d'arbres et arbustes forestiers compris dans ou à proximité (env. 10 m) du périmètre de projet qui pourrait être considéré comme forêt ? Oui

33 Le projet empiète-t-il sur l'aire forestière ?



Non



PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT

34 Le projet est-il soumis à une étude d'impact sur l'environnement ?



Non

35 Le projet est-il soumis à des mesures énergétiques ?



Oui

Evaluation énergétique à effectuer dans le cadre du nouveau PA communal

36 Le projet prévoit-il des installations ou infrastructures susceptibles de provoquer des atteintes à la qualité de l'air ?



Non

37 Le projet se situe-t-il dans un secteur répertorié dans un cadastre d'exposition au bruit ?



Oui

A1 - RC 601

38 Le projet prévoit-il des installations ou infrastructures générant une augmentation du bruit, y compris par une augmentation du trafic routier ?



Non

39 Le projet est-il soumis à un risque d'accident majeur ?



Oui

Ligne de chemin de fer

40 Le projet se situe-t-il à proximité d'une source de rayonnement non ionisant ?



Oui

Ligne de chemin de fer

- 41 Le projet nécessite-il des mesures de gestion des eaux météoriques ? ? Non
- 42 Le projet se situe-t-il dans un secteur de protection des eaux souterraines menacées ? ? Oui
- 43 Le projet est-il bordé ou traversé par un cours d'eau ou une étendue d'eau ? ? Oui
- 44 Le projet est-il concerné par des dangers naturels ? ? Oui

Remarques

Le processus de révision du PA communal a commencé par l'établissement d'une zone réservée. Cette mesure doit permettre l'établissement d'un nouveau plan d'affectation équitable.

Les Rives du Lac, dont la planification date de 1979 nécessitent absolument de nouvelles mesures prenant en compte tous les aspects :

- rive urbanisée
- protection des biotopes
- lieu de loisirs
- parcours pédestres et de cyclotourisme

La réglementation sera modernisée, afin d'assurer un développement harmonieux du village et une densification raisonnable.

Remarque du SDT:

L'approbation partielle du 10 décembre 2003, excluait le secteur des rives du lac. Le projet butait sur la réalisation du chemin de rive et du chemin piétonnier. Ces deux cheminements répondent à des intérêts publics différents:

- tenir libres les bords des lacs selon l'article 3, alinéa 2, lettre c, de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT, RS 700).

- itinéraire piéton selon l'article 3, alinéa 3, de la loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR, RS 704).

Ces intérêts publics doivent faire d'une pesée des intérêts tenant compte également des valeurs naturelles en présence et propriétaires touchés (ces cheminements se trouvant principalement sur des parcelles privées).

Faug figure sur la carte des communes soumises aux dispositions restrictives de la loi sur les résidences secondaires (LRS, RS 702) selon la carte de l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Il faudra en tenir compte dans le dimensionnement de la zone à bâtir (éventuels changements d'affectation en résidences principales).

Pour les autres problématiques (SDA, disponibilité des terrains, etc.), nous vous renvoyons aux fiches d'application du PDCn disponibles sur la page internet suivante:

<https://www.vd.ch/themes/territoire-et-construction/amenagement-du-territoire/plan-d-affectation-communal/fiche-s-dapplication/>

Annexe 5 du rapport 47 OAT

Préavis préliminaire de la DGTL



**Service du développement
territorial**

Avenue de l'Université 5
1014 Lausanne
www.vd.ch/sdt

Municipalité
de la Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Personne de contact : Philippe Mivelaz
T 021 316 74 41
E philippe.mivelaz@vd.ch
N/réf. 111509
V/réf. MH/cv

Lausanne, le 13 décembre 2019

**Commune de Faoug
Révision du plan général d'affectation
Avis préliminaire**

Madame la Syndique, Madame et Messieurs les Municipaux,

Par vos courrier et courriel du 31 janvier 2019, l'objet cité en titre nous est bien parvenu pour avis préliminaire, conformément à l'article 36 de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; BLV 700.11), et a retenu notre meilleure attention. Il est composé des pièces suivantes:

- lettre de la Municipalité du 31 janvier 2019 ;
- questionnaire complété du 28 janvier 2019 ;
- projet de plan d'affectation communal de janvier 2019.

Vous trouverez ci-dessous notre analyse et détermination. Celle-ci se fonde sur les bases légales actuellement en vigueur. Nous vous prions également de prendre connaissance de nos remarques figurant sur le questionnaire que nous vous retournons par courriel.

AVIS PRÉLIMINAIRE

Le projet soumis pour examen préliminaire concerne la révision du plan général d'affectation de la commune (PGA).

Le PGA en vigueur a été approuvé partiellement le 10 décembre 2003. Il règle l'ensemble du territoire de la Commune à l'exclusion du plan partiel d'affectation (PPA) Es Rochette (approuvé le 18 mai 1979 et modifié le 4 février 1983), du Plan d'extension partielle de zones d'utilité publique, publique nautique et touristique (parcelles n^{os} 327 et 329, approuvé le 14 novembre 1980) et du secteur des rives du lac qui a été exclu de l'approbation. Ce dernier secteur est encore réglé par le PAC n°18 du 12 mars 1946 que l'ancien plan des zones approuvé le 18 mai 1979 a maintenu.

Une zone réservée communale, approuvée le 10 septembre 2018, a été mise en place comme mesure conservatoire préalablement au redimensionnement de la zone à bâtir.

Outre le redimensionnement de la zone à bâtir, les problématiques liées au secteur des rives du lac, exclu de l'approbation du PGA, (accès aux rives et cheminements piétonniers), touche plusieurs services et nécessite une coordination.

Zones d'activités

La commune possède une zone artisanale réservée aux entreprises artisanales et établissements industriels selon le plan général approuvé le 10 décembre 2003. Le degré de sensibilité au bruit III lui est attribué.

Une zone réservée communale a été mise en place en 2017 sur les parcelles n^{os} 705, 703, 524 (ex 636). Deux permis de construire ont été délivrés en 2015 et 2017 respectivement sur les parcelles n^o 703 et 705. Le site de gestion des permis de construire CAMAC mentionne que les permis ont été délivrés et que les travaux sont en cours, cependant le « site Google map 2019 » montre que les travaux de terrassement n'ont pas débuté. La parcelle 524 est occupée de manière diversifiée et relativement peu dense (halles, serres, stationnement), le portail du système de gestion des zones d'activités (SGZA) mentionne le secteur comme potentiellement mobilisable. Le reste de la zone d'activités (parcelles non affectées en zone réservée) est aujourd'hui occupé, ce qui est confirmé par le portail SGZA.

Le SDT prend connaissance de l'intention de la commune de Faoug de ne pas modifier sa zone artisanale dans son dimensionnement et sa destination. Il s'agit d'une confirmation de zone sans modification du règlement.

Le SDT émet un préavis négatif quant à la confirmation de la zone artisanale, le projet est conditionné à la validation du volet activités du PDR Broye en cours d'élaboration. La vocation future des parcelles n^{os} 705, 703 et 524 situées dans la zone réservée et au cœur de la zone d'activité largement bâtie devra notamment être précisée.

Par ailleurs le SDT émet les conditions de principe suivantes concernant la définition des zones artisanales :

- vocation des zones d'activités : assurer une destination exclusive de la zone pour des activités économiques ;
- densité/mixité d'activités : assurer une utilisation rationnelle du sol notamment en optimisant le potentiel constructible et en fixant des règles de construction permettant l'entière utilisation de ce potentiel ;
- le DS III doit être confirmé ;
- logement de gardiennage : le logement de gardiennage n'est autorisé que s'il est dûment justifié ;
- la disponibilité foncière des terrains libres de construction devra être garantie.

Restitution de surfaces d'assolement (SDA)

Lors d'une restitution d'une zone à bâtir en zone agricole ou en zone agricole protégée, les surfaces prévues peuvent être identifiées comme surfaces d'assolement.

La Commune transmet au Service du développement territorial une géodonnée (*format shapefile qui contient des objets surfaciques, type polygone et être réalisé dans le cadre de référence MN95*) identifiant les secteurs à déclasser devant faire l'objet d'investigation pédologique. C'est le Canton qui effectue les investigations permettant de vérifier que ces nouvelles surfaces remplissent les critères pédologiques décrits dans l'[Aide à la mise en œuvre de 2006](#) de la Confédération.

Le rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT soumis à l'examen préalable doit intégrer les résultats des investigations pédologiques menées par le Canton.

Le processus et les critères pour l'identification de nouvelles surfaces d'assolement sont définis dans la fiche d'application des SDA « Identification de nouvelles surfaces d'assolement » publiée en 2019 par le Service du développement territorial (SDT).

Questionnaire

Le questionnaire annoté fait partie intégrante de l'examen préliminaire et figure en annexe. En vue de l'élaboration du projet, le questionnaire est à considérer avec attention. En effet, la table des matières du rapport d'aménagement selon l'article 47 de l'ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT ; RS700.1) se basera sur les thématiques identifiées par le questionnaire.

Les commentaires du Service du développement territorial (SDT) qui figurent sur le questionnaire précisent les thématiques qui auraient été oubliées ou qui aurait été identifiées à tort.

Après analyse, nous constatons qu'il n'y a, a priori, pas de conflit entre les contraintes identifiées et les objectifs du projet. Les thématiques peuvent être traitées conformément au cadre légal. Le projet peut ainsi poursuivre la procédure LATC.

Au vu de la nature et de la complexité du projet, nous estimons qu'une phase de coordination est nécessaire avant de transmettre le dossier à l'examen préalable. Ceci permettra d'élaborer un projet abouti et conforme aux bases légales.

Vous trouverez ci-après le déroulement de la phase de coordination.

DÉROULEMENT DE LA COORDINATION

La tenue de séances concrétise la phase de coordination concernant des thématiques spécifiques listées dans le tableau ci-dessous.

La Commune devra établir et transmettre les éléments à présenter avant chaque séance de coordination. Dans le cas où une séance regroupe plusieurs thématiques liées, les éléments de chacune d'elles devront être livrés avant.

Une fois l'ensemble des documents nécessaires à la séance reçu, nous vous contacterons pour organiser cette séance.

Séance	Thématiques	Services concernés	Eléments à présenter
1	Secteur des rives du lac, cheminement piétonnier et accès aux rives, valeurs naturelles, espace réservé aux eaux.	DGE-USJ DGE-EAU DGE-BIODIV DGMR-ER SDT-AC	Propositions de cheminement
2	Dimensionnement de la zone à bâtir	SDT	Proposition de redimensionnement, reconversion des zones destinées aux résidences secondaires

Les thématiques mentionnées ci-dessus et la séance de coordination proposées concernent les éléments les plus complexes à traiter dans le cadre de l'élaboration du plan. La liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par la suite en fonction du résultat des séances de coordination.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1 SERVICES CONCERNÉS PAR LE PROJET

Les services suivants sont également concernés par le projet, ils seront sollicités lors de l'examen préalable, mais ne font pas l'objet d'une coordination :

- Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) ;
- Direction générale de l'environnement (DGE) :
 - Direction de l'énergie (DGE-DIREN) ;
 - Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV) ;
 - Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA) ;
- Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels (ECA) ;
- Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) ;
- Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP).

2 COORDINATION DES PROCÉDURES

En application du principe de la coordination des procédures (article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700)), le projet doit être vérifié conformément aux procédures suivantes :

- Constatation de lisière forestière lorsque les zones à bâtir touche des aires forestière (LFO, RS 921).

3 CONSULTATION AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

La commune est tenue d'effectuer une consultation auprès des offices fédéraux, entreprises de transports publics, etc. afin d'obtenir un préavis avant l'examen préalable :

- Le domaine d'exploitation ferroviaire CFF est proche des rives du lac. Selon les chemine-
ments choisis dans ce secteur, il est nécessaire de consulter l'entreprise concernée confor-
mément à l'article 18m de la loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF, RS 742.101).

Le dossier qui sera transmis pour examen préalable comprendra toutes les pièces démontrant la
bonne conduite de cette consultation.

4 SUITE DE LA PROCÉDURE

Nous vous invitons à avancer dans l'élaboration de votre projet en vue de la première séance de
coordination telle que proposée ci-dessus. Le contenu du dossier de planification sera précisé au
fur et à mesure du déroulement de la procédure.

Cependant, vous pouvez juger celle-ci non nécessaire et présenter directement un dossier pour
l'examen préalable. Nous rappelons que ce dernier sera unique et il reviendra alors à la com-
mune, à l'issue de l'examen, de garantir la conformité du projet en vue de son approbation par le
Département.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Syndique, Madame et Messieurs les Municipaux, nos
meilleures salutations.



Pierre Imhof
chef du service du développement territorial



Philippe Mivelaz
urbaniste

Annexe

Questionnaire de l'examen préliminaire annoté par le Service du développement territorial, renvoyé par
courriel

Copie

Agence Wenker Architecture AWA, route de Morat 3, 1595 Faoug
DGE-USJ, Claude-Alain Davoli, chef de secteur 2 des lacs et cours d'eau.
DGE-EAU, Guy Gilliland, Chef de section, domaine public des eaux.
DGE-BIODIV, Franco Ciardo, biologiste région Nord
DGMR-ER, Claude Muller, voyer de l'arrondissement Nord

Annexe 6 du rapport 47 OAT

Notes de la séance de coordination du 6 novembre 2020

**SYNTHÈSE DE COORDINATION –
RÉVISION DU PLAN D’AFFECTATION COMMUNAL DE FAOUG
NOTE DE SÉANCE**

6 NOVEMBRE 2020

Présents La Municipalité de Faoug représentée par Mme. Martine Herrmann (Syndique),
Mme. Sabrina Giannini Heim (Municipale))
L’Agence Wenker Architecture représenté par M. François Wenker et M. Gil Mory
La Direction générale du territoire et du logement, division aménagement com-
munal (DGTL-AC) représentée par M. Matthias Fauquex.

Rédigé par M. Matthias Fauquex (DGTL)

Notes de séance | Thématique dimensionnement de la zone à bâtir

1

Généralité

Ce présent document constitue une note de séance unilatérale résumant les points qui ont été traités en séance. Il ne représente pas un examen officiel mais une aide à la réalisation du dossier pour examen préalable. Une analyse fine des différentes thématiques et la transmission d’une position cantonale formelle seront réalisées dans le cadre de l’examen préalable à la suite d’une prise en compte des différents préavis cantonaux et d’une pesée des intérêts.

2

Stratégie de redimensionnement

2.1

Les cinq principes de redimensionnement

Brièvement rappelés lors de la séance, les voici pour information :

- Dézoner toutes les franges de la zone à bâtir en zone agricole. Ces franges de la zone à bâtir sont identifiées lors de la délimitation du territoire urbanisé et des noyaux largement bâtis de la commune ;
- Dans les petites zones à bâtir, commencer par dézoner les espaces non-bâtis et, selon le résultat, analyser s’il est pertinent ou non de maintenir le bâti en zone à bâtir. Si ce n’est pas le cas, la zone entière devra être affectée en zone agricole ;
- Affecter en zone agricole ou en zone de verdure les espaces vides de plus de 2500 m² situés en milieu du bâti. En effet, ces espaces représentent une surface suffisamment grande pour être sujette à une exploitation agricole. Ainsi, leur affectation en tout autre zone que de la zone agricole devra être justifiée ;
- Mener une réflexion qualitative sur le tissu bâti et les espaces vides qu’il comprend afin d’identifier les secteurs qui méritent d’être mis en valeur et les préserver par des mesures de redimensionnement. Les secteurs considérés par de telles mesures doivent bénéficier de qualités paysagères et

patrimoniales définies (par exemple, les espaces publics, les vergers, les ensembles bâtis remarquables, les vues, etc.) ;

- Assurer la disponibilité des terrains libres de construction sur le territoire communal et, le cas échéant, affecter les parcelles concernées en conformité avec leur usage futur.

La stratégie de redimensionnement de la Commune doit se baser sur ces cinq principes. Si l'application de toutes ces mesures ne permettait pas de répondre aux exigences du plan directeur cantonal (PDCn), un surdimensionnement incompressible de la zone à bâtir d'habitation et mixte pourrait être accepté dans le projet de révision du plan d'affectation communal. Le projet devra cependant prouver que toutes les mesures de redimensionnement pertinentes du point de vue de l'aménagement du territoire ont été prises.

3 **Projet de plan d'affectation**

3.1 Constatation générale

La DGTL remercie la Municipalité pour les efforts entrepris en vue du redimensionnement de la zone à bâtir au sein de la commune de Faoug.

3.2 Cas spécifiques

3.2.1 **Secteurs libres de construction en bordure de zone agricole**

Exemple non exhaustifs de parcelles : 288, 293, 297, 428, 501, 503 et 563

Au vu de l'utilisation actuelle du sol de ces parcelles et dans le respect des principes de redimensionnement de la DGTL, les secteurs non bâtis en bordure de zone agricole devraient être dézonés. En effet, en raison du surdimensionnement de la commune et du potentiel d'accueil en nouveaux habitants que peuvent parfois représenter certains terrains, le maintien de ceux-ci en zone à bâtir ne saurait être admis. Le retour des terrains en zone agricole est préconisé même dans le cas où ces derniers ne représentent pas des réserves en nouveaux habitants ou si le terrain n'est pas « exploitable » par un agriculteur. Il s'agit dans ces cas de mettre en conformité l'utilisation du sol à son affectation, de réduire le taux cantonal de zone à bâtir et potentiellement de récupérer des surfaces d'assolement conformément à la mesure F12 du PDCn.

La DGTL tolère le maintien de l'affectation en zone à bâtir (zone de verdure 15 LAT) de terrains libres de construction situés en bordure de zone agricole dans le cas de jardins privés aménagés et/ou « urbanisés ». Néanmoins, lorsque que les terrains concernés ont un usage agricole, la DGTL ne saurait admettre leur maintien en zone à bâtir.

Une entrée en matière sur le maintien de secteurs en zone à bâtir pourrait être faite dans la mesure où le dossier pour examen préalable démontre la conformité du projet de révision avec la mesure A11 du PDCn. En l'état, le dossier ne présente pas suffisamment d'information pour se prononcer.

L'intérêt de maintenir un front bâti sans « dent creuse » (exemples parcelles 288 et 293) est inférieur à l'intérêt de réduire la surcapacité d'accueil en nouveaux habitants et à l'éventuel gain en nouvelles surfaces d'assolement (SDA).

3.2.2

Terrain libre de construction dans le territoire urbanisé d'au moins 2500 m²

Pour rappel, les secteurs libres de constructions de plus de 2500m² situés dans le milieu bâti doivent être affectés en zone agricole ou en zone de verdure. En effet, ces espaces représentent une surface suffisamment grande pour être sujette à une exploitation agricole. Ainsi, leur affectation en tout autre zone que de la zone agricole devra être justifiée dans le rapport 47 OAT. Le maintien de la parcelle 452 (et le sud de la parcelle 282) en zone centrale est préavisé négativement car elle fait partie d'un ensemble libre de construction de plus de 2500m² et représente de surcroît un important potentiel d'accueil en nouveaux habitants.

Une affectation en zone de verdure des parcelles n° 452 et le sud de la parcelle n° 282 pourrait être admise, moyennant une justification dans le rapport 47 OAT. Ces parcelles sont comprises dans le périmètre de territoire urbanisé

Le passage de la parcelle n° 39 en zone de verdure ne serait pas forcément exigée (un chemin d'accès crée une césure avec les surfaces libres voisines). A justifier dans le rapport 47 OAT cas échéant.

Le maintien des droits à bâtir sur les secteurs non bâtis des parcelles 11, 12, 622 n'est justifié au vu de la surface qu'ils représentent, de l'utilisation actuelle du sol et de l'intérêt de préserver le dégagement sur les bâtiments voisins de haute valeur patrimoniale. Une affectation en zone de verdure pourrait être admise.

3.2.3

Parcelles libres de construction affectées en zone à bâtir constructible dans le milieu bâti (non intégrée à un secteur libre de construction de 2500m²)

La DGTL n'exige pas le dézonage des parcelles affectées en zone à bâtir situées dans le territoire urbanisé ou densément bâti sauf si elles font parties d'un terrain libre de construction de plus de 2500m². Cependant pour rappel, la disponibilité des terrains doit être garantie pour les parcelles libres de construction affectées en zone à bâtir constructible en regard de l'article 15 LAT et de l'article 52 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions révisée (LATIC; RSV 700.11).

La Commune doit mener une réflexion quant à la destination, la vocation des parcelles concernées. Dans le cas où aucune construction n'est souhaitée, il s'agira de rendre inconstructible ces dernières (zone agricole ou zone de verdure).

La DGTL n'exige pas de garantir la disponibilité des terrains sur les parcelles partiellement bâties. La Commune est libre si elle le souhaite d'élaborer des conventions avec les propriétaires concernés pour garantir la réalisation de construction dans un délai donné.

3.2.4

Zones d'activité

Généralement, la création et la suppression de nouvelles zones d'activités voir la confirmation de parcelle libre de construction dans certains cas sont désormais subordonnées à l'existence d'un système de gestion régional des zones d'activités. Il en est de même pour l'augmentation ou la diminution des capacités constructives sur les zones d'activités existantes. Néanmoins, au vu du caractère bâti et des intentions communales de maintenir le statu quo sur le secteur, la DGTL-AC recommande de maintenir le secteur dans le périmètre de révision du PAcom dans le cadre de l'examen préalable. La division Sites et projets stratégiques de la DGTL ainsi que le service de la promotion de l'économie et de

l'innovation (SPEI) se prononceront sur ce secteur dans le cadre de l'examen préalable.

3.2.5 Secteur terrestre du port privé

Les activités terrestres du port privé devraient être affectées en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT au vu des activités présentes sur le site.

Dans la mesure où le propriétaire foncier est un privé et que le site ne vise pas à l'exécution d'une tâche publique ou d'intérêt public, l'affectation en zone affectée à des besoins publics 15 n'est pas adéquate.

4 Bilan du dimensionnement

Le dossier d'examen préalable devra contenir le bilan du dimensionnement pour rendre compte de l'état du dimensionnement en zone d'habitation et mixte avant et suite à la révision. Pour ce faire, un « nettoyage » du bilan généré par le guichet de simulation est à faire pour corriger les éventuelles incohérences entre les potentiels constructibles annoncés et ce qui est autorisé par le règlement en vigueur. Il s'agira alors de justifier dans le rapport 47 OAT les interventions menées sur le bilan du dimensionnement. Une analyse de ce dernier sera menée dans le cadre de l'examen préalable.

Concernant la simulation des réserves, il conviendra de fixer avec la DGTL l'année à utiliser pour effectuer le bilan. Il est précisé que la Commune a la possibilité de choisir l'année qu'elle souhaite utiliser, même à posteriori.

5 Règlement

Ni la diminution de l'indice d'utilisation du sol (IUS) ni l'augmentation de l'IUS ne sont admis en raison du surdimensionnement de la Commune. Le statu quo doit être maintenu par rapport aux règlements en vigueur. Le rapport 47 OAT doit démontrer que l'IUS a été fixé au plus proche de ce que le règlement en vigueur permet. Une diminution de l'IUS consisterait à promouvoir une dédensification qui est contraire aux principes de la LAT. Pour rappel, un surdimensionnement incompressible est admis dans la mesure où le projet démontre que toutes les mesures de redimensionnement pertinentes du point de vue de l'aménagement du territoire ont été prises.

A première vue, il semblerait que les indices d'utilisation du sol prévus dans le futur règlement soient inférieurs à ceux prévus dans les règlements en vigueur dans le cas de la zone d'habitation de faible densité, de la zone de très faible densité B et de la zone de très faible densité C.

Si la commune souhaite réduire les droits à bâtir pour des questions de protection d'intérêts patrimoniaux ou naturels, la DGTL recommande plutôt de définir des aires de construction, des zones agricoles protégées ou des zones de verdure (sans transfert des droits à bâtir).

6 Suite de la coordination

- Le mandataire avance dans l'élaboration du dossier d'examen en effectuant si nécessaire des coordinations en bilatérale avec les autres services cantonaux sans qu'une séance entre ces services et la DGTL ne soit nécessaire. La DGTL se tient à disposition si une séance était souhaitée.
- Transmission du dossier d'examen préalable pour consultation auprès des services cantonaux.

Rives du lac :
- Chemin riverain : une étude a été réalisée sur les rives pour connaître ses qualités naturelles en vue de la définition du tracé exact.
- Espace réservé aux eaux : En zone à bâtir, il s'agit d'une diminution masquée des droits à bâtir, car le report des droits à bâtir n'est pas possible.
- A priori, l'ERE des rives du Lac peut être affecté en zone de verdure (mais non constructible). Toutefois, le PEC 18 actuellement en vigueur sera abrogé. M. Fauquex vérifie comment l'abrogation doit être traitée et quel type d'affectation est la plus adéquate.

Annexe 7 du rapport 47 OAT

Examen préalable du 31 mars 2022



**Direction générale du territoire et
du logement**

Avenue de l'Université 5
1014 Lausanne
www.vd.ch/dgtl

Municipalité
de la Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Personne de contact : Simon Stoeri
T 021 316 75 98
E simon.stoeri@vd.ch
N/réf. 207515/SSI-lda

Lausanne, le 31 mars 2022

**Commune de Faoug
Plan d'affectation communal
Examen préalable**

Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Veuillez trouver ci-dessous l'examen préalable du plan d'affectation communal.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Étape	Date	Documents
Examen préliminaire	13.12.2019	Avis préliminaire
Séance de coordination	06.11.2020	Note de séance
Réception du dossier pour examen préalable	05.10.2021	
Examen préalable	Ce jour	Préavis des services cantonaux

COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE

Documents	Date
Plan au 1 : 2000	28.09.2021
Plan au 1 : 5000	28.09.2021
Règlement	28.09.2021
Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT	28.09.2021

Annexes 1 à 20	
----------------	--

AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique de la prise en compte des principales thématiques de la planification. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le traitement de la thématique répond au cadre légal.
- **Non conforme** : le traitement de la thématique ne répond pas au cadre légal :
 - **A transcrire** : Les modifications nécessaires sont clairement identifiées par les demandes des services cantonaux.
 - **A analyser** : Les modifications nécessaires impliquent une analyse / étude complémentaire dont les résultats ne sont pas encore clairement connus.

Le présent examen préalable est unique. Les préavis des services contiennent tous les éléments permettant à la Commune de modifier son projet afin de le rendre conforme à la loi et au plan directeur cantonal.

Thématiques		Conforme	Non conforme A transcrire	Non conforme A analyser
Principes d'aménagement	Planification directrice	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Stabilité des plans	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Dimensionnement		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Territoire urbanisé		DGTL-DAM	
Principes d'aménagement	Disponibilité foncière	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Plus-value	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Equipements	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Information et participation	DGTL-DAM		
Affectation	Type de zones		DGTL-DAM	
Affectation	Zone d'activités		DGTL-DIP	

Affectation	Installations publiques		DGTL-DAM	
Affectation	Zone de desserte		DGTL-AF	
Affectation	Surface d'assolement	DGAV-DAGRI		
Mobilité	Législation sur la navigation		DGMR-MT	
Mobilité	Stationnement		DGMR-P	
Mobilité	Itinéraire touristique		DGMR-MT	
Patrimoine culturel	Monuments et sites naturels	DGIP-MS		
Patrimoine culturel	Monuments et sites bâtis		DGIP-MS	
Patrimoine naturel	Inventaire naturel			DGE-BIODIV
Patrimoine naturel	Forêt		DGE-FORET	
Protection de l'homme et de l'environnement	Mesures énergétiques	DGE-DIREN		
Protection de l'homme et de l'environnement	Bruit	DGE-ARC		
Protection de l'homme et de l'environnement	Sites pollués		DGE-AI	
Protection de l'homme et de l'environnement	Eaux		DGE-EAU DGE-AUR	
Protection de l'homme et de l'environnement	Dangers naturels			DGE-UDN

La Commune doit également prendre en compte les demandes d'adaptation de forme des services.

Au vu du traitement non conforme des thématiques, nous estimons que le projet n'est, en l'état, pas compatible avec le cadre légal.

Le traitement des thématiques concernées peut être mis en conformité en suivant les demandes services concernés. Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Département de ne pas approuver cette planification.

Nous vous rappelons qu'en application de l'article 20, alinéa 1 du règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT ; BLV 700.11.2), le présent rapport d'examen préalable devra être joint au dossier soumis à l'enquête publique.

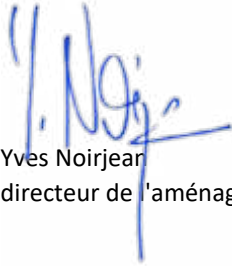
Par ailleurs, en application de l'article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700), le projet doit être coordonné à la procédure suivante :

- Délimitation de la lisière forestière ;
- Procédure d'établissement des servitudes publiques au sens de la LROU.

Le présent examen préalable repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du département pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Syndique, Mesdames et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Simon Stoeri
urbaniste

Annexes

ment.

dossiers en retour

Préavis OFROU

Copie

AWArchitecture

Services cantonaux consultés

Personne de contact : Simon Stoeri
T 021 316 75 98
E simon.stoeri@vd.ch
N/réf. 207515/SSI-Ida

Lausanne, le 31 mars 2022

Commune de Faoug
Plan d'affectation communal
Examen préalable

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX

Les points précédés d'une puce de type "●" sont des demandes qui doivent être prises en compte.

DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)

Direction de l'aménagement (DGTL-DAM)

1 BASES LÉGALES

- Loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700) ;
- ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT ; RS 700.1) ;
- loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC ; BLV 700.11) ;
- règlement sur l'aménagement du territoire du 22 août 2018 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLAT ; BLV 700.11.2) ;
- plan directeur cantonal.

2 PRÉAVIS

2.1 TERRITOIRE URBANISÉ

La DGTL renvoie à la fiche d'application [« comment délimiter le territoire urbanisé ? »](#) pour délimiter le territoire urbanisé. La définition actuelle du territoire urbanisée proposée par la commune est correcte dans son ensemble. Toutefois, selon la DGTL, en référence au point « se rapprocher au plus près des constructions et des abords aménagés en se calant sur des éléments physiques du site », certaines parcelles ou secteurs de parcelles libres n'appartiennent pas au territoire urbanisé. Il s'agit des parcelles 428, et 452, ainsi que les secteurs non bâtis des parcelles n° 91, 284, 293, 480 et 512. La DGTL demande donc :

- Exclure ces parcelles et secteurs du territoire urbanisé.

2.2 REDIMENSIONNEMENT DE LA ZONE À BÂTIR

Le bilan des réserves de la zone à bâtir d'habitation et mixte indique un surdimensionnement malgré les modifications apportées au plan d'affectation. Dès lors, pour approuver un plan avec un surdimensionnement incompressible, il est nécessaire que toutes les mesures possibles et conformes aux principes de la LAT, en particulier celles énoncées dans la fiche d'application [« Comment traiter les zones à bâtir d'habitation et mixtes excédant les besoins à 15 ans ou peu adéquates pour le développement ? »](#), aient été prises afin de réduire le surdimensionnement de la zone à bâtir.

Or nous sommes d'avis que des mesures de réduction de la zone à bâtir supplémentaires sont possibles. En effet, les parcelles ou secteurs non-bâties des parcelles n°58 (secteur hors du territoire urbanisé), 270, 282, 288, 293, 299 et 452 se situent en bordure de la zone agricole et leur dézonage est demandé en raison du surdimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte de la commune. La DGTL demande donc :

- Affecter les parcelles n°58, 270, 282, 288, 293, 299 et 452 en zone agricole ou en zone agricole protégée.

2.3 ZONE DE VERDURE

La zone de verdure doit être située au sein du territoire urbanisé. Par conséquent, les parcelles non-bâties n°58, 91, 283, 284, 428 et 525, se situant hors du territoire urbanisé, ne peuvent pas être affectées en zone de verdure. La DGTL demande donc de :

- Dézoner les parcelles n°58, 91, 283, 284, 338, 428 et 525.

Par ailleurs, en raison du surdimensionnement de la zone à bâtir, la DGTL-DAM demande que le secteur non-bâti, en nature de pré, d'une surface légèrement supérieure à 2500 m², sur la parcelle n°276, soit affecté en zone de verdure conformément aux principes de redimensionnement. Enfin, la zone de verdure doit être étendue sur le secteur libre de la parcelle n°39. La DGTL demande donc :

- Affecter en zone de verdure le secteur libre de la parcelle n°276.
- Étendre la zone de verdure sur les secteurs libres des parcelles n°39 et 81.

2.4 DENSITÉ

La DGTL renvoie à la fiche d'application [« Comment traiter les zones à bâtir d'habitation et mixtes excédant les besoins à 15 ans ou peu adéquates pour le développement ? »](#) qui stipule qu'il n'est pas autorisé de réduire les indices d'une zone à bâtir légalisée pour en réduire le potentiel d'accueil en habitants.

Dès lors, le passage des parcelles n°35, 90, 92, 425 et 88 de la zone centrale A à la zone centrale B n'est pas admis. La DGTL demande donc de :

- Maintenir l'affectation actuelle des parcelles n°35, 90, 92, 425 et 88.

2.5 DIMENSIONNEMENT DE LA ZONE AFFECTÉE À DES BESOINS PUBLICS

Le dimensionnement de la zone à bâtir pour une zone affectée à des besoins publics doit répondre à un besoin concret pour les 15 prochaines années. Les parcelles n° 336, 480 et 512 comprennent des portions de territoire non bâties. Dès lors, pour que ces secteurs puissent être confirmés en zone à bâtir, le rapport 47 OAT doit démontrer qu'ils font l'objet de projets concrets d'intérêt public réalisables dans les 15 prochaines années. Concernant la parcelle n°480, le rapport 47 OAT indique que le secteur non bâti sera nécessaire pour le réaménagement de la place de la gare. Quelques précisions sont nécessaires dans la justification (types d'aménagement et planning notamment). De même pour la parcelle n°336, l'explication en page 44 du rapport 47OAT doit être précisée. La DGTL demande donc de :

- Justifier l'affectation en zone affectée à des besoins publics des secteurs non bâtis des parcelles n°336, 480 et 512 en démontrant qu'ils répondent à des projets concrets.

De plus, la destination de chaque secteur affecté en zone affectée à des besoins publics doit être renseignée dans le règlement. Il n'est donc pas possible d'avoir des potentiels disponibles en zone affectée à des besoins publics sans avoir un projet concret. Le règlement doit également définir la mesure d'utilisation du sol (éventuellement une hauteur maximale) pour chaque secteur où des constructions sont autorisées.

Enfin, comme mentionné lors de la séance de coordination du 6 novembre 2020, les activités terrestres du port privé, sur les parcelles n°327 et 329, devraient être affectées en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT au vu des activités présentes sur le site. En effet, dans la mesure où le propriétaire foncier est un privé et que le site ne vise pas à l'exécution d'une tâche publique ou d'intérêt public, l'affectation en zone affectée à des besoins publics 15 LAT n'est pas adéquate. La DGTL demande donc de :

- Affecter la zone du port privé en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT.

2.6 DISPONIBILITÉ DES TERRAINS

Selon l'article 15a LAT et l'article 52 LATC, la disponibilité des terrains doit être assurée pour toutes les parcelles libres de construction. Dans ce sens, la DGTL demande de :

- Assurer la disponibilité des terrains sur la parcelle n°703 libre de construction affectée en zone d'activité.

Les parcelles bénéficiant d'un permis de construire, mais où les constructions n'ont pas encore démarré doivent être indiquées sur le plan. La DGTL demande donc de :

- Indiquer sur le plan (par exemple au moyen d'une étoile) les parcelles qui bénéficient d'un permis de construire mais dont la construction n'a pas démarré.

3 REMARQUES DE FORME ET DE DÉTAIL

3.1 RAPPORT D'AMÉNAGEMENT

- Page 21 : adapter le tableau concernant les parcelles en frange de la zone à bâtir qui sont restituées à la zone agricole en fonction des commentaires ci-dessus demandant le dézonage de certaines parcelles.
- Pages 21 à 23 : à adapter en fonction des commentaires ci-dessus. Les parcelles se situant en bordure de la zone agricole et en dehors du territoire urbanisé doivent revenir à la zone agricole et ne peuvent pas être affectées en zone de verdure. Le fait que certaines de ces parcelles ne peuvent pas accueillir une exploitation n'est pas un argument suffisant pour privilégier la zone de verdure au détriment de la zone agricole.
- Page 24 : le passage de la parcelle n°480 à la zone d'utilité publique doit être mieux justifié. Une description précise des aménagements doit notamment être faite.
- Pages 24 et 25 : selon le bilan de dimensionnement de la zone à bâtir, après la révision de la planification, il y a un surdimensionnement de 332 habitants (et non pas 151). Il y a une réduction du surdimensionnement de 151 habitants. A modifier.
- Page 25 : modifier le « cantonal » en « communal ».
- Page 25 : la DGTL-DAM demande le dézonage de la parcelle n°452. Retirer cette parcelle de la liste des parcelles concernées par la disponibilité des terrains.
- Page 41 : Les parcelles n°35, 90, 92, 425 et 88 ne peuvent pas être affectées en zone village B. En effet, elles doivent être maintenues en zone village A. Il n'est pas envisageable de réduire les indices d'une zone, ce qui reviendrait à dédensifier.
- Page 43 : le secteur libre de la parcelle n°512 affectée à la zone d'utilité publique doit répondre à un besoin concret. Si les locaux de voirie n'occupent pas l'entier de la parcelle, celle-ci doit être dézonée en partie. De même, la justification pour la parcelle n°480 doit être complétée.
- Page 43 : La zone du port privé doit être affectée en zone de tourisme et de loisirs de 15 LAT et non en zone affectée à des besoins publics.
- Page 44 : à nouveau, la justification concernant la parcelle n°480 doit être précisée.
- Page 45 : les parcelles n°417 et 428 ne peuvent pas être maintenues en zone de verdure. En effet, comme expliqué ci-dessus, elles n'appartiennent pas au territoire urbanisé et se situent en bordure de la zone agricole. Elles doivent donc être affectées en zone agricole.
- Page 45 : la parcelle n°525 est située hors du territoire urbanisé. Elle ne peut donc pas être affectée à la zone de verdure, mais doit revenir à la zone agricole.
- Page 45 : Pour la création d'une nouvelle zone de desserte, la loi sur les routes s'applique. Dès lors, un projet routier doit être mis à l'enquête conformément à l'art. 13 de la loi sur les routes simultanément à l'enquête publique du plan d'affectation. A adapter en fonction.

- Page 50 : rajouter une mention par rapport à la zone d'habitation de très faible densité 15 LAT D (toutes les zones sont décrites sauf celle-là).
- Page 56 à 59 : adapter si nécessaire en fonction des remarques ci-dessus.
- Annexe 13 : adapter le plan du territoire urbanisé.
- Annexe 14 : adapter le plan stratégie de redimensionnement.
- Annexe 17 : adapter le plan des modifications.

3.2 PLAN

- Faire figurer la limite du PACom dans les deux plans. De plus, la légende ne doit pas mentionner ce qui se trouve en dehors du périmètre de la présente révision. Le périmètre du PEC ne doit donc pas être mentionné dans la légende.
- Les deux plans, soit le plan à l'échelle 1 : 2000 et le plan à l'échelle 1 : 5000, doivent représentés exactement les mêmes informations. Dans le cas présent, certains éléments figurent sur le plan à l'échelle 1 : 2000, mais ne se retrouvent pas sur le plan à l'échelle 1 : 5000. Soit les deux plans font figurer les mêmes informations à des échelles différentes, soit le plan au 1 : 5000 comporte un vide blanc qui renvoie au plan 1 : 2000.
- L'espace réservé aux eaux, les lisières forestières, le parcours piétonnier et les parcelles concernées par la disponibilité des terrains ne doivent pas apparaître sous la légende « informations indicatives ». En effet, il s'agit d'éléments contraignants répondant au cadre légal.
- Aucune information ne doit être mentionnée dans le périmètre du PEC. Supprimer l'espace réservé aux eaux et le chemin riverain à réaliser, ainsi que toutes autres informations dans le périmètre du PEC.

3.3 RÈGLEMENT

- Ajouter un article décrivant de quoi se compose le PACom. Par exemple, « Le PACom se compose d'un plan à l'échelle 1 : 2000, d'un plan à l'échelle 1 : 5000, d'un plan ad hoc des lisières forestières sur la parcelle n°339, ainsi que du présent règlement ».
- Article 10, alinéas et 2 : Une augmentation des surfaces habitables et des agrandissements provoquant une augmentation de l'indice d'utilisation du sol ne sont pas autorisés. En effet, en raison du surdimensionnement incompressible, l'IUS actuel ne peut pas être augmenté.
- Article 16, alinéa 2 : ajouter « pour autant que l'IUS soit respecté ».
- Article 82 : Selon l'art. 15 LAT et 52 LATC, la Commune assure la disponibilité des terrains affectés en zone à bâtir. Or la règle énoncée à l'art. 35 du règlement du PACom contrevient au principe de la disponibilité des terrains, dans la mesure où elle rend inconstructible les parcelles de moins de 700 m² sises en zone de très faible densité. Dans les faits, nous sommes d'accord que, au vu de la mesure d'utilisation très réduite de cette zone, une parcelle de petite taille se prête mal à des constructions. Toutefois, en application des articles de la loi susmentionnés, dès lors que des parcelles sont affectées en zone à bâtir, leur disponibilité doit être garantie. Ce d'autant que, dans certains cas, des remembrements seraient possibles. Pour cette raison, nous demandons de :

- Supprimer l'art.35 du règlement du PACom ;
- Ou, si la Commune souhaite rendre inconstructible les parcelles de petite taille, affecter ces dernières en une zone non constructible.
- Article 105 : ajouter « le logement ne peut pas occuper le rez-de-chaussée des constructions/bâtiments, lequel doit rester libre pour les activités. »
- Article 117 : à modifier selon les demandes énumérées au chapitre 2.5.
- Article 132 : supprimer le terme « reconstruction ». Les reconstructions doivent respecter l'indice d'utilisation de la zone.

4 **NORMAT**

Les fichiers informatiques (géodonnées) respectant la directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT 2) devront être transmis à la DGTL (interlis.normat@vd.ch) simultanément à l'envoi du dossier pour approbation. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après la validation des géodonnées (art. 22 al. 3 RLAT).

5 **RÉPONDANT DAM**

Simon Stoeri

Direction des projets territoriaux (DGTL-DIP)

Sites et projets stratégiques – Améliorations foncières

1. **BASES LÉGALES**

- Art. 50 LATC et 4 LAF

2. **GÉNÉRALITÉS**

Le dossier a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire.

3. **PRÉAVIS**

Parcelles privées affectées en Zone de desserte

Les parcelles no 13, 48, 285, 300 et 670 appartenant à la Commune sont affectées totalement ou partiellement en Zone de desserte.

L'article 124 du projet de règlement précise que la Zone de desserte fait partie des domaines publics et que la loi sur les routes s'y applique. Il y a donc contradiction entre le plan et le règlement.

- La DGTL-DIP/Améliorations foncières demande à la Commune de transférer ces parcelles au domaine public. Pour ce faire, un projet routier sera mis à l'enquête publique conformément à l'art. 13 de la loi sur les routes et simultanément à l'enquête publique du plan d'affectation. Le rapport 47 OAT sera adapté. Si tel n'est pas le souhait de la Commune, ces parcelles devront être alors affectées autrement qu'en Zone de desserte.

Parcelle no 26, 27 et 446

Il est noté dans le rapport 47 OAT (chapitre 5.2.14) que « Afin de garantir la continuité du chemin, une partie des parcelles no 26, 27 et 446 passent en zone de desserte 15 LAT ». Ce projet d'affectation ne figure pas sur le plan. D'autre part, ces trois parcelles sont déjà grevées d'une servitude de passage public. Ce changement d'affectation n'est donc pas nécessaire.

- Il convient de retirer cette phrase du rapport 47 OAT.

Chemin riverain à réaliser

Le chemin tel qu'il est défini dans le projet de règlement et sur le plan d'affectation relève d'une intention sans conséquences pour les propriétaires fonciers. Or un plan d'affectation lie les autorités et les propriétaires.

- En conséquence, si la Commune a l'intention de rendre ce chemin accessible au public, la DGTL-DIP/Améliorations foncières demande, en regard du principe de coordination des procédures, qu'un projet routier (assiette de la servitude) soit déposé à l'enquête publique conformément à l'art. 13 de la loi sur les routes et simultanément à l'enquête publique du plan d'affectation. Le projet routier et le plan d'affectation seront adoptés par le Conseil communal puis approuvés par les Départements compétents. Dès l'entrée en vigueur du plan d'affectation, la Commune pourra procéder si nécessaire au lancement de la procédure d'expropriation pour réaliser le chemin. L'article 170 du projet de règlement sera à revoir. Si la Commune ne souhaite pas lancer ce projet routier, le chemin riverain devra être retiré du plan et du projet de règlement.

Parcelles no 327 et 329 affectées en Zone affectée à des besoins publics

Une affectation en Zone affectée à des besoins publics n'a de sens que si le bien-fonds appartient à la Commune ou toute autre entité publique ou parapublique. Dans le cas présent, les parcelles no 327 et 329 appartiennent à Marina Port de Faoug SA qui ne correspond pas à la définition précédente.

- En l'occurrence, la DGTL-DIP/AF demande d'affecter ces deux parcelles en zone de tourisme et de loisirs.

Parcours piétonnier

Le parcours piétonnier inscrit sur le plan fait l'objet d'une servitude de passage public à pied.

- Il convient de rajouter « public » à « Parcours piétonnier » dans la légende du plan ainsi qu'à l'article 169 du projet de règlement.

4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Denis Leroy

Division sites et projets stratégiques (DGTL-SPS) et Unité économie régionale du service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI-UER)

Préavis selon le système de gestion des zones d'activités (SGZA)

1. Préambule

Le projet de Plan d'affectation communal (ci-après PACom) de Faoug est transmis à la Direction des projets territoriaux de la Division générale du territoire et du logement (DGTL) et à l'Unité économie régionale du Service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI) pour préavis dans le cadre de l'examen préalable. S'agissant de la confirmation de zones d'activités et de la reconversion d'une parcelle de zone d'activités en zone d'habitation, ce projet doit être examiné du point de vue du SGZA.

Aucune modification majeure n'est apportée à l'affectation du sol, à l'exception de la parcelle n° 391 : la totalité de la parcelle sera affectée à la zone d'habitation de faible densité 15 LAT, 785 m² seront reconvertis de la zone artisanale à la zone d'habitation de faible densité, 115 m² vont « migrer » de la zone de villas à la zone d'habitation de faible densité. Il s'agit d'une mise en conformité qui répond à la situation existante (villa construite).

Concernant le règlement de la zone d'activités économiques 15 LAT, la notion de « logement de gardiennage » est précisée et devient plus restrictive. L'usage du sol est maintenu sans modification.

2. Bases légales et mesures du plan directeur cantonal

LAT : art. 15

OAT : art. 30a

PDCn : ligne d'action D1, mesures D11, D12, F12

3. Justification du besoin de planifier

Introduction : Pour la délimitation de nouvelles zones d'activités économiques, l'Ordonnance fédérale sur l'aménagement du territoire (OAT) requiert un système de gestion des zones d'activités. Le Plan directeur cantonal exige qu'une stratégie régionale de gestion des zones d'activités soit établie. La ligne d'action D1 et la mesure D12 fixent les objectifs auxquels doit répondre la stratégie en termes de dimensionnement, d'utilisation rationnelle du sol, de localisation et d'accessibilité.

Lien avec le PDR Broye : La Broye est en train de se doter d'une stratégie régionale de gestion des zones d'activités. Le volet consacré aux activités est inclus dans le Plan directeur régional intercantonal de la Broye qui termine actuellement son volet stratégique et va entamer son volet opérationnel. La DGTL a rendu un examen préalable intermédiaire sur le volet stratégique fin 2021.

L'étude de base cantonale relative à la stratégie de gestion des zones d'activités (2016) recense une offre de 97 ha de réserves foncières dans les zones d'activités de la Broye vaudoise pour des besoins estimés entre 18 et 33 ha à l'horizon 2030. Le programme d'aménagement régional (partie stratégique du PDR Broye) précise le bilan offre-demande. Les résultats des études montrent un surdimensionnement de 67 ha dans la Broye vaudoise, par rapport aux projections de croissance des emplois d'ici 2030.

Analyse du projet :

Confirmation de la zone d'activités :

Cette zone d'activités est désignée comme zone d'activité locale dans le volet stratégique du PDR Broye. Celle-ci est largement bâtie hormis la parcelle 703 définie comme réserve disponible dans la SRGZA et située au cœur de la zone et la parcelle 524 partiellement bâtie et définie comme réserve potentielle. Du fait de son caractère largement bâti, ainsi que de la situation enclavée des parcelles 703 et 524 comme réserves, la confirmation de la zone d'activités n'est pas conditionnée à la validation de la SRGZA. Une optimisation de l'usage du sol devra cependant être faite, car le nouveau règlement a opté pour une simple reconduction des règles préexistantes, sans justification.

Reconversion de la parcelle 391 :

La parcelle 391 est scindée en deux par l'affectation actuelle en zone artisanale et en zone de villas. La parcelle 391 est bâtie avec une villa anciennement construite sur la partie en zone artisanale. S'agissant d'une reconversion qui a pour objectif une mise en conformité avec la situation existante, et tenant compte du fait que la Broye est surdimensionnée en zones d'activités, la reconversion peut être admise.

4. Conclusion

Préavis favorable :

En application de la LAT, de l'OAT, du PDCn, et tenant compte de ce qui précède, la Direction des projets territoriaux de la DGTL et l'Unité Economie régionale du SPEI émettent un préavis favorable, sous l'angle du SGZA, au projet de PACom de Faoug, aux conditions suivantes :

- Assurer une utilisation rationnelle du sol notamment en optimisant le potentiel constructible et en fixant des règles de construction permettant l'entière utilisation de ce potentiel. Préciser le règlement de la zone d'activités dans ce sens.
- La reconversion de la parcelle 391 en zone d'habitation devra être intégrée à la stratégie régionale de gestion des zones d'activités contenue dans le Plan directeur régional

intercantonal de la Broye. Elle n'est cependant pas conditionnée à la mise en vigueur du PDR Broye.

Lausanne, le 31 janvier 2022

Isabelle Merle, DIP-DGTL et Olivier Roque, UER-SPEI.

Direction du logement (DGTL-DIL)

PRÉAMBULE

La Direction du logement (ci-après : DIL) de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL) du Département des institutions et du territoire (DIT) est consultée dans le cadre de la circulation pour examen préalable du plan d'affectation communal (ci-après : PACom) de la Commune de Faoug.

ANALYSE

La Commune de Faoug, forte de 881 habitants au 31 décembre 2020, est située dans le district de la Broye-Vully, aux frontières du Canton de Fribourg. Son territoire, d'une superficie totale de 348 ha, est composé majoritairement de terres agricoles et de surfaces boisées. Seuls 69 ha sont des surfaces destinées à l'habitat et aux infrastructures. Le présent plan d'affectation concerne l'ensemble du territoire communal.

L'entrée en vigueur, le 1er mai 2014 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) et l'approbation par le Conseil fédéral de la 4ème adaptation du Plan directeur cantonal (PDCn) le 31 janvier 2018, ont modifié les conditions d'affectation des zones à bâtir et obligé les communes qui dépassent le dimensionnement de leur zone à bâtir pour les 15 prochaines années à revoir leur plan d'affectation (PA).

La Commune de Faoug fait partie des communes dont les réserves en zone à bâtir d'habitation et mixtes dépassent le potentiel accordé par la mesure A11 du plan directeur cantonal.

En addition à la réduction de la zone à bâtir, cette révision est également l'occasion d'apporter des modifications à l'affectation du sol en fonction des besoins réels actuels et futurs, de mettre à jour les réglementations en concordance avec les dispositions légales notamment en matière de protection du patrimoine bâti et naturel, de l'eau, des forêts et des dangers naturels, ainsi que de mettre à jour la réglementation de la police des constructions.

La DIL note que le PACom ne prévoit pas de quota de logement d'utilité publique (ci-après : LUP).

CONCLUSIONS

Dans l'hypothèse où la Commune souhaiterait introduire une mention de logements d'utilité publique dans sa planification territoriale, il y a lieu de s'appuyer sur les dispositions de la LPPPL.

La DIL rappelle que les LUP offrent des logements accessibles à la majeure partie de la population et sont durablement soustraits à la spéculation. Ceux-ci regroupent au choix les logements à loyers abordables (LLA), les logements subventionnés à loyers modérés (LLM), les logements protégés pour personnes âgées (LP) et les logements étudiants (LE).

Si nécessaire, la DIL peut analyser les projets de LUP lors de la demande des permis de construire mais également en phase préalable.

Concernant les catégories particulières des LLM, LP ou LE, la DIL pourra également être consultée en amont pour étudier la faisabilité de demandes de cautionnement, prêts ou subventions relatives à ces objets.

REMARQUE(S)

Pour l'Office fédéral du logement (OFL), les logements d'utilité publique sont ceux dont les propriétaires sont des maîtres d'ouvrages d'utilité publique dont les statuts sont approuvés par l'OFL. Afin d'éviter toute confusion sur la qualification légale de logement d'utilité publique (LUP), il convient, dans les dispositions des règlements d'application de préciser : Logements d'utilité publique au sens de la loi cantonale sur la préservation et la promotion du parc locatif (LPPPL ; BLV 840.15). Cet ajout permet à tous propriétaires actuels et futurs de posséder et d'exploiter les LUP planifiés.

Référence : Karine Graz

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

1. BASES LÉGALES

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 730.01 Loi vaudoise sur l'énergie (LVLEne) du 16.05.06 révisée

2. PRÉAVIS

2.1 RÈGLEMENT DU PA

Recommandations

- L'article 18 imposant un revêtement des toitures par des tuiles en terre cuite sur l'ancienne zone du Village A ne doit pas empêcher la pose d'installations solaires, lesquelles sont autorisées selon les conditions énoncées par l'art 18a LAT.

- Concernant l'article 131 al. 4, la DGE-DIREN rappelle que les bâtiments bien intégrés (note 4) ne possèdent pas de protection patrimoniale. Des travaux d'assainissement énergétique doivent être possibles sans restriction particulière.
- La DGE-DIREN rappelle que la Commission consultative pour la promotion et l'intégration de l'énergie solaire et de l'efficacité énergétique (COMSOL) se tient à disposition des communes concernant l'intégration de capteurs solaires et l'isolation thermique des bâtiments dans le cas de biens culturels ou de sites naturels sensibles ou protégés. Selon l'article 14a LVLEne, elle doit être consultée avant un refus de la délivrance des permis de construire relatifs aux capteurs solaires et à l'isolation thermique.

3. RÉPONDANTE

Céline Pahud

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Lutte contre le bruit

1. BASES LÉGALES

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86

2. GÉNÉRALITÉS

3. PRÉAVIS

Degré de sensibilité au bruit (DS) :

Les DS permettent de fixer les valeurs limites des zones auxquelles ils sont attribués.

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution du degré de sensibilité DS à l'ensemble des zones du plan d'affectation communal.

La DGE approuve cette planification quant aux aspects de protection contre le bruit.

4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT

M. Bertrand Belly

Division protection et qualité des eaux (DGE-PRE)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

1. BASES LÉGALES

- Art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux)
- Art. 5 et 46 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux)
- Art. 20 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution)
- Art. 19 et 22 LAT (Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
- Art. 53 et 54 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions)

2. GÉNÉRALITÉS

Toutes les eaux usées produites à l'intérieur du PACom doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Les eaux claires ne doivent pas parvenir au réseau d'eaux usées à l'aval.

Les eaux claires ne doivent parvenir en aucun cas à la station d'épuration centrale. Si les conditions locales le permettent, celles-ci doivent être infiltrées dans le sous-sol, au moyen d'ouvrages ad hoc. Dans le cas où elles seraient raccordées au collecteur d'eaux claires existant, la capacité d'écoulement de ce dernier devra être vérifiée.

Les eaux de ruissellement doivent être évacuées et/ou traitées conformément à la directive « Gestion des eaux urbaines par temps de pluie » de la VSA.

Le Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE) de la Commune de Faoug a été approuvé le 8 octobre 2010.

Selon les rapports du PGEE de la commune de Faoug, et outre la méconnaissance générale de l'état des collecteurs, plusieurs collecteurs d'eaux usées sont défectueux et doivent être réparés ou remplacés. De plus, quelques tronçons de collecteur d'eaux claires sont en sous capacité.

3. PRÉAVIS

Les exigences minimales requises pour l'élaboration des dossiers de planification issues de la fiche d'application « Comment définir l'évacuation des eaux dans un projet de planification ? » n'apparaissent pas dans le dossier.

Aucune analyse de l'impact de la réduction de la zone à bâtir et de la densification du milieu bâti sur le réseau d'assainissement n'a été apportée au dossier.

3.1. RAPPORT 47 OAT

- Nous demandons que l'impact du PA sur le réseau existant soit établi tant du point de vue quantitatif que qualitatif (état des collecteurs, séparation des eaux). Le rapport 47 OAT sera complété en ce sens. Si nécessaire des mesures d'assainissement seront proposées.
- Conformément à l'art. 5 OEaux, une fois le nouveau PACom adopté, il vous incombe de mettre à jour le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en relation avec les nouvelles données induites par ce nouveau PACom.

3.2. RÈGLEMENT

- Nous demandons d'ajouter au règlement des dispositions sur la gestion et l'évacuation des eaux afin de garantir la bonne séparation des eaux et la priorisation de l'infiltration au sens de l'Art. 7 LEaux.

4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Josselin Lapprand, référence : SEC 40

Division surveillance, inspection et assainissement (DGE-ASS)

Assainissement industriel (DGE-ASS/AI)

SITES POLLUÉS

1. REMARQUES

Selon l'art. 9 de la Loi sur l'assainissement des sites pollués (LASP), « le changement d'affectation ou d'utilisation d'un site pollué nécessite l'autorisation préalable du département.

Celui-ci fixe au besoin les conditions ». Il est dès lors demandé que le planificateur :

- inventorie les sites inscrits au cadastre des sites pollués (cadastre vaudois et de la confédération) et sis dans l'emprise du projet de plan d'affectation ;
 - évalue si le projet peut engendrer une modification du statut du site ;
 - détermine quelle autorité est compétente pour les sites répertoriés ;
 - coordonne avec l'autorité compétente la réalisation d'éventuelles investigations pour que l'autorité puisse délivrer une autorisation au sens de l'art. 9 de la LASP.
-
- Les résultats de cette enquête feront l'objet d'un rapport explicatif annexé au rapport d'aménagement ou d'un chapitre distinct énumérant les sites inscrits au cadastre des sites pollués et les contraintes y associées pour le projet de planification.

Les différents cadastres des sites pollués sont disponibles aux adresses suivantes :

- Vaud : www.vd.ch/sites-pollues
- OFT : <https://www.bav.admin.ch/bav/fr/home/themes-a-z/environnement/sites-contamines/cadastre-des-sites-pollues.html>
- DDPS : <https://www.csp-ddps.ch/>
- OFAC : <https://www.bazl.admin.ch/bazl/fr/home/experts/aerodromes/cadastre-des-sites-contamines-sur-les-aerodromes-civils--casip-o.html>

2. PLAN

- La localisation des sites inscrits aux cadastres des sites pollués concernés par un changement d'affectation (incidence sur le statut du site, procédure en cours) devra être mentionnée dans le plan.

3. RÈGLEMENT D'APPLICATION

- Une mention des éléments précités sera indiquée dans le règlement.

4. PRÉAVIS

Positif moyennant la prise en compte des remarques ci-dessus.

5. LES COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS DEMANDÉS CI-DESSUS DEVRONT ÊTRE TRANSMIS POUR CONTRÔLE À LA DGE-DIREV-ASS (SIPO)

Référence : Sébastien Fracheboud

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

Dangers naturels (DGE-GEODE/DN)

PRÉAMBULE

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).

SITUATION DE DANGERS D'APRÈS LES DERNIÈRES DONNÉES DE BASE

La zone à bâtir de la commune est partiellement exposée à du danger d'inondation d'après les dernières données de base à disposition (cartes de dangers naturels).

PRÉAVIS ET REMARQUES

La problématique des dangers naturels a fait l'objet d'une étude par le bureau GEOTEST (Cf. Rapport technique du 12 juillet 2021).

- Or aucune transcription n'a été réalisée dans le plan et dans le règlement, conformément aux attentes de la DGE et aux préconisations du bureau mandaté. La DGE ne peut se prononcer compte tenu de ces manques.

Etant donné de ce qui précède, la DGE ne comprend pas l'attestation signée par le bureau GEOTEST et annexée au rapport 47 OAT ; pour rappel, ce courrier valide la transcription finale réalisée dans le plan et le règlement du dossier soumis aux services cantonaux, pour justement éviter ce genre d'erreur.

- La DGE-UDN souhaite revoir le dossier une fois adapté.

Référence : Lucie Fournier

Carrières et dépôts d'excavation (DGE-GEODE/CADE)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : Raphael Yersin

Protection des sols (DGE-GEODE/SOLS)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : François Füllemann

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

1. BASES LÉGALES

- LPDP art. 12ss
- LEaux art. 7
- OEaux art. 41
- LATC art. 89 et 120

2. GÉNÉRALITÉS

La DGE-EAU se prononce sur les aspects concernant les eaux superficielles, la gestion des eaux claires, l'espace réservé aux eaux et les dangers naturels (inondations et laves torrentielles).

Le périmètre du plan d'affectation de la commune de Faoug est concerné par les aspects suivants : eaux superficielles, gestion des eaux claires, espace réservé aux eaux et danger naturel (inondation).

3. PRÉAVIS

3.1 RAPPORT 47OAT

Gestion des eaux claires

Sans objet.

Dangers naturels

Le rapport 47OAT identifie les périmètres soumis à un danger d'inondation par les crues. Toutefois, le rapport technique « Intégration des dangers naturels gravitaires » (GEOTEST, 12 juillet 2021), annexé au rapport 47OAT, ne prescrit pas une retranscription conforme du danger d'inondation au plan d'affectation.

Demande :

- Le danger naturel d'inondation doit être transcrit dans le plan d'affectation et son règlement conformément aux dispositions légales.

Espace réservé aux eaux

Le rapport 47 OAT intègre correctement la thématique de l'espace réservé aux eaux. Il décrit notamment la façon dont l'ERE et l'EREE ont été déterminé et les principales caractéristiques du réseau hydrographique et des rives su territoire considéré.

3.2 RÈGLEMENT

Gestion des eaux claires

Pas de remarque.

Dangers naturels

La transcription du danger naturel inondation au règlement n'est pas conforme.

Demande :

- Cf. point 3.3

Espace réservé aux eaux

Pas de remarque.

3.3 PLAN

Gestion des eaux claires

Sans objet.

Dangers naturels

La transcription du danger naturel inondation au plan d'affectation n'est pas conforme.

Demande :

- Les parcelles ou les périmètres soumis à un danger d'inondation par les crues doivent être reportés sur le plan d'affectation. Ce dernier doit établir un lien entre ces surfaces et les dispositions réglementaires qui s'y appliquent.

Espace réservé aux eaux

La définition de l'espace réservé aux eaux (ERE/EREE) a été coordonnée avec DGE-Eau et s'avère correcte.

Demande :

- L'ERE des cours d'eau traversant l'EREE de la rive du lac de Morat doit figurer sur le plan en superposition.

Remarque DGTL : La DGTL-DAM rappelle qu'aucune information ne doit être retranscrite dans le périmètre du PEC. Toutefois, un plan annexe doit représenter tous les ERE de la commune.

4. COORDONNÉES DU RÉPONDANT

Y. Scheurer

Eaux souterraines - Hydrogéologie (DGE-EAU/HG)

1. Bases légales

- Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)
- Ordonnance fédérale sur la protection des eaux (OEaux)
- Loi cantonale vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP)

2. Généralités

Le territoire de la commune de Faoug est concerné par les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux du captage de la Mellire alimentant le réseau communal de distribution d'eau potable, ainsi que par un périmètre de protection des eaux protégeant plus largement la ressource exploitée au droit du puits existant. Des réflexions sont menées entre la DGE et la Commune de Faoug concernant

l'exploitation de la nappe et l'évolution future du périmètre de protection des eaux.

Les zones S1 et S2, ainsi que le périmètre de protection des eaux sont inconstructibles. La zone S3 de protection des eaux demeure constructible pour de l'habitation sous réserve des profondeurs d'excavation, évaluées de cas en cas en fonction des conditions hydrogéologiques locales, et de la sécurisation des équipements. L'implantation d'activités industrielles ou artisanales polluantes pour les eaux y est notamment interdite.

3. Préavis

Le projet de plan d'affectation communal (PACom) est globalement compatible avec la protection des eaux souterraines d'intérêt public. En effet, les zones et le périmètre de protection des eaux concernent exclusivement de la zone agricole 16 LAT, de l'aire forestière 18 LAT et de la zone de desserte 18 LAT. Des conditions d'exploitation agricoles et forestières permettant de préserver la qualité des eaux souterraines doivent cependant y être appliquées.

Le secteur Au de protection des eaux, qui concerne la partie Sud du village implique également des contraintes en matière d'aménagement. En effet, dans un tel secteur, il est notamment interdit de mettre en place des installations qui sont situées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine (OEaux, al. 2 du point 211 de l'Annexe 4) ou d'infiltrer des eaux pluviales altérées dans le sol. Les installations de stockage de liquides de nature à polluer les eaux sont soumises aux articles 22 à 25 de la LEaux, aux articles 32 et 32a de l'OEaux, ainsi qu'à son annexe 4 chiffres 211.

3.1 Rapport d'aménagement

Le chapitre 4.2.2. « Protection des eaux souterraines » du rapport d'aménagement décrit les mesures d'organisation du territoire ainsi que les principales restrictions d'utilisation du sol au regard de la protection des eaux souterraines d'intérêt public. La terminologie doit toutefois être corrigée en adoptant strictement celle des bases légales fédérales, soit zone S1, S2 et S3 de protection des eaux (et non captage, respectivement rapprochée et éloignée) et indiquer « La zone » est (et non « Le secteur » est [...]) en parlant des zones S1, S2 et S3. Finalement, au dernier paragraphe du chapitre, l'indice des secteurs de protection des eaux doit suivre immédiatement « secteur » (et non se situer après « eaux ») et sans guillemets.

- La terminologie du chapitre 4.2.2 sera corrigée en conséquence.

3.2 Plans

Les zones et le périmètre de protection des eaux sont reportés de manière correcte sur les deux plans de situations.

- L'échelle des plans devrait être spécifiée au moyen d'un texte en sus de la barre indépendante d'un facteur de zoom (numérique) ou de réduction/augmentation (impression). L'échelle en question figure par ailleurs dans le nom du document.

Par mesure de simplification, il est admis que la légende des zones de protection des eaux et du périmètre de protection des eaux soient réunies. Toutefois, l'abréviation usuellement employée pour le périmètre de protection des eaux est « PP » et non « P ».

- L'étiquette du périmètre de protection des eaux doit être modifiée pour les deux plans (légende et plan).

3.3 Règlement d'application

L'article 157 est conforme à nos exigences (titre et contenu).

Les constructions souterraines sont limitées en fonction des contraintes légales fédérales en secteur Au de protection des eaux.

- En conséquence, l'article 146 sera complété d'une réserve indiquant la limitation des constructions souterraines en fonction des dispositions légales en matière de protection des eaux souterraines.

L'infiltration est le mode d'évacuation des eaux non polluées à envisager en priorité (art. 7 LEaux). Le recours à l'infiltration des eaux n'est toutefois pas toujours admissible en fonction de la qualité des eaux à évacuer et de la vulnérabilité des eaux souterraines. L'infiltration des eaux des places de stationnement individuel à travers une couche de sol biologiquement active (durablement végétalisé) est en principe admise en secteur Au de protection des eaux. Dans tous les cas, l'infiltration requiert une autorisation cantonale au sens de l'article 12a LPDP.

- En conséquence, le premier alinéa de l'article 32 sera complété d'une réserve en mentionnant cette obligation légale.
- Finalement, il sera évalué la possibilité de mentionner une seule fois les articles 39, 54, 68 et 98.

4. Coordonnées du répondant dudit service et date du préavis

Thierry Lavanchy, le 28.01.2022, tél. 021/316 75 43

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

1. Bases légales

- Art. 18 LPN, 6 OROEM, 5 OZA, 4, 4a, 5 et 12 LPNMS, 21 et 22 LFaune et 8 RLFaune
- PDCn : mesure E11 « Patrimoine naturel et développement régional », E21 « Pôles cantonaux et biodiversité », E22 « Réseau écologique cantonal (REC) », C12 « Echappées paysagères » et E24 « Espace réservé aux eaux »

2. Généralités

La commune de Faoug révisé son plan d'aménagement communal sur l'ensemble de son territoire. Elle est concernée par le plan directeur intercantonal de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat. Les surfaces comprises à l'intérieur du plan extension cantonal n°18 ont été exclues de la révision. Le projet a fait l'objet d'un avis préliminaire de la DGTL en décembre 2019 et une séance a eu lieu le 31 octobre 2019 avec la présence d'un représentant de notre division.

Le présent préavis se réfère aux documents suivants :

- Rapport explicatif selon art. 47 OAT (AWArchitecture, 28.09.2021)
- Plans (AWArchitecture, 28.09.2021)
- Règlement (AWArchitecture, 28.09.2021)

3. Préavis

3.1 Situation

Le territoire communal comprend plusieurs inventaires de protection de la nature et du paysage :

- Inventaire des zones alluviales d'importance nationale : objet ZA n°305 « Embouchure du Chandon »
- Inventaire des réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance internationale et nationale : OROEM n°115 « Salavaux ».
- Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites : objet IMNS n°173 « Le Vuat, zones humides, grèves » et n°174 « Cours du partiel du Chandon ».
- Plan directeur cantonal (PDCn) : échappée paysagère transversale
- PDCn, Réseau écologique cantonal (REC) : territoire d'intérêt biologique prioritaire (TIBP), territoire d'intérêt biologique supérieur (TIBS), ainsi que diverses liaisons biologiques terrestres et amphibiennes.
- Inventaire cantonal des corridors à faune : un corridor d'importance locale.

L'affectation des biotopes d'importance nationale doit se référer à la fiche d'application de la DGTL « Comment prendre en compte un inventaire fédéral de protection des biotopes dans un projet de planification ». Ainsi, le biotope doit être affecté soit en « zone de protection de la nature et du paysage » soit en « secteur de protection de la nature et du paysage » lorsqu'il y a une superposition avec l'aire forestière par exemple.

3.2 Rapport d'aménagement 40 OAT

Le rapport 47 OAT est bien documenté concernant les valeurs naturelles et paysagères protégées. Il manque toutefois la référence à la mesure C12 Enjeux paysagers cantonaux du PDCn. Faoug est en effet concerné par une échappée paysagère transversale du PDCn.

Bien qu'il cite correctement le site OROEM et la zone alluviale d'importance nationale, il ne décrit pas les mesures prises dans le PACom pour garantir leur protection (voir fiche d'application DGTL). La DGE-BIODIV salue la prise en compte des biotopes potentiellement d'importance régionale et locale ainsi que celle des aspects nature et paysage dans le projet de chemin des rives du Lac.

Demandes

- Compléter la liste des mesures du PDCn en page 10 avec la mesure C12.
- Mentionner l'échappée paysagère transversale du plan directeur cantonal et la manière dont elle est prise en compte dans le PACom.
- Expliquer comment l'OROEM et la zone alluviale sont pris en compte dans le PACom.

3.3 Plan

Le plan ne reporte pas les éléments naturels et paysagers protégés de manière complète. Le périmètre de l'objet OROEM n'est pas représenté. Les sites OROEM doivent être reportés sur le

plan (voir fiche DGTL). La zone alluviale d'importance nationale n'est pas non plus représentée. Dans le projet de PACom, sa protection est assurée par l'ERE, ce qui n'est pas suffisant. Une référence précise à l'inventaire fédéral est nécessaire. D'autre part, plusieurs mesures du PDir des rives n'ont pas été mises en œuvre par le passé, notamment dans le PGA actuel. Il s'agit en particulier de la zone boisée au Vuat, entre la zone résidentielle et la route, traduite dans le PGA par une zone de verdure à vocation paysagère. Celle-ci n'a pas été mise en œuvre (plantations horticoles clairsemées). Il s'agit également de l'arborisation à maintenir dans les zones constructibles. Pour compenser ces lacunes et respecter l'esprit du PDir des rives, la DGE-BIODIV demande d'affecter en secteur de protection de la nature et du paysage l'entier des parcelles contenant de la forêt, jusqu'à la RC (parc. 347, 491 et 569).

Demandes

- Affecter l'OROEM et la zone alluviale d'importance nationale en secteur de protection de la nature et du paysage.
- Affecter en secteur de protection de la nature et du paysage les parcelles 347, 491 et 569.

Remarque DGTL : La DGTL-DAM complète en indiquant qu'il s'agira d'une affectation superposée à l'aire forestière.

Recommandations

- Affecter les biotopes potentiellement d'importance régionale et locale (LGéo) en secteurs de protection de la nature et du paysage 17 LAT ou en zones.
- Ajouter une zone agricole protégée 16 LAT ou un secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT dans les secteurs paysagers sensibles à l'intérieur de l'échappée paysagère du PDCn (points de vue particuliers).
- Affecter en zone agricole protégée 16 LAT ou en autres périmètres superposés les secteurs sensibles du REC et des corridors à faune afin d'assurer leur fonctionnalité.

3.4 Règlement

Le règlement ne permet pas de garantir la protection des éléments naturels et paysagers inscrits dans des inventaires fédéraux de protection (IZA et OROEM). La réglementation de l'ERE n'est pas suffisante. Comme ces inventaires sont situés à la fois dans l'aire forestière et sur le lac, l'affectation peut se faire par un secteur superposé de protection de la nature et du paysage, dont la définition mentionne les inventaires (voir fiches DGTL).

La réglementation du PDir des rives doit être traduite dans les zones concernées du PACom. Cela concerne la protection des milieux riverains, mais également le maintien d'une certaine arborisation dans les zones bâties concernées par le PDir des rives.

La DGE-BIODIV salue les différentes dispositions en faveur de la biodiversité, notamment celles visant la plantation d'arbres en fonction de la surface parcellaire, l'utilisation de revêtements perméables, la perméabilité des clôtures, la définition d'un indice de surface verte ou encore concernant la limitation des émissions lumineuses. Le règlement pourrait également gagner en qualité en ajoutant ou complétant certains articles.

Demandes

- Ajouter un article concernant le secteur de protection de la nature, en distinguant les objectifs de protection de l'OROEM et ceux de la zone alluviale d'importance nationale (cf. fiches DGTL)
- Ajouter un article « biotopes, espèces » mentionnant que les biotopes tels que marais, prairies humides, pelouses sèches, ainsi que les animaux et les plantes dignes d'être protégés sont protégés par des législations fédérales (art. 18 LPN), cantonales (art. 5 et 7 LPNMS et art. 21 LFaune). Aucune atteinte ne peut leur être apportée sans autorisation préalable du service cantonal en charge de la protection de la nature.
- Pour les zones concernées par la mesure 13.2 du PDir des rives (maintenir l'arborisation forestière des zones constructibles), prévoir un article garantissant le maintien d'une arborisation suffisante.
- Ajouter un article relatif à la protection des espèces nicheuses sur bâtiments (applicable à toutes les zones ; suggestion de formation) : « Tous travaux sur des toitures ou façades de bâtiments existants pouvant porter atteinte à des nids d'hirondelles et martinets ou à des colonies de chauves-souris durant leur période de reproduction sont soumis à autorisation de la Direction générale de l'environnement, conformément aux articles 22 de la LFaune et 8 RLFaune ».

Recommandations

- Mentionner dans l'art. 118 al. 2 que ce secteur a notamment pour but de maintenir, développer, et mettre en réseau les habitats de la faune et de la flore digne de protection. L'épandage d'engrais et de produits phytosanitaires y est interdit.
- Appliquer l'art. 93 concernant l'éclairage à toutes les zones.
- Appliquer l'art. 32 concernant les revêtements perméables des places de stationnement à toutes les zones.
- Ajouter un article de référence pour les secteurs paysagers sensibles à l'intérieur de l'échappée paysagère : « Toute construction ou aménagement dans ce secteur devra s'intégrer soigneusement dans le paysage naturel et être situé/aménagé de manière à préserver les dégagements visuels de l'échappée paysagère définie dans le PDCn. »
- Ajouter un article de référence pour les secteurs sensibles du REC et des corridors à faune d'importance locale (zone agricole protégée/autres périmètres superposés) : « Toutes les constructions ou aménagements empêchant la circulation de la faune, telles que les clôtures, les barrières, les murs continus sont interdits dans ce secteur. »

4. Conclusions

Malgré plusieurs éléments très positifs en termes de protection des valeurs naturelles et d'encouragement de la biodiversité, la DGE-BIODIV ne peut pas préavisser favorablement le projet de PACom, notamment en ce qui concerne la prise en compte des inventaires fédéraux. C'est pourquoi elle demande que le projet modifié selon les demandes ci-dessus lui soit à nouveau soumis. Elle se tient à disposition pour tout complément d'information.

5. Date du préavis et répondant du service

Lausanne, le 11.2.2022,

F. Ciardo, franco.ciardovd.ch

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Sur la base du préavis de l'inspection des forêts d'arrondissement, la DGE-FORET se détermine comme suit :

A. PARTIE FORESTIÈRE

I. PLAN

Lisières forestières

La forêt est figurée correctement sur le nouveau plan d'affectation (plans au 1:2'000e et 1:5'000e).

Le plan de détail de constatation de lisière au 1:1000e fourni en annexe 10 du rapport explicatif correspond à la délimitation de forêt effectuées par l'Inspecteur forestier du 6e arrondissement le 9.06.2021. Lors de la mise à l'enquête publique du PAcom, ce plan de constatation de lisière devra faire l'objet d'une mise à l'enquête conjointe dans un dossier ad hoc.

Remarque DGTL : le plan ad hoc doit donc être imprimé à part et doit être mentionné comme étant un document à part entière faisant partie du dossier (notamment dans le règlement).

Les autres lisières situées en zone constructible ou à proximité, qui avaient déjà été relevées en 1999 et mise à l'enquête lors de la révision du PGA en 2003, sont reprises telles quelles dans le PAcom révisé et ne font pas l'objet d'une mise à l'enquête séparée.

Toutefois, le plan d'affectation ne permet pas de distinguer clairement, pour certaines parcelles, l'aire forestière figurant à titre indicatif, de celle qui confine la zone à bâtir et dont la limite légale est fixée dans le plan au sens de l'art. 13 al. 1 LFo. Dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui la confine, le plan doit donc être complété afin de faire ressortir cette distinction (2 légendes) :

Demande :

- Légende 1 (p. ex., fond vert + liseré rouge) : Aire forestière 18 LAT selon constatation de la nature forestière (art. 13 al. 1 LFo)
- Légende 2 (p. ex., fond vert) : Aire forestière 18 LAT à titre indicatif (art. 1 RLVLFo)

Affectations et périmètres d'implantation

Les affectations projetées à proximité des forêts ne provoqueront pas d'inconvénients nouveaux pour la forêt.

Le tracé projeté pour le chemin riverain en bordure du Lac de Morat traverse la forêt sur les parcelles nos 338 et 339. Ce projet pourra être autorisé en forêt au titre de l'art. 16 LFo (exploitation

préjudiciable) pour autant qu'il soit réalisé sans mouvement de terre, sans revêtement ni éclairage et que sa largeur reste inférieure à 1,5 m (emprise totale du passage < 2 m de large).

De manière générale, aucune construction nouvelle située à moins de 10 mètres des lisières forestières ne sera admise. Seul le maintien des installations déjà existantes peut être envisagé à proximité de l'aire forestière. Il n'y aura pas d'octroi de dérogation pour de nouvelles constructions à proximité de la forêt selon l'article 27 LVLFo dans le cadre des procédures de permis de construire.

La DGE-FORET précise que les travaux (terrassements, fouilles, etc.) et aménagements extérieurs (luminaires, cheminements, etc) nécessaire à la réalisation et à l'usage des ouvrages/bâtiments doivent également être situés à plus de 10 mètres de l'aire forestière.

II. CONSTATATION DE NATURE FORESTIÈRE

Le nouveau plan d'affectation constituera le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

Une fois le plan d'affectation approuvé par l'autorité compétente, la délimitation des forêts en rapport avec la zone à bâtir devra faire l'objet d'une mise à jour des natures au registre foncier pour les parcelles concernées.

III. RÈGLEMENT

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière doivent être complétées et corrigées comme ci-dessous :

Article 126 et 127 Aire forestière 18 LAT

Demande :

- Art. 126 supprimer le point 3 « sont réservées les exceptions prévues par la loi »
- Art. 126 modifier le point 2 comme suit : « Sans autorisation préalable du service forestier, il est notamment interdit de couper des arbres et de faire des dépôts en forêt, de construire et de faire des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières. »

IV. ENQUÊTE PUBLIQUE

La délimitation des forêts dans les zones affectées devra être mis à l'enquête en même temps que le plan d'affectation et l'avis d'enquête devra mentionner expressément que l'enquête publique porte également sur :

- la délimitation de l'aire forestière.

A l'échéance du délai d'enquête, il y aura lieu d'inviter la commune à transmettre à la Direction générale de l'environnement, Inspection cantonale des forêts, les éventuelles oppositions relatives à la délimitation de l'aire forestière, pour traitement.

V. CONCLUSION

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

BASES LÉGALES :

- art. 13 LFo (délimitation des forêts par rapport aux zones d'affectation)
- art. 17 LFo (distance par rapport à la forêt)
- art. 16 LVLFo (mise à l'enquête publique)
- art. 27 LVLFo (distance par rapport à la forêt)
- art. 33 LVLFo (Feux)
- art. 34 LVLFo (Dépôts)
- art. 24 RLVLFo (Délimitation des forêts par rapport à la zone à bâtir)
- art. 26 RLVLFo (distance par rapport à la forêt)
- art. 36 RLVLFo (dangers naturels)

Référence : VPS/NGN/ncz

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE (DGIP)

Division monuments et sites (DGIP-MS)

PLAN (PACOM)

Parcelles 622, partie de 11 et 12

La DGIP-MS demande de fixer une zone de verdure B au lieu d'une zone de verdure C aux abords des objets inscrits à l'inventaire cantonal des monuments non classés INV et classés MH, à l'exception de la partie de la parcelle 11 abritant une construction de minime importance.

Recensement architectural et protections spéciales

La DGIP-MS demande de modifier la légende du PACom :

- en précisant « recensement architectural cantonal »
- en remplaçant « bâtiments classés comme monuments historiques » par « objets classés monuments historiques (MH) »

- en remplaçant « bâtiments inscrits à l’inventaire cantonal » par « objets inscrits à l’inventaire cantonal des monuments non classés (INV) ».

RÈGLEMENT DU PLAN D’AFFECTATION (RPACOM)

Art. 21 RPACom

- La DGIP-MS recommande de ne pas autoriser les balcons baignoires sur la zone centrale 15 LAT A.

Art. 131 RPACom

- La DGIP-MS demande de remplacer « Direction des immeubles et du Patrimoine » par « Direction générale des immeubles et du patrimoine ».

Art.149 RPACom

- La DGIP-MS recommande de diminuer le nombre de dépendances autorisées par parcelle.

Art. 154 RPACom

- La DGIP-MS demande de ne pas autoriser la pose de gabions aux abords des objets inscrits à l’inventaire cantonal (INV) et classés monuments historiques (MH). Elle recommande d’étendre cette disposition à l’ensemble des parcelles ayant un objet relevé par le recensement architectural cantonal.

RAPPORT 47OAT (R47OAT)

Chapitre 4.3.1 R47OAT

La commune de Faoug est un site construit d’importance régionale. Elle ne figure pas à l’ISOS.

- La DGIP-MS demande de corriger le titre du chapitre 4.3.1 en remplaçant « ISOS » par « Inventaire des sites construits d’importance régionale ». Dès lors, elle recommande de développer le paragraphe en mentionnant cet inventaire.

Chapitre 4.2 R47OAT

- La DGIP-MS demande de compléter/uniformiser : « service compétent », « département », « Département » par « Département compétent - Division Monuments et sites ». Elle demande de vérifier l’ensemble du dossier.

Référence : Caroline Caulet-Cellery

Division archéologie cantonale (DGIP-ARCHE)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : Benoît Montandon

Unité des opérations foncières (DGIP-UOF)

N'a pas de remarque à formuler.

Référence : Thierry Glutz

**ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS
(ECA)**

L'ECA prend acte du préavis de l'Unité des Dangers Naturels et n'a pas de remarque complémentaire à formuler.

Référence : Guy Müller

**DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VETERINAIRES
(DGAV)**

Direction de la viticulture et de l'économie rurale – secteur promotion et structures

Conformément à l'art 10 LVLAgr, la DGAV-DAGRI se positionne comme suit sur le projet soumis à son analyse :

Surfaces d'assolement (SdA)

La DGAV-DAGRI prend note du bilan positif de SdA, environ 1.3 hectares, sur le périmètre concerné par le PACom. Le classement de ces surfaces en SDA reste à confirmer par des analyses pédologiques.

Ces surfaces, potentiellement SDA, seront rendues à la zone agricole pour les parcelles supérieures à 2'500m². Ces parcelles forment une zone continue qui paraît favorable à l'exploitation agricole de ces parcelles et au développement de l'agriculture dans la commune.

Espace réservé aux eaux (ERE)

- LA DGAV-DAGRI demande de minimiser l'extension de l'espace réservé aux eaux sur les surfaces d'assolement (SDA).

Remarque DGTL : La DGTL-DAM rappelle que la délimitation de l'ERE doit respecter les dispositions fédérales en la matière.

En conclusion la DGAV-DAGRI prévoit favorablement le présent projet.

Référence : Constant Pasquier

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR)

Division administration mobilité (DIRH/DGMR/ADM)

Division planification (DGMR-P)

1. STATIONNEMENT POUR VOITURES / VÉLOS

L'article 159 du règlement règle le stationnement automobile et lie le nombre de place aux normes VSS en vigueur. Aucune mention du stationnement vélo n'est faite.

Demande de la DGMR-P

- Modifier l'article 159 al2 comme suit : « Le besoin en places de stationnement pour voitures et vélos est fixé selon les normes de l'Union Suisse des Professionnels de la Route VSS en vigueur, [...] »

Division management des transports (DGMR-MT)

1. CONFORMITÉ À LA LÉGISLATION SUR LA NAVIGATION (PORTS, DÉBARCADÈRES)

Le périmètre du dossier de planification est situé à proximité du port, débarcadères, installation particulière de la Société de navigation des lacs de Neuchâtel et Morat.

Conformément à l'article 1 de la Loi sur la navigation intérieure (LNI) qui se réfère à l'article 18m de la Loi sur les chemins de fer (LCdF; RS 742.101), l'entreprise de transport public doit être consultée et le préavis de l'entreprise joint au dossier soumis à l'examen préalable, ce qui n'a pas été le cas.

L'avis de l'entreprise de transport public doit être pris en considération, notamment dans le cas où celle-ci formule des remarques ou un avis négatif. L'objectif est d'obtenir une prise de position positive de l'entreprise, si nécessaire en modifiant les dispositions du dossier de planification. Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties, l'autorité cantonale soumet le dossier à l'office fédéral compétent (art.18m al.2 let.a LCdF).

La DGMR rappelle le droit de recours conféré à l'office fédéral compétent contre toute décision des autorités cantonales allant à l'encontre des intérêts de l'entreprise de transport public (art. 18m al.3 LCdF).

- Demander le préavis de la Société de navigation des lacs de Neuchâtel et Morat et le joindre au dossier

2. CONSULTATION DE L'ENTREPRISE FERROVIAIRE

Le périmètre du dossier de planification est concerné par le domaine ferroviaire.

Conformément à l'art. 18m de la Loi sur les chemins de fer (LCdF; RS 742.101), l'entreprise ferroviaire doit être consultée par l'Autorité communale et le préavis de l'entreprise joint au dossier soumis à l'examen préalable.

Conformément à ces dispositions légales, l'entreprise concernée a été consultée. Elle s'est déterminée par lettre du 9 novembre 2021 (copie jointe au dossier de consultation).

La DGMR-MT attire en outre l'attention sur les dispositions de l'art. 18m, al. 3 LCdF (droit de recours de l'OFT en cas de décision contraire aux intérêts du chemin de fer).

3. MOBILITÉ QUOTIDIENNE ET TOURISTIQUE

Les itinéraires cyclables et piétonniers inscrits à l'inventaire cantonal des chemins de randonnées pédestres et au réseau SuisseMobile ont été clairement identifiés dans le rapport 47 OAT. Les articles 160 al.1 et 2 du règlement indiquent que les itinéraires existants doivent être préservés avec, toutefois la possibilité d'être déplacés.

Le recours à cette dernière disposition nécessitant une collaboration avec la DGMR-MT afin de garantir la coordination avec SuisseMobile et Vaud Rando (modification de la signalétique, supports de communication, modification des cartes interactives, etc.), la DGMR-MT demande, conformément à l'article 7 de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR; RS 704), d'ajouter un alinéa 3 formulé comme suit :

- « Dans la mesure où un itinéraire devait être déplacé ou modifié, un nouvel itinéraire devra être défini en collaboration avec la DGMR-MT.

Contact : Responsable mobilité durable, Département des infrastructures et des ressources humaines, Direction générale de la mobilité et des routes, division management des transports, Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne, Tél. : 021/316.73.73, Email : info.dgmr@vd.ch. »

Division finances et support – routes (DIRH/DGMR/FS)

Pour le plan fixant la limite des constructions, il est dommage de supprimer les anciennes limites au droit du carrefour au centre du village en bordure de la RC 601-BP et le DP 12.

Ces nouvelles limites augmenteront les contraintes en cas d'aménagement de ce carrefour de deux routes cantonales et une route communale. Les critères de visibilité ne pourront pas être améliorés.

Pour votre information, l'Office fédéral des routes a été consulté et n'a pas de remarques à formuler. Leur détermination vous est adressée en annexe de ce rapport.

SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI)

Economie régionale

Le SPEI s'est coordonné avec la DGTL-DIP pour établir un préavis commun. Merci de se référer au préavis DGTL-DIP dans le présent document.

Référent : Olivier Roque SPEI-UER

Office de la consommation – Inspection des denrées alimentaires et des eaux- distribution de l'eau (OFCo)

1. BASES LÉGALES

Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31), Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

2. GÉNÉRALITÉS

Le Plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE) de la commune de Faoug est actuellement en cours de mise à jour.

Les données pertinentes du PA soumis (incluant notamment les données quantitatives relatives à la population et/ou des emplois qu'il induira) doivent être transmises à l'auteur du PDDE afin d'être prises en compte dans son étude.

Nous notons également, selon les informations données dans le chapitre 2.3 du rapport selon art. 47 OAT, que le redimensionnement des zones constructibles à la baisse permettra de restreindre la consommation d'eau, vu les problèmes d'approvisionnement actuels.

Ceci-dit, ce n'est qu'avec la finalisation du PDDE et surtout, ensuite, avec la mise en oeuvre concrète de la liaison sur le réseau de l'ABV (variante retenue à ce stade de l'étude du PDDE, à confirmer encore définitivement) que pourront être solutionnés les problèmes d'approvisionnement actuels.

3. PRÉAVIS

L'OFCO-DE préavise favorablement le dossier soumis.

SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)

Protection civile (SSCM-PCI)



Obligation de construire selon l'article 70 lettre 1a de l'OPCi, le nombre de places protégées à réaliser sera déterminé lors de la dépose du permis de construire. SSCM.

Référence : Pamela Nunez



CH-1470 Estavayer-le-Lac, OFROU

Courrier A

Direction générale de la mobilité et des routes
Département des infrastructures et des res-
sources humaines (DIRH)
Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Votre réf. : ACV-207'515
Notre réf. : ASTRA-A-B6653401/4-N01-VD-D01518-1.ep
Collaborateur/trice : Natacha Gagnebin
Estavayer-le-Lac, le 26 novembre 2021

Route nationale : N01

Canton : Vaud

Commune : Faoug

Requérant : Commune de Faoug

Km : 131.41

Coordonnées : 2572136 / 1195008

Dossier n° : ACV-207'515

Objet : Révision du plan d'aménagement communal PAC

Prise de position de l'Office fédéral des routes (OFROU)- Examen préalable

Mesdames, Messieurs,

Par courriel du 20.10.2021, vous nous avez soumis la demande de préavis relative à l'objet cité en titre.

Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, nous avons examiné ce projet au sein de notre Office et constatons que ce dernier se situe hors du périmètre du domaine des routes nationales, à l'extérieur des alignements fédéraux de la route nationale et au-delà de la zone d'influence de l'autoroute (bruit).

Par conséquent et au vu de ce qui précède, nous n'avons pas de remarques particulières à formuler.

D'avance, nous vous remercions de prendre note de ce qui précède et vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre considération distinguée.

Division Infrastructure routière Ouest
Filiale Estavayer-le-Lac

N. Gagnebin -

Natacha Gagnebin
Support
Spécialiste Police des constructions

Annexe 8 du rapport 47 OAT

Notes de la séance de coordination du 18 juin 2024

NOTE DE SÉANCE – PLAN D’AFFECTATION COMMUNAL – COMMUNE DE FAOUG - SÉANCE DE COORDINATION SUITE À L’ENQUÊTE PUBLIQUE

Ce document est une note relative à la séance de coordination. Un examen formel des modifications sera réalisé ultérieurement à la suite de la réception d’un dossier présentant les modifications apportées au dossier de PACom à la suite de l’enquête publique (Plan – Règlement – 47 OAT).

18 JUIN 2024

Présents Commune de Faoug : MM. Johann Theux (Syndic) et Theodore Lavanchy (Municipal)
Agence Wenker Architecte : M. François Wenker et Mme. Marina Garlatti
Direction générale de l’environnement (DGE) : MM. Franco Ciardo (Biodiv), Yves Scheurer (Eau-EH), Nicolas Joss (inspecteur forestier)
Direction générale du territoire et du logement (DGTL) : M. Matthias Fauquex (DAM)

Rédigé par M. Matthias Fauquex (DGTL)

1 Fusion/uniformisation des zones d’habitation de très faible densité 15LAT C - D
Bien que des études aient montré que ces secteurs peuvent être sensibles, ils ne sont pas concernés par des biotopes inscrits aux inventaires cantonaux/fédéraux et se situent hors du réseau écologique cantonal.

La DGE n’a dès lors pas d’exigence stricte sur ces secteurs et ne voit pas d’objection à une fusion des deux zones. Des dispositions réglementaires peuvent toutefois être prises pour garantir une préservation, voire une amélioration des qualités environnementales présentes.

La DGTL ne voit pas d’objection à admettre le logement permanent sur l’ensemble du secteur, à adapter les limites aux parcelles et à autoriser les activités non gênantes tant que ces mesures ne donnent pas davantage de droits à bâtir.

2 Abrogation du PEC 18
Les services cantonaux estiment que le PEC 18 ne doit pas être abrogé (en entier ou partiellement) dans le cadre du PACom.

L’avenir de ce secteur devra être évalué dans le cadre du Plan directeur intercommunal des rives du Lac de Morat.

La DGTL précise qu’en raison du surdimensionnement communal, les éventuels secteurs abrogés n’auraient de toute manière pas pu être affectés en zone à bâtir.

3 Délimitation de l’aire forestière ou de la distance inconstructible
Parcelle 25 : La distance inconstructible à la lisière forestière pourrait être réduite pour exclure le bâtiment existant.

Parcelle 330 : Au vu de la situation existante, une entrée en matière pourrait être accordée sur le fait de ne pas considérer ce secteur comme de la forêt. Un

nouveau relevé devra être entrepris. Il s'agirait alors d'affecter le secteur en Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT.

Parcelle 594 et 597 : Il n'y a pas de remise en question de la délimitation l'aire forestière.

4 Danger naturel INO1 ou INO2

La Commune doit consulter l'unité des dangers naturels sur ce sujet.

5 Mesures de redimensionnement de la zone d'habitation et mixte.

Parcelle 58 : La DGTL soutient le dézonage du secteur Est qui répond aux critères de redimensionnement.

Parcelles 282 452 : La demande de dézonage est maintenue. La zone à bâtir pourrait est délimitée à 6m de la construction existante (ECA 38).

Parcelle 299 : Une entrée en matière sur le fait de maintenir l'ensemble de la parcelle en zone à bâtir constructible pourrait être faite. Une détermination de la DGTL sur ce cas sera réalisée.

Parcelle 338 : La demande d'affecter cette parcelle en zone agricole est maintenue. Néanmoins, s'il existe un projet ne prévoyant pas l'accueil de nouveaux habitants (activité touristique, accueil d'animaux, etc.), la DGTL pourrait entrer en matière sur l'affectation de la parcelle en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT.

Parcelle 525 : La DGTL pourrait revoir sa position et admettre la zone de verdure 15 LAT avec les règles du secteur A mais pas avec les règles du secteur C. Les règles du secteur C pourraient être admises uniquement sur les parcelles 524, 721 et 722 et à l'extrémité est de la parcelle 525.

Parcelle 276 : La DGTL maintient la demande de dézonage.

Parcelles 495 et 592 : La DGTL ne demande pas le dézonage de ces parcelles. La suppression des droits à bâtir ne peut pas être justifiée par l'objectif de réduire la capacité d'accueil en nouveaux habitants. La présence de vergers pourrait justifier l'affectation de ces parcelles en zone de verdure 15 LAT. Ce choix relève cependant de la compétence communale.

Parcelles 10, 11, 12, 622 : La DGTL soutient la proposition communale de supprimer également les droits à bâtir sur les secteurs libres de construction de la parcelle 10.

Parcelles 90, 92 : La DGTL ne demande pas le dézonage de ces parcelles. La suppression des droits à bâtir ne peut pas être justifiée par l'objectif de réduire la capacité d'accueil en nouveaux habitants. Sans justificatifs, la suppression des droits à bâtir sur ces parcelles pourrait être considérée comme de la dédensification.

Parcelles 259 et 270 : la demande d'affecter la parcelle 259 en zone agricole est maintenue. L'affectation du secteur libre de construction de la parcelle 270 en zone de verdure 15 lat pourrait potentiellement être admis mais le cas devra être évalué.

Parcelle 35 : La DGTL ne demande pas le dézonage de ces parcelles. La suppression des droits à bâtir ne peut pas être justifiée par l'objectif de réduire la capacité d'accueil en nouveaux habitants. L'affectation du jardin en zone de verdure 15 LAT pourrait potentiellement être admise au vu de ses caractéristiques si cela est justifié. La réduction des indices d'utilisation du sol n'est cependant pas admise.

6 Logements existants dans les zones affectées à des besoins publics

L'affectation des parcelles 3 et 8 en zone centrale (ou autre zone d'habitation) ne serait pas admise en raison du surdimensionnement communal. Les logements bénéficient de la situation acquise s'ils sont licites.

7 Suite à donner

- La Commune poursuit les études relatives au PACom.
- Un dossier présentant les modifications apportées au PACom suite à l'enquête publique est transmis aux services cantonaux (via la DGTL) pour un examen formel.

Annexe 9 du rapport 47 OAT

Examen préalable complémentaire du 4 février 2025



**Direction générale du territoire
et du logement**

Avenue de l'Université 5
1014 Lausanne
www.vd.ch/dgtl

Municipalité
de la Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Personne de contact : Matthias Fauquex
T 021 316 79 32
E matthias.fauquex@vd.ch
N/réf. 207515 – MFX/mrn

Lausanne, le 4 février 2025

**Commune de Faoug
Plan d'affectation communal
Examen post enquête publique**

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Veillez trouver ci-dessous l'examen préalable des modifications apportées au projet de plan d'affectation communal de Faoug à la suite de l'enquête publique.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Étape	Date	Documents
Examen préliminaire	13.12.2019	Avis préliminaire
Séance de coordination	06.11.2020	Note de séance
Examen préalable	31.03.2022	Préavis des services cantonaux
Enquête publique	Du 08.03.23 au 04.04.23	Plan, règlement et rapport 47 OAT
Séance de coordination	18.06.2024	Note de séance
Réception du dossier pour examen préalable complémentaire	12.12.2024	
Examen préalable post-enquête publique	Ce jour	Préavis cantonal

COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE

Documents	Date
Plan au 1 : 2000	29 novembre 2024
Règlement - complet	12 décembre 2024
Règlement - modifications	12 décembre 2024
Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT	12 décembre 2024
Annexes	

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet de Plan d'affectation communal (PAcom) vise notamment à redimensionner la zone d'habitation et mixte de la Commune ainsi qu'à mettre à jour les plans et les règlements selon les bases légales en vigueur. Le présent dossier soumis pour examen porte sur des modifications apportées au dossier de PAcom à la suite de l'enquête publique.

Ces dernières concernent notamment la modification du plan et du règlement en vue de leur simplification, une mise en adéquation de l'affectation à l'utilisation du terrain. D'autres modifications ayant pour but d'apporter certaines clarifications sont également apportées.

AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique de la prise en compte des principales thématiques de la planification. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le traitement de la thématique répond au cadre légal.
- **Non conforme** : le traitement de la thématique ne répond pas au cadre légal :
 - **A transcrire** : Les modifications nécessaires sont clairement identifiées par les demandes des services cantonaux.
 - **A analyser** : Les modifications nécessaires impliquent une analyse / étude complémentaire dont les résultats ne sont pas encore clairement connus.

Le présent examen préalable est unique. Les préavis des services contiennent tous les éléments permettant à la Commune de modifier son projet afin de le rendre conforme à la loi et au plan directeur cantonal.

Thématiques		Conforme	Non conforme A transcrire	Non conforme A analyser
Principes d'aménagement	Dimensionnement		DGTL-DAM	
Affectation	Zone d'activités		DGTL-DIPS	
Patrimoine naturel	Forêt		DGE-FORÊT	
Modifications formelles	Modifications de détails		DGTL-DAM	

La Commune doit également prendre en compte les demandes d'adaptation de forme des services.

PESÉE DES INTÉRÊTS

Après analyse des différents préavis des services, il apparaît qu'ils ne contiennent pas d'aspect contradictoire.

NORMAT

Les fichiers informatiques (géodonnées) respectant la directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT 2) devront être transmis à la DGTL (interlis.normat@vd.ch) simultanément à l'envoi du dossier pour approbation. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après la validation des géodonnées (art. 22 al. 3 RLAT).

SUITE DE LA PROCÉDURE

Le présent examen porte uniquement sur les modifications apportées au projet de plan d'affectation suite à l'enquête publique du 8 mars au 7 avril 2023 telles que présentées dans le dossier communal.

Au vu du traitement non conforme de certaines thématiques, nous estimons que le projet n'est, en l'état, pas compatible avec le cadre légal.

Les thématiques concernées peuvent être mises en conformité en suivant les demandes des services. Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Département de ne pas approuver cette planification. Nous relevons qu'au vu des modifications prévues pouvant, selon nous, porter atteinte aux droits des tiers, nous sommes d'avis qu'une enquête publique complémentaire portant uniquement sur les modifications est à prévoir. Il s'agira alors de mentionner explicitement dans le plan et le règlement qu'il s'agit d'une enquête publique complémentaire et que seules les modifications font l'objet de la nouvelle enquête publique.

En application de l'article 20, alinéa 1 du règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT ; BLV 700.11.2), le présent rapport d'examen préalable devra être joint au dossier soumis à l'enquête publique complémentaire.

Par ailleurs, en application de l'article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700), le projet doit être coordonné aux procédures suivantes :

- procédure selon la loi sur la forêt (LFO ; BLV 921.01 / LVLFO ; 921.01) : délimitation de la lisière forestière ;
- procédure d'établissement des servitudes publiques au sens de la LROU.

Pour plus de précisions, nous vous prions de vous référer aux deux fiches d'application relatives à la procédure de légalisation des plans disponibles sur notre site internet.

Le présent examen post enquête publique repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du département pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Matthias Fauquex
urbaniste

Copie

DGE-FORET : Nicolas Joss
DGTL-DIPS : Elias Hansali
Bureau AWA Architecture

**PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX - COMMUNE DE FAOUG, PLAN D'AFFECTATIO COMMUNAL, N°ACTIS
207515**

EXAMEN PRÉALABLE

DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)

1. DGTL - DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT (DGTL-DAM)

Répondant : Matthias Fauquex

T : 021 316 79 32

M : matthias.fauquex@vd.ch

Date du préavis : 29.01.2025

1.1 DIMENSIONNEMENT : NON CONFORME À TRANSCRIRE

A la suite de l'évaluation des modifications du plan d'affectation proposées, la DGTL-DAM préavise positivement les modifications présentées à l'exception des modifications suivantes :

1.1.1 Parcelle 12

L'affectation du secteur ouest de la parcelle 12 en zone centrale 15 B LAT n'est pas conforme. En effet, au vu du surdimensionnement communal en zone à bâtir d'habitation et mixte, de l'utilisation du sol sur ce secteur et de son inscription au sein d'un espace libre de construction de plus de 2500 m², il apparaît qu'il répond aux critères de dézonage et ne peut pas être maintenu constructible.

[Plan](#)

Demande :

- Affecter l'ensemble des secteurs libres de construction de la parcelle 12 en zone de verdure 15 LAT.

1.1.2 Parcelle 338

Conformément à ce qui était relevé dans le cadre de la note de la séance du 18 juin 2024, en l'absence de la présentation dans le rapport 47 OAT d'un projet démontrant la nécessité de maintenir la parcelle en zone à bâtir constructible non destinée à l'accueil de nouveaux habitants, son maintien en zone à bâtir n'est pas justifié au vu de l'utilisation du sol sur la parcelle et de la localisation de celle-ci en frange de la zone à bâtir.

[Plan/rapport 47 OAT](#)

Demande :

- Justifier dans le rapport 47 OAT l'affectation de la parcelle en zone à bâtir par un besoin dimensionné à 15 ans ou affecter la parcelle 338 en zone agricole 16 LAT.

1.2 MODIFICATIONS DE DÉTAIL : NON CONFORME À TRANSCRIRE

Règlement

A l'exception de la demande relevée ci-dessous et de la demande relative à l'article sur les zones d'activités économiques 15 LAT, nous estimons que les modifications du règlement relèvent soit de la compétence communale soit ont été traitées et évaluées dans le cadre de la séance du 18 juin 2024 et sont dès lors préavisées positivement.

- Article 9 alinéa 7 : L'alinéa est inutile dans la mesure où l'article 154 s'applique à l'ensemble des zones et qu'un tel renvoi n'est pas inscrit dans les autres zones. Supprimer l'alinéa.
- L'article 57 est à double. D'ailleurs le nouvel article 57 effectue un renvoi à l'ancien article 57 qui ne semble pas avoir été modifié. Vérifier la numérotation des articles et éventuellement les corriger.
- Article 57 et 63 alinéa 2 : le renvoi à l'article 51 alinéa 2 sans le renvoi à l'alinéa 51 alinéa 1, tout comme la suppression de l'alinéa 2 de l'article 63 ne sont pas cohérents et créent de la confusion. Supprimer le renvoi à l'article 51 alinéa 2 dans l'article 57 et maintenir l'alinéa 2 de l'article 63.
- Article 146 : Préciser les conditions dans lesquelles des exceptions peuvent être admises.

Rapport 47 OAT

Demande :

- Faire référence à la parcelle 330 et non 300 à la page 6 du rapport.

2. DGTL - DIRECTION DES PROJETS TERRITORIAUX STRATÉGIQUES - SITES ET PROJETS STRATÉGIQUES (DGTL-DIPS/SPS) ET UNITÉ ÉCONOMIE RÉGIONALE DU SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ÉCONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI-UER)

Répondant : Elias Hansali

T : 021 338 86 89

M : elias.hansali@vd.ch

Date du préavis : 29.01.2025

2.1 ZONE D'ACTIVITÉ : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

Règlement

La modification de l'article 92 (anciennement 105 lors de l'EP) ne peut pas être préavisée positivement pour les raisons suivantes :

- Destination de la zone pour des activités tertiaire
Il n'est pas possible d'autoriser l'implantation d'activités tertiaires au-delà du tertiaire lié aux activités artisanales. La qualité de desserte étant en classe E il n'y a aucun intérêt à permettre l'installation d'activités tertiaires à cet endroit.
- Logement de gardiennage
Tel que mentionné, l'article permet dans tous les cas un logement de gardiennage, or le logement en zone d'activité est admissible uniquement lors de situations exceptionnelles lorsqu'une surveillance permanente est nécessaire. Dans le cas où du logement est présent et licite, mais ne répond pas aux critères précédents, il bénéficie de la situation acquise, mais ne devrait pas être reconduit.

Nous estimons toutefois que l'augmentation de la surface de plancher du logement de gardiennage de 80m² à 100m² est justifiable.

Demande :

- Revenir à la version de l'article 105 présenté à l'EP, sauf pour la question des mètres carré.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

3. DGE - DIRECTION DES RESSOURCES ET DU PATRIMOINE NATURELS (DGE-DIRNA) - DIVISION INSPECTION CANTONALE DES FORÊTS (DGE-FORET)

Répondant : Nicolas Joss
T : 026 557 37 20
M : nicolas.joss@vd.ch
Date du préavis : 24.01.2025

3.1 FORET : NON CONFORME, À TRANSCRIRE

Les propositions de modifications sur les parcelles 25 et 330 sont conformes aux discussions tenues lors de la séance du 18 juin 2024 et sont préavisées positivement.

Toutefois, la surface boisée sur la parcelle 338 répond aux critères quantitatifs et qualitatifs de l'aire forestière. Il s'agit donc d'une forêt.

[Plan](#)

Demande :

- Ne pas supprimer l'aire forestière sur la parcelle 338 ainsi que la lisière forestière statique et la distance inconstructible à celle-ci.

Annexe 10 du rapport 47 OAT

Tableau résumant le bilan des oppositions

Non publiable : Droit des tiers

Annexe 11 du rapport 47 OAT

Préavis des CFF

CFF, Droits fonciers, Rue de la Gare de Triage 5, 1020 Renens

Agence Wenker Architecture
A l'att. de M. Gil Mory
Rte de Morat 3
1595 Faoug

Lausanne, le 9 novembre 2021 / IP/SN

N. réf. : ID710005

Ligne 251 Palézieux Est – Lyss Nord / km 71.066 - 73.726 G/D

Faoug – Révision du PACom

Monsieur,

Nous nous référons à votre mail du 6 octobre 2021 relatif à l'affaire susmentionnée.

L'examen des documents soumis à notre attention nous suggère les remarques suivantes qui sont à prendre en considération :

1. Tous les projets de construction et d'aménagements dans le périmètre du présent plan d'affectation situés à proximité des installations CFF ferroviaires (voir détails sur www.cff.ch/18m) devront nous être soumis pour examen et approbation, le moment venu, conformément à l'art. 18m de la Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF). Le cas échéant, la création d'installations (par ex. conduites) sur le domaine des CFF devra être réglée contractuellement. L'encaissement de redevances pour l'utilisation du domaine des CFF est réservé.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.



Isabelle Patout
Cheffe des Acquisitions
Droits fonciers Région Ouest



Stéphane Nicod
Assistant
Droits fonciers Région Ouest

Copie à : Administration communale, par mail à : info@faoug.ch
Services internes

CFF SA

Droits fonciers Région Ouest
Rue de la Gare de Triage 5 · 1020 Renens
Tél. +41 (0)79 385 66 33
stephane.nicod@sbb.ch · www.cff.ch/18m

Annexe 12 du rapport 47 OAT

Préavis de la LNM



Agence Wenker Architecture
Monsieur
Gil Mory
Route de Morat 3
1595 Faoug

DATE : Neuchâtel, le 15 février 2023

SUJET : Commune de Faoug - Consultation sur la révision du PACom

Monsieur Mory,

Suite à votre e-mail du 8 février 2023 qui nous est bien parvenu, nous vous transmettons notre approbation quant à la demande de révision du PACom effectuée par la Commune de Faoug.

De plus, nous vous informons n'avoir aucune remarque ni avis négatif quant à ce créavis.

Nous vous remercions pour votre bonne collaboration et nous nous tenons à votre entière disposition pour tout complément d'informations.

Nous vous adressons nos meilleures salutations.

LNM Navigation SA

FREDERIC JEANMONOD

Responsable navigation et 1^{er}
Capitaine

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'FJA', is written over the printed name and title of the signatory.



Annexe 13 du rapport 47 OAT

Plan de constatation de la nature forestière

COMMUNE DE FAOUG


Parcelle 339

Propriété de M. Georges BINDSCHIEDLER

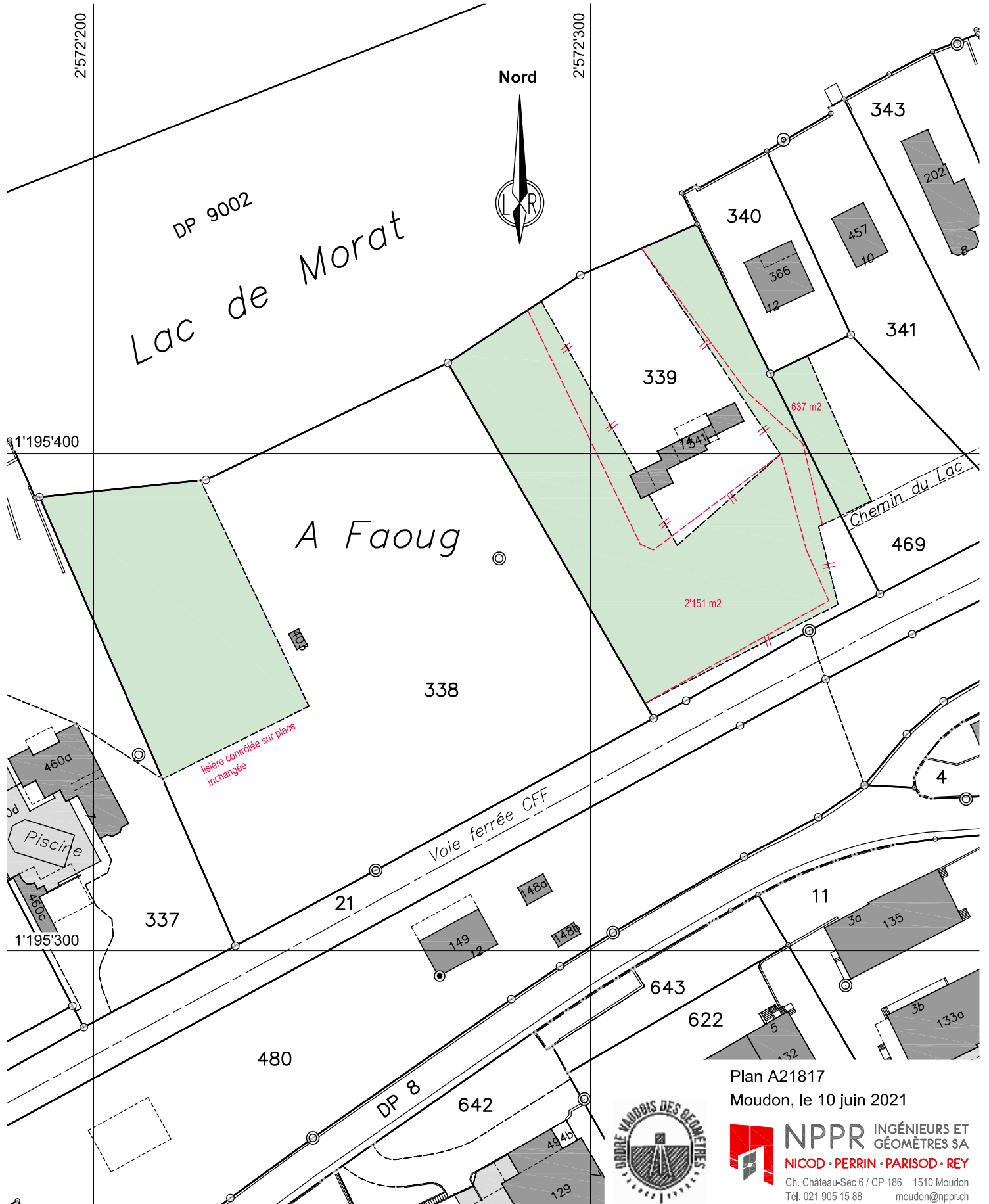
1:1000

Relevé de lisière forestière

 Lisière forestière cadastrée

 Lisière forestière, selon constatation faite par l'inspecteur forestier, le 09.06.2021

M. Vivien PLEINES:



Plan A21817
Moudon, le 10 juin 2021



NPPR INGÉNIEURS ET GÉOMÈTRES SA
NICOD • PERRIN • PARISOD • REY
Ch. Château-Sec 6 / CP 186 1510 Moudon
Tél. 021 905 15 88 moudon@nppr.ch

Annexe 14 du rapport 47 OAT

**Courrier du 17 juillet 2012 relatif à l'étude biodiversité des
rives du lac**



**Service
du développement
territorial**

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Municipalité de la
Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Personne de contact: Ph. Mivelaz
T 021 316 74 41
E philippe.mivelaz@vd.ch

N/réf. PM/ak - 111509

Lausanne, le 17 juillet 2012

Commune de Faoug
Modification du Plan général d'affectation (MPGA) approuvé le 10 décembre 2003

Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs,

A la suite de l'étude commandée par le Centre de conservation de la faune et de la nature du Service des forêts, de la faune et de la nature (SFFN-CCFN) sur l'impact du chemin de rive sur les valeurs naturelles des rives du lac de Morat, une séance de travail a été organisée le 2 juillet dernier entre le SFFN-CCFN, la Commission des rives des lacs (CRL) et le Service du développement territorial (SDT). La détermination ci-dessous est le résultat concerté de l'analyse de ces trois entités sur la suite à donner à ce dossier, en particulier sur la problématique du chemin des rives du lac.

Historique

Le PGA de la Commune de Faoug a été approuvé partiellement par le Département des infrastructures le 10 décembre 2003. Le secteur des rives du lac, s'étendant entre l'aire forestière "Le Vuat" et la limite avec la commune fribourgeoise de Greng, en était exclu.

Dans sa détermination du 10 décembre 2003 accompagnant l'approbation partielle, le Département des infrastructures, alors en charge de l'aménagement du territoire, statuait sur le recours déposé le 6 mai 2002 par Roland Jordi et consorts et décidait d'annuler la Décision du Conseil communal du 2 octobre 2001 et du 26 mars 2002 concernant le secteur des rives du lac.

Le litige portait principalement sur le tracé du chemin des rives du lac et la Commune était invitée à étudier sa prolongation sur les parcelles n^{os} 319 et 320. En effet le tracé prévu suivait les rives du lac entre le port et une bande de terrain affectée au domaine public (DP 19) donnant accès au lac, pour ensuite rejoindre un chemin existant situé à l'arrière des parcelles pour rejoindre la limite de Greng. Les deux parcelles susnommées étant situées sur ce dernier tronçon.

La Commune de Faoug, répondant à la demande du Département, soumettait le 4 mai 2010 un dossier pour examen préalable. Le nouveau projet de cheminement, afin de résoudre la question de l'égalité de traitement soulevée par la détermination du département, est situé à l'arrière des parcelles riveraines, utilisant un chemin existant. Il est prévu des accès directs aux rives du lac pour le public par des parcelles en propriété de la Commune affectées en zone d'utilité publique ou appartenant au domaine public.

Dans son examen préalable du 21 janvier 2011, le SDT estimait que le chemin des rives du lac remplissait un but d'intérêt public poursuivi par l'article 3, alinéa 2, lettre c LAT, qui est différent de celui poursuivi par les "parcours piétonniers" selon l'article 3, alinéa 3, LCPR. Maintenant ainsi la position exprimée dans la détermination du Département du 10 décembre 2003, le SDT demandait que le chemin des rives du lac soit étudié.

A la suite de divers échanges avec la Municipalité, et considérant que la décision du Département de 2010 se basait sur une inspection locale qui a eu lieu le 19 septembre 2002, il paraissait opportun de vérifier *in situ*, 9 ans plus tard, la faisabilité du cheminement riverain.

Lors d'une visite locale effectuée le lundi 29 août 2011, il a été constaté que certains éléments naturels dignes de protection, non relevés lors de la vision locale de 2002, étaient présents sur le tracé du cheminement de rive. Il a été décidé de commander une expertise biologique concernant l'impact du cheminement de rive sur les valeurs naturelles. Cette expertise avait pour mandat de vérifier et de compléter le cas échéant l'avis donné en 2002, en tenant compte d'éventuelles autres valeurs naturelles, notamment les milieux dignes de protection selon l'Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN) et de l'avifaune.

Le bureau Mosimann & Strebel de Ins réalisa cette étude pour le compte du SFFN-CCFN en janvier 2012.

La présente détermination du SDT, concertée avec le SFFN-CCFN et la CRL, vise à prendre en compte l'étude Mosimann & Strebel et à examiner dans quelle mesure la réalisation d'un cheminement de rive pourrait nuire aux éléments naturels constatés. Au-delà des aspects de protection des milieux naturels, il s'agit également de faire la pesée générale des intérêts dans un dossier qui ne trouve pas d'issue depuis plus de dix ans.

Examen des rives du lac par tronçon

L'étude Mosimann & Strebel subdivise le secteur des rives du lac de Morat, de la parcelle n° 379, au sud-ouest, jusqu'à la limite avec la commune fribourgeoise de Greng, au nord-est, en treize tronçons. Cette subdivision, qui tient compte de la morphologie de la rive, est reprise dans le descriptif ci-dessous résumant la situation générale (1) et l'impact potentiel d'un cheminement de rive sur les valeurs naturelles mentionnées par l'étude (2).

Tronçon n° 1 (parcelles n° 385, 379, 380, 382 et 323)

1. La parcelle n° 385 fait partie de l'objet n° 173, Le Vuat, de l'inventaire cantonal des monuments naturels (zone humide, grève). Le projet de modification du PGA ne concerne qu'un secteur jouxtant le port et comprenant deux constructions (ECA n° 310 et 282). Le projet de MPGA prévoit d'affecter ce secteur, actuellement en zone de verdure, en zone des rives du lac à l'instar des parcelles voisines situées à l'est.
2. Sur la parcelle n° 385, les impacts potentiels d'un chemin de rive sont jugés très importants. Sur les autres parcelles, ils sont par contre peu importants.

Tronçon n° 2 (parcelles n° 326 et 325)

1. Ces deux petites parcelles font partie du secteur prévu d'être affecté en zone des rives du lac, situé entre le port et l'aire forestière protégée "Le Vuat".
2. Ce secteur se distingue du précédent par la présence du castor (terrier, traces), d'oiseaux d'eaux hivernants (grèbe castagneux et bruant des roseaux) et d'une morphologie encore naturelle ou proche de la nature, abritant des milieux naturels dignes de protection selon l'OPN. Les impacts d'un sentier de rive seraient importants.

Tronçons n° 3 et 4 (parcelle n° 327, DP 4, parcelle n° 329)

1. Il s'agit du secteur du port régi par le Plan partiel d'affectation (PPA) "Parcelles n° 327 et 329".

2. L'étude mentionne la présence des mêmes espèces que pour le tronçon n° 2. Les impacts potentiels sont jugés importants. Les impacts actuels sont jugés très importants.

Les services cantonaux estiment que la réalisation d'un chemin de rive ne nécessiterait pas d'aménagement supplémentaire sur ces tronçons dans la mesure où ils sont déjà occupés par des infrastructures publiques donnant accès au lac. L'effet serait donc nul, voire positif dans la mesure où l'on pourrait profiter de la réalisation d'un tel cheminement pour s'éloigner quelque peu des valeurs naturelles à préserver.

Tronçon n° 5 (parcelles n° 332, 333, 335, 336 et 337)

1. Ces parcelles sont desservies par un chemin public (DP 5) longeant la voie ferrée auquel on accède par un passage à niveau situé à l'endroit du port. A partir de la parcelle n° 337, l'accès public se prolonge par un chemin non goudronné sis sur domaine privé.
2. La rive est aménagée par des murs en béton et d'autres constructions parfois très importantes (parcelle n° 337) ainsi que des pontons, et peu d'éléments naturels dignes de protection, hormis des roselières lacustres. Les impacts d'un cheminement de rive seraient peu importants hormis sur la parcelle n° 336.

Tronçon n° 6 (parcelles n° 338 et 339)

1. Ce tronçon a la particularité de compter deux aires forestières jouxtant la rive. La parcelle n° 338 est libre de construction. Les deux parcelles s'étendent de la rive à la voie de chemin de fer. Elles sont desservies par le prolongement du chemin sis sur domaine privé.
2. Le tronçon est celui qui présente le plus d'intérêt du point de vue des éléments naturels dans la mesure où il est le seul à présenter une transition continue entre les milieux aquatique et terrestre, avec des éléments dignes de protection selon l'OPN. Il s'agit de l'un des deux tronçons où les impacts d'un cheminement de rive seraient les plus importants.

Tronçons n° 7 et 8 (parcelles n° 340, 341, 343, 344, 345, 346, 303, 304, 411, 305, 409, 407 et 408)

1. Ces tronçons comprennent un secteur de petites parcelles bâties en zone des rives du lac, jouxtant le débarcadère et la plage affectés en zone d'utilité publique.

Le premier secteur de maisons, côté débarcadère, est desservi par un chemin goudronné relié au chemin du tronçon n° 6 mais qui s'éloigne de la voie ferrée et qui débouche sur le chemin du débarcadère perpendiculaire au lac. Il est à noter que ce chemin existant ne correspond pas au tracé du parcours piétonnier indiqué sur le plan.

2. Ce secteur de rive entièrement aménagé par des remblais et des murs en béton, hormis la plage et des rampes pour les bateaux. On note la présence de grandes roselières lacustres et de végétation flottante (nénuphars) particulièrement au niveau du débarcadère et de la plage. Les impacts actuels sur les milieux naturels sont très importants. L'aménagement d'un chemin de rive aurait un impact modérément important compte tenu de l'état existant.

Tronçons n° 9 à 12 (parcelles n° 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, DP 19, parcelles n° 319 et 593)

1. Ce secteur de maisons riveraines est occupé par des parcelles privées, d'environ 1000 m² ayant un accès direct au lac et desservies par un chemin privé qui les traverse en longeant la voie ferrée. Une bande de terrain sur le domaine public (DP 19) donne un accès au lac et sert de lieu d'entreposage pour de petites embarcations hors de l'eau.

Ce domaine public entre lac et voie de chemin de fer n'est pas relié au réseau public des routes et chemins. Le projet de PGA prévoit deux zones de verdure dans ce secteur. La première est une fine bande de terrain située entre la voie ferrée et le chemin d'accès, de la parcelle n° 309 à la parcelle n° 316. La seconde zone de verdure est située sur la parcelle n° 319, en rive du lac.

2. Ces tronçons sont très largement aménagés par des murs en béton, des remblais ou des rampes pour bateaux. Sur la parcelle n° 318 se trouve un bâtiment directement sur la rive. Seuls les tronçons n° 10 (parcelle n° 311) et n° 12 (parcelles n° 319 et 593) présentent un aspect proche de la nature avec des fragments de milieux dignes de protection.

Tronçon n° 13 (parcelles n° 595, 596, 616, 320, 617, 618, 598, 599, 600 et 601)

1. Ce tronçon, formé de plus petites parcelles constructibles que le précédent, offre la particularité d'avoir deux parcelles en aire forestière (n° 594, 597), séparées du lac par les parcelles constructibles. Ces forêts sont la copropriété des détenteurs des parcelles riveraines.

Le chemin d'accès est dans la prolongation du chemin qui suit la voie CFF, puis traverse la parcelle forestière n° 597 pour rejoindre le chemin sur le territoire fribourgeois situé à l'arrière d'une grande propriété riveraine.

2. Les rives sur ce tronçon sont très largement aménagées par des murs en béton et passerelles et ne présentent pas d'éléments naturels sur la rive même. Par contre, l'expertise relève que ce tronçon est le seul endroit d'hivernage des oies cendrées sur le lac de Morat. Elles se reposent sur les landes proches de la rive. En cas de réalisation du sentier de rive, ces oiseaux devraient subir une pression de dérangement assez forte.

Cheminements existants et projetés

Comme mentionné dans la description des tronçons de l'expertise sur les valeurs naturelles, le secteur des rives comprend déjà des cheminements piétonniers praticables également à vélo, situés à l'arrière des parcelles. Pour une part, plus précisément de l'aire forestière "Le Vuat" à la parcelle n° 336, propriété de la Commune, ces cheminements sont affectés au domaine public. Pour le reste, il s'agit d'un chemin privé, sans doute réglé par des servitudes croisées garantissant l'accès aux diverses maisons. Ces chemins sont, semble-t-il, accessibles au public à bien plaisir.

Un itinéraire régional de "la Suisse à vélo" (SuisseMobile) emprunte le chemin public qui traverse "Le Vuat" puis emprunte le passage à niveau situé à hauteur du port (tronçon n° 4) pour rejoindre la route de Salavaux.

Le réseau de sentiers pédestres (SuisseMobile) emprunte le même tracé que l'itinéraire cycliste jusqu'au port, puis traverse la voie CFF pour la longer en amont jusqu'au niveau du débarcadère. Il suit ensuite le chemin situé à l'arrière des parcelles riveraines sur les tronçons n° 8 à 13. Sur le territoire du canton de Fribourg, le sentier se poursuit en passant à l'arrière des parcelles riveraines, hormis sur un segment situé au niveau de Untergreng.

Actuellement, il n'y donc aucun cheminement de rive existant sur le territoire de Faoug, le lac n'étant accessible au public que par les parcelles du port et de la plage (débarcadère), ainsi que par la petite bande affectée au domaine public (DP 19). En ce qui concerne le cheminement situé à l'arrière des parcelles riveraines, le segment situé entre la parcelle n° 337, où se termine le chemin sis sur le domaine public, et les parcelles n° 346 et 443, qui jouxtent le débarcadère, ne fait pas partie des réseaux cyclistes et piétonniers.

Le Plan directeur de la rive sud du lac de Neuchâtel et des rives du lac de Morat prévoit la création d'un chemin piéton en direction de Greng. Le tracé indiqué sur le plan prévoit un cheminement sur la rive entre le port (DP 4) et l'accès sis sur domaine public (DP 19) situé entre la plage et la limite cantonale avec Greng. A l'ouest, le cheminement emprunte le domaine public par les chemins du Pâquier aux Oies et de la Grève. A l'est, il suit le chemin privé situé à l'arrière des parcelles riveraines (impasse de la Douane).

La voie ferrée constitue une césure importante avec le reste du village. Il n'existe que trois passages à niveau accessibles avec des véhicules pour traverser cette limite:

- au niveau du secteur du port où se trouve un parking;
- au niveau de l'ancien port, actuellement débarcadère et plage;
- au niveau de la limite des parcelles n^{os} 596 et 597 (aire forestière).

Le chemin de la rive (DP 19), qui offre un accès public au lac et qui est utilisé pour entreposer de petites embarcations, est un petit secteur de domaine public complètement isolé entre la rive du lac, des parcelles privées et le domaine ferroviaire.

Le projet prévoit de placer le chemin public à l'arrière de toutes les parcelles riveraines, en utilisant principalement les chemins existants, avec des accès ponctuels aux rives du lac par des secteurs à affecter en zone d'utilité publique. Outre le port et la plage du débarcadère, qui ont déjà une vocation publique, ainsi que le Chemin de la rive (DP 19), il est prévu d'aménager la parcelle n° 336, propriété de la Commune, en zone d'utilité publique comprenant des "équipements publics et collectifs divers, compatibles avec les environs" (art. 50 RPGA).

Détermination

La détermination du Département des infrastructures du 10 décembre 2003 mettait en évidence la distinction qu'il convient de faire entre le chemin de rive, qui répond au principe du droit fédéral ancré à l'article 3, alinéa 2, lettre c LAT, et les sentiers piétonniers découlant de l'application de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (art. 2 LCPR). En d'autres termes, le chemin de rive ne peut pas être remplacé par un cheminement piétonnier non riverain. Pour renoncer au principe d'accessibilité aux rives, il convient de démontrer que sa réalisation va à l'encontre d'autres intérêts dignes de protection, en particulier des milieux naturels permettant le maintien d'espèces végétales ou animales menacées (art. 17, alinéa 1^{er}, lettre a LAT, art. 18 LPN).

Le Département estimait que la création de deux cheminements parallèles, séparés de quelques mètres, grevant à deux reprises le domaine privé, constituait une atteinte disproportionnée à la garantie de la propriété.

Le Département concluait que le passage public riverain constituait la seule solution conforme au droit fédéral, en particulier à l'article 3, alinéa 2, lettre c LAT. Il appuyait sa détermination sur une visite locale effectuée le 18 juillet 2002 et l'avis du Conservateur de la nature qui estimait que l'aménagement du sentier ne toucherait pas les roselières lacustres et n'entraînerait pas de pression humaine supplémentaire.

Il a été relevé plus haut que le tracé du cheminement piétonnier prévu par le Plan directeur des rives, ne suit pas strictement la rive sur le territoire de Faoug et de Greng. Sur le reste du pourtour du lac, il est prévu de suivre la rive à l'exception des secteurs de nature protégés.

La détermination du Département estimait que le Plan directeur des rives ne constituait pas un plan directeur sectoriel cantonal et qu'il pouvait être assimilé à une étude de base et servir d'instrument de travail pour définir la politique de planification des rives des lacs de Neuchâtel et de Morat.

Plusieurs éléments nouveaux incitent le SDT à réexaminer la position exprimée en 2003 par le Département des infrastructures.

- L'expertise du bureau Mosimann & Strebel apporte des éléments nouveaux complémentaires à ceux relevés lors de la vision locale de 2002. Elle montre en particulier que des éléments naturels dignes de protection sont bel et bien présents, malgré le fait qu'une grande partie de la rive est occupée par des constructions en dur empêchant une transition naturelle entre le milieu lacustre et terrestre. C'est le cas en particulier pour les tronçons n° 2 (présence de castors et grèbes castagneux), n° 6 (aire forestière riveraine et transition naturelle) et n° 13 (site d'hivernage des oies cendrées).

Par rapport à la pression actuelle importante provoquée par l'usage privatif des rives (essartages, aménagements de pontons, bouées au large), le SDT estime, avec le SFFN-CCFN et la CRL, et sur la base de l'expertise biologique, que l'aménagement et la fréquentation régulière d'un chemin riverain entraîneraient des impacts supplémentaires significatifs sur les tronçons non ou peu aménagés abritant une transition naturelle et des milieux dignes de protection, ainsi qu'à proximité de secteurs servant de sites d'hivernage pour l'avifaune.

- Sur les tronçons de rives déjà largement aménagés par des constructions, et hors des sites d'hivernage, l'aménagement d'un chemin ne porterait pas d'atteinte supplémentaire importante aux valeurs naturelles. Il faut néanmoins prendre en considération le fait que les impacts sur les milieux naturels lacustres par les propriétaires riverains vont progressivement être diminués par la suppression des amarrages sauvages et de pontons, et le regroupement des bateaux dans le nouveau port. Il ne serait dès lors pas adéquat de créer une nouvelle nuisance où par ailleurs on cherche à diminuer les impacts existants sur le milieu naturel.
- L'étude Mosimann & Strebel identifie un secteur où les impacts d'un chemin de rive seraient très importants. Le tronçon n° 6 est un des rares endroits où la rive est naturelle. Pour préserver ces milieux, il conviendrait de prévoir le cheminement à l'arrière de la parcelle. Dès lors, le tracé zigzaguant entre la rive et l'arrière des parcelles serait difficile à réaliser et constituerait sans doute une atteinte disproportionnée aux propriétés riveraines.
- La jurisprudence montre que, contrairement à ce qu'affirmait le Département des infrastructures en 2003, le Plan directeur des rives est un document contraignant. Le chemin pédestre prévu par ce Plan n'est pas strictement riverain. Il prend en compte l'aire forestière protégée "Le Vuat" à l'ouest du secteur. A l'est, le cheminement est également situé à l'arrière des parcelles correspondant aux tronçons 12 et 13.
- Il est également constaté que le chemin actuel situé à l'arrière des parcelles est praticable à vélo et pourrait être intégré aux itinéraires officiels. Si le chemin de rive devait être réalisé, ces itinéraires informels à l'arrière des parcelles pourraient disparaître dans la mesure où ils sont réservés à l'usage exclusif des occupants des parcelles riveraines.

En conclusion, le SDT est favorable à la poursuite de l'étude des cheminements piétonniers dans le sens proposé par la Municipalité, qui prévoit un chemin situé à l'arrière des parcelles riveraines et des accès publics au lac par des parcelles affectées en zone d'utilité publique, dans la mesure où cette solution s'accompagne d'une amélioration réelle de la protection des milieux naturels lacustres et riverains. Pour que cette solution porte tous les effets positifs escomptés sur la préservation des valeurs naturelles, le SDT demande à la Commune de s'engager à soutenir les mesures qui seront prises pour supprimer les impacts actuels sur les milieux lacustres causés par des places d'amarrage, pontons, etc.

La faisabilité du cheminement à l'arrière des parcelles doit être vérifiée et réglée par des servitudes de droit public ou des affectations au domaine public.

Le SDT attire l'attention sur le fait que le chemin suit en grande partie la voie ferrée et comprend des passages à niveau. La compagnie exploitante de la ligne doit impérativement être consultée en vertu de l'article 18 m de la Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdf). Le résultat de cette consultation sera intégré au rapport 47 OAT.

Enfin, dans la même logique de préserver les milieux naturels riverains, le SDT demande que la limite des constructions inscrite dans le PEC n° 18 soit maintenue, de même que la zone de verdure située à l'ouest du port jouxtant le Vuat.

En restant à votre disposition pour d'éventuels compléments d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Philippe Gmür
chef du Service du développement territorial



Frédéric Baldy
responsable Division aménagement communal

Annexe

- Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles, Bureau Mosimann & Strebel, janvier 2012.

Copies

- Bureau Fischer & Montavon, Yverdon-les-Bains
- SFFN-CCFN / F. Ciardo, P. Külling (SFFN-CCFN et CRL)
- CRL / V. Bovey Diagne

Annexe 15 du rapport 47 OAT

Plan de la zone réservée

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DANS SA SEANCE DU 20 NOVEMBRE 2017

LA SYNDIQUE:  LA SECRETAIRE: 

SOUMIS A L'ENQUETE PUBLIQUE DU 22 NOVEMBRE 2017 AU 21 DECEMBRE 2017

LA SYNDIQUE:  LA SECRETAIRE: 

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU 2 MAI 2018

LE PRESIDENT:  LA SECRETAIRE: 





APPROUVE PREALABLEMENT PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT

LAUSANNE, LE 10 SEP. 2018
 LA CHEFFE DU DEPARTEMENT: 


MISE EN VIGUEUR, LE 10 SEP. 2018
 15 novembre 2017

Agence Vieslar Architecture T: +41 20 565 38 43 François Vieslar
 Route de Morat 3 E: fv@vieslararchitecture.ch Architecte HES, RES B
 1595 Faoug W: www.vieslararchitecture.ch Urbaniste FSU

LEGENDE :

- Zone réservée 
- A titre indicatif: 
- Limite communale et cantonale 
- Aire forestière 

ECHELLE 1:2'000
 0 20 40 100 m.

Etabli sur la base des données cadastrales du 17.11.17 authentifié par:
 NPPR ingénieurs et géomètres SA ingénieurs géomètres officiels
 Place de l'Eglise 4, 1580 Avenches 



Annexe 16 du rapport 47 OAT

Plan du périmètre de territoire urbanisé



CANTON DE VAUD

COMMUNE DE FAUG

Périmètre du territoire urbanisé

LEGENDE :

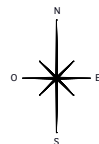
Périmètre du territoire urbanisé



Périmètres

1 Centre du village et sa couronne périphérique

2 Les Vouats - Pâquier aux Oies



7 janvier 2026







Annexe 17 du rapport 47 OAT

**Plan de la stratégie de redimensionnement
de la zone à bâtir**

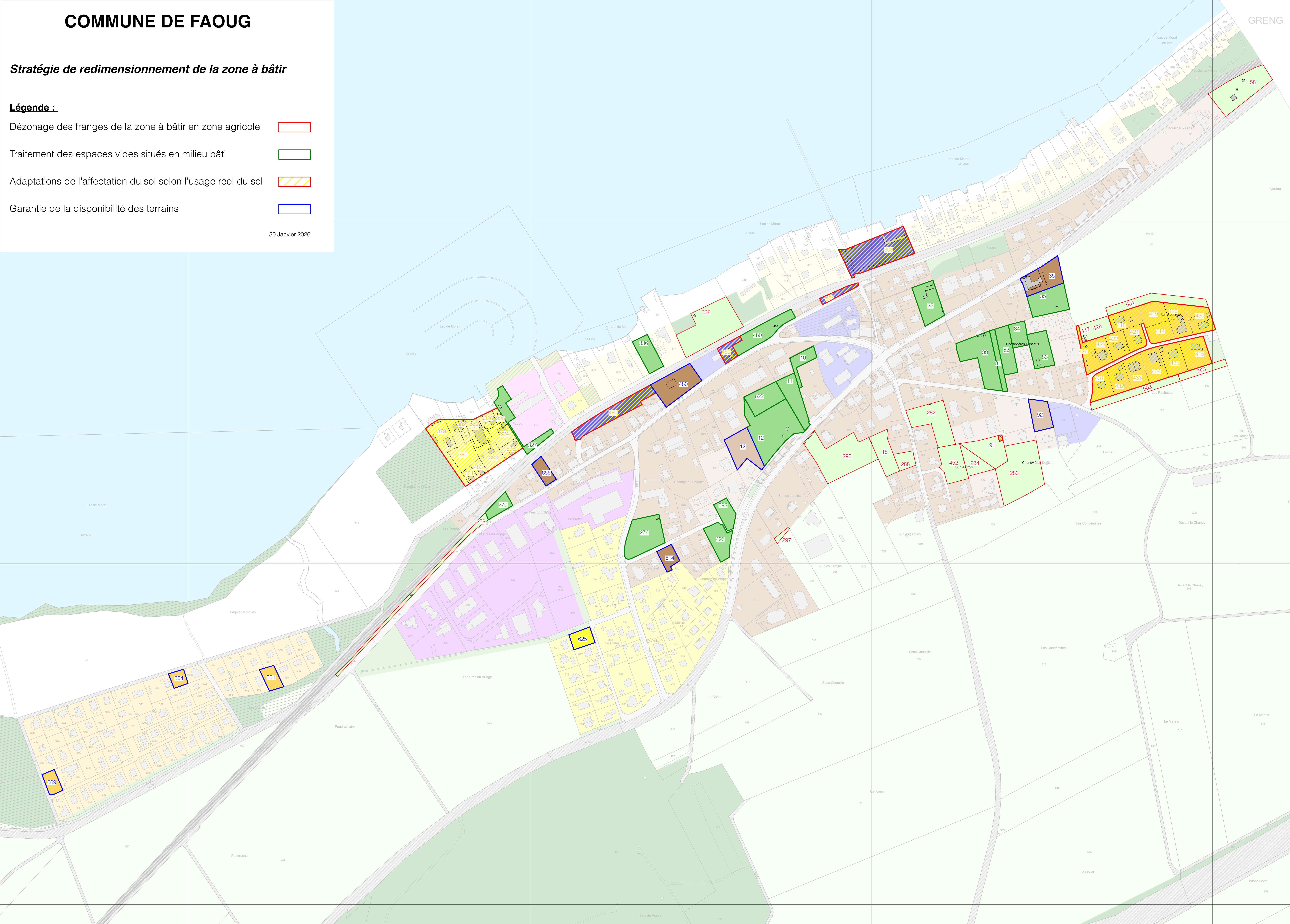
COMMUNE DE FAOUG

Stratégie de redimensionnement de la zone à bâtir

Légende :

- Dézonage des franges de la zone à bâtir en zone agricole 
- Traitement des espaces vides situés en milieu bâti 
- Adaptations de l'affectation du sol selon l'usage réel du sol 
- Garantie de la disponibilité des terrains 

30 Janvier 2026



Annexe 18 du rapport 47 OAT

Bilan des réserves en zones à bâtir (nouvelle version)



Commune de Faoug

Simulation pour le dimensionnement de la zone à bâtir (d'habitation et mixte)

NOOFS: **5458**

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le: 30.12.2018
Variante enregistrée le: 12.12.2025

Nom de la variante: **Bilan enq. compl. 2026**

Commentaire libre:

Population: 31.12.2018
Affectation du sol: 30.12.2018
Registre cantonal des bâtiments: 30.12.2018
Cadastre: 30.12.2018

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****		Part d'habitat (%)		Taux de saturation (%)		SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)		% disponib le théoriqu e		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes		Surface brute de plancher réalisable (m2)			
10	Zone de centre de localité (zone village)	3584	0.6	0.6	Justification des corrections de la commune: Autre à commenter	90	90	100	100	1935	1935	1455	1455	25	25	25	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passage en zone de verdure de 815m2	484	368
12	Zone de centre de localité (zone village)	6318	0.3	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90	100	100	1706	1706	0	0	100	100	80	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passe en zone de verdure 15 LAT	1365	512
35	Zone de centre de localité (zone village)	4162	0.6	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passe en zone centrale 15 LAT A	90	90	100	100	2248	2248	758	758	66	66	40	14	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	899	315
58	Zone de centre de localité (zone village)	8573	0.3	0.3		90	90	100	100	2315	2315	878	878	62	62	15	15	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: La partie Est passe en zone agricole 16 LAT	347	347
92	Zone de centre de localité (zone village)	1218	0.6	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90	100	100	658	329	0	0	100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passe en zone centrale 15 LAT B	658	329
249	Zone d'habitation de faible densité	2338	0.2	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100	100	100	468	1169	560	560	-20	52	0	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	608
254	Zone d'habitation de faible densité	1638	0.2	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100	100	100	328	819	248	248	24	70	0	70	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	573
273	Zone de centre de localité (zone village)	2770	0.6	0.6		90	90	100	100	1496	1496	645	645	57	57	30	30		449	449

276	Zone de centre de localité (zone village)	5809	0.6	0.6		90	90		100	100		3137	3137	906	906		71	71	68	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passage en zone de verdure 15 LAT	2133	376
282	Zone de centre de localité (zone village)	4352	0.6	0.6		90	90		100	100		2350	2350	582	582		75	75	75	22	Justification des corrections de la commune: Dézonnage partiel Commentaire de la commune: Reste 1805 m2 de zone centrale 15 LAT A	1763	517
296	Zone de centre de localité (zone village)	3487	0.6	0.6		90	90		100	100		1883	1883	373	373		80	80	75	75		1412	1412
335	Zone d'habitation de très faible densité	590	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		148	118	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	118
344	Zone d'habitation de très faible densité	1842	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		460	368	177	177		61	52	61	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	281	191
351	Zone d'habitation de très faible densité	751	0.25	0.25		100	100		100	100		188	188	0	0		100	100	100	100		188	188
380	Zone d'habitation de très faible densité	1694	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		424	339	107	107		75	69	0	69	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	234
394	Zone d'habitation de très faible densité	630	0.25	0.25		100	100		100	100		158	158	0	0		100	100	80	80		126	126
419	Zone d'habitation de très faible densité	1198	0.25	0.25		100	100		100	100		300	300	0	0		100	100	100	21	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Nouveau bâtiment construit. La surface n'est plus disponible	300	63
469	Zone d'habitation de très faible densité	1013	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		253	203	0	0		100	100	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	203
480	Zone d'installations (para-) publiques	4921	0.6	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passe en zone centrale 15 LAT A	90	90		100	100		2657	2657	57	57		98	98	80	47	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Rocade de la zone centrale 15 LAT A et de la zone d'installations publiques 15 LAT	2126	1249
485	Zone de centre de localité (zone village)	840	0.3	0.3		90	90		100	100		227	227	0	0		100	100	100	100	Justification des	227	227

																			corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Nouveau bâtiment construit. La surface n'est plus disponible							
487	Zone de centre de localité (zone village)	737	0.3	0.3		90	90							199	199	0	0			100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Nouveau bâtiment construit. La surface n'est plus disponible	199	199
602	Zone d'habitation de faible densité	1456	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100							655	728	203	203			69	72	69	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	452	524
614	Zone de centre de localité (zone village)	720	0.6	0.6		90	90							389	389	0	0			100	100	100	100		389	389
625	Zone d'habitation de faible densité	776	0.2	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100							155	388	0	0			100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	155	388
655	Zone de centre de localité (zone village)	705	0.6	0.6		90	90							381	381	0	0			100	100	15	15		57	57
669	Zone d'habitation de très faible densité	662	0.25	0.25		100	100							165	165	0	0			100	100	100	100		165	165
699	Zone d'habitation de très faible densité	587	0.25	0.25		100	100							147	147	0	0			100	100	100	100		147	147
9000	Zone d'habitation de faible densité	745	0	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	0	100							0	372	0	102			Na N	73	0	55	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	205
Total		64116																							14322	10479

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m² par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir hors du périmètre de centre

286 **210**

* On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles

*** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive

**** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.

***** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m²), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés

245	Zone d'habitation de faible densité	1200	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			540	600	167	167			69	72	69	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	373	432
246	Zone d'habitation de faible densité	565	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			254	283	229	229			10	19	10	19	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	25	54
247	Zone d'habitation de faible densité	844	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			380	422	138	138			64	67	64	67	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	243	283
250	Zone d'habitation de faible densité	755	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			340	378	281	281			17	25	17	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	58	95
251	Zone d'habitation de faible densité	1174	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			528	587	164	164			69	72	69	72	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	364	423
252	Zone d'habitation de faible densité	1347	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			606	673	193	193			68	71	68	71	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	412	478
253	Zone d'habitation de faible densité	755	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100			100	100			340	377	211	211			38	44	38	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	129	166
259	Zone de centre de localité (zone village)	1394	0.5	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passe en zone agricole	90	90			100	100			627	0	0	0			100	Na	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passe en zone agricole	627	0
262	Zone de centre de localité (zone village)	742	0.6	0.6		90	90			100	100			401	401	348	348			13	13	13	13		52	52
263	Zone de centre de localité (zone village)	1126	0.6	0.6		90	90			100	100			608	608	210	210			65	65	65	65		395	395
265	Zone de centre de localité (zone village)	107	0.6	0.6		90	90			100	100			58	58	0	0			100	100	100	100		58	58
269	Zone de centre de localité (zone village)	917	0.56	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90			100	100			461	495	169	169			63	66	63	66	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	290	327
270	Zone de centre de localité (zone village)	1685	0.6	0.6		90	90			100	100			910	910	365	365			60	60	60	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passe partiellement en zone de verdure 15 LAT	546	228

271	Zone de centre de localité (zone village)	366	0.6	0.6		90	90		100	100		198	198	73	73		63	63	63	63		125	125	
272	Zone de centre de localité (zone village)	1635	0.6	0.6		90	90		100	100		883	883	376	376		57	57	57	57		503	503	
278	Zone d'habitation de faible densité	1075	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100		100	100		484	538	351	351		28	35	28	35	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	136	188	
279	Zone d'habitation de faible densité	910	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100		100	100		410	455	269	269		34	41	34	41	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	139	187	
280	Zone de centre de localité (zone village)	627	0.56	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		316	169	201	201		36	-19	36	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	114	0	
281	Zone de centre de localité (zone village)	97	0.3	0.3		90	90		100	100		26	26	0	0		100	100	100	100		26	26	
283	Zone agricole	4544	0.3	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		1227	0	6	6		99	-	76	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	933	0	
284	Zone de centre de localité (zone village)	2605	0.3	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Dézonage partiel	90	90		100	100		703	0	315	315		55	-	40	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel	281	0	
285	Zone de centre de localité (zone village)	399	0.5	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		180	0	0	0		100	NaN	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	180	0	
287	Zone de centre de localité (zone village)	682	0.6	0.6		90	90		100	100		368	368	263	263		29	29	29	29		107	107	
288	Zone de centre de localité (zone village)	1387	0.6	0.6		90	90		100	100		749	749	230	230		69	69	69	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: La réserve passe en zone agricole 16 LAT	517	7	
289	Zone de centre de localité (zone village)	428	0.6	0.6		90	90		100	100		231	231	185	185		20	20	20	20		46	46	
290	Zone de centre de localité (zone village)	953	0.6	0.6		90	90		100	100		514	514	481	481		6	6	6	6		31	31	
291	Zone de centre de localité (zone village)	238	0.6	0.6		90	90		100	100		129	129	84	84		35	35	35	35		45	45	
292	Zone de centre de localité (zone village)	877	0.6	0.6		90	90		100	100		474	474	134	134		72	72	72	72		341	341	
293	Zone de centre de localité (zone village)	7125	0.6	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Dézonage partiel	90	90		100	100		3847	0	778	778		80	-	25	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: La partie Sud est restituée à la zone agricole	962	0	
294	Zone de centre de localité (zone village)	1303	0.6	0.6		90	90		100	100		704	704	306	306		57	57	57	57		401	401	
295	Zone de centre de localité (zone village)	801	0.6	0.6		90	90		100	100		432	432	278	278		36	36	36	36		156	156	
297	Zone de centre de localité (zone village)	1784	0.6	0.6		90	90		100	100		964	964	482	482		50	50	50	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: La partie Sud est restituée à la zone agricole	482	289	
298	Zone de centre de localité (zone village)	1334	0.6	0.6		90	90		100	100		720	720	334	334		54	54	54	54		389	389	
300	Zone de centre de localité (zone village)	1457	0.5	0	Justification des corrections de la commune:	90	90		100	100		656	0	0	0		100	NaN	100	0	Justification des corrections de la commune:	656	0	

				Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passe en zone de desserte														Autre, à commenter							
301	Zone de centre de localité (zone village)	363	0.6	0.6		90	90							196	196	147	147		25	25	25	25		49	49
304	Zone d'habitation de très faible densité	801	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							200	160	112	112		44	30	44	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	88	48
305	Zone d'habitation de très faible densité	1192	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							298	238	126	126		58	47	58	47	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	173	112
306	Zone d'habitation de très faible densité	1186	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							297	237	110	110		63	54	63	54	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	187	128
307	Zone d'habitation de très faible densité	52	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							13	10	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	13	10
308	Zone d'habitation de très faible densité	447	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							112	89	45	73		60	18	60	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	67	16
309	Zone d'habitation de très faible densité	997	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							249	199	46	46		81	77	81	77	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	202	153
310	Zone d'habitation de très faible densité	716	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							179	143	67	67		62	53	62	53	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	111	76
311	Zone d'habitation de très faible densité	1435	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100							359	287	196	196		46	32	46	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	165	92
315	Zone d'habitation de très faible densité	799	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune:	100	100							200	160	87	87		56	45	56	45	Justification des corrections de la commune:	112	72

					Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B															Autre, à commenter				
341	Zone d'habitation de très faible densité	1058	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100					264	212	78	78			70	63	70	63	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	185	134
342	Zone d'habitation de très faible densité	259	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100					65	52	0	0			100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	65	52
345	Zone d'habitation de très faible densité	503	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100					126	101	65	65			49	36	49	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	36
348	Zone d'habitation de très faible densité	632	0.25	0.25		100	100					158	158	75	75			52	52	52	52		82	82
349	Zone d'habitation de très faible densité	723	0.25	0.25		100	100					181	181	77	77			57	57	57	57		103	103
350	Zone d'habitation de très faible densité	756	0.25	0.25		100	100					189	189	79	79			58	58	58	58		110	110
352	Zone d'habitation de très faible densité	730	0.25	0.25		100	100					182	182	93	93			49	49	49	49		89	89
353	Zone d'habitation de très faible densité	711	0.25	0.25		100	100					178	178	65	65			63	63	63	63		112	112
355	Zone d'habitation de très faible densité	852	0.25	0.25		100	100					213	213	95	95			55	55	55	55		117	117
356	Zone d'habitation de très faible densité	834	0.25	0.25		100	100					209	209	71	71			66	66	66	66		138	138
357	Zone d'habitation de très faible densité	851	0.25	0.25		100	100					213	213	142	142			33	33	33	33		70	70
358	Zone d'habitation de très faible densité	841	0.25	0.25		100	100					210	210	129	129			39	39	39	39		82	82
359	Zone d'habitation de très faible densité	833	0.25	0.25		100	100					208	208	180	180			13	13	13	13		27	27
360	Zone d'habitation de très faible densité	807	0.25	0.25		100	100					202	202	134	134			34	34	34	34		69	69
361	Zone d'habitation de très faible densité	1235	0.25	0.25		100	100					309	309	64	64			79	79	79	79		244	244
362	Zone d'habitation de très faible densité	614	0.25	0.25		100	100					154	154	142	142			8	8	8	8		12	12
364	Zone d'habitation de très faible densité	500	0.25	0.25		100	100					125	125	0	0			100	100	100	100		125	125
365	Zone d'habitation de très faible densité	1194	0.25	0.25		100	100					299	299	122	122			59	59	59	59		176	176
366	Zone d'habitation de très faible densité	1225	0.25	0.25		100	100					306	306	116	116			62	62	62	62		190	190
368	Zone d'habitation de très faible densité	657	0.25	0.25		100	100					164	164	86	86			47	47	47	47		77	77
369	Zone d'habitation de très faible densité	673	0.25	0.25		100	100					168	168	101	101			40	40	40	40		67	67
372	Zone d'habitation de très faible densité	638	0.25	0.25		100	100					160	160	107	107			33	33	33	33		53	53
374	Zone d'habitation de très faible densité	633	0.25	0.25		100	100					158	158	106	106			33	33	33	33		52	52
375	Zone d'habitation de très faible densité	991	0.25	0.25		100	100					248	248	135	135			46	46	46	46		114	114
379	Zone d'habitation de très faible densité	1694	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100					423	339	197	272			53	20	53	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	224	68
383	Zone d'habitation de très faible densité	1157	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100					289	231	113	113			61	51	61	51	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	176	118
384	Zone de centre de localité (zone village)	1129	0.6	0.6		90	90					610	610	602	602			1	1	1	1		6	6
386	Zone d'habitation de très faible densité	611	0.25	0.25		100	100					153	153	133	133			13	13	13	13		20	20
387	Zone d'habitation de très faible densité	783	0.25	0.25		100	100					196	196	145	145			26	26	26	26		51	51
390	Zone d'habitation de très faible densité	548	0.25	0.25		100	100					137	137	114	114			16	16	16	16		22	22
391	Zone d'habitation de faible densité	115	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune:	100	100					52	58	0	0			100	100	100	100	Justification des corrections de la commune:	52	58

392	Zone d'habitation de très faible densité	574	0.25	0.25	Valeur du futur règlement	100	100		100	100		143	143	97	97		32	32	32	32	Autre, à commenter	46	46
393	Zone d'habitation de très faible densité	762	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		191	152	23	23		88	85	88	85	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	168	129
396	Zone d'habitation de très faible densité	586	0.25	0.25		100	100		100	100		147	147	146	146		1	1	1	1		1	1
398	Zone d'habitation de très faible densité	674	0.25	0.25		100	100		100	100		169	169	161	161		4	4	4	4		7	7
401	Zone d'habitation de très faible densité	789	0.25	0.25		100	100		100	100		197	197	99	99		50	50	50	50		99	99
402	Zone d'habitation de très faible densité	318	0.25	0.25		100	100		100	100		79	79	0	0		100	100	100	100		79	79
407	Zone d'habitation de très faible densité	366	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		91	73	85	85		7	-16	7	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	6	0
408	Zone d'habitation de très faible densité	450	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		113	90	39	39		65	57	65	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	73	51
409	Zone d'habitation de très faible densité	267	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		67	53	58	58		13	-8	13	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	0
410	Zone de centre de localité (zone village)	454	0.6	0.6		90	90		100	100		245	245	221	221		10	10	10	10		25	25
414	Zone d'habitation de très faible densité	983	0.25	0.25		100	100		100	100		246	246	0	0		100	100	100	3	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Nouveau bâtiment construit. La surface n'est plus disponible	246	7
415	Zone d'habitation de très faible densité	1606	0.25	0.25		100	100		100	100		401	401	254	254		37	37	37	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	148	48
424	Zone de centre de localité (zone village)	1005	0.6	0.6		90	90		100	100		543	543	283	283		48	48	48	48		261	261
425	Zone de centre de localité (zone village)	848	0.6	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		458	229	432	432		6	-89	6	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passe en zone centrale 15 LAT B	27	0
426	Zone d'habitation de très faible densité	308	0.25	0.25		100	100		100	100		77	77	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Pas possible de construire	77	0
430	Zone d'habitation de très faible densité	1344	0.25	0.25		100	100		100	100		336	336	247	247		26	26	26	12	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	87	40

431	Zone d'habitation de très faible densité	1087	0.25	0.25		100	100		100	100		272	272	190	190		30	30	30	30		82	82
435	Zone d'habitation de très faible densité	1402	0.25	0.25		100	100		100	100		350	350	275	275		21	21	21	21		74	74
436	Zone de centre de localité (zone village)	722	0.6	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		388	390	186	186		52	52	52	52	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	202	203
437	Zone de centre de localité (zone village)	781	0.6	0.6		90	90		100	100		422	422	144	144		66	66	66	66		279	279
442	Zone de centre de localité (zone village)	1109	0.6	0.6		90	90		100	100		599	599	483	483		19	19	19	19		114	114
443	Zone d'habitation de très faible densité	782	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100		100	100		196	156	143	143		27	8	27	8	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	53	12
445	Zone de centre de localité (zone village)	572	0.6	0.6		90	90		100	100		309	309	180	180		42	42	42	42		130	130
449	Zone de centre de localité (zone village)	809	0.3	0.3		90	90		100	100		218	218	182	182		17	17	17	17		37	37
451	Zone d'habitation de faible densité	801	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100		100	100		360	400	271	271		25	32	25	32	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	90	128
452	Zone agricole	1800	0.6	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passage en zone agricole	90	0		100	100		972	0	0	0		100	Na N	100	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage	972	0
453	Zone de centre de localité (zone village)	871	0.6	0.6		90	90		100	100		470	470	219	219		53	53	53	53		249	249
454	Zone de centre de localité (zone village)	969	0.6	0.6		90	90		100	100		523	523	251	251		52	52	52	52		272	272
455	Zone de centre de localité (zone village)	838	0.6	0.6		90	90		100	100		453	453	305	305		33	33	33	33		149	149
456	Zone de centre de localité (zone village)	867	0.6	0.6		90	90		100	100		468	468	288	288		39	39	39	39		183	183
457	Zone de centre de localité (zone village)	1002	0.6	0.6		90	90		100	100		541	541	323	323		40	40	40	40		216	216
458	Zone de centre de localité (zone village)	1173	0.6	0.6		90	90		100	100		634	634	244	244		61	61	61	61		387	387
473	Zone d'habitation de faible densité	1000	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100		100	100		450	500	409	409		9	18	9	18	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	41	90
484	Zone de centre de localité (zone village)	554	0.6	0.6		90	90		100	100		299	299	113	113		62	62	62	62		185	185
486	Zone de centre de localité (zone village)	769	0.32	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		218	208	210	210		4	-1	4	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	9	0
489	Zone de centre de localité (zone village)	164	0.5	0.5		90	90		100	100		74	74	0	0		100	100	100	100		74	74
490	Zone de centre de localité (zone village)	503	0.6	0.6		90	90		100	100		272	272	225	225		17	17	17	17		46	46
492	Zone de centre de localité (zone village)	732	0.6	0.6		90	90		100	100		395	395	173	173		56	56	56	56		221	221
493	Zone de centre de localité (zone village)	752	0.6	0.6		90	90		100	100		406	406	272	272		33	33	33	33		134	134
494	Zone de centre de localité (zone village)	659	0.6	0.6		90	90		100	100		356	356	187	187		47	47	47	47		167	167
495	Zone de centre de localité (zone village)	1389	0.3	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passage à la zone de verdure 15 LAT	90	90		100	100		375	0	0	0		100	Na N	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passage à la zone de verdure 15 LAT	375	0
496	Zone de centre de localité (zone village)	582	0.31	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		164	157	88	88		46	44	46	44	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	75	69
566	Zone de centre de localité (zone village)	1283	0.51	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90		100	100		593	693	158	158		73	77	73	77	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	433	534
568	Zone de centre de localité (zone village)	282	0.6	0.6		90	90		100	100		152	152	0	0		100	100	100	100		152	152
573	Zone de centre de localité (zone village)	742	0.6	0.6		90	90		100	100		401	401	199	199		50	50	50	50		201	201

591	Zone de centre de localité (zone village)	658	0.39	0.3	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90												230	178	112	112					51	37	51	37	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	117	66	
592	Zone de centre de localité (zone village)	866	0.3	0	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Passage à la zone de verdure 15 LAT	90	90												234	0	0	0					100	NaN	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Passage à la zone de verdure 15 LAT	234	0	
593	Zone d'habitation de très faible densité	601	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												150	120	60	108					60	10	60	10	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	90	12	
594	Zone d'habitation de très faible densité	169	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												42	34	0	0					100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	42	34	
596	Zone d'habitation de très faible densité	947	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												237	189	83	83					65	56	65	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	154	106	
598	Zone d'habitation de très faible densité	357	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												89	71	40	71	Commentaire de la commune: Construction existante					55	0	55	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	49	0
599	Zone d'habitation de très faible densité	235	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												59	47	9	31	Commentaire de la commune: Construction existante					84	34	84	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	50	16
600	Zone d'habitation de très faible densité	251	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												63	50	2	40					96	20	96	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	60	10	
601	Zone d'habitation de très faible densité	260	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Zone d'habitation de très faible densité 15 LAT B	100	100												65	52	31	91					52	-75	52	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	34	0	
613	Zone de centre de localité (zone village)	882	0.6	0.6		90	90												476	476	246	246					48	48	48	48		228	228	
616	Zone d'habitation de très faible densité	287	0.25	0.2	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	100	100												72	57	8	38					89	34	89	34	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	64	19	

				corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS														corrections de la commune: Autre, à commenter						
631	Zone d'habitation de faible densité	723	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						325	361	262	262		19	27	19	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	62	97
632	Zone d'habitation de faible densité	700	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						315	350	254	254		19	27	19	27	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	60	95
633	Zone d'habitation de faible densité	723	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						325	362	154	154		53	57	53	57	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	172	206
634	Zone d'habitation de faible densité	795	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						358	397	319	319		11	20	11	20	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	39	79
635	Zone d'habitation de faible densité	773	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						348	387	241	241		31	38	31	38	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	108	147
636	Zone d'habitation de faible densité	727	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						327	364	233	233		29	36	29	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	95	131
644	Zone de centre de localité (zone village)	732	0.56	0.6	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement	90	90						372	396	389	389		-4	2	0	2	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	0	8
645	Zone de centre de localité (zone village)	888	0.6	0.6		90	90						479	479	229	229		52	52	52	52		249	249
648	Zone de centre de localité (zone village)	2305	0.6	0.6		90	90						1245	1245	740	740		41	41	41	41		510	510
649	Zone d'habitation de faible densité	1944	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						875	972	624	624		29	36	29	36	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	254	350
650	Zone d'habitation de faible densité	750	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la commune: Modification de l'IUS	100	100						338	375	164	164		51	56	51	56	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	172	210
651	Zone d'habitation de faible densité	922	0.45	0.5	Justification des corrections de la commune: Valeur du futur règlement Commentaire de la	100	100						415	461	329	329		21	29	21	29	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter	87	134

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****	Part d'habitat (%)	Taux de saturation (%)	SBP théorique (m2)	SBP déjà bâtie (m2)	% disponible théorique	% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes	Surface brute de plancher réalisable (m2)
Total		0								0

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)

0

* On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles

*** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive

**** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.

***** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE DENSIFICATION EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****	Part d'habitat (%)	Taux de saturation (%)	SBP théorique (m2)	SBP déjà bâtie (m2)	% disponible théorique	% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes	Surface brute de plancher réalisable (m2)
Total		0								0

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)

0

* On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles

*** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive

**** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.

***** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
<hr/>				
	Total sans doublons			logements
		+	+	
	Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir			logements
<hr/>				
	Total des logements	0	0	logements
	Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.			
		0	0	habitants
	Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion	x 60%	x 60%	
	Total des habitants	0	0	habitants

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Faoug
N° OFS	5458

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]

Année de référence

Horizon de planification

En centre		Hors du centre	
0	0	0.75	0.75
2015	2015	2015	2015
2036	2036	2036	2036

Population

Année de référence (31 décembre 2015)

Année du bilan (31 décembre 2018)

0	0	859	859
0	0	904	904

Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]

+		+	
0	0	135	135

Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]

+		+	
0	0	0	0

Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11

Besoins au moment du bilan [habitants]

=		=	
0	0	994	994
0	0	90	90

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]

Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]

Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]

Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]

Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]

En centre		Hors du centre	
0	0	418	210
+		+	
0	0	595	525
33	33	33	33
0	0	196	173
		0	0
=		=	
0	0	614	383

C. Bilan

Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]

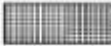




Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

En centre		Hors du centre	
0	0	524	293

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE A BÂTIR A VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE








Statut de la réserve

Réserve en terrain non bâti	
Réserve en terrain partiellement bâti	
Pas de réserve car le terrain est bâti	
Dézonage partiel	
Dézonage complet	

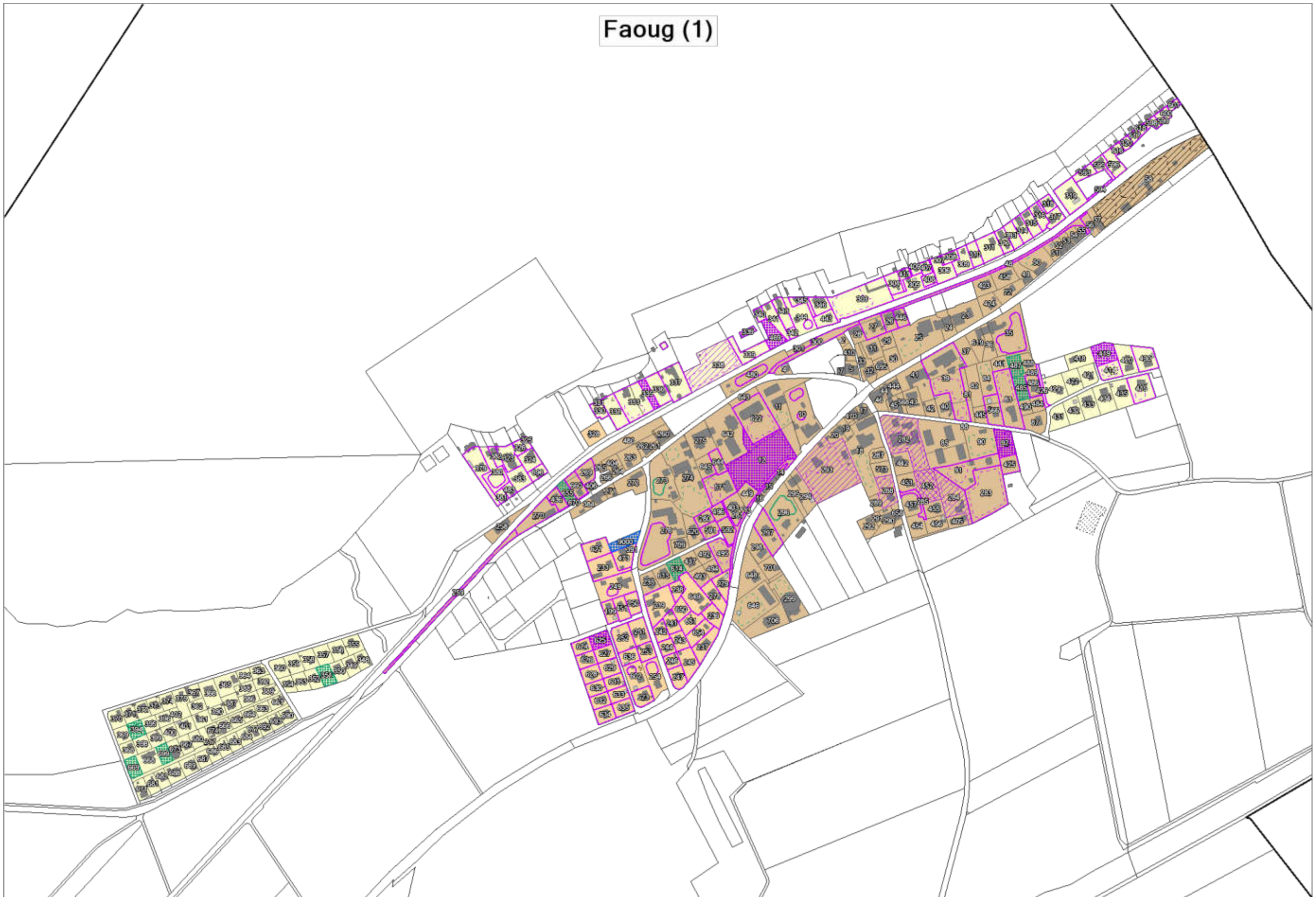
Signification des couleurs

Réserve	
Élément modifié par la commune	
Remarque de la part du SDT	
Extension de la zone à bâtir	

Affectation du sol

Zone d'habitation de très faible densité	
Zone d'habitation de faible densité	
Zone d'habitation de moyenne densité	
Zone d'habitation de forte densité	
Zone de centre de localité (zone village)	
Zone de centre historique	
Zone de hameau	

Faoug (1)



Annexe 19 du rapport 47 OAT

Plan général de l'ERE



COMMUNE DE FAOUG

PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEaux

26 janvier 2023

GRENG

CLAVALEYRES

COURTEPIN

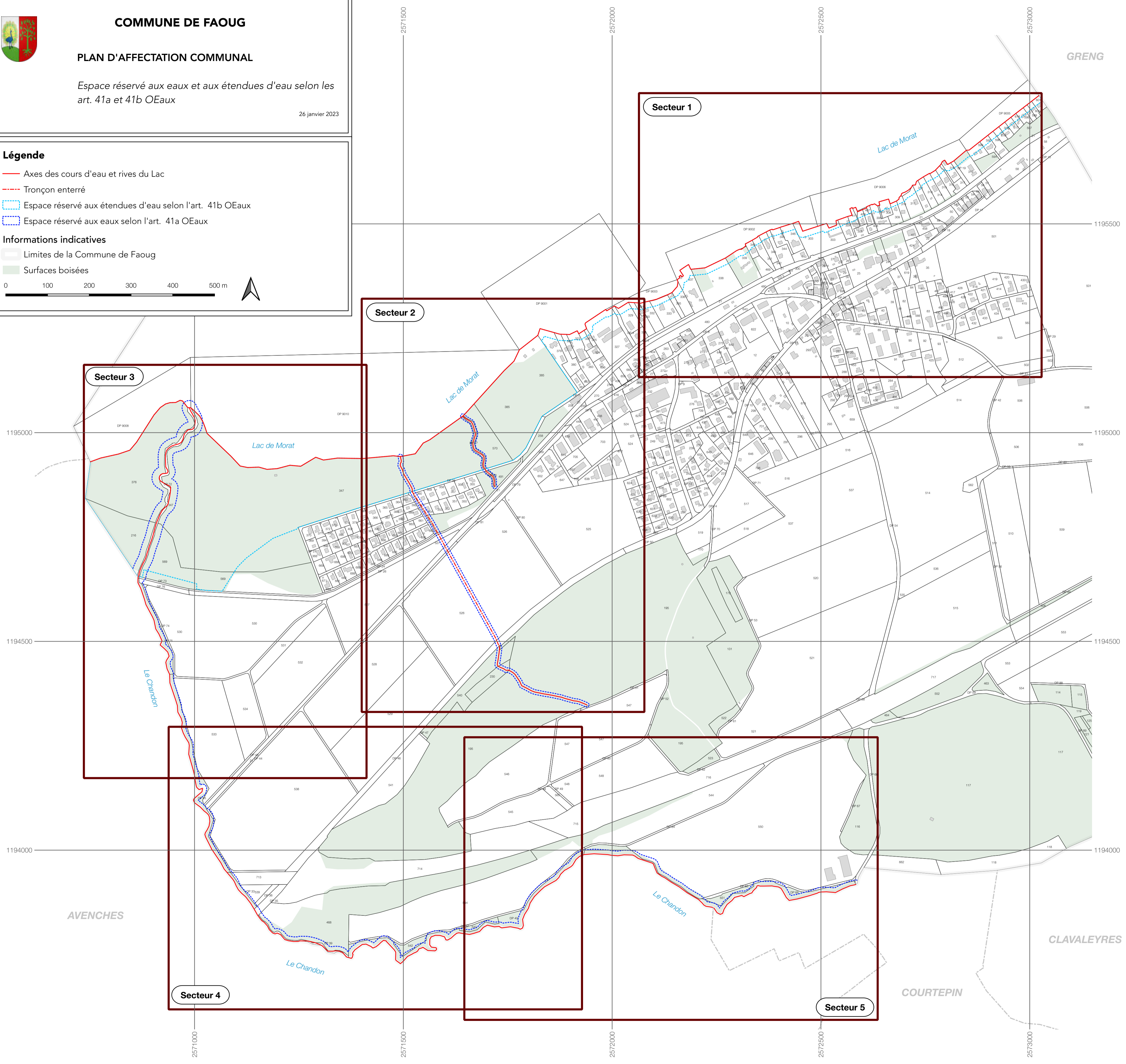
AVENCHES

Légende

- Axes des cours d'eau et rives du Lac
- - - Tronçon enterré
- Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEaux
- Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEaux

Informations indicatives

- Limites de la Commune de Faoug
- Surfaces boisées



COMMUNE DE FAOUG

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEaux

Secteur 1 - Lac de Morat Nord

26 janvier 2023

1195600

1195400

1195800

1195600

1195400

1195200

2572400

2572600

2572800

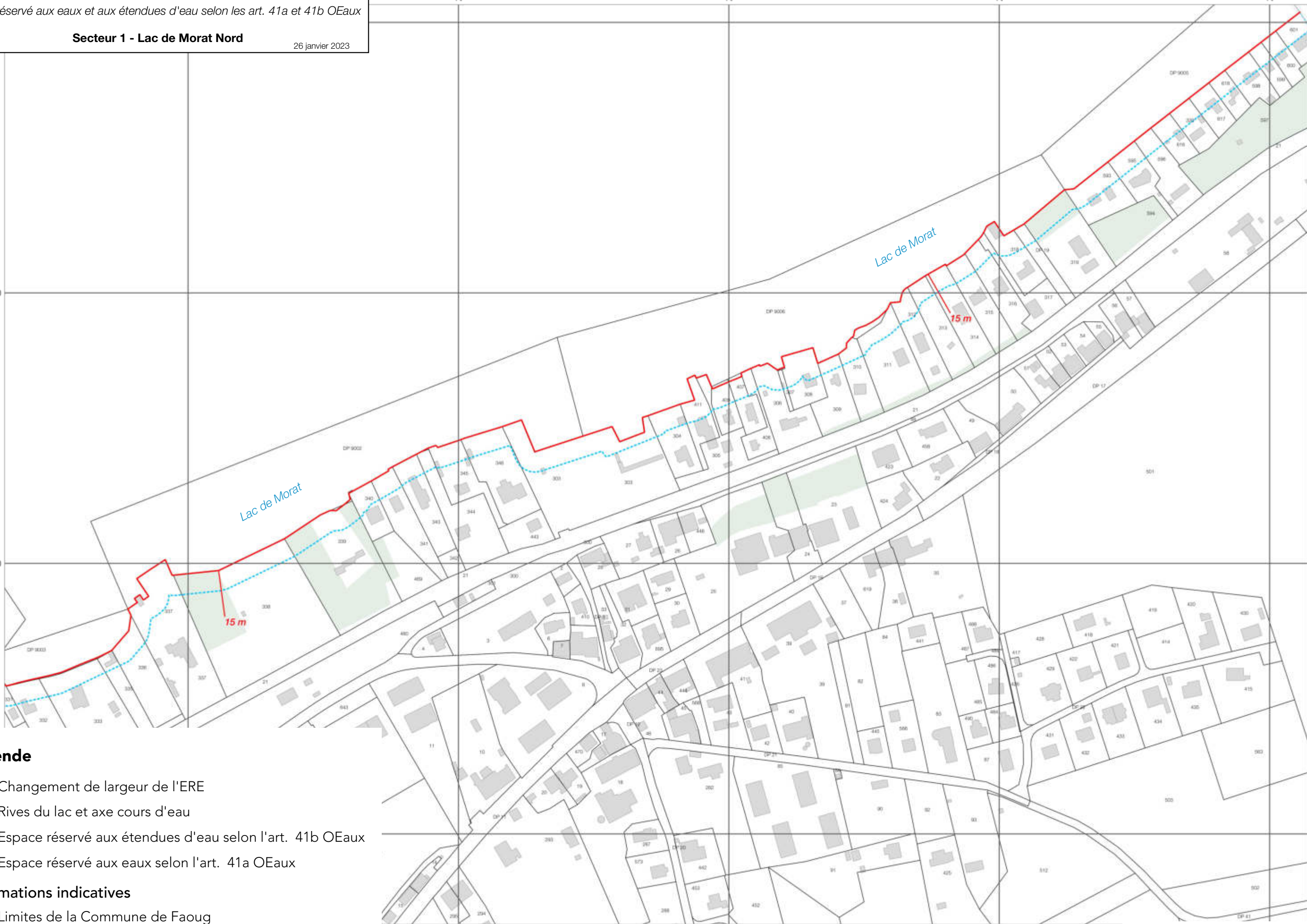
2573000

2572400

2572600

2572800

0 75 150 m



Légende

- ⊙ Changement de largeur de l'ERE
- Rives du lac et axe cours d'eau
- - - Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEaux
- ⋯ Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEaux

Informations indicatives

- ▭ Limites de la Commune de Faoug
- ▭ Surfaces boisées

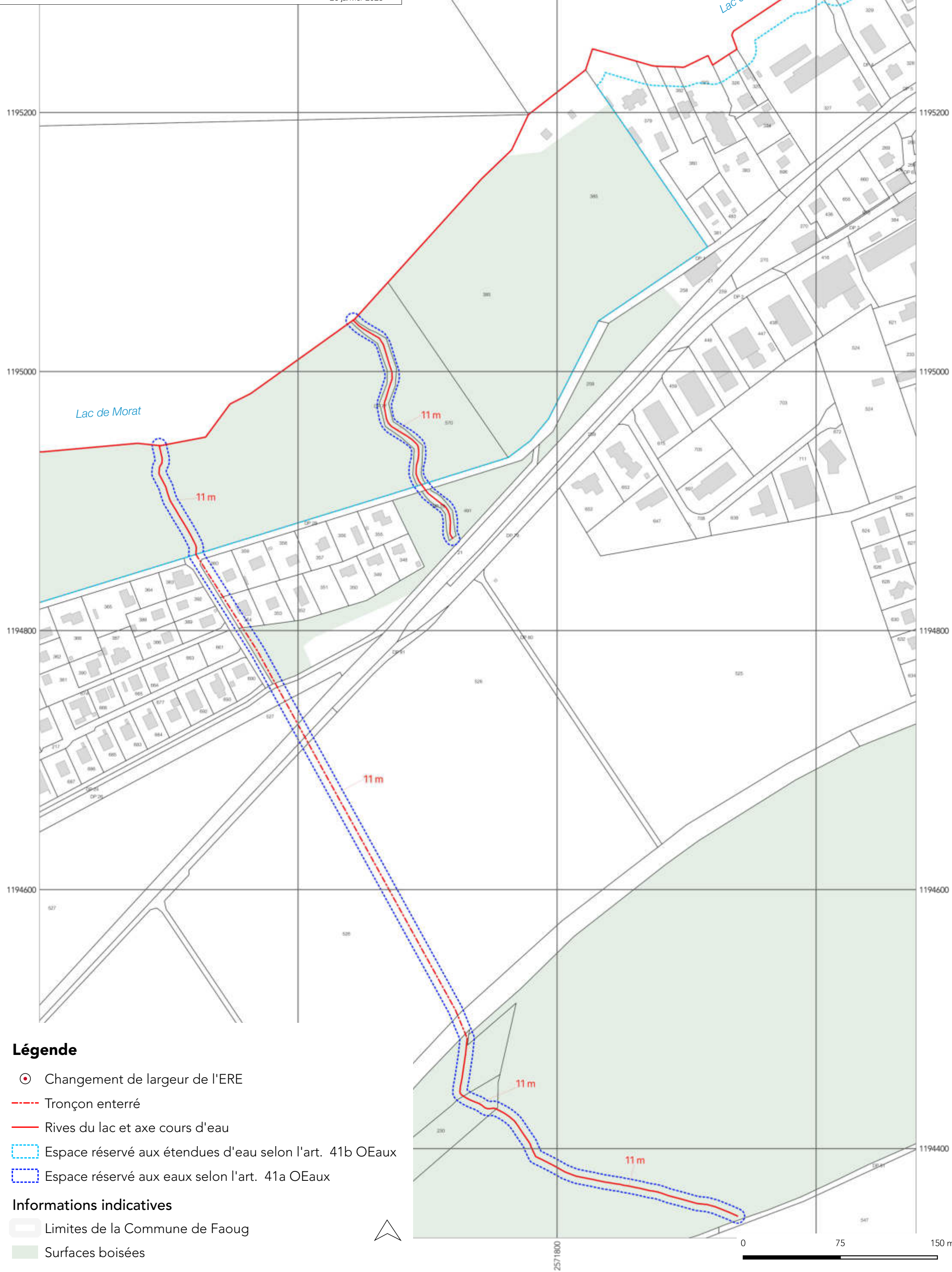


COMMUNE DE FAOUG

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEaux

Secteur 2 - Lac de Morat Sud

26 janvier 2023



Légende

- ⊙ Changement de largeur de l'ERE
- Tronçon enterré
- Rives du lac et axe cours d'eau
- Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEaux
- ... Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEaux

Informations indicatives

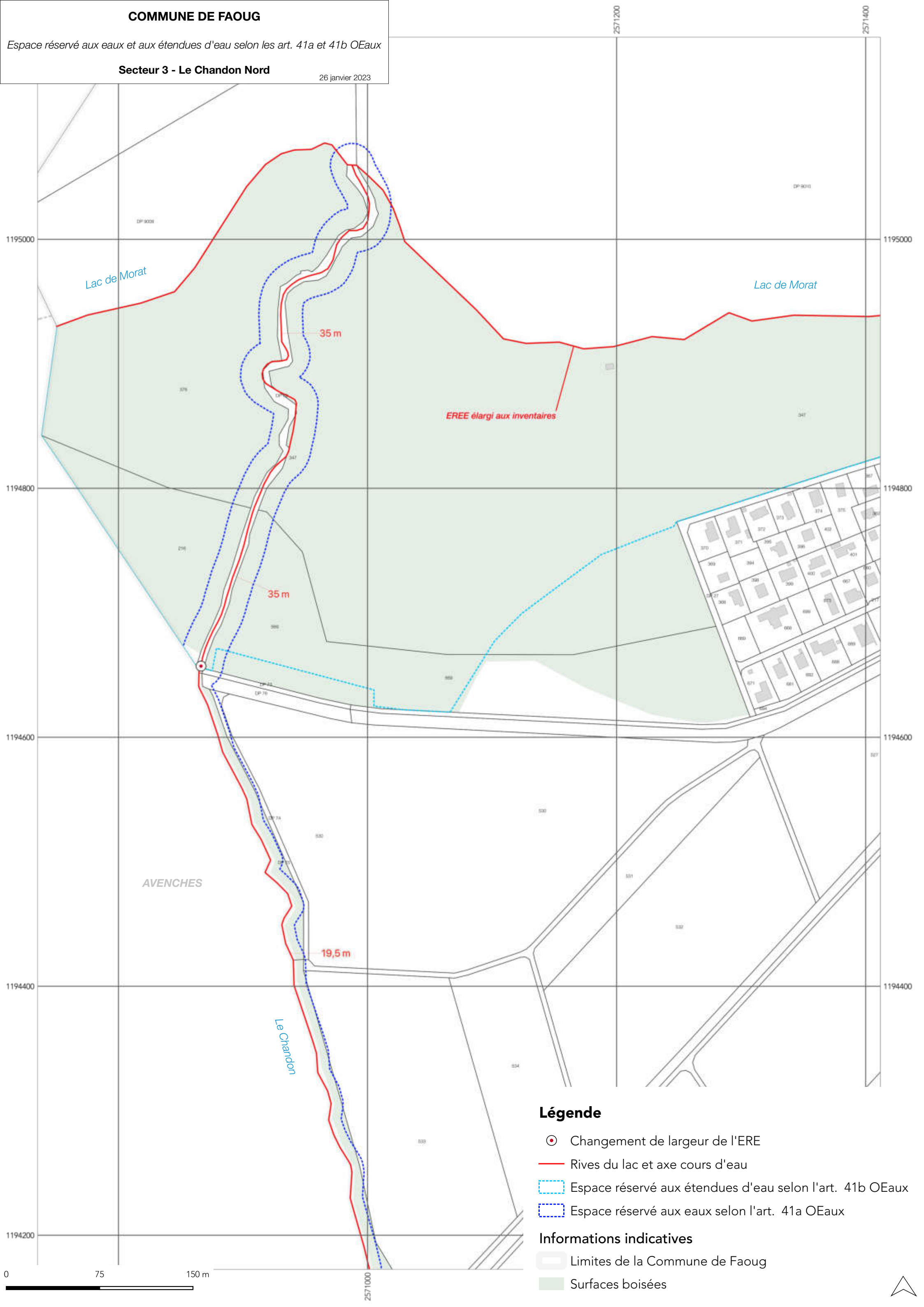
- Limites de la Commune de Faoug
- Surfaces boisées

COMMUNE DE FAOUG

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEaux

Secteur 3 - Le Chandon Nord

26 janvier 2023

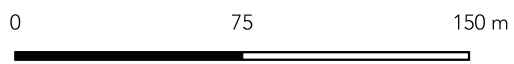


Légende

- ⊙ Changement de largeur de l'ERE
- Rives du lac et axe cours d'eau
- Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEaux
- Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEaux

Informations indicatives

- Limites de la Commune de Faoug
- Surfaces boisées

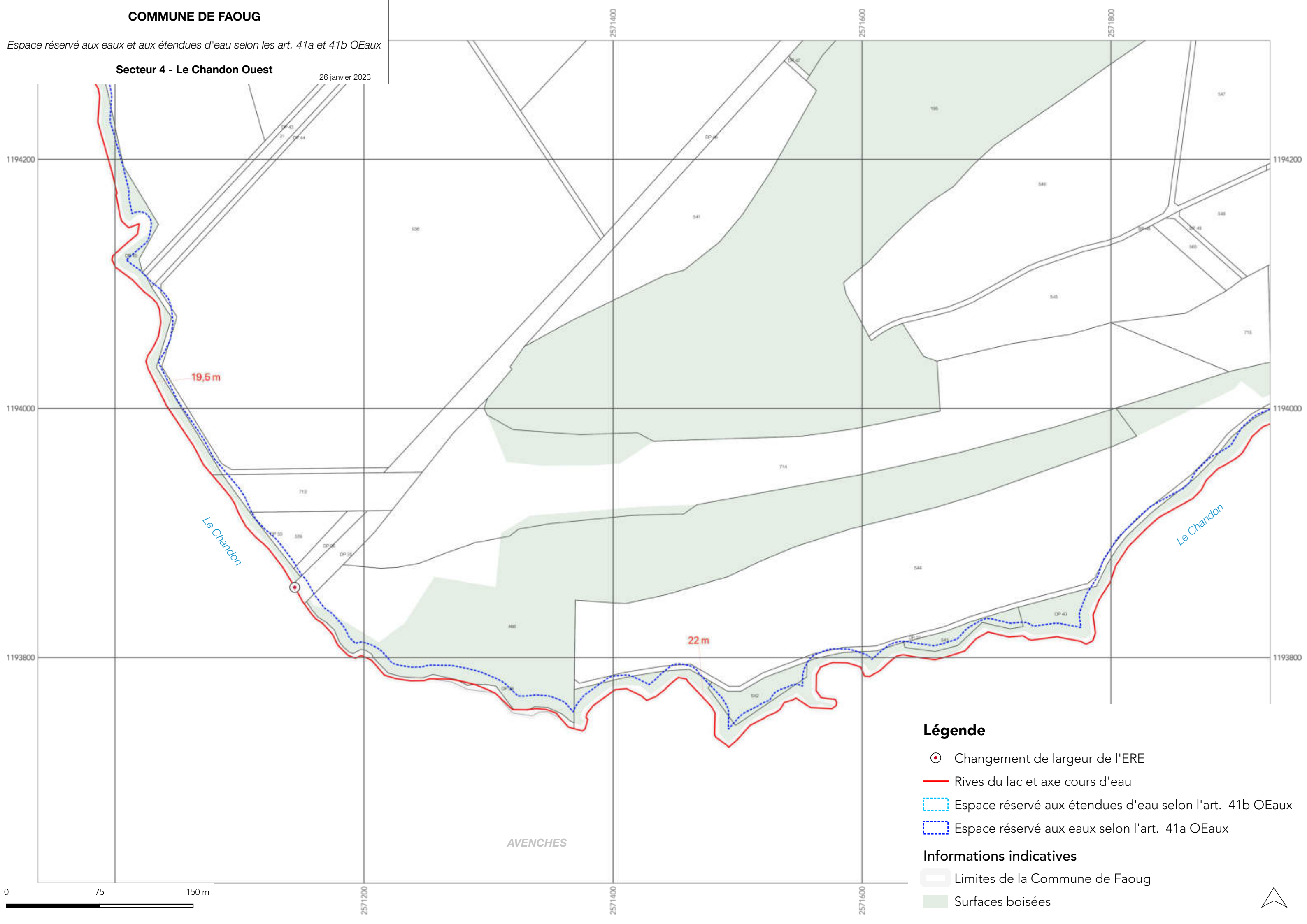


COMMUNE DE FAOUG

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEaux

Secteur 4 - Le Chandon Ouest

26 janvier 2023



Légende

- ⊙ Changement de largeur de l'ERE
- Rives du lac et axe cours d'eau
- - - Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEaux
- - - Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEaux

Informations indicatives

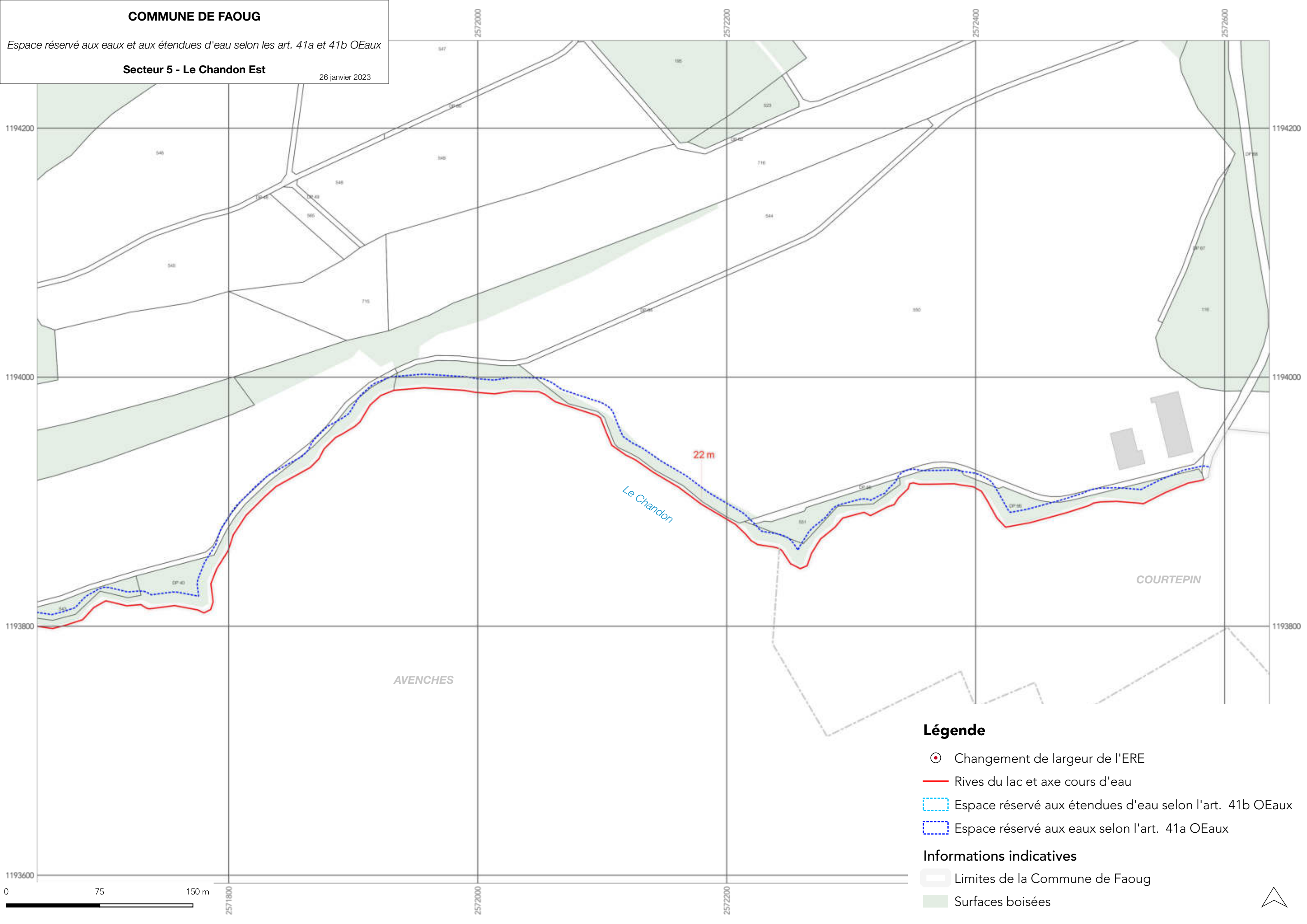
- Limites de la Commune de Faoug
- Surfaces boisées

COMMUNE DE FAOUG

Espace réservé aux eaux et aux étendues d'eau selon les art. 41a et 41b OEAux

Secteur 5 - Le Chandon Est

26 janvier 2023



Légende

- ⊙ Changement de largeur de l'ERE
- Rives du lac et axe cours d'eau
- ▭ Espace réservé aux étendues d'eau selon l'art. 41b OEAux
- ▭ Espace réservé aux eaux selon l'art. 41a OEAux

Informations indicatives

- ▭ Limites de la Commune de Faoug
- ▭ Surfaces boisées

Annexe 20 du rapport 47 OAT

Note technique du bureau GEOTEST SA

Rapport n° 2220156.1b

Commune de Faoug

**Commune de Faoug - révision du plan
d'affectation communal (PACom)**

Intégration des dangers naturels gravitaires

Le Mont-sur-Lausanne, le 12 décembre 2022

GEOTEST SA
EN BUDRON H11
CH-1052 LE MONT-SUR-
LAUSANNE
T + 41 (0)21 731 09 20
F + 41 (0)21 731 09 30
lausanne@geotest.ch
www.geotest.ch

Auteur(s)	Thème / Domaine d'activité
Anja Amrein	Géologue / investigations de terrain, SIG, rapport
Sacha Gaillet	Géologue - Chef de projet / rapport, supervision
Morgane Surdez	Géologue – Etude des inondations par remontée de lac
Supervision	Contenu contrôlé
Luca Guglielmetti	Géologue / Relecture, supervision, corrections
Remarques	
Version 1 : version initiale Version 1a : corrections à la suite du retour de l'examen préalable Version 1b : version complétée avec l'aléa « inondation par remontée de lac »	

GEOTEST SA



Xavier Marche



Luca Guglielmetti

Table des matières

1.	Introduction.....	4
1.1	Mandat	4
1.2	Affectation actuelle.....	4
1.3	Méthodologie.....	6
2.	Situation de danger dans le périmètre du plan	6
2.1	Contexte géologique et géomorphologique	6
2.2	Informations existantes pour le périmètre du plan	8
2.3	Nature et niveau de danger	9
2.3.1	Danger d'inondations par les crues « INO » (cours d'eau).....	9
2.3.2	Danger d'inondation par remontée de lac « INO »	11
2.3.3	Danger de glissements de terrain permanents « GPP »	12
2.3.4	Danger de glissements de terrain spontanés « GSS ».....	12
3.	Exposition du plan aux dangers naturels	13
3.1	Exposition du plan par rapport aux variantes d'affectation	13
3.2	Standards et objectifs de protection.....	13
3.3	Déficits de protection.....	16
3.3.1	Inondations par les crues (cours d'eau).....	16
3.3.2	Inondations par remontée du lac	17
4.	Mesures de protection et dispositions réglementaires.....	18
4.1	Variante de mesures envisageables	18
4.2	Mesures retenues	18
4.3	Plan et dispositions réglementaires	18
4.3.1	Recommandations générales	18
4.3.2	Secteurs de restrictions liés aux inondations par les crues et par remontée du lac (INO).....	18
4.3.2.1	Secteurs de restriction INO 1	19
4.3.2.2	Secteur de restriction INO 2.....	20
4.4	Parcelles exclues des secteurs de restrictions	21
5.	Conclusions.....	21
	Références	22
	Annexes	0-1

1. Introduction

1.1 Mandat

GEOTEST SA a été mandaté en 2021 par la Commune de Faoug afin de réaliser une étude pour intégrer les dangers naturels dans la révision du plan d'affectation communal (PACom). La révision de ce PACom est pilotée par le bureau Agence Wenker Architecture à Faoug.

En 2022, GEOTEST SA a été mandaté pour intégrer dans cette étude les aspects liés au danger d'inondations par remontée de lac. Le présent rapport reprend et complète le rapport daté du 14 octobre 2022.

1.2 Affectation actuelle

Le PGA de la commune de Faoug actuellement en vigueur date de décembre 2003.

Eaux souterraines

Le territoire communal constructible de Faoug est principalement situé en secteur Au de protection des eaux souterraines (en rouge sur la figure 1). Les secteurs Au sont caractérisés par des réserves d'eaux souterraines exploitables.

Une moindre partie du périmètre d'étude se situe en secteur üB de protection des eaux souterraines (en rose sur la figure 1). Ces secteurs sont caractérisés par des nappes d'eau souterraines secondaires généralement pas exploitables.

Au sein du secteur de protection Au des eaux souterraines se situe un captage d'intérêt public auquel sont rattaché trois zones de protection des eaux souterraines :

- une zone S1 correspondant à la zone de captage située à proximité immédiate du captage (en bleu foncé sur la figure 1) ;
- une zone S2 correspondant à la zone de protection rapprochée du captage (en bleu sur la figure 1);

- une zone S3 correspondant à la zone de protection éloignée du captage (en bleu clair sur la figure 1).

Ces trois zones de protection des eaux souterraines sont englobées dans un secteur S de protection des eaux, correspondant à un secteur regroupant l'ensemble des zones S1, S2 et S3 ainsi que les périmètres de protections des eaux PP (secteurs inconstructibles réservés pour des futurs captages, en vert turquoise sur la figure 1).



Figure 1 : carte de la protection des eaux, tirée du guichet cartographique cantonal geo.vd.ch

Sites pollués

Selon le cadastre cantonal des sites pollués, le territoire communal de Faoug comprend plusieurs sites pollués :

- 7 objets sous la catégorie « pollué, ne nécessitant ni surveillance ni assainissement.
- 1 objet est classé dans la catégorie « pollué, pas d'atteinte nuisible ou incommodante à attendre ».

1.3 Méthodologie

Cette note technique fournit une appréciation à l'échelle parcellaire des dangers naturels gravitaires présents sur le territoire communal situé en zone constructible (LAT 15).

Elle est basée sur le rapport de la cartographie intégrale des dangers naturels de la Commune de Faoug réalisé par le groupement CDVaud en 2015. Les dangers géologiques ont été élaboré par CSD Ingénieurs SA [1] ; les dangers hydrologiques par le bureau e-dric.ch [2].

Les aspects liés aux inondations par remontée de lac sont basés sur le rapport de la cartographie des dangers naturels sur les rives vaudoises réalisé par Stucky SA en 2021 [4].

La méthodologie fédérale [5],[6],[7] et cantonale [8],[9],[10] en matière de gestion intégrale des dangers naturels dans le cadre de l'aménagement du territoire ont été appliquées.

Cette note technique a été structurée selon le cahier des charges cantonal ERPP [11].

2. Situation de danger dans le périmètre du plan

2.1 Contexte géologique et géomorphologique

Le substratum rocheux au droit de la commune de Faoug correspond à de *Molasse Grise de Lausanne* (Molasse aquitannienne), composées principalement d'alternances de grès gris et de marnes silteuses généralement bigarrées. Le substratum molassique n'affleure pas sur le territoire communal de Faoug car il est recouvert par des terrains quaternaires d'origine diverses.

Les terrains meubles quaternaires formant le territoire de Faoug sont les suivants (figure 2) [3]:

- *Moraine rhodanienne indifférenciée* : cette couche regroupe la moraine de fond et la couverture morainique. Il s'agit d'une moraine à matrice fine constituée principalement de sable, limon et argile avec des galets striés et des blocs. Cette formation affleure au Sud du territoire de Faoug sur les communes de Clavaleyres, Courtepin et Courgevaux et Avenches.

- *Dépôts inframorainiques fluvioglaciaires* : ces dépôts correspondent à des remplissages sédimentaires d'anciennes dépressions formées dans le substratum molassique et scellés par la moraine rhodannienne, composés principalement de graviers et de sables. Ces dépôts affleurent principalement en rive gauche du ruisseau de Chandon sur le territoire communal d'Avenches et Courtepin.
- *Faciès mixte (moraine, fluvioglaciaire)* : cette formation est présente sur près des deux tiers Sud du territoire communal de Faoug composée par des alternances indissociables de moraines de fond argileuse, de moraine de fond sablo-graveleuse, de dépôts fluvioglaciaires riches en graviers et sables et de faciès glaciolacustres riches en argiles et limons.
- *Sables et graviers de retrait* : dépôts morainiques, fluvioglaciaires et localement glaciolacustres remaniés lors du retrait du glacier rhodanien, formant des terrasses et des amoncellements de sables et graviers. Formation présente principalement en bordure Nord, Est et Ouest du faciès mixte (moraine, fluvioglaciaire). Présent au sein du faciès mixte au Sud du village de Faoug et au Bois de Mottet.
- *Dépôts lacustres* : localisés principalement sur le tiers Nord de la commune de Faoug en bordure du Lac de Morat et constitués principalement de sables, limons et argiles riches en fossiles de mollusque (unios).
- *Marais* : 2 marais sont répertoriés sur le territoire communal de Faoug caractérisés par des alternances de dépôts fins limono-argileux et de tourbes.
- *Cône de déjection* : cette formation constituée d'alternance de sables, graviers et limons correspond à l'ancien delta du Chandon et est localisée au Sud-Ouest de la commune dans la plaine alluviale du Ruisseau du Chandon à l'Ouest du Bois de Rosset.
- *Alluvions récentes* : cette formation affleure au Sud du territoire communal de Faoug le long du Ruisseau du Chandon et est composée principalement de matériaux fins, tels que des sables très limoneux et peu graveleux. Cette formation correspond aux dépôts fluviaux du Ruisseau de Chandon.
- *Remblais, dépôt artificiel* : il s'agit de dépôts anthropiques hétérogènes localisés. Un remblai est localisé au droit de l'autoroute à l'Ouest du Bois de Rosset.

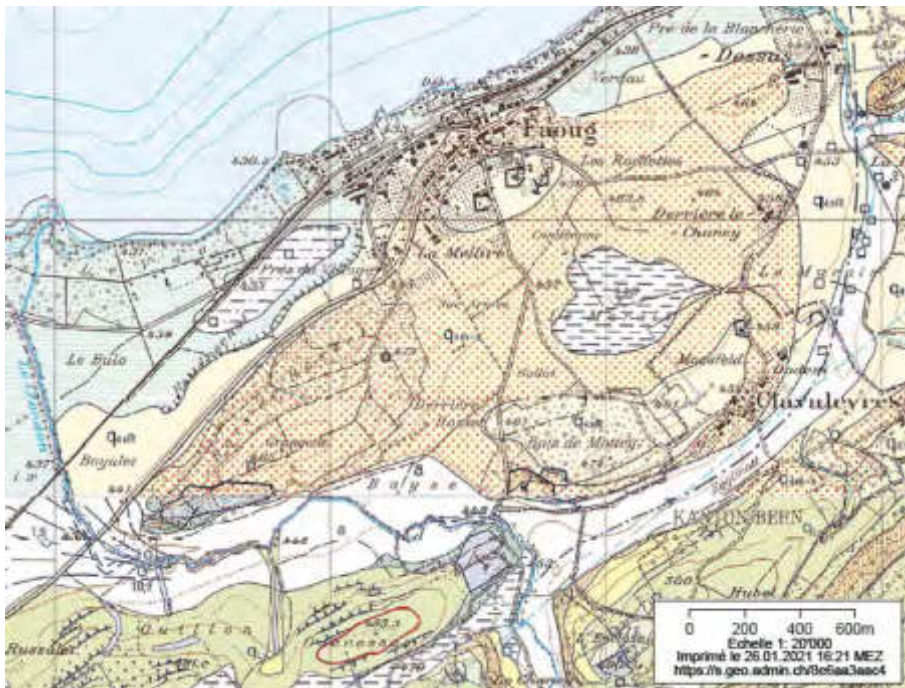


Figure 2 : carte géologique, tiré de l'atlas géologique de la Suisse (map.geo.admin.ch) [3]

2.2 Informations existantes pour le périmètre du plan

La Commune de Faoug est concernée par la problématique des dangers naturels gravitaires. Les dangers naturels gravitaires suivants affectent le territoire communal :

- inondations par les crues (INO) ;
- inondations par remontée de lac (INO_lac) ;
- glissements de terrain permanents (GPP) ;
- glissements de terrain spontanés (GSS).

Ci-dessous un extrait du cadastre des évènements de dangers naturels au droit du territoire communal étudié :

Date	Aléa	Commentaire
12.03.2001	ERO	Erosion de la berge du Ruisseau de Chandon au lieu-dit Les Vuaz suite à des pluies persistantes

10.04.2006	INO	Inondation localisée entre les lieux-dits Boyalet et Ouillon en lien avec le Ruisseau du Chandon par suite d'orages.
11.04.2006	INO_lac	Inondation par le Lac de Morat (ligne de niveau indicative MNT 2006 : 430.47 msm)
08.08.2007	INO	Route de Villarepoz à Faoug, ainsi que dans la région, fermées par suite d'inondations dont le processus est incertain (lieux-dits Sur Amres et Le Marais)
11.04.2012	GSS	Glissement spontané sur la bordure Nord de l'autoroute au droit du Bois de Rosset par suite de pluies persistantes ; autoroute partiellement ensevelie.
08.05.2015	INO_lac	Inondation par le Lac de Morat (ligne de niveau indicative MNT 2006 : 430.44 msm)

Tableau 1 : extrait du cadastre cantonal des événements

2.3 Nature et niveau de danger

2.3.1 Danger d'inondations par les crues « INO » (cours d'eau)

La Commune de Faoug comprend trois cours d'eau sur son territoire communal :

- Le Ruisseau de Chandon ;
- Le « Ruisseau du Pré du Village » (entièrement sous-voûtage jusqu'à la ligne CFF, puis à ciel ouvert jusqu'à son embouchure dans le Lac de Morat) ;
- Le « Ruisseau du Bois de Rosset » (entièrement sous-voûtage depuis le Bois du Rosset jusqu'au lac de Morat) (cours d'eau n° 100669 selon la base de données cantonale).

Les débordements du Ruisseau de Chandon impliquent des inondations d'intensité faible à élevée pour tous les temps de retour. Le degré de danger associé aux inondations par crues du Ruisseau de Chandon est élevé (rouge) de classe 9, moyen (bleu) de classe 6a et 3, faible (jaune) de classes 4a, 2a et 1 ainsi que résiduel (hachures blanches et jaunes) de classe 10. Le Ruisseau de Chandon

comprend un point de faiblesse au droit du passage en tuyau des voies CFF. En effet, ce passage sous tuyau correspond à un point d'obstruction à partir duquel l'inondation est chenalisée par le remblai CFF en direction du village de Faoug et des parcelles communales constructibles. Une quinzaine de parcelles constructibles sont affectées par un danger faible (classe 1) ou résiduel (classe 10) relatif aux inondations du ruisseau de Chandon.

L'intensité des inondations relatives aux crues du « Ruisseau du Pré au Village » est élevée pour tous les temps de retour. Ces débordements restent confinés au lit majeur et n'affectent pas les parcelles constructibles. Le degré de danger des inondations associées à ce ruisseau est élevé (rouge) de classe 9.

Selon les cartes des dangers en vigueur, aucune zone danger d'inondation en lien avec les crues du « Ruisseau du Bois de Rosset » n'affecte le territoire communal de Faoug.

Etant donné que de nombreuses parcelles sont affectée par un danger d'inondation par les crues, seuls les dangers affectant des parcelles constructibles du territoire communal de Faoug sont décrits dans le tableau ci-dessous.

N° du bien fond	Degré de danger	Classe	Commentaire
647	Faible	1	Déchetterie communale – catégorie SOP C
525	Faible	1	Zone de verdure et zone agricole – catégorie SOP B
	Résiduel	10	
447, 448, 459, 638, 652, 653, 672, 703, 705, 708 et 711	Faible	1	Zone artisanale – catégorie SOP F
	Résiduel	10	
624	Résiduel	10	Zone de villas – catégorie SOP F

Tableau 2 : dangers d'inondations par les crues (INO)

2.3.2 Danger d'inondation par remontée de lac « INO »

Les parcelles constructibles de la commune de Faoug sont affectées par le danger d'inondation par remontée de lac (inondation statique directe) le long des rives du Lac de Morat. Presque toutes les parcelles situées au nord de la ligne de chemin de fer sont touchées par cet aléa.

La montée des eaux du lac implique des inondations d'intensité faible à élevée pour tous les temps de retour. Le degré de danger associé à cet aléa est élevé (rouge) de classe 9, moyen (bleu) de classe 5, faible (jaune) de classe 4, 2 et 1 et résiduel (jaune hachuré) de classe 10.

Etant donné que de nombreuses parcelles sont affectées par un danger d'inondation par remontée de lac, seuls les dangers affectant des parcelles constructibles du territoire communal de Faoug sont décrits dans le Tableau 3 ci-dessous.

Bien fonds	Degré de danger	Classe	Commentaire
1 parcelle	Elevé	9	Zone de tourisme et de loisirs 15 LAT – Catégorie SOP F
1 parcelle	Moyen	5	
10 parcelles	Moyen	5	Zones d'habitation de très faible densité 15 LAT – Catégorie SOP F
23 parcelles	Faible	4	
19 parcelles	Faible	2	
21 parcelles	Faible	1	
1 parcelle	Faible	4	Zone besoins publics 15 LAT – Catégorie SOP C
1 parcelle	Faible	2	
1 parcelle	Faible	4	Zone de verdure 15 LAT – Catégorie SOP B
1 parcelle	Faible	1	

Tableau 3 : danger d'inondation par remontée de lac (INO), hors danger résiduel

2.3.3 Danger de glissements de terrain permanents « GPP »

Selon la cartographie intégrale des dangers naturels gravitaires du canton de Vaud, un corps de glissement de terrain permanent est recensé dans le périmètre d'étude.

Ce glissement de terrain se situe en amont au nord du ruisseau du Chandon et comprend une partie de l'autoroute A1 et de la forêt en Sud du Bois de Rosset. La profondeur de son plan de cisaillement est jugée supérieure à 10 mètres. Son intensité est jugée faible (vitesse annuelle moyenne comprise entre 0 et 2 cm/an), ce qui implique un degré de danger faible (jaune) de classe 2.

Aucune parcelle constructible du plan d'affectation communal de Faoug n'est affectée par cet aléa.

N° du bien fond	Degré de danger	Classe	Commentaire
195, 468 et 714	Faible	2	Autoroute N1 (hors catégorie – compétence fédérale), aire forestière 16 LAT (cat. SOP A) et zone agricole 16 LAT (cat. SOP B) exposées

Tableau 4 : dangers de glissements de terrain permanents (GPP)

2.3.4 Danger de glissements de terrain spontanés « GSS »

Selon la cartographie intégrale des dangers naturels gravitaires du canton de Vaud, un secteur sujet aux glissements de terrain spontanés potentiels est recensé au Sud du territoire communale, dans le versant forestier raide au Sud du Bois de Rosset.

Cette zone de danger se situe dans le versant Sud du Bois de Rosset le long de l'autoroute A1 sur une distance d'environ 930 mètres. L'évènement datant d'avril 2012 et la mise ne place de mesures de sécurisation (drainages des talus, reprofilage) confirment ce danger. L'intensité de ces aléas est jugée moyenne (épaisseur mobilisable estimée entre 0.5 et 2 mètres) et leur prédisposition est jugée faible. Cet aléa implique donc un danger de degré faible (jaune) de classe 4a.

Aucune parcelle constructible du plan d'affectation communal de Faoug n'est affectée par un danger de glissement de terrain spontané.

N° du bien fond	Degré de danger	Classe	Commentaire
195, 523, 714, 715, 716 et DP62	Faible	4a	Autoroute N1 (hors catégorie – compétence fédérale), aire forestière 16 LAT (cat. SOP A) et zone agricole 16 LAT (cat. SOP B) exposées

Tableau 5 : dangers de glissements de terrain spontanés (GSS)

3. Exposition du plan aux dangers naturels

3.1 Exposition du plan par rapport aux variantes d'affectation

Les zones constructibles du plan général d'affectation de la commune Faoug en vigueur actuellement et celles du plan d'affectation communal (PACom) en cours de révision n'ont pas été augmentées et sont pratiquement inchangées. Seules quelques parcelles constructibles actuellement ont fait l'objet d'une modification mineure d'affectation dans la nouvelle version du plan d'affectation communal en cours de révision.

3.2 Standards et objectifs de protection

La directive standards et objectifs de protection (SOP) définit les objectifs de protection en fonction de l'affectation de la zone et de la présence d'éventuels objets sensibles [10].

Ces objectifs de protection sont des matrices qui décrivent les intensités tolérables pour 3 temps de retour (0 à 30 ans, 30 à 100 ans et 100 à 300 ans), indépendamment de l'aléa analysé.

Afin de simplifier et rendre plus lisible le plan du PACom, en particulier pour les petites parcelles affectées à plusieurs zones, localement nous avons retenu uniquement l'objectif de protection associée à la zone plus défavorable (méthode conservative).

Les standards et les objectifs de protection retenus pour cette étude sont présentés dans le tableau ci-dessous et dans la figure 3.

Caté- gorie	Description	Zone
S	Objets spéciaux	Zone industrielle, réservée, de besoins publics, de tourisme et de loisirs, militaire, secteurs de sport d'hiver
F	Construction servant à l'habitat et aux activités économiques	Zone centrale, d'habitation (très faible, faible, moyenne et forte), mixte, d'activités économiques (artisanale, tertiaires, centres commerciaux)
E	Habitat temporaire et/ou avec animaux	-
D	Espaces d'activités de loisir, terrains de sport	Zone de sport et loisirs, ferroviaire, de piste de ski, de golf, équestre, domaine public
C	Constructions et infrastructures sans habitats	Zone d'extraction et dépôts de matériaux
B	Constructions provisoires ou mobiles, stationnement, terrains agricoles	Zone agricole, viticole, forestière et de verdure
A	Milieus naturels, forêts	Zone naturelle protégée, aire forestière

Tableau 6: standards et objectifs de protection retenus, tiré de NORMAT 2 [10]



Figure 3 : matrices des objectifs de protection SOP [10]

Les déficits de protection ont été évalués en comparant la probabilité (temps de retour) et l'intensité de chaque aléa avec la vulnérabilité des objets à risque à l'échelle parcellaire. Les 6 matrices SOP vaudoises permettent de définir 3 niveaux d'action (niveau 1 « compatible », niveau 2 « peu compatible » et niveau 3 « incompatible »).

Catégories SOP retenues, inondations par les crues (cours d'eau)

Les zones constructibles du PACom de la commune Faoug exposées aux inondations par les crues (liées aux cours d'eau) sont présentées dans le principalement en zone d'activités économiques 15 LAT (catégorie SOP F) et localement en zone de verdure 15 LAT (catégorie SOP B). A noter que la parcelle n°647, affectée en zone artisanale, comprend la déchetterie communale qui est considérée en tant que catégorie SOP C.

Catégories SOP retenues, inondations par remontée du lac

L'affectation des parcelles constructibles du PACom exposées aux inondations par remontée du lac (inondation statique directe) est présentée dans le Tableau 3. Selon le plan d'affectation communal, les parcelles n° 327 et 329 sont affectées en zone de tourisme et de loisirs 15 LAT (catégorie SOP S). S'agissant du vieux port, la catégorie F semble plus appropriée, ce qui a été confirmé par l'Agence Wenker Architecture.

Sur les parcelles n° 336 (zone de verdure 15 LAT, catégorie SOP B) et 303 (zone de besoins publics 15 LAT, catégorie SOP S), le règlement ne permettra pas d'y construire des infrastructures « lourdes », mais uniquement des constructions de faible importance (aménagements liés à des lieux de rencontre). En accord avec l'Agence Wenker Architecture, il a été décidé de leur attribuer la catégorie SOP C.

3.3 Déficits de protection

3.3.1 Inondations par les crues (cous d'eau)

Le présent chapitre traite de l'analyse du risque pour l'aléa d'inondations par les crues liées aux cours d'eau.

Les résultats de cette analyse du risque sont présentés dans le Tableau 7.

N° du bien fond	Aléa / classe de danger retenue	Affectation (PACom)	Cat SOP	Niveau d'action
525	INO / 1	Zone agricole 15 LAT Zone de verdure 15 LAT	B B	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire
447, 459, 448, 638, 652, 653, 672, 697, 703, 705, 708, 711,	INO / 1	Zone d'activités économiques 15 LAT	F	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire
438, 615	INO / 10	Zone d'activités économiques 15 LAT	F	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire

524	INO / 1	Zone d'activités économiques 15 LAT Zone de verdure 15 LAT	F B	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire
647	INO / 1	Zone d'activités économiques 15 LAT avec objet déchetterie	F→C	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire
624	INO / 10	Zone de villas	F	Niveau 1 – Compatible → action en principe pas nécessaire

Tableau 7 : analyse de risque pour l'aléa inondations par les cures (cours d'eau)

Selon la directive standards et objectifs de protection SOP [10], les parcelles ne comprennent aucun déficit de protection et sont caractérisées par un risque acceptable (niveau 1 SOP).

Néanmoins les autorités cantonales préconisent que toute parcelle en zone à bâtir exposée à un danger non-nul doit être intégrée dans un secteur de restriction. Un secteur de restriction avec des mesures organisationnelles est donc préconisé.

3.3.2 Inondations par remontée du lac

Les résultats de l'analyse du risque pour l'aléa d'inondations par remontée du lac (inondation statique directe), sous forme de carte de déficit de protection, sont présentés dans l'Annexe 0.

4. Mesures de protection et dispositions réglementaires

4.1 Variantes de mesures envisageables

La situation de danger étant simple, aucune variante de protection n'est présentée.

4.2 Mesures retenues

Les mesures de protection au droit de ce secteur de restrictions sont basées sur les recommandations des établissements cantonaux d'assurance, sur notre vérification du danger sur le terrain et sur notre expérience dans la gestion de projets de construction en zone de dangers naturels.

Un secteur de restriction avec des **mesures à l'objet** de type « dispositions constructives » est préconisé.

4.3 Plan et dispositions réglementaires

4.3.1 Recommandations générales

Conformément à la législation, sont soumis à autorisation spéciale toute réalisation, transformation, agrandissement, reconstruction ou changement de destination d'une construction exposée à des dangers naturels (art. 120 LATC et l'art. 11 et 14 LPIEN).

Lors de la demande de permis de construire, lorsqu'un projet spécifique est défini, la réalisation d'une évaluation locale de risque (ELR) par un spécialiste pourra être exigée par l'ECA. Il faut également relever que la demande de réalisation d'une ELR se base sur une directive établie par l'ECA [12] et que ce processus est indépendant des mesures qui sont préconisées dans la présente étude. Les mesures décrites dans le règlement des secteurs de restrictions du présent chapitre devraient probablement être développées à l'échelle du projet lors de l'établissement de l'ELR.

4.3.2 Secteurs de restrictions liés aux inondations par les crues et par remontée du lac (INO)

L'interprétation des cartes de dangers à l'échelle parcellaire, combinée avec les zones d'affectation du territoire du PACom, nous a permis de définir deux secteurs

de restriction associé aux inondations, en lien à la fois avec les crues des cours d'eau et avec la remontée de lac.

4.3.2.1 Secteurs de restriction INO 1

Ce secteur de restriction comprend les parcelles affectées par un danger d'inondations, qui se trouvent en zone constructible et qui sont en déficit de protection de niveau 3 (incompatible) selon la matrice des standards & objectifs de protection (SOP) en vigueur dans le Canton de Vaud.

Dans le *Secteur de restriction INO 1*, la protection à long terme des constructions et des aménagements extérieurs doivent être garanties en appliquant notamment les mesures suivantes en fonction de la situation de danger locale et du projet.

M1 – Choix du site, intégration dans le terrain et forme du bâtiment

Positionnement judicieux du nouveau bâtiment afin de réduire ses risques.

Intégration avisée du bâtiment dans la topographie de la parcelle.

Forme adéquate du bâtiment limitant la surface des façades exposées au danger ou limitant les pressions sur les façades du bâtiment.

M2 – Etanchéification

Etanchéification du bâtiment avec une des options suivantes :

- Construction d'un écran de protection (digue ou mur) ;
- Construction en position surélevée (sur remblai ou sur piliers) ;
- Etanchéification de l'enveloppe du bâtiment.

M3 – Ouvertures

Si le bâtiment est exposé à l'écoulement, positionnement des ouvertures hors crue ou protection des ouvertures automatique.

M4 – Concept d'utilisation des espaces extérieurs

Les risques d'un dégât lié à une crue devront être considérés en cas d'aménagement d'infrastructures dans les espaces extérieurs.

M5 – Infrastructures

Sécurisation des infrastructures sensibles. Ancrage des citernes à mazout, conception des installations d'alimentation (eau potable et électricité) hors crue ou résistantes à une crue. Garantir une voie d'évacuation en cas de présence d'un ou plusieurs niveaux en sous-sol.

M6 - Canalisations

Les canalisations des eaux claires (EC) et eaux usées (EU) exposées aux inondations pourraient inonder le bâtiment par de l'eau qui y reflue. Des clapets anti-reflux automatiques ou des vannes anti-reflux manuelles devront être mises en place afin d'empêcher tout reflux occasionné par les inondations dans les conduites EC et EU.

4.3.2.2 Secteur de restriction INO 2

Ce secteur de restriction comprend les parcelles affectées par un danger d'inondations, qui se trouvent en zone constructible et qui sont en déficit de protection de niveau 1 (compatible) et de niveau 2 (peu compatible) selon la matrice des standards & objectifs de protection (SOP) en vigueur dans le Canton de Vaud.

Dans le *Secteur de restriction INO 2*, la protection à long terme des constructions et des aménagements extérieurs doivent être garanties en appliquant notamment les mesures suivantes en fonction de la situation de danger locale et du projet.

M1 – Choix du site, intégration dans le terrain et forme du bâtiment

Positionnement judicieux du nouveau bâtiment afin de réduire ses risques.

Intégration avisée du bâtiment dans la topographie de la parcelle.

Forme adéquate du bâtiment limitant la surface des façades exposées au danger ou limitant les pressions sur les façades du bâtiment.

M2 – Ouvertures

Si le bâtiment est exposé à l'écoulement, positionnement des ouvertures hors crue ou protection des ouvertures automatique.

M3- Concept d'utilisation des espaces extérieurs

Les risques d'un dégât lié à une crue devront être considérés en cas d'aménagement d'infrastructures dans les espaces extérieurs.

M4 – Infrastructures

Sécurisation des infrastructures sensibles. Ancrage des citernes à mazout, conception des installations d'alimentation (eau potable et électricité) hors crue ou résistantes à une crue. Garantir une voie d'évacuation en cas de présence d'un ou plusieurs niveaux en sous-sol.

M5 - Canalisations

Les canalisations des eaux claires (EC) et eaux usées (EU) exposées aux inondations pourraient inonder le bâtiment par de l'eau qui y reflue. Des clapets anti-reflux

automatiques ou des vannes anti-reflux manuelles devront être mises en place afin d'empêcher tout reflux occasionné par les inondations dans les conduites EC et EU.

4.4 Parcelles exclues des secteurs de restrictions

Une parcelle constructible de la commune de Faoug, après analyse, n'a pas été intégrée dans les recommandations de secteur de restriction relatif aux inondations.

Il s'agit de la parcelle n°624, affectée en zone de villas est menacée à son extrême Nord-Ouest par un danger résiduel d'inondation. Un talus, protège le bâtiment présent sur cette parcelle. Elle ne comprend donc pas de déficit de protection et est donc exposée par un risque d'inondation acceptable qui ne requiert aucune mesure particulière. De plus, ce choix est cohérent du point de vue d'un aménagement homogène du quartier.

5. Conclusions

Le territoire de la commune de Faoug est affecté principalement par des dangers d'inondation par les crues liées aux cours d'eau, d'inondation par remontée de lac (inondation statique directe), de glissements de terrain permanents ainsi que des glissements de terrain spontanés.

La zone à bâtir de la Commune de Fouag est cependant affectée uniquement par le danger d'inondations par les crues des cours d'eau et par les inondations par remonté de lac.

L'interprétation des cartes de dangers à l'échelle parcellaire, combinée avec les zones d'affectation du territoire du PACom, nous a donc permis de préconiser les secteurs de restriction INO 1 et INO 2 concernant l'aléa inondations par les crues (cours d'eau et remontée du lac).

Nous préconisons d'intégrer la description des dangers (chapitre 2) et l'analyse des risques (chapitre 3) dans le rapport d'aménagement (art. 47 OAT). Les secteurs de restrictions (chapitre 4.3) devront être intégrés dans le règlement et dans le plan du PACom.

Finalement, la mise en œuvre effective du plan d'affectation ne remplacera pas la nécessité de procéder à une évaluation locale de risque des nouveaux projets de construction ou de transformation en zone concernée par les dangers naturels.

Références

Documentation

- [1] CSD Ingénieurs SA, juin 2015, commune de Faoug – Rapport des dangers géologiques
- [2] e-dric.ch, juin 2015, commune de Faoug – Rapport des dangers d'inondation
- [3] Becker et Ramseyer, 1972, Carte géologique et feuille explicative, Feuille 63 Murten (CN 1165), Atlas géologique de la Suisse, Service hydrologique et géologique national
- [4] Stucky SA, octobre 2021, Unité de dangers naturels (UDN) : Lacs de Neuchâtel et Morat – Cartographie des dangers naturels sur les rives vaudaises – Carte des dangers naturels (CDN) Inondation statique « directe »

Normes et directives

- [5] ARE-OFEG-OFEFP, 2005, Aménagement du territoire et dangers naturels : Recommandation
- [6] VKF / AEAI, 2005, Comment protéger un bâtiment contre les glissements de terrain et les coulées de boues
- [7] PLANAT, 2005-2008, Stratégie « Dangers naturels » Suisse – Réalisation du plan d'action PLANAT
- [8] Canton de Vaud, 2014, Transcription des données relatives aux dangers naturels dans l'aménagement du territoire - Directives cantonales
- [9] Canton de Vaud, 2014, Prise en Compte des dangers naturels dans l'aménagement du territoire et les permis de construire, Guide pratique, Partie I, II et III
- [10] Canton de Vaud, 2019, Standards & objectifs cantonaux de protection (SOP), directive cantonale du 30 octobre 2019
- [11] Canton de Vaud, 2020, Evaluation de risque dans les procédures de planification d'aménagement du territoire (ERPP), Guide pratique pour l'élaboration du rapport de l'ERPP
- [12] ECA Vaud, 2020, Nouvelle directrice ECA, Niveau de sécurité à respecter face aux éléments naturels dans le cadre de la délivrance des autorisations spéciales pour les permis de construire, Rapport n° D15v01

Annexes

Annexe 0 Déficits de protection liés aux inondations par remon- tée du lac

2571500

2572000

2572500

2573000

GEOTEST

GEOLOGIE / INGENIERIE /
GEOPHYSIQUE /
ENVIRONNEMENT

Commune de Faoug - Mandat n° :
Révision du plan d'affectation communal (PACom) - 2220156.1b
Intégration des dangers naturels

Annexe 0 : Déficit de protection relatifs au danger d'inondation par remontée de lac

1:5'000

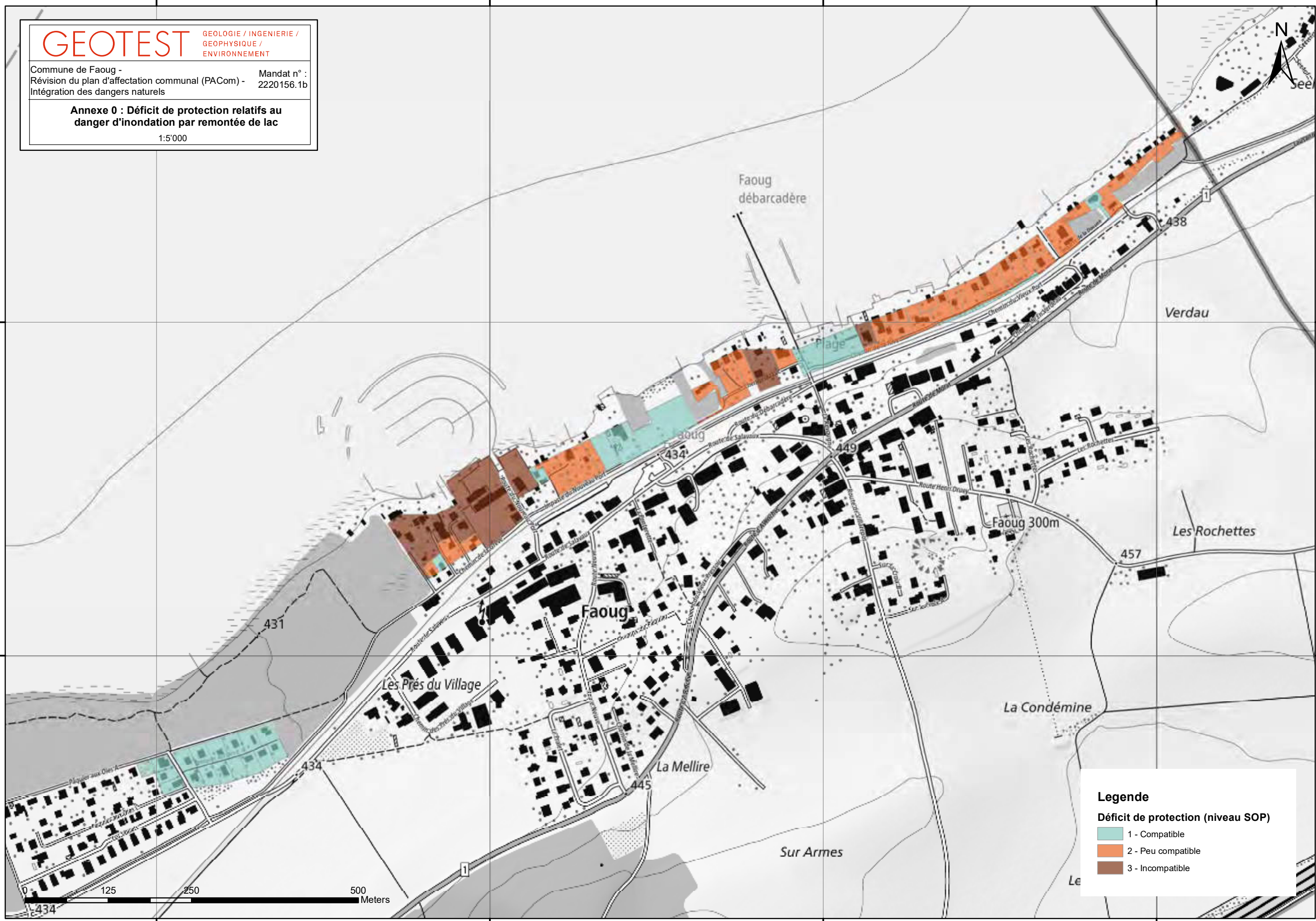


1195500

1195500

1195000

1195000



Legende
Déficit de protection (niveau SOP)

- 1 - Compatible
- 2 - Peu compatible
- 3 - Incompatible

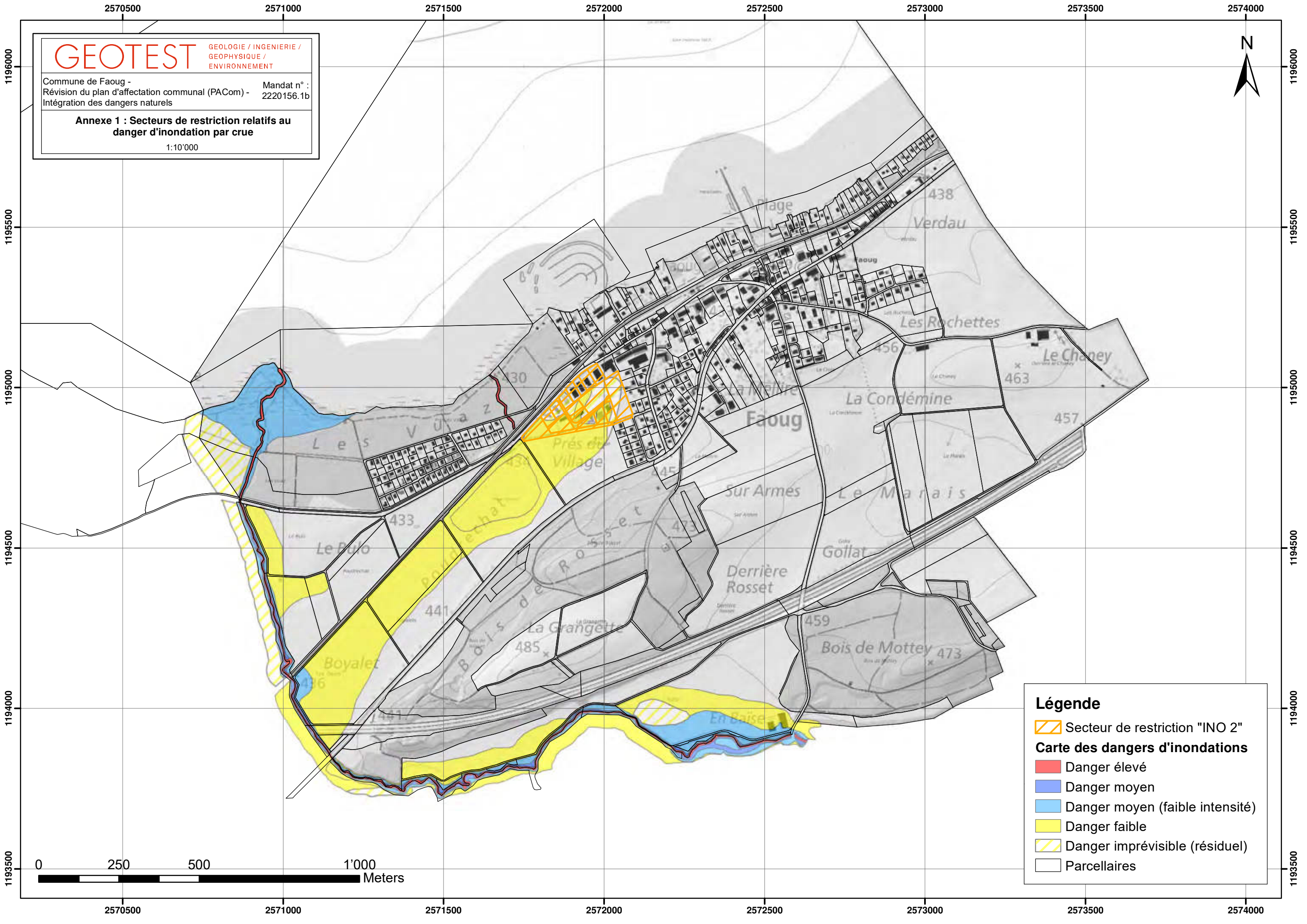
2571500

2572000

2572500

2573000

**Annexe 1 Secteurs de restriction liés aux inondations par les
crues**










GEOTEST GEOLOGIE / INGENIERIE /
 GEOPHYSIQUE /
 ENVIRONNEMENT

Commune de Faug - Mandat n° :
 Révision du plan d'affectation communal (PACom) - 2220156.1b
 Intégration des dangers naturels

Annexe 1 : Secteurs de restriction relatifs au danger d'inondation par crue
 1:10'000

Légende

-  Secteur de restriction "INO 2"
- Carte des dangers d'inondations**
-  Danger élevé
-  Danger moyen
-  Danger moyen (faible intensité)
-  Danger faible
-  Danger imprévisible (résiduel)
-  Parcellaires

Annexe 2 Secteurs de restriction liés aux inondations par les crues (détail)

GEOTEST

GÉOLOGIE / INGÉNIERIE /
GÉOPHYSIQUE /
ENVIRONNEMENT

Commune de Faoug - Mandat n° :
Révision du plan d'affectation communal (PACom) - 2220156.1b
Intégration des dangers naturels

Annexe 2 : Secteurs de restriction relatifs au danger d'inondation par crue (détail)

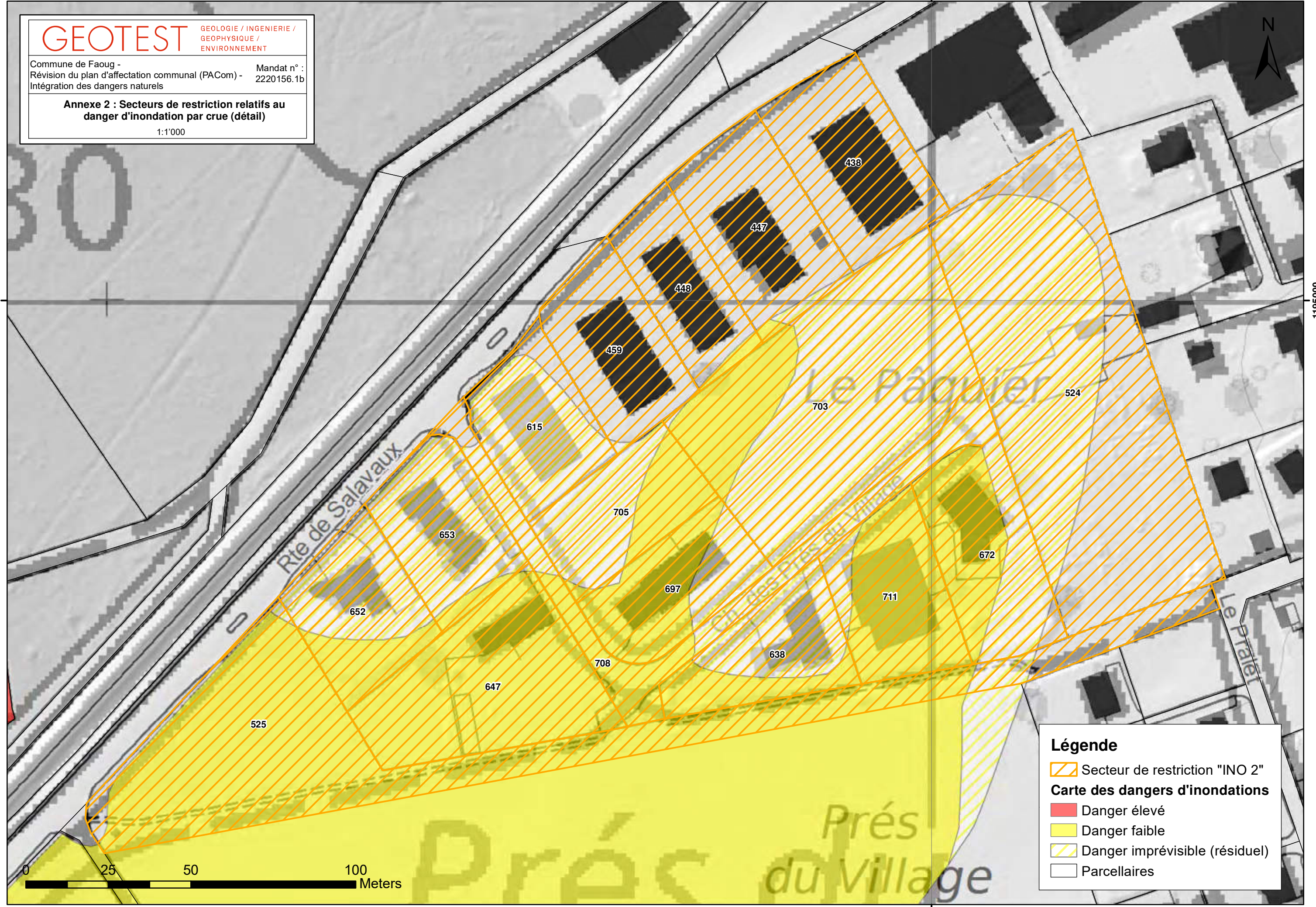
1:1'000

1195000

2572000



1195000



Légende

- Secteur de restriction "INO 2"
- Carte des dangers d'inondations**
- Danger élevé
- Danger faible
- Danger imprévisible (résiduel)
- Parcellaires

0 25 50 100 Meters

2572000

Annexe 3 Secteurs de restriction liés aux inondations par re- montée de lac

2571500

2572000

2572500

2573000

GEOTEST

GEOLOGIE / INGENIERIE /
GEOPHYSIQUE /
ENVIRONNEMENT

Commune de Faoug - Mandat n° :
Révision du plan d'affectation communal (PACom) - 2220156.1b
Intégration des dangers naturels

Annexe 3 : Secteurs de restriction relatifs au danger d'inondation par remontée de lac

1:5'000

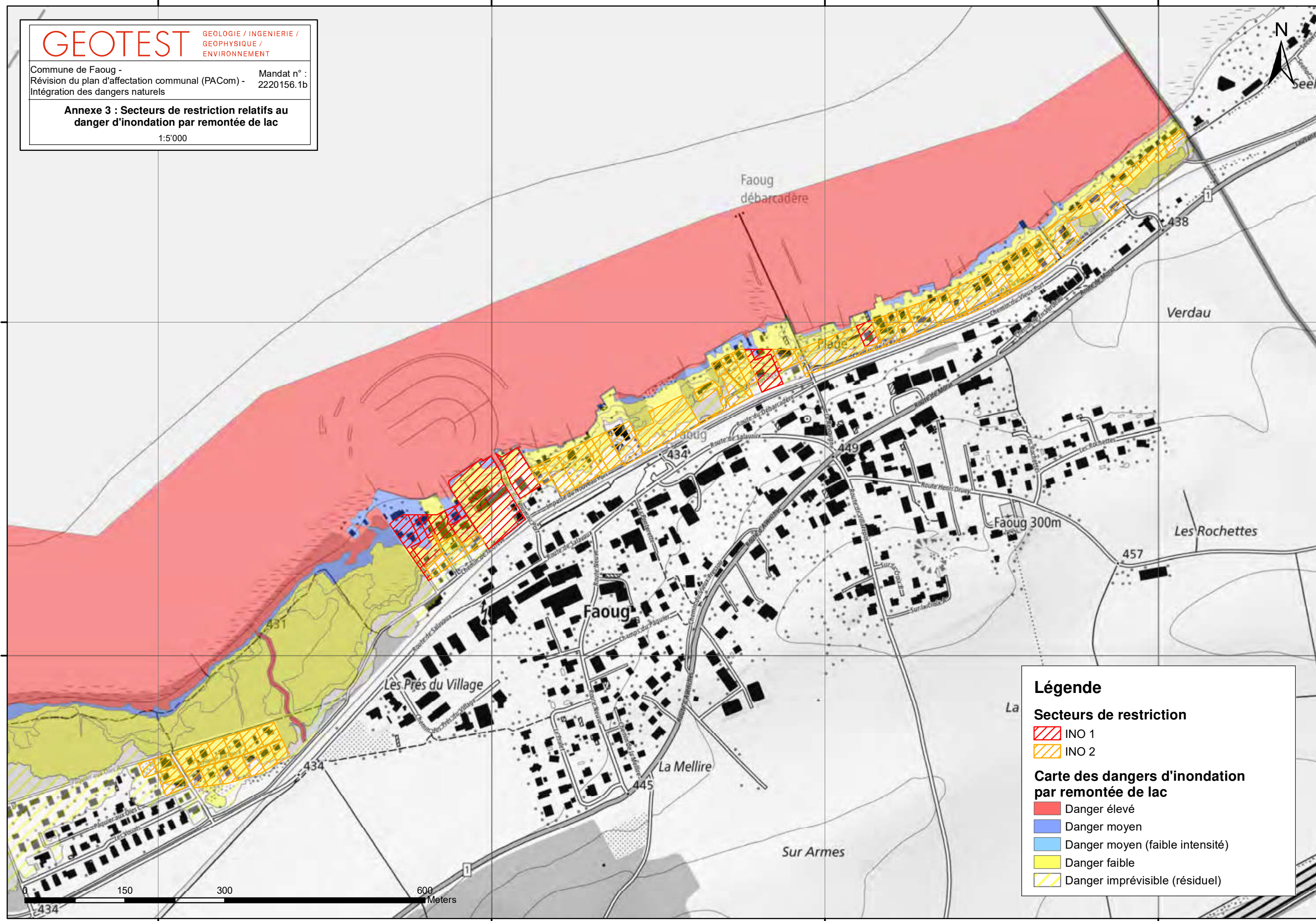


1195500

1195500

1195000

1195000



Légende

Secteurs de restriction

-  INO 1
-  INO 2

Carte des dangers d'inondation par remontée de lac

-  Danger élevé
-  Danger moyen
-  Danger moyen (faible intensité)
-  Danger faible
-  Danger imprévisible (résiduel)

2571500

2572000

2572500

2573000

Annexe 21 du rapport 47 OAT

**Plan des modifications d'affectation
pour enquête publique**



LEGENDE :

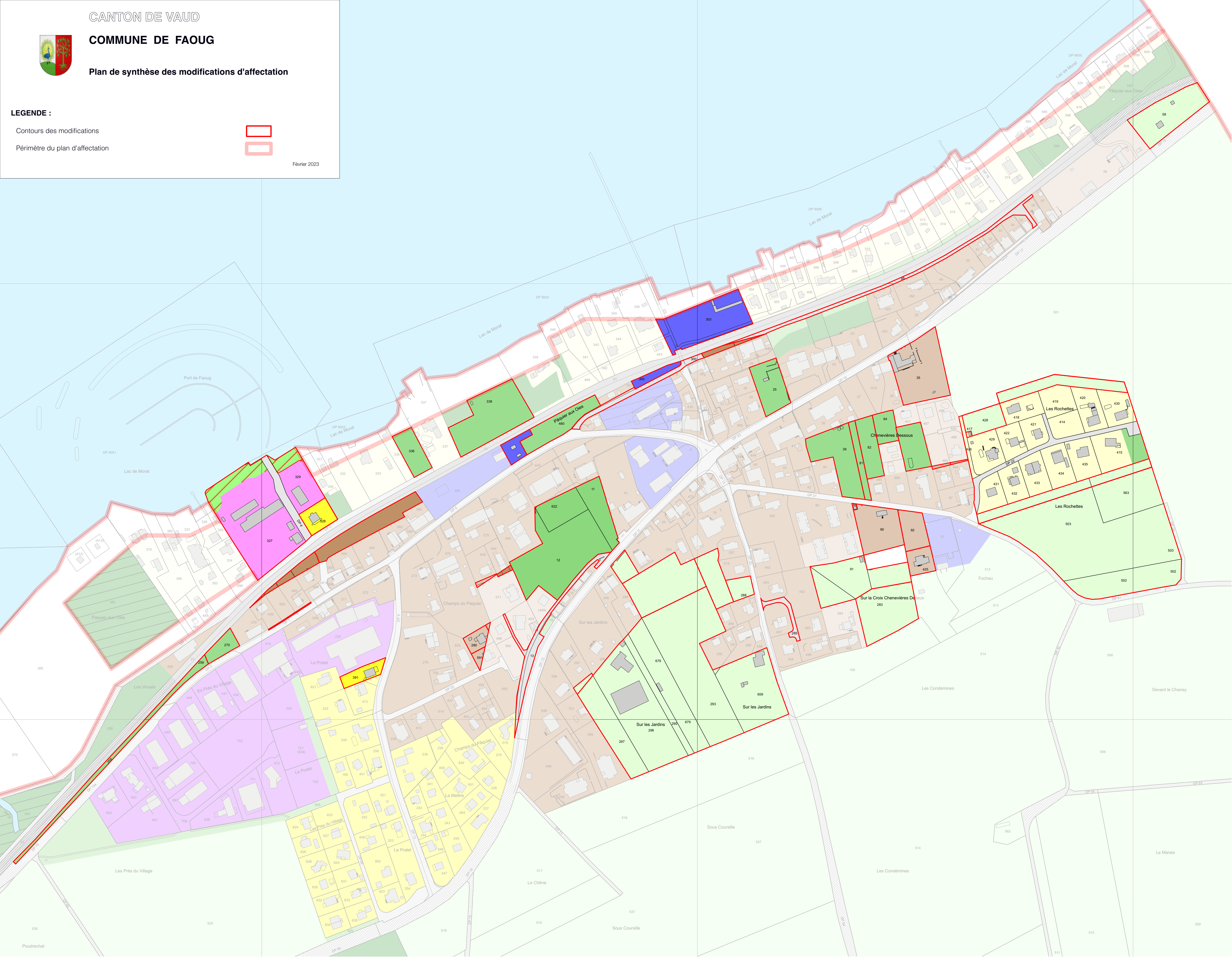
Contours des modifications



Périmètre du plan d'affectation



Février 2023



Annexe 22 du rapport 47 OAT

**Plan des modifications d'affectation
pour enquête complémentaire**



CANTON DE VAUD

COMMUNE DE FAOUG

PLAN D'AFFECTATION COMMUNAL
VILLAGE

Enquête complémentaire

APPROUVE PAR LA MUNICIPALITE DANS SA SEANCE DU

LE SYNDIC LA SECRETAIRE :

SOU MIS A L'ENQUETE PUBLIQUE COMPLEMENTAIRE DU AU

LE SYNDIC LA SECRETAIRE :

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL COMMUNAL DANS SA SEANCE DU

LE PRESIDENT : LA SECRETAIRE :

APPROUVE PAR LE DEPARTEMENT COMPETENT

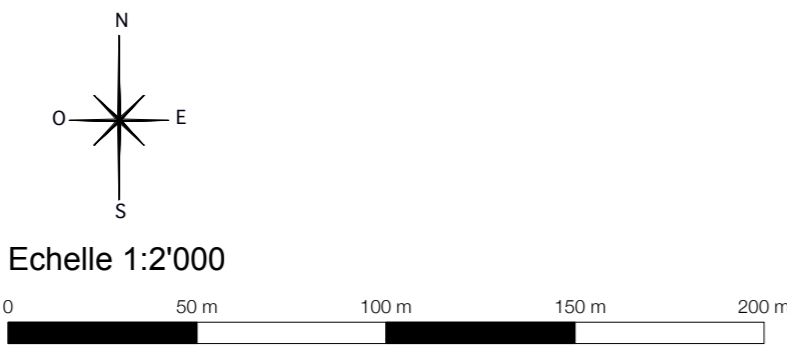
LAUSANNE, LE

LA CHEFFE DU DEPARTEMENT :

ENTRE EN VIGUEUR, LE

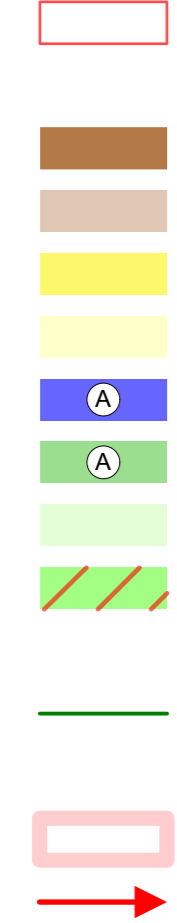
12 Juin 2025

Agence Wenker Architecture Sàrl
Rue de Morat 3
1595 Faoug
T : +41 26 565 38 43
E : info@wenkerarchitectur.ch
W : www.wenkerarchitectur.ch
Francis Wenker,
Architecte HES SA, REG B
Urbaniste FSU



LEGENDE :

- Limites des modifications
- Affectation du sol**
 - Zone centrale 15 A LAT
 - Zone centrale 15 B LAT
 - Zone d'habitation de très faible densité A 15 LAT
 - Zone d'habitation de très faible densité C 15 LAT
 - Zone affectée à des besoins publics 15 LAT - Secteur A / B / C / D
 - Zone de verdure 15 LAT - Secteur A / B / C / D
 - Zone agricole 16 LAT
 - Zone de protection de la nature et du paysage 17 LAT
- Forêts**
 - Nouvelle distance inconstructible à la lisière (10 m)
- Informations indicatives**
 - Périmètre du plan d'affectation communal
 - Nouvelles vues à préserver



Plan établi sur la base des données cadastrales du 24 mai 2022, fournies par l'ASIT VD.
Géodonnées © Etat de Vaud.
Base cadastrale certifiée par l'ingénieur géomètre breveté J. Nicod, du bureau NPPR Ingénieurs et géomètres SA, Ch. du Château-Sec 6, 1510 Moudon.

Le Signature :



GRENG

Annexe 23 du rapport 47 OAT

**Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles
du bureau Prona, du 19 octobre 2020**

Sentier des rives de la commune de Faoug

Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles – mise à jour 2020



Sur mandat de :
La Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Table des matières

1	Introduction	5
1.1	Contexte et objectif	5
1.2	Périmètre de l'étude	5
1.3	Méthodologie	6
1.3.1	Consultation des inventaires fédéraux, cantonaux et communaux	6
1.3.2	Consultation du réseau écologique vaudois (REC-VD)	6
1.3.3	Consultation des données faunistiques et floristiques	6
1.3.4	Consultation d'experts	6
1.3.5	Relevés de terrain	7
1.3.6	Méthode d'analyses	7
2	Résultats	8
2.1	Inventaires fédéraux, cantonaux et communaux	8
2.2	Réseau écologique vaudois (REC-VD)	9
2.3	Aménagement du territoire	10
2.4	Ecomorphologie des rives	10
2.5	Milieus naturels	11
2.6	Flore	15
2.7	Faune	16
3	Evaluation	19
3.1	Sensibilité des valeurs naturelles	19
3.2	Impacts actuels	19
3.2.1	Constructions	19
3.2.2	Dérangements	19
3.3	Impact futur du sentier	20
3.3.1	Milieus naturels	20
3.3.2	Flore	20
3.3.3	Dérangement de la faune	21
4	Bilan	21
5	Propositions de mesures	22
5.1	Objectif 1 – Préservation des milieux riverains et de la flore	22
5.2	Objectif 2 – Réduction du dérangement provoqué par le sentier	22
5.3	Objectif 3 – Réduction du dérangement depuis le lac	23
6	Conclusion	24

Tableaux

Tableau 1	Milieus d'intérêt présents à proximité ou sur le tracé du sentier des rives (état 09.07.2020)	11
Tableau 2	Espèces menacées et/ou protégées de la flore	16
Tableau 3	Espèces menacées et/ou protégées de mammifères.....	17
Tableau 4	Espèces menacées et/ou prioritaires d'oiseaux	18
Tableau 5	Espèces menacées et/ou protégées de reptiles	18

Figures

Figure 1	Situation générale du futur sentier des rives (source : Swisstopo, 04.06.2020)	6
Figure 2	Inventaires fédéraux et cantonaux de protection de la nature (en rouge, sentier des rives, en violet foncé, limites de communes ; source : geo.vd.ch et map.geo.admin.ch, 04.06.2020)	8
Figure 3	Extrait du Plan général d'affectation de Faoug (2003).	9
Figure 4	Extrait du REC-VD complété (en rouge, sentier des rives, en vert à l'est, zone d'intérêt de la Fin de Dy, en bleu, liaison amphibie représentée par la rive du lac et sa végétation riveraine ; source : geo.vd.ch et map.geo.admin.ch, 04.06.2020)	9
Figure 5	Aménagement du territoire (source : geo.vd.ch, 08.07.2020)	10
Figure 6	Ecomorphologie des rives du lac de Morat au niveau de la commune de Faoug (source : DGE-Eau).....	11
Figure 7	Nymphaeion : nénuphar jaune (à gauche) et nénuphar blanc horticole (à droite ; source : Prona, 09.07.2020).....	12
Figure 8	Phragmition dominé par les roseaux (à gauche) et par les joncs des tonneliers (à droite) 12	
Figure 9	Exemples de zones de Phalaridion	13
Figure 10	Evolution de la végétation riveraine entre 1946 (en haut) et 2017 (en bas, en rouge zones de roselières présentes s'étant fortement réduites entre 1946 et 2018 ; source : Swisstopo, Swissimage hist 1946, visible sur map.geo.admin. ch, septembre 2020)	15

Abréviations utilisées

CCO-Vaud	Centre de Coordination Ouest pour l'étude et la protection des chauves-souris du canton de Vaud
CSCF	Centre suisse de cartographie de la faune
DGE	Direction générale de l'environnement
EREE	Espace réservé aux eaux de surface
IMNS	Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites
KARCH	Centre de coordination pour la protection des amphibiens et des reptiles de Suisse

Annexes

- A1 Données de de la faune et de la flore selon Info Species
- A2 Compte-rendu de la rencontre avec les experts ornithologues
- A3 Cartes des milieux naturels et des arbres
- A4 Liste des arbres
- A5 Carte de l'évolution des roselières
- A6 Liste de la flore selon relevés Prona 2020
- A7 Carte de synthèse des impacts actuels
- A8 Carte de l'espace disponible et des contraintes pour le tracé du sentier

Documents de référence

Bases légales principales

- [1] Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux)
- [2] Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN) du 1^{er} juillet 1966
- [3] Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN) du 16 janvier 1991
- [4] Loi fédérale sur les forêts (LFo) du 4 octobre 1991
- [5] Loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (LChP) du 20 juin 1986

Directives, instructions et autres

- [6] Delarze R., Eggenberg S., Steiger P., Bergamini A., Fivaz, F., Gonseth Y., Guntern J., Hofer G., Sager L., Stucki P. 2016 : Liste rouge des milieux de Suisse. Abrégé actualisé du rapport technique 2013 sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Berne : 33
- [7] Liste rouge Plantes vasculaires, espèces menacées en Suisse, OFEV, octobre 2016
- [8] Guide des milieux naturels de la Suisse. Delarze R. et al., 2015
- [9] Guichet cartographique du canton de Vaud, <https://www.geo.vd.ch>
- [10] Guichet cartographique de la Confédération. Cartes de la Suisse – Confédération suisse. Disponible en ligne. URL : <http://map.geo.admin.admin.ch/>

Documents spécifiques au projet

- [11] Mosimann & Strebel, janvier 2012 : Commune de Faoug – plan général d'affectation : sentier des rives. Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles. Commune de Faoug, 24 pp.
- [12] Swisstopo, Photographies aériennes 1981-2017, <https://www.swisstopo.admin.ch/fr/cartes-donnees-en-ligne/cartes-geodonnees-en-ligne/voyage-dans-le-temps-images.html>
- [13] Fiche d'application–Plan d'affectation communal, MESURES CONSERVATOIRES (ZONE RÉSERVÉE), SDT, août 2019
- [14] Fiche B1 – Aménagement du territoire : affectation des milieux naturels et des paysages, Boîte à outils pour les communes, Canton de Vaud, 07.03.2012
- [15] CCO-Vaud, 14.09.2020 : fiche sur le vespertilion bicolore <file:///C:/Users/sy/AppData/Local/Temp/Vespertilion-bicolore.pdf>
- [16] Station ornithologique de Sempach, Pro Natura, CSF et Swiss Canoe, 2020 : Flyer Stand-up paddle - dans le respect de la nature, https://www.vogelwarte.ch/assets/files/voegel/ratgeber/gefahren/200318_SUP_Merkblatt_A6_5_fr.pdf
- [17] Commune de Faoug, 2003 : Plan général d'affectation et son règlement.
- [18] Prona SA, sous presse : Etude de l'écomorphologie des rives des lacs de canton de Vaud, DGE-Eau.

1 Introduction

1.1 Contexte et objectif

La Commune de Faoug révisé actuellement son Plan général d'affectation (PGA). Dans le cadre de cette démarche, elle souhaite formaliser le tracé d'un futur sentier des rives au bord du lac de Morat sur une distance linéaire d'environ 1.5 kilomètre.

Le sentier, projeté d'abord directement sur la rive du lac, a fait l'objet en 2012 d'une expertise concernant son impact sur les valeurs naturelles par le Bureau Mosimann & Strelbel [11]. Cette étude concluant à un impact élevé, en particulier concernant le dérangement de la faune (oiseaux nicheurs et hivernants, castor), la Municipalité avait alors décidé d'abandonner ce tracé et de faire passer le sentier à l'arrière des habitations riveraines du lac.

Toutefois, cette solution a été refusée par le Conseil communal de Faoug et la DGE-Eau du canton de Vaud. Selon cette dernière, pour être considéré comme riverain, le sentier doit obligatoirement se situer à proximité de la rive. La DGE-Biodiv a de son côté également fait part de son avis sur le projet : si la création d'un sentier à proximité de la rive pourrait permettre de marquer de manière visible la limite entre rive du lac et propriétés privées, la protection des milieux et des espèces rares et protégés doit être prise en compte dans le choix du tracé.

Les éléments cités ci-avant ont amené la Municipalité à effectuer un appel d'offre pour une mise à jour de l'Expertise concernant l'impact sur les valeurs naturelles du sentier des rives. Ceci afin de :

- Préciser les impacts potentiels du sentier sur les milieux naturels et la flore protégés ;
- Tenir compte des données les plus récentes concernant la flore et la faune ;
- Mettre à jour l'évaluation des valeurs naturelles du site selon ces données ;
- Définir précisément les impacts actuels (ouvrages sur les rives, fréquentation, dérangement) et l'impact futur du sentier des rives sur ces valeurs naturelles ;
- Proposer si besoin des variantes de tracé et des mesures permettant de réduire au mieux ces impacts.

Le bureau Prona SA a été mandaté pour réaliser la dite étude.

1.2 Périmètre de l'étude

Le sentier des rives est prévu sur la commune de Faoug dans le canton de Vaud, le long de la rive du lac de Morat du Nouveau Port de Faoug jusqu'à la limite de la commune au nord-est qui est aussi la limite du canton avec Fribourg (Figure 1).



Figure 1 Situation générale du futur sentier des rives (source : Swisstopo, 04.06.2020)

1.3 Méthodologie

Afin de faciliter la compréhension logique de cette mise à jour, le présent rapport reprend en grande partie la structure du rapport de Mosimann et Strebel (2012). Il est complété à travers une cartographie des milieux naturels, un relevé de la flore, les données d'observation d'espèces les plus récentes et une analyse de l'évolution des roselières. Enfin, suit une analyse des impacts actuels et futurs et des propositions de mesures afin de permettre la création d'un sentier des rives tout en réduisant au mieux son impact sur les milieux naturels, la flore et la faune.

1.3.1 Consultation des inventaires fédéraux, cantonaux et communaux

Les inventaires ont été consultés en date du 23 avril 2020 sur les géoportails du canton de Vaud [9] et de la confédération [10], ainsi qu'à travers la consultation du Plan général d'affectation de la commune (2003) [17].

1.3.2 Consultation du réseau écologique vaudois (REC-VD)

Le REC-VD a été consulté en date du 23 avril 2020 sur le géoportail du canton de Vaud.

1.3.3 Consultation des données faunistiques et floristiques

Les bases de données d'Infospecies – Info Flora, CSCF & CCO-Vaud, Station ornithologique de Sempach, Swissbryophytes, Swisslichens, SwissFungi – ont été consultées respectivement en dates des 23, 22, 21, 24, 28 avril et 4 mai 2020. Aucune donnée n'était toutefois disponible concernant les bryophytes, les lichens et les champignons. Les données reçues sont disponibles en annexe A1.

1.3.4 Consultation d'experts

Messieurs Pierre-Alain Ravussin, ornithologue responsable du recensement des oiseaux d'eau du lac de Morat, et Pascal Rapin, auteur de plusieurs rapports sur l'avifaune nicheuse du lac de Morat, ont été consultés en date du 13 mai 2020 afin de prendre en compte leurs avis d'experts concernant l'avifaune. Un compte-rendu de cette rencontre est disponible en annexe A2.

1.3.5 Relevés de terrain

Les milieux naturels et la flore riveraine ont fait l'objet de deux journées de relevés en dates des 11 juin et 9 juillet 2020. Les espèces de la faune observées durant ces relevés ont également été notées.

1.3.6 Méthode d'analyses

Analyse des impacts actuels

Les impacts actuels sur les valeurs naturelles sont analysés en fonction des constructions déjà présentes et de la fréquentation de la rive en fonction des possibilités d'accès (public, privé). Pour une vision plus globale, l'impact depuis le lac est également pris en compte.

Analyse des impacts futurs du sentier

L'analyse de l'impact futur du sentier se base sur l'ouverture au public de l'entier du tronçon.

Analyse de l'évolution de la végétation des rives (roselières)

Comme dans l'étude de Mosimann & Strebel, l'évolution de la végétation des rives a été étudiée en comparant des photographies aériennes réalisées à différentes années d'intervalle (1946, 1981, 1998, 2007, 2012, 2017 ; source : map.geo.admin.ch, 09.09.2020). Ces images ont permis de produire une carte mettant en évidence l'évolution des roselières en superposant les différentes surfaces et de pouvoir l'analyser (annexe A5).

Bien qu'elle présente plusieurs biais possibles (différences de qualité, de saison et d'heure, couleur vs. noir-blanc) entre photographies pouvant amener à une interprétation non homogène des données, la comparaison de photographies aériennes est la seule méthode permettant d'avoir une assez bonne représentation de l'évolution de la surface occupée par la végétation.

2 Résultats

2.1 Inventaires fédéraux, cantonaux et communaux

Le sentier des rives se trouve à proximité immédiate de l'objet de l'inventaire des Monuments naturels et des sites (IMNS) n° 173 « Le Vuat, zone humide, grèves ».

Il se trouve également entre deux zones alluviales d'importance nationale : n° 305 « Embouchure du Chandon » côté Vaud et n° 20015 « Fin de Dy » côté Fribourg.

Enfin, la réserve d'oiseaux d'eau et migrateurs n° 115 « Salavaux (VD) se trouve à l'ouest du sentier (Figure 2).

Au niveau communal, un **espace réservé aux étendues d'eau (EREE)** a été défini sur une largeur de 15 m depuis la rive vers l'intérieur des terres (voir annexe A3). Il a pour but de garantir les fonctions naturelles grâce à un aménagement et un entretien extensif. C'est dans cet espace qu'est prévu le sentier des rives.

De plus, deux zones (au sud de la parcelle n° 330, hors de l'EREE, et au nord de la parcelle 319, dans l'EREE) sont classées en zone de verdure. Selon l'article 53 du Règlement du Plan général d'affectation (RPGA), cette zone est destinée à « sauvegarder des sites et créer des îlots de détente et de verdure. Elle est caractérisée par l'interdiction de bâtir, à l'exception de petites constructions compatibles à l'usage de la zone répondant aux prescriptions de l'article 75 [Dépendances de peu d'importance]. Les garages y sont toutefois exclus ». Il est à noter toutefois que la partie des rives du PGA n'avait pas été approuvée en 2003 à cause de la problématique du sentier des rives (Figure 3).

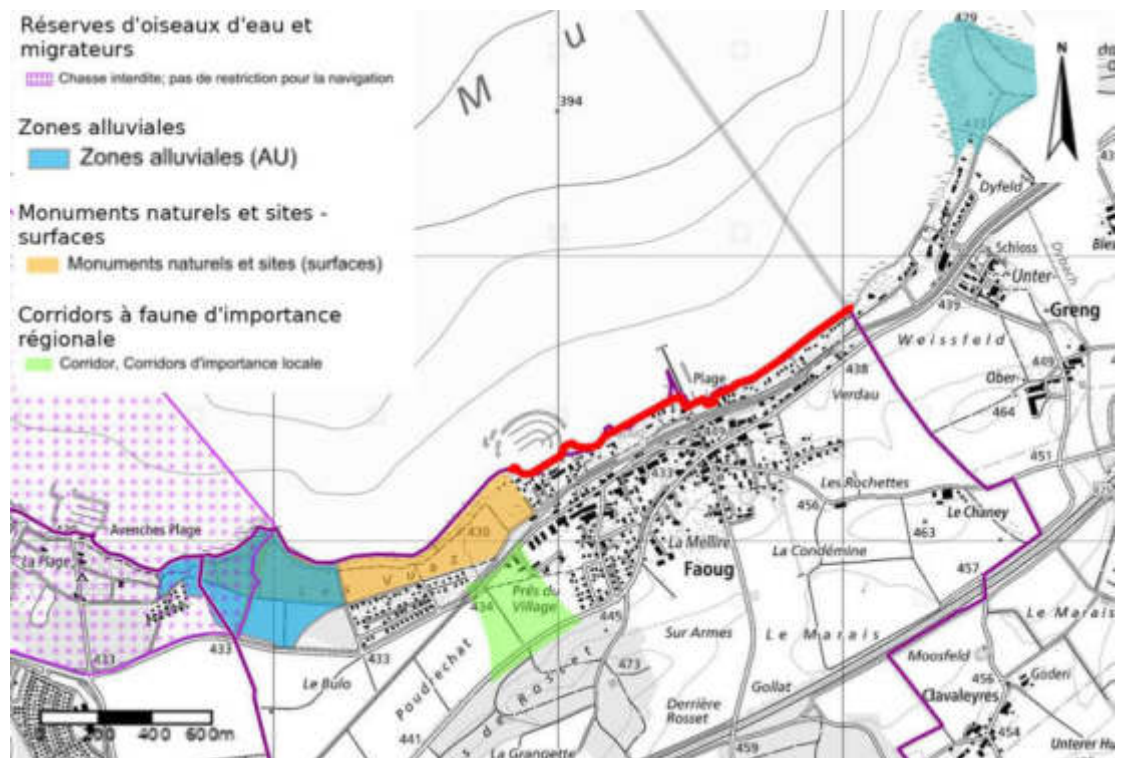


Figure 2 Inventaires fédéraux et cantonaux de protection de la nature (en rouge, sentier des rives, en violet foncé, limites de communes ; source : geo.vd.ch et map.geo.admin.ch, 04.06.2020)

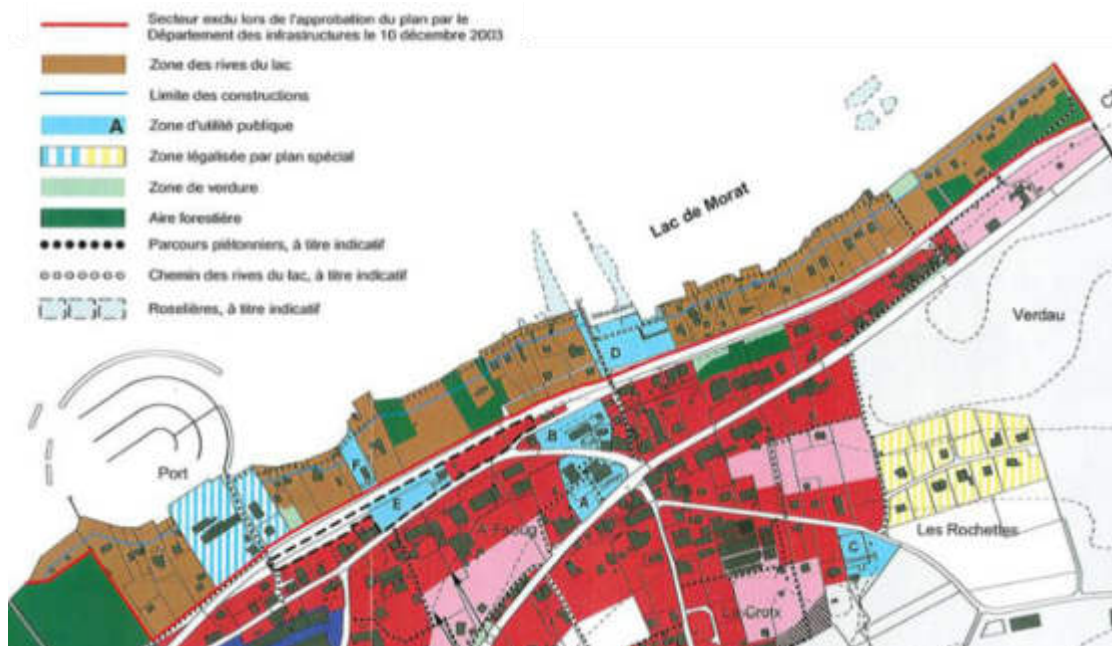


Figure 3 Extrait du Plan général d'affectation de Faoug (2003).

2.2 Réseau écologique vaudois (REC-VD)

Le sentier des rives, situé en limite du canton de Vaud, se trouve également en marge du REC-VD qui ne prend pas en compte les milieux présents du côté fribourgeois de la rive. C'est pourquoi il a été complété selon notre analyse en indiquant le milieu de valeur de la Fin de Dy à l'est et la **liaison amphibie potentielle** représentée par la berge du lac et sa végétation riveraine. Celle-ci tient en effet un rôle non négligeable dans la mise en réseau des deux zones alluviales qui entourent le sentier des rives (Figure 4).

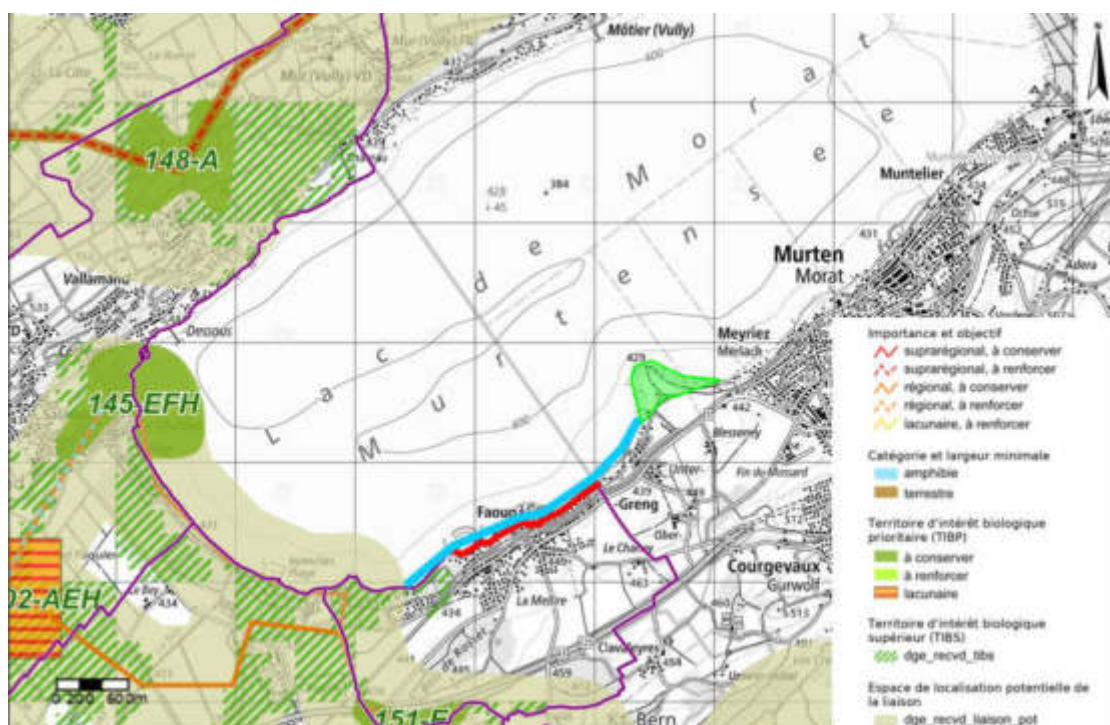


Figure 4 Extrait du REC-VD complété (en rouge, sentier des rives, en vert à l'est, zone d'intérêt de la Fin de Dy, en bleu, liaison amphibie représentée par la rive du lac et sa végétation riveraine ; source : geo.vd.ch et map.geo.admin.ch, 04.06.2020)

2.3 Aménagement du territoire

Selon le site geo.vd.ch, la majorité de la rive se trouve en Zone naturelle protégée (quadrillage vert clair sur le plan à la Figure 4). L'arrière des parcelles accueillant les maisons de vacances est en zone d'habitation de très faible densité (jaune). Quelques parcelles se trouvent également en aire forestière (vert foncé). Le Nouveau Port se trouve quant à lui en zone de sport et loisirs (turquoise).

Enfin, la grande majorité des parcelles se trouve en zone réservée (hachuré noir ; affectation permettant de suspendre temporairement la constructibilité des secteurs sur lesquels des plans d'affectation doivent être révisés, modifiés ou élaborés selon la définition du canton de Vaud comprise dans la Fiche d'application du Plan d'affectation communal [13].

Il est aussi à noter que, contrairement au Plan général d'affectation de la commune de Faoug de 2003 [17], la zone riveraine de la parcelle n° 319 se trouve en aire forestière.

La rive se trouve dans l'**espace réservé aux étendues d'eau (EREE)** où toute imperméabilisation, destruction ou modification de la végétation est interdite (Fiche B1 [14]). Toutefois, selon l'article 41c al. 1 de l'Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux) [1], les chemins pour piétons et de randonnée pédestre y sont autorisés.

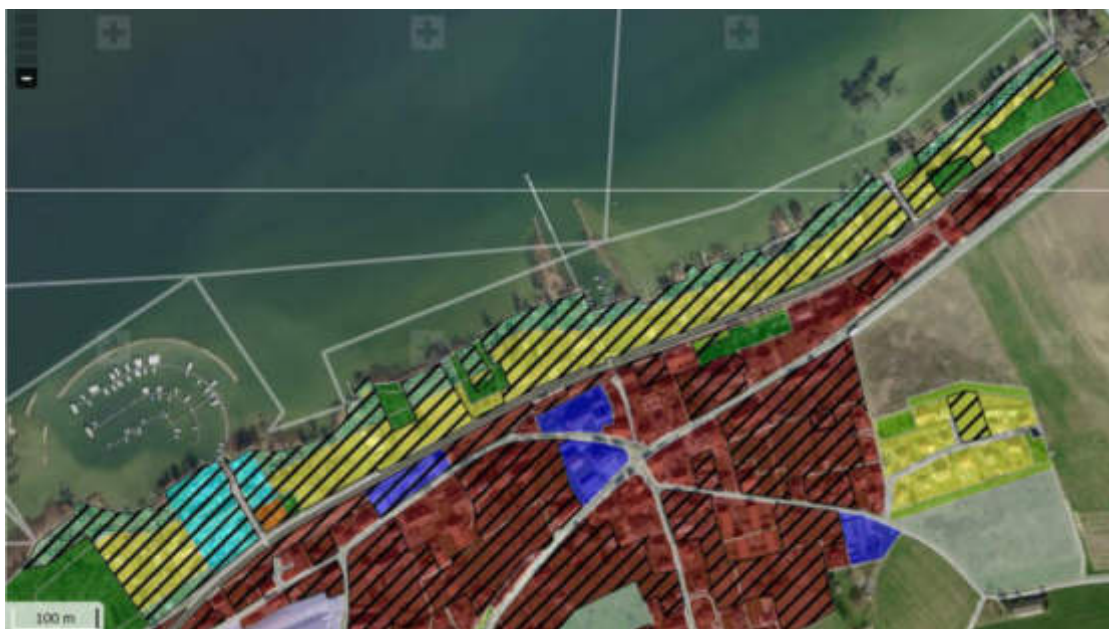


Figure 5 Aménagement du territoire (source : geo.vd.ch, 08.07.2020)

2.4 Ecomorphologie des rives

Selon nos relevés, l'écomorphologie des rives est **perturbée** sur une bonne partie du tracé étudié (1174 m sur 1585 m, soit **74 %**) par la présence de murets et de bâtiments.

Seuls 411 m (**26 %**) de rive ne sont **pas stabilisés** par des murs ou des murets. **49 %** des rives (788 m) présentent de la **végétation riveraine**. Du fait de la présence des murets au bord de l'eau, l'installation d'une succession de végétation terrestre est toutefois le plus souvent empêchée.

De plus, la végétation riveraine est perturbée par endroits par la présence de nombreux pontons et par le passage de petites embarcations allant des pontons aux bouées d'amarrage.

La morphologie des rives du lac, telle que relevée récemment dans le cadre de l'Etude de l'écomorphologie des rives des lacs de canton de Vaud [18], est présentée en Figure 6. Elle est considérée comme dégradée à artificielle sur la majorité de la rive. Seules les berges des parcelles n^{os} 319 et 338 sont considérées comme peu dégradées, alors que celles de la zone alluviale à l'ouest du port sont considérées comme naturelles à semi-naturelles.

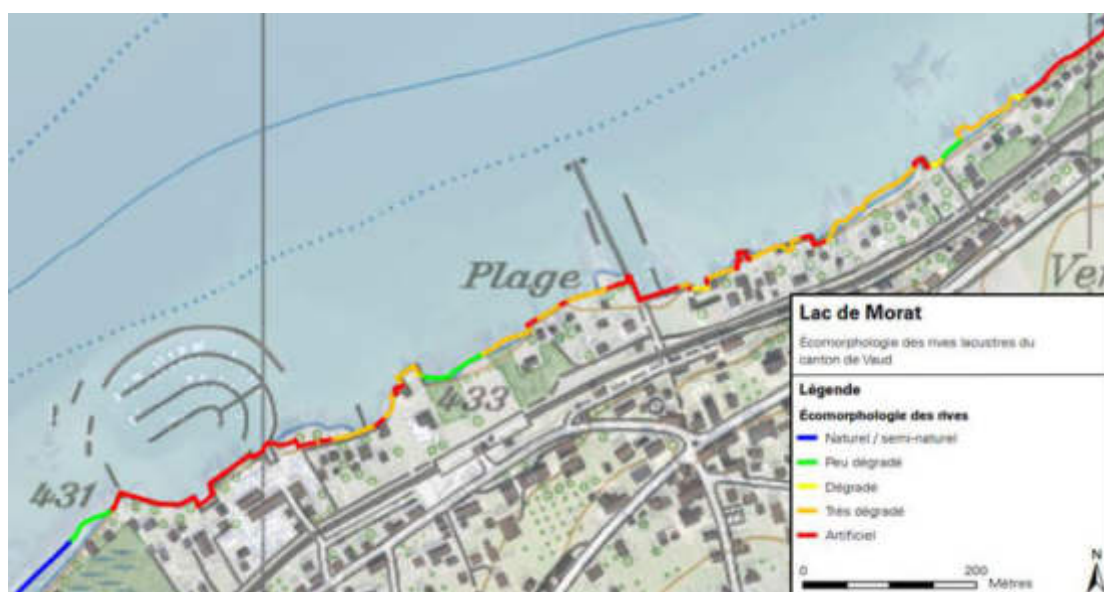


Figure 6 Ecomorphologie des rives du lac de Morat au niveau de la commune de Faoug (source : DGE-Eau)

2.5 Milieux naturels

Les milieux d'intérêt observés dans ou à proximité de la zone EREE où se trouvera le futur sentier des rives sont listés dans le tableau ci-après. Leur emplacement, ainsi que celui des arbres présents dans cette zone, est donné sur le plan en annexe A3. Tous les milieux humides relevés sont protégés selon l'Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN) [3] et selon l'article 18 al. 1bis de la Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN) [2], alors que les cordons boisés mésophiles sont protégés uniquement selon cet article ou selon l'art. 5 al. 1 de la Loi fédérale sur les forêts (LFo) [4].

No Delarze	Nom français	Nom latin	LR	PROT	Surface totale (m ²)	Pourcents (%)
1.1.4	Eau avec végétation flottante fixée	<i>Nymphaeion</i>	VU	OPN	3'494	7.9
2.1.2.1	Roselière lacustre (groupement à roseau commun)	<i>Phragmition</i>	VU	OPN	14'133	32.0
2.1.2.1	Roselière lacustre (groupement à jonc des tonneliers)	<i>Phragmition</i>	VU	OPN	20'142	45.6
2.1.2.2	Roselière terrestre	<i>Phalaridion</i>	VU	OPN	1'491	3.4
2.2.1	Magnocariçaie	<i>Magnocaricion</i>	VU	OPN	89	0.2
2.3.3	Mégaphorbiée marécageuse	<i>Filipendulion</i>	NT	OPN	550	1.2
5.3.4	Roncier à tendance humide	<i>Rubion</i>	LC	-	28	< 0.1
5.3.7	Saulaie buissonnante marécageuse	<i>Salicion cinereae</i>	NT	OPN	106	0.2
6	Cordon boisé mésophile				313	0.7
6.1.2	Saulaie blanche	<i>Salicion albae</i>	EN	OPN	576	1.3
6.1.4	Frênaie humide	<i>Fraxinion</i>	LC	OPN/LPN/LFo	3'273	7.4
Surface totale					43'882	100.0

No Delarze, noms français et latin selon Delarze et al. (2015) ; LR = Liste rouge des milieux de Suisse (2016)[6], LC = non menacé, NT = potentiellement menacé, VU = vulnérable, EN = en danger ; PROT = protection selon l'OPN, la LPN et/ou la LFo.

Tableau 1 Milieux d'intérêt présents dans l'EERE (état 09.07.2020)

Les paragraphes suivants décrivent la valeur des milieux humides présents.

1.1.4 Eau avec végétation flottante fixée (Nymphaeion)

Plusieurs secteurs de végétation flottante fixée sont présents au bord des rives, en particulier autour de certains pontons. Ils sont généralement composés de **nénuphar jaune (*Nuphar lutea*)**, une espèce non menacée, mais protégée aux niveaux fédéral et cantonal (Figure 8).

Seul un secteur au sud-ouest est composé de *Nymphaea* sp., une variété horticole du nénuphar blanc présentant des fleurs plus grandes et souvent colorées.

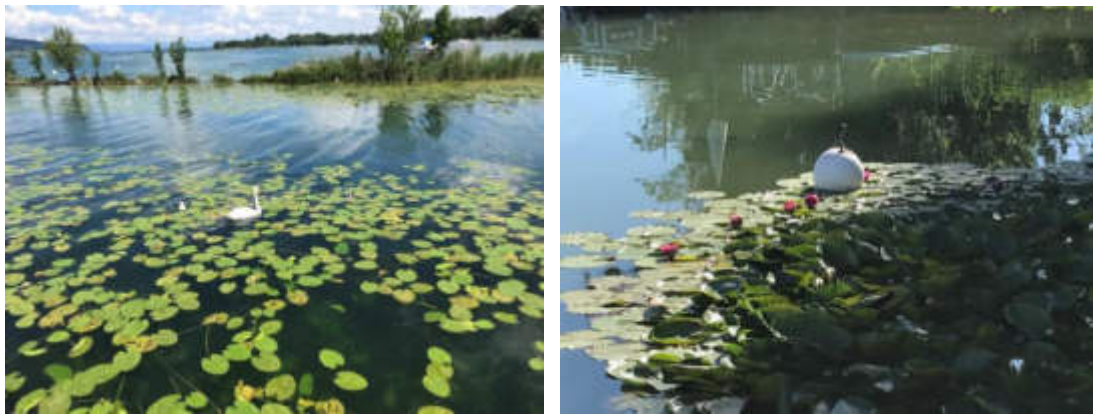


Figure 7 Nymphaeion : nénuphar jaune (à gauche) et nénuphar blanc horticole (à droite ; source : Prona, 09.07.2020)

2.1.2.1 Roselière lacustre (Phragmition)

La roselière lacustre couvre près de la moitié des surfaces de végétation des rives (45.9 %). Elle est le plus souvent composée de peuplements purs de roseau commun (*Phragmites australis* ; Figure 8). Ces peuplements deviennent moins denses au fur et à mesure qu'on s'éloigne de la rive. Plus au large, ils sont souvent remplacés par des peuplements purs de **jonc des tonneliers (*Schoenoplectus lacustris*)**, une espèce non menacée, mais protégée au niveau cantonal.



Figure 8 Phragmition dominé par les roseaux (à gauche) et par les joncs des tonneliers (à droite)

2.1.2 Roselière terrestre (Phalaridion)

La roselière terrestre occupe directement le bord de la rive, là où la végétation n'a pas constamment les pieds dans l'eau. Elle fait la transition entre la roselière lacustre et la végétation terrestre. Représentant plus de 30 % de la végétation lacustre, elle est le deuxième plus abondant milieu humide présent. Elle est principalement composée de roseau commun et d'alpiste roseau (*Phalaris arundinacea*), accompagnés de plantes nitrophiles communes comme l'ortie dioïque (*Urtica dioica*), le liseron des haies (*Calystegia sepium*) et l'iris jaune (*Iris pseudacorus* ; Figure 9). Cette dernière, non menacée, est protégée au niveau fédéral.

Elle accueille également les espèces particulières suivantes :

Nom latin	Nom français	LR CH	LR rég.	PRIO CH	PROT
<i>Poa palustris</i>	Pâturin des marais	NT	NT	-	-
<i>Scutellaria galericulata</i>	Scutellaire à casque	LC	NT	-	-
<i>Stachis palustris</i>	Epiaire des marais	LC	NT	-	-
<i>Lycopus europaeus</i>	Lycope d'Europe	LC	LC	-	VD

Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, LR* : statut provisoire. PRIO : espèces prioritaires au niveau national: 1 = très élevée, 2 = élevée 3 = moyenne, 4 = faible, 5 = priorité cantonal/régionale. PROT: CH = espèces protégées par l'OPN, VD = espèces protégées au niveau cantonal.



Figure 9 Exemples de zones de Phalaridion

Ces trois milieux constituent la majorité de la végétation des rives. Les milieux suivants ne sont présents que sous forme de petits fragments ne constituant pas une ceinture riveraine intacte. Parmi eux, seule la frênaie humide présente des surfaces plus développées.

2.2.1 Magnocariçaie (Magnocaricion)

Ce milieu, composé principalement de grandes laïches, n'est présent que sur quelques petites surfaces à l'arrière des roselières. Il est souvent dominé par la laïche à angles aigus (*Carex acutiformis*), accompagné par la lysimaque commune (*Lysimachia vulgaris*).

2.3.3 Mégaphorbiaie marécageuse (Filipendulion)

La mégaphorbiaie marécageuse est dominée par la reine des prés (*Filipendula ulmaria*), accompagnée de la lysimaque commune (*Lysimachia vulgaris*), de la salicaire commune (*Lythrum salicaria*), de la valériane officinale (*Valeriana officinalis*). Elle accueille également

l'**épière des marais (*Stachys palustris*)**, potentiellement menacée NT au niveau du Plateau suisse, et le **pigamon jaune (*Thalictrum flavum*)**, vulnérable VU aux niveaux suisse et régional (Plateau suisse) et protégé au niveau cantonal. Souvent fauchées au moins en partie, ces surfaces sont limitées dans leur développement.

5.3.4 Roncier à tendance humide

Ce milieu, dominé par les ronces (*Rubus fruticosus* aggr.) n'est présent que sur une petite surface. Quelques laïches, ainsi que la salicaire commune (*Lythrum salicaria*) y sont présentes. Ce qui démontre une certaine tendance humide. Contrairement à la plupart des autres milieux présentés ici, ce milieu n'est pas protégé.

5.3.7 Saulaie buissonnante marécageuse (*Salicion cinereae*)

Formée de petits buissons de saules, en particulier par le saule cendré (*Salix cinerea*) et l'osier rouge (*Salix purpurea*), ce milieu n'occupe que de très petites surfaces, à la limite de la définition entre un milieu naturel et des arbustes isolés.

6.1.2 Saulaie blanche (*Salicion albae*)

La saulaie blanche est présente uniquement au niveau du Nouveau Port de Faoug et sur de petites surfaces proches de la limite nord-est du périmètre d'étude. Elle est caractérisée par la présence du saule blanc (*Salix alba*) et du peuplier blanc (*Populus alba*).

6.1.4 Frênaie humide (*Fraxinon*)

Ce milieu représente la plus grande part de forêt humide des rives (7.4 % de la surface totale de la végétation des rives). Il est dominé par le frêne (*Fraxinus excelsior*), accompagné d'autres essences.

6 Cordon boisé mésophile

Une zone de cordon boisé mésophile est également présente dans l'espace réservé aux eaux. Si elle est indiquée sur la carte des milieux naturels (Annexe A3), elle n'est pas décrite plus précisément, car elle ne fait pas partie des milieux riverains. Il est à noter qu'elle est située en partie dans l'aire forestière, donc protégée selon l'art. 5 al. 1 de la Loi fédérale sur les forêts (LFo), et, en tant que bosquet, selon l'article 18 al. 1bis de la Loi sur la protection de la nature et du paysage (LPN) [2].

Analyse de l'évolution des roselières

L'analyse réalisée de l'évolution des roselières à partir de photographies aériennes datant de 1981 à 2017 montre que les roselières se sont développées entre 1981 et 2007. Puis, si elles ont continué à progresser par endroits, elles ont aussi subi une petite régression à d'autres, par exemple à l'est du port, au niveau de l'enrochement est du Nouveau Port et des dernières zones de roselières à l'est. L'évolution des roselières est présentée à l'annexe A5.

Toutefois lorsqu'on regarde l'évolution entre 1946 et 2017, on remarque qu'à plusieurs endroits, les surfaces de roselières se sont réduites (Figure 10). On voit également que la forêt riveraine a elle aussi été fortement impactée par la construction des maisons de vacances et autres résidences secondaires.



Figure 10 Evolution de la végétation riveraine entre 1946 (en haut) et 2017 (en bas, en rouge zones de roselières présentes s'étant fortement réduites entre 1946 et 2017 ; source : Swisstopo, Swissimage hist 1946, visible sur map.geo.admin.ch, septembre 2020)

2.6 Flore

Les **23 espèces menacées et/ou protégées** de la flore relevées sur le terrain, ainsi que celles transmises par Info Flora sont présentées dans le Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, LR* : statut provisoire. PRIO : espèces prioritaires au niveau national: 1 = très élevée, 2 = élevée 3 = moyenne, 4 = faible, 5 = priorité cantonal/régionale. PROT CH: CH = espèces protégées par l'OPN, VD = espèces protégées au niveau cantonal.

Tableau 2 ci-après. Leur position est présentée sur le plan en annexe A8. S'agissant de nombreuses espèces, dont les observations se superposent par endroit, elles ne sont pas représentées nommément sur ce plan. La liste de la flore présentant les données récoltées par Prona est présentée en annexe A6. Les coordonnées de chaque observation sont disponibles chez Info Flora.

Nom latin	Nom français	LR	LR rég.	PRIO	PROT	Année	Source
<i>Campanula persicifolia</i>	Campanule des lisières	LC	NT			2020	Prona
<i>Carex pseudocyperus</i>	Laiche souchet	VU	VU	4	VD	2011	Info Flora
<i>Cerastium pumilum</i>	Céraiste nain	NT	NT		VD	2011	Info Flora
<i>Ceratophyllum demersum</i>	Cornifle immergé	LC	LC		VD	2018	Info Flora
<i>Diplotaxis muralis</i>	Diplotaxis des murailles	NT	NT		VD	2018	Info Flora
<i>Iris pseudacorus</i>	Iris jaune	LC	LC		CH	2020	Prona
<i>Lemna trisulca</i>	Lentille d'eau à trois lobes	NT	NT		VD	2020	Prona
<i>Leontodon saxatilis</i>	Liondent des rochers	LC	LC		VD	2011	Prona
<i>Lycopus europaeus</i>	Lycophe d'Europe	LC	LC		VD	2020	Prona
<i>Myriophyllum europaeus</i>	Myriophylle en épi	NT	NT		VD	2018	Info Flora
<i>Najas marina</i>	Naïade marine	NT	NT		VD	2011	Info Flora
<i>Najas marina subsp. marina</i>	Naïade marine	NT	NT		VD	2018	Info Flora
<i>Najas marina subsp. intermedia</i>	Naïade intermédiaire	NT	NT		VD	2018	Info Flora
<i>Nuphar lutea</i>	Nénuphar jaune	LC	LC		CH/VD	2020	Prona
<i>Poa angustifolia</i>	Pâturin à feuilles étroites	LC	NT			2020	Prona
<i>Poa palustris</i>	Pâturin des marais	NT	NT			2020	Prona
<i>Schoenoplectus lacustris</i>	Jonc des tonneliers	LC	LC		VD	2020	Prona
<i>Scutellaria galericulata</i>	Scutellaire à casque	LC	NT			2020	Prona
<i>Sedum rupestre</i>	Orpin des rochers	LC	NT			2020	Prona
<i>Spirodela galericulata</i>	Spirodèle à plusieurs racines	NT	NT		VD	2018	Info Flora
<i>Stachys palustris</i>	Epiaire des marais	LC	NT			2020	Prona
<i>Thalictrum flavum</i>	Pigamon jaune	VU	VU	4	VD	2020	Prona
<i>Zannichellia palustris</i>	Zannichellie des marais	VU	VU	4	VD	2013	Info Flora

Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, LR* : statut provisoire. PRIO : espèces prioritaires au niveau national: 1 = très élevée, 2 = élevée 3 = moyenne, 4 = faible, 5 = priorité cantonal/régionale. PROT CH: CH = espèces protégées par l'OPN, VD = espèces protégées au niveau cantonal.

Tableau 2 Espèces menacées et/ou protégées de la flore

2.7 Faune

Les espèces observées de la faune sont décrites par groupe ci-après. Parmi elles, se trouvent **8 espèces menacées et/ou protégées**.

Mammifères

Parmi les 12 espèces observées, 3 espèces menacées et/ou protégées sont présentes à proximité des rives. Le castor utilise toute la rive, où l'on constate sa présence par endroits à travers des indices de présence (arbres abattus et rongés en forme de crayons). L'écureuil roux est certainement présent dans les arbres isolés et bosquets. La sérotine bicolor, observée tout autour de Faoug, est quant à elle inféodée aux bâtiments et aux fissures dans la roche [15].

Genre	Espèce	Nom français	LR	PRIO	PROT	Année
<i>Castor</i>	<i>fiber</i>	Castor d'Europe	LC*		LChP	2018
<i>Sciurus</i>	<i>vulgaris</i>	Écureuil d'Europe	LC*		LChP	2016
<i>Vespertilio</i>	<i>murinus</i>	Sérotine bicolor	VU*	1	OPN	2003

Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, * = en cours de révision. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible, k = aucune.

PROT: OPN = protégé au niveau fédéral selon l'Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN), LChP = protégé selon la Loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages.

Tableau 3 Espèces menacées et/ou protégées de mammifères

Oiseaux

Chaque année, entre un tiers et la moitié des oiseaux hivernants du lac de Morat sont recensés au niveau de la commune de Faoug. Mais l'avifaune nicheuse et les migrateurs y sont également présents. En tout, 164 espèces y ont été observées, dont 92 (56 %) sont infodées aux milieux humides et au lac. Parmi ces dernières, se trouvent **36 espèces menacées ou prioritaires** (Tableau 4).

De plus, selon Mosimann & Strebel (2012) [11], la région entre Faoug et Greng constitue le seul lieu d'hivernage des **oies cendrées** sur le Lac de Morat. Revenant d'année en année depuis plus de 20 ans, jusqu'à 250 oies hivernent au niveau du dernier tronçon de rive juste avant la frontière avec le canton de Fribourg.

Nom latin	Nom français	LR	PRIO	Année	Statut
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	RE	2	2018	migrateur
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	RE	2	2013	migrateur
<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpré	CR	2	2005	migrateur
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	CR	1	2011	hivernant
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	CR	1	2020	migrateur et hivernant
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	CR	1	2011	migrateur et hivernant
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	EN	1	2019	nicheur potentiel
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	EN		2020	nicheur potentiel
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain	EN	2	2013	nicheur
<i>Larus canus</i>	Goéland cendré	EN		2020	migrateur et hivernant
<i>Larus ridibundus</i>	Mouette rieuse	EN	1	2020	nicheur
<i>Mareca strepera</i>	Canard chipeau	EN		2020	nicheur probable
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	EN		2019	migrateur et hivernant
<i>Spatula querquedula</i>	Sarcelle d'été	EN		2014	migrateur
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	VU	1	2020	hivernant
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	VU		2020	migrateur et hivernant
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	VU	2	2020	migrateur et hivernant
<i>Bucephala clangula</i>	Garrot à oeil d'or	VU		2020	migrateur et hivernant
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	VU	1	2019	nicheur probable
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	VU		2017	migrateur
<i>Emberiza schoeniclus</i>	Bruant des roseaux	VU	2	2020	hivernant
<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale	VU		2016	nicheur potentiel
<i>Mergus merganser</i>	Harle bièvre	VU	2	2020	nicheur probable
<i>Mergus serrator</i>	Harle huppé	VU		2009	migrateur et hivernant
<i>Panurus biarmicus</i>	Panure à moustaches	VU	2	2008	hivernant
<i>Phylloscopus trochilus</i>	Pouillot fitis	VU	1	2016	migrateur
<i>Podiceps nigricollis</i>	Grèbe à cou noir	VU		2008	migrateur et hivernant
<i>Remiz pendulinus</i>	Rémiz penduline	VU		2017	migrateur
<i>Somateria mollissima</i>	Eider à duvet	VU		2016	nicheur potentiel

Nom latin	Nom français	LR	PRIO	Année	Statut
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux	VU	2	2019	hivernant
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	VU		2018	nicheur probable
<i>Acrocephalus arundinaceus</i>	Rousserolle turdoïde	NT	1	2019	nicheur
<i>Cuculus canorus</i>	Coucou gris	NT	1	2019	présent toute l'année
<i>Falco subbuteo</i>	Faucon hobereau	NT	2	2014	nicheur
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse	NT	2	2020	nicheur
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	NT	1	2019	nicheur potentiel
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée			2020	hivernant

Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible, k = aucune. Statut selon les codes de l'Atlas des oiseaux nicheurs (nicheur = nidification confirmée, nicheur probable = forts indices de reproduction, nicheur potentiel = faibles indices de reproduction) et selon les cartes de la station ornithologique de Sempach (www.vogelwarte.ch, 10.9.20 ; migrateur = présent en période de migration, hivernant = présent en période hivernale)

Tableau 4 Espèces menacées et/ou prioritaires d'oiseaux

Amphibiens

Une seule espèce, la grenouille rousse (LC*, OPN) a été signalée à environ un kilomètre au sud-est du périmètre (aux étangs du lieu-dit Les Mottes). Toutefois, une espèce envahissante, la grenouille rieuse (*Pelophylax ridibundus aggr.*), a été entendue et vue à plusieurs reprises dans les roselières et les nénuphars. Cette espèce n'est pas protégée.

Reptiles

Deux espèces sont signalées par le Karch et une troisième a été observée directement sur le site (Tableau 5). Le lézard des murailles a été vu sur les parcelles à l'ouest du Nouveau Port, alors que la couleuvre à collier a été observée nageant à l'est de ce dernier. Quant à l'orvet, il se trouvait dans un bosquet à proximité de la parcelle DP 19.

Genre	Espèce	Nom français	LR	PRIO	PROT	Année	Source
<i>Natrix</i>	<i>Helvetica</i>	Couleuvre à collier helvétique	VU	3	OPN	2020	Prona
<i>Podarcis</i>	<i>muralis</i>	Lézard des murailles	LC		OPN	2007	Karch
<i>Anguis</i>	<i>fragilis</i>	Orvet fragile	LC		OPN	2011	Karch

Légende : LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, * = en cours de révision. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible, k = aucune. PROT: OPN = protégé au niveau fédéral selon l'Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN), LChP = protégé selon la Loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages.

Tableau 5 Espèces menacées et/ou protégées de reptiles

Insectes

Parmi les 6 papillons et le seul odonate observés selon les données du CSCF, aucune espèce n'était menacée ou protégée.

En date du 9 juillet, une deuxième espèce d'odonate a pu être déterminée sur le terrain : l'anax napolitain (*Anax parthenope*), non menacé LC.

Au vu du nombre limité d'espèces transmises et du fait qu'aucun inventaire n'a été réalisé lors de la présente étude, le site doit être considéré comme sous-échantillonné et on ne peut exclure totalement la présence d'espèces menacées ou protégées.

3 Evaluation

3.1 Sensibilité des valeurs naturelles

Les milieux riverains sont les plus développés à l'ouest, entre le Nouveau Port et le débarcadère, avec 187 ares de milieux riverains et forestiers, dont 122 ares de roselières - s'étendant de 18 à 90 m vers le lac -, 30 ares de frênaie humide, 30 ares de végétation flottante fixée et 5 ares d'autres milieux humides. De son côté, la partie à l'est du débarcadère totalise 39 ares de milieux riverains et forestiers, dont 28 ares de roselières - s'étendant de 12 à 35 m vers le lac (sans compter les surfaces de végétation aquatiques non rattachées à la rive) -, 3 ares de mégaphorbiaie marécageuse et 8 ares d'autres milieux humides souvent sous forme de petites surfaces.

Le nombre d'espèces menacées ou potentiellement menacées est également plus élevé à l'ouest du débarcadère, avec une concentration particulière autour du Nouveau Port et du débarcadère. Du côté est, les espèces particulières de la flore sont réparties de manière plus homogène entre les différentes surfaces de milieux riverains.

Si les oiseaux nicheurs et hivernant sont potentiellement présents tout le long de la rive, une importante population d'oies cendrées hivernent du côté est du débarcadère. De plus, plus la taille des roselières est grande, plus elles sont intéressantes pour les oiseaux nicheurs qui peuvent s'y reproduire.

Ainsi, le secteur situé à l'ouest du débarcadère est sensible du point de vue de la flore et des oiseaux nicheurs potentiellement présents dans ses grandes roselières, alors que le secteur à l'est est particulièrement important la nuit pour l'hivernage des oies cendrées.

Les secteurs sans végétation riveraine n'offrent pas d'habitat aux oiseaux. Ils sont donc moins sensibles du point de vue du dérangement de ces espèces.

3.2 Impacts actuels

Ce chapitre décrit l'impact des constructions et de la fréquentation actuelle du site sur la flore, la faune et les milieux naturels.

3.2.1 Constructions

L'essentiel de la rive (74 %) est renforcée à l'aide de murets et entrecoupée de 31 pontons et de quelques bâtiments. Ces constructions réduisent les possibilités d'installation d'une succession de végétation des rives.

Si, aux quelques endroits où la rive est exempte de constructions, une certaine succession végétale a pu se mettre en place, là où des murets ont été construits, la végétation est souvent réduite à la roselière lacustre, voire totalement inexistante.

3.2.2 Dérangements

Promeneurs, chiens et cyclistes :

Pour le moment, les promeneurs – avec ou sans chiens, à pied ou à vélo – se déplacent sur un **chemin à l'arrière des maisons de vacances** où cette activité est tolérée sans être officiellement permise. Ils n'ont accès à la rive qu'en trois endroits : le Nouveau Port de Faoug (parcelles n^{os} DP 4, 327, 329), le débarcadère, le Vieux Port, sa plage et sa zone de détente (parcelle n^o 303), ainsi que le chemin de la Rive (parcelle n^o DP 19) qui sert à stocker et à mettre à l'eau de petites embarcations. En dehors de ces sites, ils n'ont donc pas un effet très marqué sur la faune et la flore de la rive.

Les seules personnes ayant accès aux autres parcelles sont les propriétaires des maisons de vacances sises au bord de l'eau. Pour la plupart, ils n'y séjournent pas à l'année et ces maisons sont occupées principalement à la belle saison, du printemps à l'automne. S'agissant d'un nombre restreint de personnes, leur impact est considéré comme moyen.

Ainsi l'impact actuel depuis la rive peut donc être considéré comme faible à moyen.

Bateaux :

La rive comporte de nombreux pontons et bouées d'amarrage. En effet, **31 pontons** majoritairement privés se trouvent le long des 1,5 km de rive. De plus, un ponton est également présent dans la forêt alluviale située à l'ouest de notre périmètre d'étude, toujours sur la commune de Faoug. Concernant les bouées d'amarrage, **51 bouées** ont été comptées sur la dernière photographie aérienne disponible (Swisstopo 2017). Toutefois, devant la zone de la forêt alluviale, près d'une quarantaine de bateaux a été comptée sur la photographie aérienne de 2017 (annexe A7). La même proportion d'embarcations était visible en face de la rive dans notre périmètre d'étude. Une partie de ces bouées et des embarcations observées se trouvaient à moins de 25 m de la végétation aquatique. Ce qui est en contradiction avec l'article 53 al. 3 de l'Ordonnance fédérale sur la navigation dans les eaux suisses (Ordonnance sur la navigation intérieure, ONI) du 8 novembre 1978 (Etat le 18 février 2020). De plus, le passage des bateaux pour aller accoster aux pontons coupe encore les surfaces de roselières, comme le reflète l'analyse de l'évolution des roselières situées à l'est du Nouveau Port (annexe A5).

Actuellement, l'impact principal en matière de dérangement est donc dû à ces **nombreuses embarcations qui stationnent tout au long de la rive**, y compris devant la zone naturelle située à l'ouest du port où certains ne respectent pas la distance de 25 m à la végétation riverain. Cet impact peut être considéré comme moyen à fort.

Un plan présentant l'impact des constructions, bouées d'amarrage et bateaux (état 2017) est présenté en annexe A7.

3.3 Impact futur du sentier

Ce chapitre décrit les impacts du futur sentier des rives sur la flore, la faune et les milieux naturels.

3.3.1 Milieux naturels

L'espace situé hors des milieux humides étant suffisant pour y réaliser le sentier sans toucher à ces derniers, il n'aura pas d'effet sur ce type de végétation riveraine. Toutefois un impact est à prévoir sur les milieux forestiers, frênaie humide et cordons boisés mésophiles, situés dans l'espace réservé aux étendues d'eau (EREE). Cet impact pourra être compensé par des plantations compensatoires et/ou des mesures visant à protéger la nature et le paysage – ici, par la revitalisation d'une partie des rives – selon l'article 7 al. 2 de la LFo [4]. De plus, un aménagement à l'aide d'une passerelle pourrait être nécessaire sur la parcelle n° 325 à l'ouest du port du fait de la distance réduite entre l'habitation et les milieux naturels (*Phalaridion* fauché lors de notre passage).

3.3.2 Flore

Selon le plan en annexe A8, les secteurs autour du Nouveau Port et du débarcadère sont particulièrement riches en espèces particulières (menacées, potentiellement menacées, protégées au niveau fédéral ou cantonal). Plusieurs espèces sont toutefois aussi présentes le long du reste de la rive. La plupart se situent dans les milieux humides qui ne seront pas touchés, bien que les points sur le plan semblent indiquer le contraire du fait de la précision limitée du GPS.

Seules les espèces suivantes se trouvent en dehors de la végétation riveraine et pourraient être touchées :

- le liondent des rochers (*Leontodon saxatilis*), protégé au niveau cantonal, se trouve dans le gazon de la parcelle n° 380 ;

- la campanule des lisières (*Campanula persicifolia*), le pâturin à feuilles étroites (*Poa angustifolia*) et l'arabette hérissée (*Arabis hirsuta*), toutes trois potentiellement menacées NT au niveau du Plateau suisse, sont situés sous les arbres à l'est du Nouveau Port (parcelle n° 329).

3.3.3 Dérangement de la faune

Du fait de la création du sentier, les rives du lac pourront être fréquentées dans leur entier et toute l'année par des promeneurs, alors qu'actuellement l'accès aux rives est fortement limité par les propriétés privées. De ce fait, les dérangements sur la faune augmenteront. L'effet du sentier est décrit selon les organismes concernés ci-après.

Castor

Les milieux humides ne seront pas touchés à l'exception de quelques zones forestières qui devront faire l'objet de mesures de compensation (voir zones problématiques du plan en annexe A8). Ainsi la majorité des biotopes du castor sera préservée. Le castor étant principalement actif la nuit, la fréquentation du sentier durant la journée n'engendrera que peu de dérangement supplémentaire. Toutefois, les promeneurs nocturnes sont susceptibles de générer un impact négatif sur les activités du castor.

Oiseaux nicheurs et hivernants

Selon les ornithologues interrogés, à condition que le sentier soit réalisé à une distance minimum de 10 mètres des grandes roselières et de 5 mètres des petites roselières (zones tampons ; voir en annexe A8) et que les piétons ne stationnent pas près des roselières, le sentier ne devrait pas poser de problème du point de vue des oiseaux nicheurs.

Seules deux exceptions à ces zones tampons pourraient être nécessaires (voire zones problématiques du plan de l'annexe A8) :

- sur la parcelle n°338, car l'EREE hors zone tampon pourrait être trop réduite pour pouvoir accueillir le sentier ;
- sur la parcelle n° 346, à cause de la présence d'un bâtiment (dépendance) situé dans l'EREE à moins d'un mètre de la zone tampon.

La présence de chiens et la pratique de certains loisirs (paddle, drones, etc.) pourraient toutefois créer un dérangement si aucune réglementation n'est mise en place.

Parmi les espèces hivernantes, les oies cendrées se reposent sur le lac durant la nuit et se nourrissent dans les champs durant la journée. Elles ne subiront donc pas de dérangement en journée, mais seront dérangées par les éventuels promeneurs nocturnes..

4 Bilan

Notre analyse démontre la faisabilité du sentier des rives du lac de Morat du fait que :

- les milieux humides situés dans le périmètre de projet ne seront pas impactés, à l'exception de quelques zones forestières,
- la plupart des espèces menacées et/ou protégées de la flore se trouvent dans les milieux humides qui seront préservés
- des mesures simples (zones tampons autour des roselières, réglementation des activités de loisirs et absence d'éclairage nocturne) permettront de limiter le dérangement pour la faune et en particulier pour l'avifaune.

5 Propositions de mesures

Ce chapitre décrit les objectifs visés et les mesures pouvant permettre de les atteindre.

5.1 Objectif 1 – Préservation des milieux riverains et de la flore

L'objectif des mesures suivantes est de préserver, ou à défaut, de remplacer les milieux protégés présents sur les rives du lac, en particulier en choisissant le tracé le moins dommageable pour la création du sentier et en remplaçant les boisements touchés.

- En règle générale, les milieux riverains herbacés ne seront pas compris dans l'emprise du sentier. Un système de passerelle pourrait toutefois être envisagé au niveau de la parcelle n° 325 à l'ouest du Nouveau Port du fait de la distance réduite entre l'habitation et les milieux naturels (*Phalaridion* fauché lors de notre passage).
- Les zones boisées qui devront être défrichées pour permettre le passage du sentier seront compensées par le reboisement de surfaces de même taille dans des secteurs propices au développement de frênaie humide et de cordons boisés mésophiles. Des saules seront également plantés au bord de l'eau pour diversifier les milieux et en faveur du castor. Ils devront toutefois être protégés durant les premières années pour permettre leur croissance. L'option d'une compensation au niveau de la parcelle n° 336 à travers une renaturation de la rive en éliminant le muret qui la borde et en replantant des arbres typiques de la frênaie sera notamment étudiée.
- Les arbres isolés situés dans l'EREE seront préservés autant que faire se peut.
- Les abattages d'arbres nécessaires à la réalisation du sentier seront réalisés hors de la période de nidification des oiseaux, soit entre septembre et janvier, et compensés par la plantation d'un nombre égal d'arbres indigènes en station.
- Sur conseil des experts ornithologues et en lien avec le projet en faveur de la huppe fasciée et du torcol fourmilier en cours dans la région du Vully, 10 nichoirs à huppe fasciée et 10 nichoirs à torcol fourmilier seront placés dans les arbres conservés en compensation de l'abattage des arbres. Ils seront placés à au moins 15 m du sentier pour éviter le dérangement.
- Avant le début des travaux de création du sentier, la présence de plantes protégées ou potentiellement menacées sera vérifiée. En cas d'observation, le tracé du sentier sera si possible modifié. Sinon les plantes concernées seront déplacées, soit par transplantation de mottes, soit par récolte de graines et réensemencement.

5.2 Objectif 2 – Réduction du dérangement provoqué par le sentier

L'objectif des mesures suivantes est de réduire au maximum le dérangement que pourrait provoquer le sentier sur l'avifaune. Il s'agit en particulier de concentrer le public dans certains endroits en les rendant plus attractifs.

- Le sentier sera situé en dehors des zones tampons de 10 m au bord des grandes roselières et de 5 m des petites roselières représentées sur le plan en annexe A8.
- Le chemin aura une largeur de 2 mètres au maximum, permettant à deux poussettes de se croiser. Il sera réalisé en grave stabilisée afin de décourager l'utilisation d'engins à roulettes tels que rollers et skateboards.
- Des règles de comportement seront édictées : le sentier sera interdit aux cyclistes, les utilisateurs ne devront pas sortir du sentier et les chiens devront être tenus en laisse toute l'année. L'utilisation de drone sera interdit au-dessus et à moins de 25 m de la végétation aquatique et des oiseaux.
- Des panneaux explicatifs sur les oiseaux du lac avec les règles à suivre pour éviter leur dérangement seront placés aux endroits stratégiques (lieux d'accès au sentier, lieux de mise à l'eau des paddles, parois d'observation).
- Aucun banc ne sera installé le long du sentier à moins de 25 mètres des roselières.

- Aucun éclairage supplémentaire ne sera installé en dehors des zones du port et du débarcadère/Vieux Port.
- La concentration du public dans les secteurs déjà fréquentés du Nouveau Port et du débarcadère/Vieux Port sera encouragée, par exemple à travers la mise en place d'une place de jeu au Nouveau Port (à négocier avec la société Marina Port de Faoug S.A. propriétaire du site), d'une buvette durant l'été et d'une pataugeoire pour enfants – si possible directement au bord de l'eau (voir idées en annexe A2) – près du débarcadère/Vieux Port (sur la parcelle n° 303, propriété de la commune). Si la place de jeu ne pouvait être créée au port, elle pourrait être installée sur la parcelle n° 336, propriété de la commune, à condition de respecter une distance de 25 m au moins par rapport à la roselière. Une pataugeoire sous forme de bassin pourrait également y être aménagée.
- En cas de création de bassin, des mesures pour éviter la pollution des eaux du lac par des produits de traitements de l'eau devront être prises.
- En accord avec certains propriétaires, quelques pontons situés hors des roselières pourraient être ouverts au public, moyennant des mesures de sécurité. L'accès aux autres pontons devra être clairement interdit.
- Une à deux parois d'observation des oiseaux pourront être installées, en particulier au niveau du débarcadère et au niveau du pré aux chevaux (moyennant l'autorisation des propriétaires) ou de l'ancienne STEP.

5.3 Objectif 3 – Réduction du dérangement depuis le lac

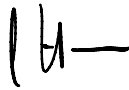
L'objectif des mesures ci-après est de réduire le dérangement provenant du lac en compensation de l'augmentation du dérangement venant de la rive dû au sentier.

- La mise à l'eau de paddles se fera uniquement depuis des endroits indiqués à cet effet (plage de la parcelle n° 303 et accès à l'eau de la parcelle n° DP 19).
- Les paddleurs seront sensibilisés au respect des bouées jaunes (réserves naturelles) et de la distance de 25 mètres minimum à la végétation aquatique à respecter, ceci à travers des panneaux d'information et la mise à disposition des flyers de sensibilisation [16], sous forme papier et/ou de QR code.
- Le respect de la distance de 25 m à la végétation aquatique sera également rappelé aux propriétaires de bateaux, par exemple à travers un panneau d'information affiché au port et en marquant cette limite à l'aide de bouées jaunes.
- Une stratégie à long terme sera mise en place pour regrouper les bateaux dans les ports et réduire le nombre de bouées disponibles le long de la rive, en particulier dans la zone à l'est du débarcadère où les joncs des tonneliers sont particulièrement appréciés des oiseaux.

6 Conclusion

La création d'un sentier des rives des rives sur la commune de Faoug créera un impact sur la forêt riveraine par endroits et un dérangement supplémentaire pour la faune. Toutefois, les mesures citées ci-avant permettent de minimiser et de compenser les effets négatifs du projet. De plus, ce sentier permettra aux habitants de la commune de se réappropriier le bord du lac, qui leur était jusqu'ici principalement inaccessible.

Prona SA



Andreas Hufschmid
Ing. génie rural dipl. EPFL/SIA



e.r. Caroline Sonnay
Biologiste dipl. UNIL

Annexes

- A1 Données de de la faune et de la flore selon Info Species
- A2 Compte-rendu de la rencontre avec les experts ornithologues
- A3 Carte des milieux naturels
- A4 Liste des arbres
- A5 Carte de l'évolution des roselières
- A6 Liste de la flore selon relevés Prona 2020
- A7 Carte de synthèse des impacts actuels
- A8 Carte de l'espace disponible et des contraintes pour le tracé du sentier

Annexe 1

Données de de la faune et de la flore selon Info Species

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Acer negundo</i> L.	Erable à feuilles de frêne							2009
<i>Acer platanoides</i> L.	Erable plane	LC	LC	K				2018
<i>Acer pseudoplatanus</i> L.	Erable des montagnes	LC	LC	K				2018
<i>Aegopodium podagraria</i> L.	Herbe aux goutteux	LC	LC	K				2017
<i>Ailanthus altissima</i> (Mill.) Swingle	Ailante							2018
<i>Ajuga reptans</i> L.	Bugle rampante	LC	LC	K				2018
<i>Alliaria petiolata</i> (M. Bieb.) Cavara & Grande	Alliaire officinale	LC	LC	K				2018
<i>Allium carinatum</i> L.	Ail caréné	NT	VU	K		x		2017
<i>Alnus incana</i> (L.) Moench	Aulne blanchâtre	LC	LC	K				2017
<i>Anchusa arvensis</i> (L.) M. Bieb.	Buglosse des champs	NT	VU	K		x		1930
<i>Anemone nemorosa</i> L.	Anémone des bois	LC	LC	K				2018
<i>Anemone ranunculoides</i> L.	Anémone jaune	LC	LC	K				2018
<i>Angelica sylvestris</i> L.	Angélique sauvage	LC	LC	K				2018
<i>Apium repens</i> (Jacq.) Lag.	Ache rampante	CR	CR	2	x	x		1963
<i>Aquilegia vulgaris</i> L.	Ancolie commune	LC	LC	K				2009
<i>Arabis hirsuta</i> (L.) Scop.	Arabette hérissée	LC	NT	K				2018
<i>Arenaria serpyllifolia</i> L.	Sabline à feuilles de serpolet	LC	LC	K				2018
<i>Arrhenatherum elatius</i> (L.) J. Presl & C. Presl	Fenasse	LC	LC	K				2018
<i>Arum italicum</i> Mill.	Arum d'Italie	NT	NA	K				2017
<i>Arum maculatum</i> L.	Gouet	LC	LC	K				2019
<i>Aster novi-belgii</i> L.	Aster de la Nouvelle-Belgique							1900
<i>Baldellia ranunculoides</i> (L.) Parl.	Baldélie commune	CR	CR	1		x		1930
<i>Barbarea intermedia</i> Boreau	Barbarée intermédiaire	LC	LC	K				2018
<i>Bellis perennis</i> L.	Pâquerette vivace	LC	LC	K				2018
<i>Berberis thunbergii</i> DC.	Epine-vinette de Thunberg							2009
<i>Betula pendula</i> Roth	Bouleau pendant	LC	LC	K				2019
<i>Brachypodium sylvaticum</i> (Huds.) P. Beauv.	Brachypode des forêts	LC	LC	K				2018
<i>Bromus inermis</i> Leyss.	Brome sans arêtes							2019
<i>Bromus sterilis</i> L.	Brome stérile	LC	LC	K				2018
<i>Bryonia dioica</i> Jacq.	Bryone dioïque	LC	LC	K				2018
<i>Calamagrostis epigejos</i> (L.) Roth	Calamagrostide commune	LC	LC	K				2019

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Calystegia sepium</i> (L.) R. Br.	Liseron des haies	LC	LC	K				2018
<i>Campanula persicifolia</i> L.	Campanule des lisières	LC	NT	K				2018
<i>Campanula rapunculus</i> L.	Campanule des haies	LC	LC	K				2018
<i>Capsella bursa-pastoris</i> (L.) Medik.	Capselle bourse à pasteur	LC	LC	K				2018
<i>Carduus crispus</i> L.	Chardon crépu	LC	NT	K				1930
<i>Carex acutiformis</i> Ehrh.	Laiche à angles aigus	LC	LC	K				2018
<i>Carex appropinquata</i> Schumach.	Laiche à épis rapprochés	NT	NT	K				1930
<i>Carex flacca</i> Schreb.	Laiche glauque	LC	LC	K				2018
<i>Carex hirta</i> L.	Laiche hérissée	LC	LC	K				2018
<i>Carex pseudocyperus</i> L.	Laiche souchet	VU	VU	4		x		2011
<i>Carex remota</i> L.	Laiche à épis espacés	LC	LC	K				2018
<i>Carex sylvatica</i> Huds.	Laiche des forêts	LC	LC	K				2017
<i>Centaurea jacea</i> L. subsp. <i>jacea</i>	Centaurée jacée	LC	LC	K				2018
<i>Centaureum pulchellum</i> (Sw.) Druce	Petite centaurée élégante	VU	VU	4		x		1900
<i>Cerastium brachypetalum</i> Pers.	Céraiste à pétales courts	LC	LC	K				1930
<i>Cerastium fontanum</i> subsp. <i>vulgare</i> (Hartm.) Greuter & Burdet	Céraiste commun	LC	LC	K				2018
<i>Cerastium glomeratum</i> Thuill.	Céraiste aggloméré	LC	LC	K				2018
<i>Cerastium pumilum</i> Curtis	Céraiste nain	NT	NT	K		x		2011
<i>Ceratophyllum demersum</i> L.	Cornifle immergé	LC	LC	K		x		2018
<i>Chaerophyllum temulum</i> L.	Chérophylle penché	LC	LC	K				2018
<i>Chara contraria</i> Kütz.		LC		K				2011
<i>Chelidonium majus</i> L.	Chélidoine	LC	LC	K				2016
<i>Chenopodium glaucum</i> L.	Chénopode glauque	NT	VU	K				1967
<i>Circaea lutetiana</i> L.	Circée commune	LC	LC	K				2017
<i>Cirsium vulgare</i> (Savi) Ten.	Cirse commun	LC	LC	K				2018
<i>Convallaria majalis</i> L.	Muguet	LC	LC	K				2018
<i>Conyza canadensis</i> (L.) Cronquist	Vergerette du Canada							2016
<i>Cornus sanguinea</i> L.	Cornouiller sanguin	LC	LC	K				2017
<i>Corylus avellana</i> L.	Noisetier	LC	LC	K				2018
<i>Crataegus monogyna</i> aggr.	Aubépine à un style	LC	LC	K				2018
<i>Cymbalaria muralis</i> G. Gaertn. & al.	Cymbalaire	LC	LC	K				2016

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Dactyle aggloméré	LC	LC	K				2018
<i>Dactylorhiza incarnata</i> (L.) Soó	Orchis incarnat	NT	NT	K	x	x		1930
<i>Deschampsia cespitosa</i> (L.) P. Beauv.	Canche cespiteuse	LC	LC	K				2017
<i>Diplotaxis muralis</i> (L.) DC.	Diplotaxis des murailles	NT	NT	K		x		2018
<i>Dipsacus pilosus</i> L.	Cardère poilue	NT	NT	K		x		1930
<i>Eleocharis acicularis</i> (L.) Roem. & Schult.	Héléocharis épingle	VU	EN	4		x		1967
<i>Equisetum arvense</i> L.	Prêle des champs	LC	LC	K				2018
<i>Equisetum hyemale</i> L.	Prêle d'hiver	LC	LC	K				2019
<i>Equisetum ramosissimum</i> Desf.	Prêle rameuse	NT	NT	K		x		2018
<i>Eragrostis minor</i> Host	Petite éragrostide	LC	LC	K				2018
<i>Eranthis hyemalis</i> (L.) Salisb.	Eranthe d'hiver	LC	LC	K				2019
<i>Erigeron annuus</i> (L.) Desf.	Vergerette annuelle						LN	2018
<i>Erodium cicutarium</i> (L.) L'Hér.	Bec de grue commun	LC	LC	K				1930
<i>Erophila verna</i> aggr.	Drave du printemps	LC	LC	K				2016
<i>Euonymus europaeus</i> L.	Fusain d'Europe	LC	LC	K				2018
<i>Eupatorium cannabinum</i> L.	Eupatoire chanvrine	LC	LC	K				2018
<i>Euphorbia dulcis</i> L.	Euphorbe douce	LC	LC	K				2009
<i>Euphorbia peplus</i> L.	Euphorbe des jardins	LC	LC	K				2009
<i>Fagus sylvatica</i> L.	Hêtre	LC	LC	K				2017
<i>Festuca arundinacea</i> Schreb.	Fétuque roseau	LC	LC	K				2018
<i>Festuca rubra</i> aggr.	Fétuque rouge	LC	LC	K				2018
<i>Filipendula ulmaria</i> (L.) Maxim.	Reine des prés	LC	LC	K				2018
<i>Frangula alnus</i> Mill.	Bourdaie	LC	LC	K				2017
<i>Fraxinus excelsior</i> L.	Frêne commun	LC	LC	K				2018
<i>Galanthus nivalis</i> L.	Perce-neige	LC	DD	K				2019
<i>Galeopsis tetrahit</i> L.	Galéopsis tétrahit	LC	LC	K				2018
<i>Galium album</i> Mill.	Gaillet blanc	LC	LC	K				2018
<i>Galium aparine</i> L.	Gaillet gratteron	LC	LC	K				2018
<i>Galium glaucum</i> L.	Gaillet glauque	VU	EN	4		x		1930
<i>Galium odoratum</i> (L.) Scop.	Gaillet odorant	LC	LC	K				2018
<i>Geranium columbinum</i> L.	Géranium colombin	LC	LC	K				1882

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Geranium dissectum</i> L.	Géranium découpé	LC	LC	K				2018
<i>Geranium pusillum</i> L.	Géranium fluet	LC	LC	K				1930
<i>Geranium pyrenaicum</i> Burm. f.	Géranium des Pyrénées	LC	LC	K				2018
<i>Geranium robertianum</i> L.	Géranium herbe à Robert	LC	LC	K				2017
<i>Geum urbanum</i> L.	Benoîte commune	LC	LC	K				2017
<i>Glechoma hederacea</i> L.	Lierre terrestre	LC	LC	K				2017
<i>Glechoma hederacea</i> L. subsp. <i>hederacea</i>	Lierre terrestre commun	LC	LC	K				2018
<i>Gnaphalium luteoalbum</i> L.	Gnaphale blanc jaunâtre	VU	CR	4		x		1891
<i>Gratiola officinalis</i> L.	Gratiolle officinale	VU	EN	4		x		1930
<i>Hedera helix</i> L.	Lierre	LC	LC	K				2018
<i>Hemerocallis fulva</i> (L.) L.	Hémérocalle fauve							2009
<i>Hieracium murorum</i> aggr.	Epervière des bois	LC	LC	K				2018
<i>Hieracium pilosella</i> L.	Epervière piloselle	LC	LC	K				2018
<i>Hippuris vulgaris</i> L.	Pesse commune	NT	NT	K		x		1947
<i>Holcus lanatus</i> L.	Houque laineuse	LC	LC	K				2018
<i>Hottonia palustris</i> L.	Hottonie des marais	EN	EN	3		x		1882
<i>Humulus lupulus</i> L.	Houblon	LC	LC	K				2019
<i>Hypericum hirsutum</i> L.	Millepertuis pubescent	LC	LC	K				2009
<i>Hypericum perforatum</i> L. subsp. <i>perforatum</i>	Millepertuis perforé	LC	LC	K				2018
<i>Hypochaeris radicata</i> L.	Porcelle des prés	LC	LC	K				2018
<i>Impatiens parviflora</i> DC.	Impatiante à petites fleurs							2017
<i>Iris pseudacorus</i> L.	Iris jaune	LC	LC	K	x			2018
<i>Juglans regia</i> L.	Noyer royal	LC	LC	K				2018
<i>Lamium galeobdolon</i> (L.) L.	Ortie jaune	LC	LC	K				2018
<i>Lapsana communis</i> L. subsp. <i>communis</i>	Lapsane commune							2018
<i>Larix decidua</i> Mill.	Mélèze d'Europe	LC	NA	K				2019
<i>Lathyrus latifolius</i> L.	Gesse à larges feuilles	LC	NA	K				2018
<i>Lathyrus pratensis</i> L.	Gesse des prés	LC	LC	K				2018
<i>Leontodon saxatilis</i> Lam.	Liondent des rochers	LC	LC	K		x		2011
<i>Leucanthemum vulgare</i> Lam.	Marguerite	LC	LC	K				2018
<i>Ligustrum vulgare</i> L.	Troène vulgaire	LC	LC	K				2018

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Linaria vulgaris</i> Mill.	Linaire commune	LC	LC	K				2018
<i>Listera ovata</i> (L.) R. Br.	Listère ovale	LC	LC	K	x	x		2018
<i>Littorella uniflora</i> (L.) Asch.	Littorelle uniflore	EN	EN	3		x		1882
<i>Lolium perenne</i> L.	Ivraie vivace	LC	LC	K				2018
<i>Lonicera xylosteum</i> L.	Chèvrefeuille des haies	LC	LC	K				2018
<i>Lotus tenuis</i> Willd.	Lotier glabre	NT	VU	K		x		1900
<i>Lycopus europaeus</i> L.	Lycope d'Europe	LC	LC	K		x		2018
<i>Lysimachia nummularia</i> L.	Lysimaque nummulaire	LC	LC	K				2018
<i>Lythrum salicaria</i> L.	Salicaire commune	LC	LC	K				2018
<i>Maianthemum bifolium</i> (L.) F. W. Schmidt	Maïanthème à deux feuilles	LC	LC	K				2017
<i>Malva alcea</i> L.	Mauve alcée	LC	LC	K		x		1930
<i>Malva moschata</i> L.	Mauve musquée	LC	LC	K				2018
<i>Medicago lupulina</i> L.	Luzerne lupuline	LC	LC	K				2018
<i>Melica nutans</i> L.	Mélique penchée	LC	LC	K				2009
<i>Mentha aquatica</i> L.	Menthe aquatique	LC	LC	K				2009
<i>Milium effusum</i> L.	Millet étalé	LC	LC	K				2009
<i>Myosotis arvensis</i> Hill	Myosotis des champs	LC	LC	K				2018
<i>Myriophyllum spicatum</i> L.	Myriophylle en épi	NT	NT	K		x		2018
<i>Najas marina</i> L.	Naïade marine	NT	NT	K		x		2011
<i>Najas marina</i> subsp. <i>intermedia</i> (Gorski) Casper	Naïade intermédiaire							2018
<i>Nitellopsis obtusa</i> (Desv.) J. Groves		NT		K				2011
<i>Nuphar lutea</i> (L.) Sm.	Nénuphar jaune	LC	LC	K	x	x		2018
<i>Oenothera biennis</i> agr.	Onagre bisannuelle							2017
<i>Orchis militaris</i> L.	Orchis à long casque	NT	VU	K	x	x		1930
<i>Orchis purpurea</i> Huds.	Orchis pourpré	VU	VU	4	x	x		1930
<i>Ornithogalum umbellatum</i> L.	Dame d'onze heures	LC	LC	K				2019
<i>Orobanche minor</i> Sm.	Orobanche du trèfle	LC	LC	K				1930
<i>Paris quadrifolia</i> L.	Parisette à quatre feuilles	LC	LC	K				2017
<i>Phalaris arundinacea</i> L.	Alpiste roseau	LC	LC	K				2018
<i>Phragmites australis</i> (Cav.) Steud.	Roseau commun	LC	LC	K				2018
<i>Pinus sylvestris</i> L.	Pin sylvestre	LC	LC	K				2019

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Plantago lanceolata</i> L.	Plantain lancéolé	LC	LC	K				2018
<i>Plantago major</i> L. subsp. <i>major</i>	Grand plantain	LC	LC	K				2018
<i>Plantago media</i> L.	Plantain moyen	LC	LC	K				2018
<i>Poa angustifolia</i> L.	Pâturin à feuilles étroites	LC	NT	K				2018
<i>Poa annua</i> L.	Pâturin annuel	LC	LC	K				2018
<i>Poa compressa</i> L.	Pâturin comprimé	LC	LC	K				2018
<i>Poa nemoralis</i> L.	Pâturin des bois	LC	LC	K				2018
<i>Poa palustris</i> L.	Pâturin des marais	NT	NT	K				2018
<i>Poa trivialis</i> L. subsp. <i>trivialis</i>	Pâturin commun	LC	LC	K				2018
<i>Polygonatum multiflorum</i> (L.) All.	Sceau de Salomon multiflore	LC	LC	K				2018
<i>Populus ×canescens</i> (Aiton) Sm.	Peuplier grisard							2018
<i>Populus alba</i> L.	Peuplier blanc	LC	LC	K				2018
<i>Populus tremula</i> L.	Tremble	LC	LC	K				2019
<i>Potamogeton lucens</i> L.	Potamot luisant	LC	LC	K				2018
<i>Potentilla anserina</i> L.	Potentille des oies	LC	LC	K				2019
<i>Potentilla reptans</i> L.	Quintefeuille	LC	LC	K				2018
<i>Prunella vulgaris</i> L.	Brunelle commune	LC	LC	K				2018
<i>Prunus avium</i> L.	Cerisier sauvage	LC	LC	K				2018
<i>Prunus padus</i> L.	Merisier à grappes	LC	LC	K				2018
<i>Pseudotsuga menziesii</i> (Mirb.) Franco	Sapin de Douglas							2009
<i>Pulicaria vulgaris</i> Gaertn.	Pulicaire commune	RE	RE	2				1930
<i>Quercus robur</i> L.	Chêne pédonculé	LC	LC	K				2019
<i>Ranunculus acris</i> subsp. <i>friesianus</i> (Jord.) Syme	Renoncule commune	LC	LC	K				2018
<i>Ranunculus aquatilis</i> L.	Renoncule aquatique	VU	CR	4		x		1930
<i>Ranunculus auricomus</i> aggr.	Renoncule tête d'or	LC	LC	K				2018
<i>Ranunculus ficaria</i> L.	Ficaire	LC	LC	K				2019
<i>Ranunculus repens</i> L.	Renoncule rampante	LC	LC	K				2018
<i>Ranunculus reptans</i> L.	Renoncule radicante	EN	EN	1		x		1882
<i>Rhus typhina</i> L.	Sumac							2007
<i>Rosa canina</i> L.	Rosier des chiens	LC	LC	K				2018
<i>Rubus caesius</i> L.	Ronce bleuâtre	LC	LC	K				2018

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Rubus fruticosus</i> aggr.	Ronce commune	LC	LC	K				2018
<i>Rubus idaeus</i> L.	Framboisier	LC	LC	K				2009
<i>Rumex acetosa</i> L.	Rumex oseille	LC	LC	K				2018
<i>Sagina nodosa</i> (L.) Fenzl	Sagine noueuse	EN	RE	3		x		1891
<i>Sagina procumbens</i> L.	Sagine couchée	LC	LC	K				2018
<i>Salix alba</i> L.	Saule blanc	LC	LC	K				2018
<i>Salix caprea</i> L.	Saule marsault	LC	LC	K				2018
<i>Salix cinerea</i> L.	Saule cendré	LC	LC	K				2017
<i>Salix purpurea</i> L.	Osier rouge	LC	LC	K				2018
<i>Salix viminalis</i> L.	Saule des vanniers	LC	LC	K				2018
<i>Sanguisorba minor</i> Scop. subsp. minor	Petite pimprenelle	LC	LC	K				2018
<i>Schoenoplectus lacustris</i> (L.) Palla	Jonc des tonneliers	LC	LC	K		x		2018
<i>Scrophularia nodosa</i> L.	Scrophulaire noueuse	LC	LC	K				2009
<i>Scutellaria galericulata</i> L.	Scutellaire à casque	LC	NT	K				2018
<i>Senecio paludosus</i> L.	Séneçon des marais	NT	NT	K		x		1930
<i>Silene pratensis</i> (Rafn) Godr.	Silène des prés	LC	LC	K				2018
<i>Silene vulgaris</i> (Moench) Garcke subsp. vulgaris	Silène enflé	LC	LC	K				2018
<i>Solanum dulcamara</i> L.	Morelle douce-amère	LC	LC	K				2018
<i>Solidago gigantea</i> Aiton	Solidage géant						LN	2019
<i>Sonchus asper</i> Hill	Laiteron rude	LC	LC	K				2018
<i>Spiraea chamaedryfolia</i> L.	Spirée à feuilles d'orme							2009
<i>Spiranthes aestivalis</i> (Poir.) Rich.	Spiranthe d'été	VU	VU	4	x	x		1930
<i>Spirodela polyrhiza</i> (L.) Schleid.	Spirodèle à plusieurs racines	NT	NT	K		x		2018
<i>Stachys palustris</i> L.	Epiaire des marais	LC	NT	K				2018
<i>Stellaria media</i> (L.) Vill.	Mouron des oiseaux	LC	LC	K				2018
<i>Taraxacum officinale</i> aggr.	Pissenlit officinal	LC	LC	K				2018
<i>Teucrium scordium</i> L.	Germandrée d'eau	EN	EN	3		x		1930
<i>Thalictrum aquilegifolium</i> L.	Pigamon à feuilles d'ancolie	LC	NT	K				2009
<i>Thalictrum flavum</i> L.	Pigamon jaune	VU	VU	4		x		1882
<i>Thlaspi caerulescens</i> J. Presl & C. Presl	Tabouret bleuâtre	NT	VU	K				1930
<i>Tilia cordata</i> Mill.	Tilleul à petites feuilles	LC	LC	K				2016

Nom latin	Nom français	LR CH	LR régionale	Prio CH	Prot CH	Prot VD	LN/WL	Année
<i>Tilia platyphyllos Scop.</i>	Tilleul à larges feuilles	LC	LC	K				2018
<i>Trifolium dubium Sibth.</i>	Trèfle douteux	LC	LC	K				2018
<i>Trifolium montanum L.</i>	Trèfle des montagnes	LC	VU	K				1882
<i>Trifolium pratense L. subsp. pratense</i>	Trèfle des prés	LC	LC	K				2018
<i>Trifolium repens L. subsp. repens</i>		LC	LC	K				2018
<i>Trisetum flavescens (L.) P. Beauv.</i>	Avoine dorée	LC	LC	K				2018
<i>Ulmus minor Mill.</i>	Orme champêtre	LC	LC	K				2018
<i>Urtica dioica L.</i>	Ortie dioïque	LC	LC	K				2018
<i>Valeriana repens Host</i>	Valériane rampante	LC	LC	K				2018
<i>Verbascum densiflorum Bertol.</i>	Molène à fleurs denses	LC	LC	K				1930
<i>Verbascum pulverulentum Vill.</i>	Molène pulvérulente	EN	EN	3		x		1930
<i>Veronica arvensis L.</i>	Véronique des champs	LC	LC	K				2018
<i>Veronica chamaedrys L.</i>	Véronique commune	LC	LC	K				2018
<i>Veronica persica Poir.</i>	Véronique des jardins							2018
<i>Veronica polita Fr.</i>	Véronique luisante	LC	LC	K				2011
<i>Veronica triphyllos L.</i>	Véronique à trois lobes	VU	EN	4		x		1930
<i>Viburnum opulus L.</i>	Viorne obier	LC	LC	K				2018
<i>Vicia cracca L. subsp. cracca</i>	Vesce cracca	LC	LC	K				2018
<i>Vicia sativa subsp. nigra (L.) Ehrh.</i>	Vesce noire	LC	LC	K				2018
<i>Viola reichenbachiana Boreau</i>	Violette des forêts	LC	LC	K				2018
<i>Viscum album L. subsp. album</i>	Gui	LC	LC	K				2019
<i>Zannichellia palustris L.</i>	Zannichellie des marais	VU	VU	4		x		2013

LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible., k = aucune. PROT: CH = protégée au niveau fédéral, VD = protégée au niveau cantonale. LN/WL : LN = sur la Liste Noire des plantes envahissantes de Suisse, WL = sur la Watch List des plantes potentiellement envahissantes, état 2014.

Source: Info Flora, 23 avril 2020

Groupe	Nom latin	Nom français	LR	PRIO	PROT	Dernière obs.
Insecta	<i>Ischnura elegans</i>	Agrion élégant (Ischnure élégante)	LC*			2016
Insecta	<i>Gonepteryx rhamni</i>	Citron	LC			2019
Insecta	<i>Nymphalis polychloros</i>	Grande Tortue	LC			2019
Insecta	<i>Aglais urticae</i>	Petite Tortue	LC			2018
Insecta	<i>Pieris rapae</i>	Piéride de la rave	LC			2019
Insecta	<i>Argynnis paphia</i>	Tabac d'Espagne	LC			2019
Insecta	<i>Vanessa atalanta</i>	Vulcain	LC			2017
Malacostraca	<i>Dikerogammarus villosus</i>	Crevette tueuse				2016
Mammalia	<i>Meles meles</i>	Blaireau	LC*			2019
Mammalia	<i>Myodes glareolus</i>	Campagnol roussâtre	LC*			2019
Mammalia	<i>Castor fiber</i>	Castor d'Europe	LC*		LChP	2018
Mammalia	<i>Capreolus capreolus</i>	Chevreuil	LC*			2019
Mammalia	<i>Sciurus vulgaris</i>	Ecureuil roux	LC*		LChP	2016
Mammalia	<i>Apodemus flavicollis</i>	Mulot à collier	LC*			2001
Mammalia	<i>Vulpes vulpes</i>	Renard	LC*			2017
Mammalia	<i>Sus scrofa</i>	Sanglier	LC*			2018
Mammalia	<i>Vespertilio murinus</i>	Sérotine bicolore	VU	1	OPN	2003
Mammalia	<i>Talpa europaea</i>	Taupe d'Europe	LC*			2011
Reptilia	<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	LC		OPN	2007
Reptilia	<i>Anguis fragilis</i>	Orvet fragile	LC		OPN	2011

LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, * = en cours de révision. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible., k = aucune. PROT: OPN = protégé au niveau fédéral selon l'Ordonnance sur la protection de la nature et du paysage (OPN), LChP = protégé selon la Loi sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages.

Source: CSCF, 22 avril 2020

Nom latin	Nom français	LR (2010)	PRIO CH	Dernière observation
<i>Prunella modularis</i>	Accenteur mouchet	LC		2012
<i>Egretta garzetta</i>	Aigrette garzette			2009
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	NT	1	2020
<i>Accipiter gentilis</i>	Autour des palombes	LC	3	2020
<i>Pandion haliaetus</i>	Balbuzard pêcheur	RE	2	2018
<i>Calidris minuta</i>	Bécasseau minute			2014
<i>Calidris alpina</i>	Bécasseau variable			2007
<i>Gallinago gallinago</i>	Bécassine des marais	CR	1	2011
<i>Motacilla cinerea</i>	Bergeronnette des ruisseaux	LC		2020
<i>Motacilla alba</i>	Bergeronnette grise	LC		2020
<i>Motacilla flava</i>	Bergeronnette printanière	NT	2	2008
<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette			2017
<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain	EN	2	2013
<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	NT	2	2019
<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	Bouvreuil pivoine	LC	3	2019
<i>Emberiza schoeniclus</i>	Bruant des roseaux	VU	2	2020
<i>Emberiza citrinella</i>	Bruant jaune	LC		2018
<i>Circus aeruginosus</i>	Busard des roseaux	VU		2017
<i>Circus cyaneus</i>	Busard Saint-Martin			2012
<i>Buteo buteo</i>	Buse variable	LC	3	2020
<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé			2019
<i>Mareca strepera</i>	Canard chipeau	EN		2020
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	LC		2020
<i>Anas platyrhynchos</i>	Canard colvert	LC		2020
<i>Anas bahamensis</i>	Canard des Bahamas			2018
<i>Cairina moschata</i>	Canard musqué			2006
<i>Anas acuta</i>	Canard pilet			2005
<i>Mareca penelope</i>	Canard siffleur			2018
<i>Spatula clypeata</i>	Canard souchet	EN		2019
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant	LC		2020
<i>Tringa nebularia</i>	Chevalier aboyeur			2017
<i>Tringa ochropus</i>	Chevalier culblanc			2011
<i>Tringa totanus</i>	Chevalier gambette	RE	2	2013
<i>Actitis hypoleucos</i>	Chevalier guignette	EN	1	2019
<i>Tringa glareola</i>	Chevalier sylvain			2015
<i>Corvus monedula</i>	Choucas des tours	VU	1	2018
<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	VU	1	2019
<i>Corvus frugilegus</i>	Corbeau freux	LC		2019
<i>Corvus corone corone</i>	Corneille noire			2020
<i>Cuculus canorus</i>	Coucou gris	NT	1	2019
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	CR	1	2020
<i>Cygnus olor</i>	Cygne tuberculé			2020
<i>Somateria mollissima</i>	Eider à duvet	VU		2016
<i>Accipiter nisus</i>	Épervier d'Europe	LC	3	2018
<i>Sturnus vulgaris</i>	Étourneau sansonnet	LC		2020
<i>Falco tinnunculus</i>	Faucon crécerelle	NT	1	2020
<i>Falco subbuteo</i>	Faucon hobereau	NT	2	2014
<i>Falco peregrinus</i>	Faucon pèlerin	NT	2	2020
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire	LC		2020
<i>Fulica atra</i>	Foulque macroule	LC		2020
<i>Aythya ferina</i>	Fuligule milouin	EN		2020
<i>Aythya marila</i>	Fuligule milouinan			2014

Nom latin	Nom français	LR (2010)	PRIO CH	Dernière observation
<i>Aythya fuligula</i>	Fuligule morillon	VU	2	2020
<i>Aythya nyroca</i>	Fuligule nyroca			2017
<i>Gallinula chloropus</i>	Gallinule poule-d'eau	LC		2020
<i>Bucephala clangula</i>	Garrot à oeil d'or	VU		2020
<i>Garrulus glandarius</i>	Geai des chênes	LC		2020
<i>Muscicapa striata</i>	Gobemouche gris	LC		2013
<i>Ficedula hypoleuca</i>	Gobemouche noir	LC		2013
<i>Larus argentatus</i>	Goéland argenté			2015
<i>Larus fuscus</i>	Goéland brun			2020
<i>Larus canus</i>	Goéland cendré	EN		2020
<i>Larus michahellis</i>	Goéland leucophée	LC		2020
<i>Corvus corax</i>	Grand Corbeau	LC		2019
<i>Phalacrocorax carbo</i>	Grand Cormoran	LC		2020
<i>Ardea alba</i>	Grande Aigrette			2020
<i>Podiceps nigricollis</i>	Grèbe à cou noir	VU		2008
<i>Tachybaptus ruficollis</i>	Grèbe castagneux	VU	2	2019
<i>Podiceps cristatus</i>	Grèbe huppé	LC	3	2020
<i>Certhia brachydactyla</i>	Grimpereau des jardins	LC		2019
<i>Turdus viscivorus</i>	Grive draine	LC	3	2020
<i>Turdus pilaris</i>	Grive litorne	VU	1	2018
<i>Turdus iliacus</i>	Grive mauvis			2016
<i>Turdus philomelos</i>	Grive musicienne	LC		2018
<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	Grosbec casse-noyaux	LC		2020
<i>Grus grus</i>	Grue cendrée			2018
<i>Chlidonias hybrida</i>	Guifette moustac			2018
<i>Chlidonias niger</i>	Guifette noire			2015
<i>Clangula hyemalis</i>	Harelde boréale			2011
<i>Mergus merganser</i>	Harle bièvre	VU	2	2020
<i>Mergus serrator</i>	Harle huppé	VU		2009
<i>Mergellus albellus</i>	Harle piette			2000
<i>Ardea cinerea</i>	Héron cendré	LC		2020
<i>Bubulcus ibis</i>	Héron garde-boeufs			2010
<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpré	CR	2	2005
<i>Asio otus</i>	Hibou moyen-duc	NT	2	2000
<i>Delichon urbicum</i>	Hirondelle de fenêtre	NT	1	2019
<i>Riparia riparia</i>	Hirondelle de rivage	VU	1	2016
<i>Hirundo rustica</i>	Hirondelle rustique	LC		2018
<i>Upupa epops</i>	Huppe fasciée	VU	1	2016
<i>Threskiornis aethiopicus</i>	Ibis sacré			2010
<i>Bombycilla garrulus</i>	Jaseur boréal			2013
<i>Stercorarius parasiticus</i>	Labbe parasite			2018
<i>Linaria cannabina</i>	Linotte mélodieuse	NT	2	2020
<i>Oriolus oriolus</i>	Loriot d'Europe	LC		2018
<i>Melanitta fusca</i>	Macreuse brune			2019
<i>Apus apus</i>	Martinet noir	NT	1	2012
<i>Alcedo atthis</i>	Martin-pêcheur d'Europe	VU	1	2020
<i>Turdus merula</i>	Merle noir	LC		2020
<i>Aegithalos caudatus</i>	Mésange à longue queue	LC		2020
<i>Aegithalos caudatus caudatus</i>	Mésange à longue queue (A.c.caudatus)			2016
<i>Cyanistes caeruleus</i>	Mésange bleue	LC		2020
<i>Poecile montanus</i>	Mésange boréale (alpestre ou des saules)	LC		2012
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière	LC		2020

Nom latin	Nom français	LR (2010)	PRIO CH	Dernière observation
<i>Lophophanes cristatus</i>	Mésange huppée	LC	3	2005
<i>Periparus ater</i>	Mésange noire	LC	3	2007
<i>Poecile palustris</i>	Mésange nonnette	LC	3	2020
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	LC	3	2019
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	LC	1	2020
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique	LC		2020
<i>Passer montanus</i>	Moineau friquet	LC		2015
<i>Larus melanocephalus</i>	Mouette mélanocéphale	VU		2016
<i>Larus ridibundus</i>	Mouette rieuse	EN	1	2020
<i>Netta rufina</i>	Nette rousse	NT	2	2020
<i>Anser brachyrhynchus</i>	Oie à bec court			2013
<i>Anser anser</i>	Oie cendrée			2020
<i>Anser fabalis</i>	Oie des moissons			2016
<i>Anser albifrons</i>	Oie rieuse			2020
<i>Alopochen aegyptiaca</i>	Ouette d'Egypte			2020
<i>Panurus biarmicus</i>	Panure à moustaches	VU	2	2008
<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	Phragmite des joncs			2008
<i>Dendrocopos major</i>	Pic épeiche	LC		2020
<i>Dryobates minor</i>	Pic épeichette	LC		2016
<i>Dryocopus martius</i>	Pic noir	LC		2015
<i>Picus viridis</i>	Pic vert	LC		2019
<i>Pica pica</i>	Pie bavarde	LC		2020
<i>Lanius senator</i>	Pie-grièche à tête rousse	CR	1	2009
<i>Lanius collurio</i>	Pie-grièche écorcheur	LC		2011
<i>Columba livia domestica</i>	Pigeon biset domestique			2020
<i>Columba oenas</i>	Pigeon colombin	LC		2018
<i>Columba palumbus</i>	Pigeon ramier	LC		2020
<i>Fringilla coelebs</i>	Pinson des arbres	LC		2020
<i>Fringilla montifringilla</i>	Pinson du Nord			2019
<i>Anthus pratensis</i>	Pipit farlouse	VU	2	2017
<i>Anthus spinoletta</i>	Pipit spioncelle	LC	3	2020
<i>Gavia arctica</i>	Plongeon arctique			2020
<i>Gavia stellata</i>	Plongeon catmarin			2019
<i>Gavia immer</i>	Plongeon imbrin			2001
<i>Pluvialis apricaria</i>	Pluvier doré			2008
<i>Phylloscopus trochilus</i>	Pouillot fitis	VU	1	2016
<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	Pouillot siffleur	VU	1	2016
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce	LC		2020
<i>Rallus aquaticus</i>	Râle d'eau	LC		2020
<i>Remiz pendulinus</i>	Rémiz penduline	VU		2017
<i>Regulus ignicapilla</i>	Roitelet à triple bandeau	LC	3	2020
<i>Regulus regulus</i>	Roitelet huppé	LC	3	2018
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rosignol philomèle	NT	2	2014
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier	LC		2020
<i>Phoenicurus ochruros</i>	Rougequeue noir	LC	3	2020
<i>Acrocephalus scirpaceus</i>	Rousserolle effarvatte	LC		2016
<i>Acrocephalus arundinaceus</i>	Rousserolle turdoïde	NT	1	2019
<i>Acrocephalus palustris</i>	Rousserolle verderolle	LC		2008
<i>Spatula querquedula</i>	Sarcelle d'été	EN		2014
<i>Anas crecca</i>	Sarcelle d'hiver	VU		2020
<i>Serinus serinus</i>	Serin cini	LC		2019
<i>Sitta europaea</i>	Sittelle torchepot	LC		2020

Nom latin	Nom français	LR (2010)	PRIO CH	Dernière observation
<i>Sternula albifrons</i>	Sterne naine			2008
<i>Sterna hirundo</i>	Sterne pierregarin	NT	1	2019
<i>Tadorna ferruginea</i>	Tadorne casarca			2019
<i>Tadorna tadorna</i>	Tadorne de Belon	VU		2018
<i>Spinus spinus</i>	Tarin des aulnes	LC		2020
<i>Streptopelia decaocto</i>	Tourterelle turque	LC		2020
<i>Troglodytes troglodytes</i>	Troglodyte mignon	LC		2020
<i>Vanellus vanellus</i>	Vanneau huppé	CR	1	2011
<i>Chloris chloris</i>	Verdier d'Europe	LC		2020

LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable. PRIO : 1 = très élevée, 2 = élevée, 3 = moyenne, 4 = faible., k = aucune. PROT: CH = protégée au niveau fédéral, VD = protégée au niveau cantonale. LN/WL : LN = sur la Liste Noire des plantes envahissantes de Suisse, WL = sur la Watch List des plantes potentiellement envahissantes, état 2014.

Source: 21 avril 2020

Annexe 2

Compte-rendu de la rencontre avec les experts ornithologues

Mise à jour de l'expertise nature du sentier des rives de Faoug Annexe A2 - Avis d'expert en ornithologie, rencontre du 13.05.2020

Introduction

Dans le cadre du projet de sentier des rives de Faoug, la présence d'oiseaux nicheurs et hivernants menacés et sensibles a été reconnue. C'est pourquoi deux experts ornithologues actifs sur les rives du lac de Morat – MM. Pascal Rapin et Pierre-Alain Ravussin, ont été invités par Prona à donner leur avis et leurs recommandations concernant le projet.

Compte-rendu de la séance :

1. Présentation du projet
Le projet et ses enjeux sont brièvement exposés par Prona.
2. Présentation des cartes
Prona présente les cartes concernant l'avifaune (analyse 2012 des secteurs d'habitats d'oiseaux d'eau, données Sempach 2020)
➔ Commentaire des ornithologues : Attention, ces données sont souvent imprécises et concernent des domaines assez étendus.
3. Détermination des zones les plus sensibles / à éviter absolument (dû à un dérangement trop important)
➔ Deux zones sont particulièrement sensibles :
 - à l'ouest du Nouveau Port en face de la forêt, avec des colonies d'oiseaux nicheurs (grèbe huppé, sternes, goéland leucophée) -> Prona : ce secteur n'est pas touché par le sentier des rives qui commence au niveau du Nouveau Port.
 - Les roselières entourant l'embarcadère avec des nicheurs, ainsi que des espèces rares (blongios nain, rousserole turdoïde, passage de la panure à moustache) -> cette zone est toutefois déjà l'objet de dérangements en été surtout à cause du débarcadère.
 - Du côté est du débarcadère, beaucoup d'oiseaux se retrouvent pour hiverner.
4. Détermination de l'impact sur les autres secteurs (faible, moyen, fort)
L'impact sur les roselières et les oiseaux qui s'y réfugient peut être réduit en éloignant le sentier de 5-10 m de la limite des roselières (voir exemple à la vallée de Joux avec sentier sur pilotis), surtout dans les zones de grandes roselières. Ces dernières ne doivent pas être touchées (par exemple, en prévoyant des éléments en porte-à-faux depuis les murs de rive). Des règles devront aussi être édictées en expliquant pourquoi il faut les respecter (oiseaux nicheurs et hivernant, dérangement) : chiens en laisse toute l'année, ne pas sortir du sentier, paddles et autres embarcations (respect des bouées jaunes, d'une certaine distance par rapport à la végétation aquatique flottante et émergée (25 m).
Des panneaux avec des explications sur les oiseaux – toujours appréciés des promeneurs – et les règles à suivre pour éviter leur dérangement pourront être posés à des endroits stratégiques.
5. Dérangement dû aux bateaux, paddles et autres depuis le lac ?
Les **paddles** posent de grands problèmes de dérangement car ils vont lentement et provoquent donc un dérangement prolongé dans le temps. Souvent les utilisateurs ne connaissent pas les règles et signaux (bouées) de navigation et ne respectent donc pas les

règles. Ils ne font pas forcément partie d'un club et une sensibilisation à travers les clubs nautiques n'est donc pas suffisante.

→ Les panneaux de sensibilisation rappelant les règles d'usage permettront de diminuer ce dérangement et constitueront une mesure de compensation au dérangement. Ceux-ci seront installés de préférence aux endroits de mise à l'eau des paddles ou au début-milieu-fin du sentier

A partir de mai-juin, les **bateaux** sont amarrés à des bouées pratiquement devant chaque maison. En effet, les bouées d'amarrage et les pontons sont nombreux sur la rive. Les bateaux traversent souvent la végétation aquatique émergée et provoquent non seulement des dérangements, mais aussi une dégradation de la végétation riveraine. Ceci est particulièrement le cas dans la partie à l'est du débarcadère. Dans ce secteur les joncs des tonneliers se développent bien et sont appréciés des oiseaux, comme par exemple du butor étoilé.

Il faudrait donc éviter que les bateaux s'approchent de la rive et tenter de les regrouper dans des endroits spécifiques, en particulier dans le Nouveau Port.

→ Ceci pourrait constituer une mesure de compensation pour l'augmentation du dérangement sur la rive.

6. Mesures possibles

- Éloigner le sentier de 5-10 m des roselières
- Créer 1-2 parois d'observation des oiseaux sur la parcelle de l'ancienne STEP, le pré à chevaux ou devant les roselières du débarcadère.
- Créer un lieu attractif au niveau du débarcadère avec buvette et pataugeoire afin de concentrer les visiteurs dans cette zone.
- Créer un sentier non goudronné en gravier (afin d'éviter les trottinettes et rollers et de conserver ainsi l'aspect calme et naturel du lieu), assez large pour permettre à deux poussettes de se croiser, mais pas plus.
- Ne pas éclairer le sentier pour ne pas encourager les visiteurs à s'y promener la nuit (les oies se reposent sur le lac la nuit entre fin octobre et mi-mars ; la journée, elles se nourrissent dans les champs alentours et le passage des visiteurs sur la rive en journée ne pose pas de problème ; par contre, un dérangement durant la nuit provoque l'envol de 150 oies à la fois et, s'il est répété, pourrait les faire désertier le site de Faoug pour un autre). Cela permettra d'éviter le dérangement des oiseaux durant leur repos et de ne pas nuire au reste de la faune de la rive (castor, insectes, etc.)
- Mise à disposition du public de quelques pontons -> concentrer les visiteurs (attention à la sécurité, responsabilité de la commune en cas d'accident)

7. Idée de pataugeoire au niveau de l'ancienne STEP

L'idée de créer une pataugeoire directement au bord de l'eau sur la parcelle de l'ancienne STEP paraît peu propice : terrain vaseux, boueux, dérangement des oiseaux de la roselière par les cris d'enfants.

Une pataugeoire pourrait par contre être aménagée au niveau des bains près du débarcadère sous forme de diverticule ou « d'enclos » en bois situé à faible profondeur (planches disjointes afin de laisser l'eau s'écouler tout en gardant les enfants et leurs jouets à l'abri). Si un bassin hors du lac était envisagé, il faudrait faire attention au besoin de traitement de l'eau (risque de pollution du lac). Il faudrait se renseigner sur des méthodes sans traitement, par exemple avec flux continu d'eau.

8. Idée de parois d'observation sur les parcelles de l'ancienne STEP et du pré aux chevaux

Cela pourrait être réalisé au niveau de l'ancienne STEP, mais ce n'est pas l'endroit le plus fourni en oiseaux. Au niveau du Pré aux chevaux, cela est difficile si les propriétaires comptent construire un jour, mais cela permettrait de conserver leur ponton privé en empêchant les visiteurs d'y accéder.

9. Autres idées / remarques

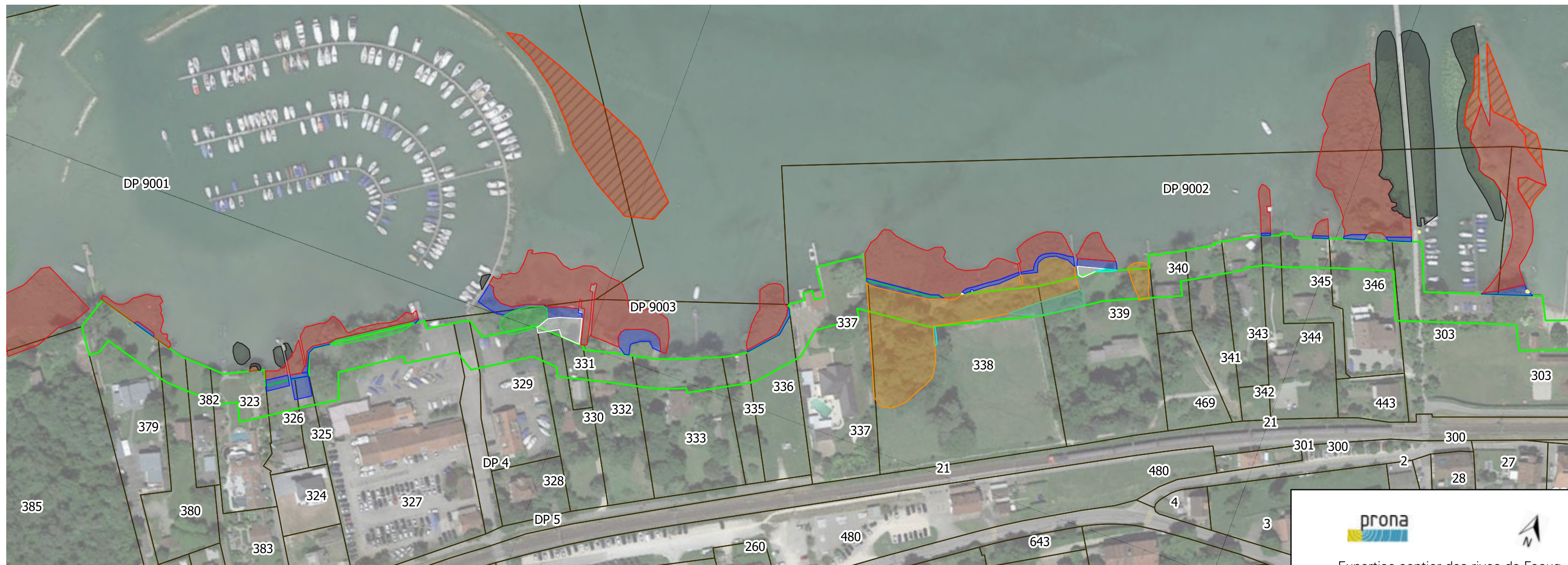
Règles de navigation (cf. Ordonnance sur la navigation intérieure) : les bateaux doivent se tenir à au moins 300 m de la rive, la vitesse est limitée dans cette zone si le bateau doit s'y rendre et il doit rejoindre son but perpendiculairement à la rive. Il n'a pas le droit de longer la rive dans ces 300 m. Les embarcations doivent naviguer à au moins 25 m de la végétation aquatique flottante et émergée.

Messieurs Rapin et Ravussin sont remerciés pour leur disponibilité et leurs conseils.

Yverdon-les-Bains, le 13.05.2020/Sy

Annexe 3

Cartes des milieux naturels et des arbres






Expertise sentier des rives de Faoug

Annexe A3
Milieus naturels et arbres

Mandat n° P20118
 Auteur Sy/10.09.2020

Milieus humides

-  Cordon boisé mésophile
-  Filipendulion
-  Fraxinion
-  Magnocaricion
-  Nymphaeion
-  Phalaridion
-  Phragmition (roseaux)
-  Phragmition (joncs des tonneliers)
-  Roncier à tendance humide
-  Salicion albae
-  Salicion cinereae
-  Espace réservé aux étendues d'eau

0 50 100 m








Expertise sentier des rives de Faoug
Annexe A3
Milieux naturels et arbres
 Mandat n° P20118
 Auteur Sy/10.09.2020

- Arbres
- Espace réservé aux étendues d'eau

0 50 100 m


Annexe 4

Liste des arbres

id	Nom latin	Nom français
1	<i>Populus xcanadensis</i>	Peuplier carolin
2	<i>Populus xcanadensis</i>	Peuplier carolin
3	<i>Populus xcanadensis</i>	Peuplier carolin
4	<i>Populus xcanadensis</i>	Peuplier carolin
5	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
6	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
7	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
8	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
9	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
10	<i>Salix alba</i>	Saule blanc
11	<i>Salix alba</i>	Saule blanc
12	<i>Populus xcanadensis</i>	Peuplier carolin
13	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
14	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
15	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
16	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
17	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
18	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
19	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
20	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
21	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
22	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
23	<i>Fraxinus excelsior</i>	Frene commun
24	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
25	<i>Carpinus betulus</i>	Charme
26	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
27	<i>Tilia cordata</i>	Tilleul a petites feuilles
28	<i>Tilia cordata</i>	Tilleul a petites feuilles
29	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
30	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
31	<i>Salix babylonica aggr.</i>	Saule pleureur
32	A déterminer	A déterminer
33	A déterminer	A déterminer
34	A déterminer	A déterminer
35	A déterminer	A déterminer
36	A déterminer	A déterminer
37	A déterminer	A déterminer
38	A déterminer	A déterminer
39	A déterminer	A déterminer
40	A déterminer	A déterminer
41	A déterminer	A déterminer
42	Indeterminé	Indeterminé
43	<i>Populus alba</i>	Peuplier blanc
44	<i>Populus alba</i>	Peuplier blanc
45	<i>Pinus sylvestris</i>	Pin sylvestre
46	<i>Pinus sylvestris</i>	Pin sylvestre
47	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
48	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant

id	Nom latin	Nom français
49	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
50	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant
51	<i>Pinus sylvestris</i>	Pin sylvestre
52	<i>Pinus sylvestris</i>	Pin sylvestre
53	<i>Quercus robur</i>	Chene pedoncule
54	<i>Quercus robur</i>	Chene pedoncule
55	<i>Quercus robur</i>	Chene pedoncule
56	<i>Betula pendula</i>	Bouleau pendant

Annexe 5

Carte de l'évolution des roselières

Synthèse



1981 (rose) - 2017 (vert)



1998 (rouge) - 2017 (vert)



2007 (orange) - 2017 (vert)



2012 (jaune) - 2017 (vert)










prona


Expertise sentier des rives de Faoug

Annexe A5
Evolution des roselières

Mandat n° P20118
Auteur Sy/10.09.2020

 1981	 2017
 1998	 Observé
 2007	 Extrapolé
 2012	

0 100 200 m



Annexe 6

Liste de la flore selon relevés Prona 2020

Nom latin	Nom français	LR CH	LR rég	PRIO CH	PROT CH
<i>Aegopodium podagraria</i> L.	Herbe aux goutteux	LC	LC	-	
<i>Agrimonia eupatoria</i> L.	Aigremoine eupatoire	LC	LC	-	
<i>Alnus glutinosa</i> (L.) Gaertn.	Aulne glutineux	LC	LC	-	
<i>Betula pendula</i> Roth	Bouleau pendant	LC	LC	-	
<i>Brachypodium</i> sp.					
<i>Brachypodium sylvaticum</i> (Huds.) P. Beauv.	Brachypode des forêts	LC	LC	-	
<i>Buddleja davidii</i> Franch.	Buddleia de David				
<i>Buddleja davidii</i> Franch.	Buddleia de David				
<i>Calystegia sepium</i> (L.) R. Br.	Liseron des haies	LC	LC	-	
<i>Campanula persicifolia</i>					
<i>Cardamine hirsuta</i> L.	Cardamine à tiges nombreuses	LC	LC	-	
<i>Carex acuta</i> L.	Laïche aigüe	LC	LC	-	
<i>Carex acutiformis</i> Ehrh.	Laïche à angles aigus	LC	LC	-	
<i>Carex hirta</i> L.	Laïche hérissée	LC	LC	-	
<i>Carex muricata</i> aggr.	Laïche pointue	LC	LC	-	
<i>Carex remota</i> L.	Laïche à épis espacés	LC	LC	-	
<i>Carex spicata</i> Huds.	Laïche en épi	LC	LC	-	
<i>Carpinus betulus</i> L.	Charme	LC	LC	-	
<i>Cornus sanguinea</i> L.	Cornouiller sanguin	LC	LC	-	
<i>Cornus sericea</i> L.	Cornouiller soyeux				
<i>Corylus avellana</i> L.	Noisetier	LC	LC	-	
<i>Crataegus monogyna</i> Jacq.	Aubépine à un style	LC	LC	-	
<i>Dactylis glomerata</i> L.	Dactyle aggloméré	LC	LC	-	
<i>Epilobium hirsutum</i> L.	Epilobe velu	LC	LC	-	
<i>Epilobium parviflorum</i> Schreb.	Epilobe à petites fleurs	LC	LC	-	
<i>Epilobium tetragonum</i> L.	Epilobe à quatre angles	LC	LC	-	
<i>Equisetum arvense</i> L.	Prêle des champs	LC	LC	-	
<i>Erigeron annuus</i> (L.) Desf.	Vergerette annuelle				
<i>Eupatorium cannabinum</i> L.	Eupatoire chanvrine	LC	LC	-	
<i>Eupatorium cannabinum</i> L.	Eupatoire chanvrine	LC	LC	-	
<i>Filipendula ulmaria</i> (L.) Maxim.	Reine des prés	LC	LC	-	
<i>Fraxinus excelsior</i> L.	Frêne commun	LC	LC	-	
<i>Galium aparine</i> L.	Gaillet gratteron	LC	LC	-	
<i>Geranium robertianum</i> L.	Géranium herbe à Robert	LC	LC	-	
<i>Geranium robertianum</i> L. subsp. <i>robertianum</i>	Géranium herbe à Robert	LC	LC	-	
<i>Geranium robertianum</i> subsp. <i>purpureum</i> (Vill.) Nyman	Géranium pourpre	LC	LC	-	
<i>Geum urbanum</i> L.	Benoîte commune	LC	LC	-	
<i>Glechoma hederacea</i> L.	Lierre terrestre	LC	LC	-	
<i>Hedera helix</i> L.	Lierre	LC	LC	-	
<i>Hemerocallis fulva</i> (L.) L.	Hémérocalle fauve				
<i>Hieracium aurantiacum</i> L.	Epervière orangée	LC	NA	-	
<i>Holcus lanatus</i> L.	Houque laineuse	LC	LC	-	
<i>Humulus lupulus</i> L.	Houblon	LC	LC	-	
<i>Iris pseudacorus</i> L.	Iris jaune	LC	LC	-	CH
<i>Juglans regia</i> L.	Noyer royal	LC	LC	-	
<i>Lapsana communis</i> L.	Lapsane commune	LC	LC	-	
<i>Lemna minor</i> L.	Petite lentille d'eau	LC	LC	-	
<i>Lemna trisulca</i> L.	Lentille d'eau à trois lobes	NT	NT	-	
<i>Leontodon saxatilis</i> Lam.	Liondent des rochers	LC	LC	-	
<i>Ligustrum vulgare</i> L.	Troène vulgaire	LC	LC	-	
<i>Linaria purpurea</i> (L.) Mill.	Linaire pourpre				
<i>Lycopus europaeus</i> L.					
<i>Lysimachia nummularia</i> L.	Lysimaque nummulaire	LC	LC	-	
<i>Lysimachia vulgaris</i> L.	Lysimaque commune	LC	LC	-	

Nom latin	Nom français	LR CH	LR rég	PRIO CH	PROT CH
<i>Lythrum salicaria</i> L.	Salicaire commune	LC	LC	-	
<i>Melilotus albus</i> Medik.	Mélicot blanc	LC	LC	-	
<i>Nuphar lutea</i> (L.) Sm.	Nénuphar jaune	LC	LC	-	CH
<i>Nymphaea</i>					
<i>Nymphaea</i>					
<i>Nymphaea alba</i> L.	Nénuphar blanc	NT	NT	-	CH
<i>Oenothera glazioviana</i> Micheli	Onagre de Glaziou				
<i>Parthenocissus inserta</i> (A. Kern.) Fritsch	Vigne vierge commune				
<i>Phalaris arundinacea</i> L.	Alpiste roseau	LC	LC	-	
<i>Phragmites australis</i> (Cav.) Steud.	Roseau commun	LC	LC	-	
<i>Poa angustifolia</i> L.	Pâturin à feuilles étroites	LC	NT	-	
<i>Poa palustris</i> L.	Pâturin des marais	NT	NT	-	
<i>Poa pratensis</i> L.	Pâturin des prés	LC	LC	-	
<i>Poa trivialis</i> L.	Pâturin commun	LC	LC	-	
<i>Populus alba</i> L.	Peuplier blanc	LC	LC	-	
<i>Populus nigra</i> aggr.	Peuplier noir				
<i>Populus</i> sp.					
<i>Potentilla anserina</i> L.	Potentille des oies	LC	LC	-	
<i>Potentilla reptans</i> L.	Quintefeuille	LC	LC	-	
<i>Prunus laurocerasus</i> L.	Laurier-cerise				
<i>Prunus padus</i> L.	Merisier à grappes	LC	LC	-	
<i>Prunus</i> sp.					
<i>Ranunculus repens</i> L.	Renoncule rampante	LC	LC	-	
<i>Reynoutria japonica</i> Houtt.	Renouée du Japon				
<i>Ribes nigrum</i> L.	Cassis				
<i>Rosa</i> sp.					
<i>Rubus armeniacus</i> Focke	Ronce d'Arménie				
<i>Rubus fruticosus</i> aggr.	Ronce commune	LC	LC	-	
<i>Rudbeckia hirta</i> L.	Rudbeckie hérissée				
<i>Salix alba</i> L.	Saule blanc	LC	LC	-	
<i>Salix caprea</i> L.	Saule marsault	LC	LC	-	
<i>Salix euxina</i> I. V. Belyaeva	Saule fragile				
<i>Salix pentandra</i> L.	Saule laurier	NT	VU	-	
<i>Salix purpurea</i> L.	Osier rouge	LC	LC	-	
<i>Salix triandra</i> L.	Saule à trois étamines	LC	LC	-	
<i>Salix viminalis</i> L.	Saule des vanniers	LC	LC	-	
<i>Schoenoplectus lacustris</i> (L.) Palla	Jonc des tonneliers	LC	LC	-	
<i>Scrophularia nodosa</i> L.	Scrophulaire noueuse	LC	LC	-	
<i>Scutellaria galericulata</i> L.	Scutellaire à casque	LC	NT	-	
<i>Sedum rupestre</i> L.	Orpin des rochers	LC	NT	-	
<i>Solanum dulcamara</i> L.	Morelle douce-amère	LC	LC	-	
<i>Sonchus asper</i> Hill	Laiteron rude	LC	LC	-	
<i>Stachys palustris</i> L.	Epière des marais	LC	NT	-	
<i>Tanacetum vulgare</i> L.	Tanaisie commune	LC	LC	-	
<i>Thalictrum flavum</i> L.	Pigamon jaune	VU	VU	4	
<i>Torilis japonica</i> (Houtt.) DC.	Torilis du Japon	LC	LC	-	
<i>Trifolium repens</i> L.	Trèfle rampant	LC	LC	-	
<i>Ulmus glabra</i> Huds.	Orme montagnard	LC	LC	-	
<i>Ulmus</i> sp.					
<i>Urtica dioica</i> L.	Ortie dioïque	LC	LC	-	
<i>Utricularia</i> sp.					
<i>Valeriana officinalis</i> L.	Valériane officinale	LC	LC	-	
<i>Valeriana repens</i> Host	Valériane rampante	LC	LC	-	
<i>Verbascum densiflorum</i> Bertol.	Molène à fleurs denses	LC	LC	-	
<i>Verbascum nigrum</i> L.	Molène noire	LC	LC	-	

Nom latin	Nom français	LR CH	LR rég	PRIO CH	PROT CH
<i>Veronica beccabunga L.</i>	Véronique beccabunga	LC	LC	-	
<i>Viburnum opulus L.</i>	Viorne obier	LC	LC	-	

Légende: LR: critères UICN 2001, RE = éteint en Suisse, CR = au bord de l'extinction, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = potentiellement menacé, LC = non menacé, DD = données insuffisantes, NE = non évalué, NA = Non applicable, LR* : statut provisoire. PRIO : espèces prioritaires au niveau national: 1 = très élevée, 2 = élevée 3 = moyenne, 4 = faible, 5 = priorité cantonal/régionale. PROT CH: CH = espèces protégées par l'OPN, VD = espèces protégées au niveau cantonal.

Annexe 7

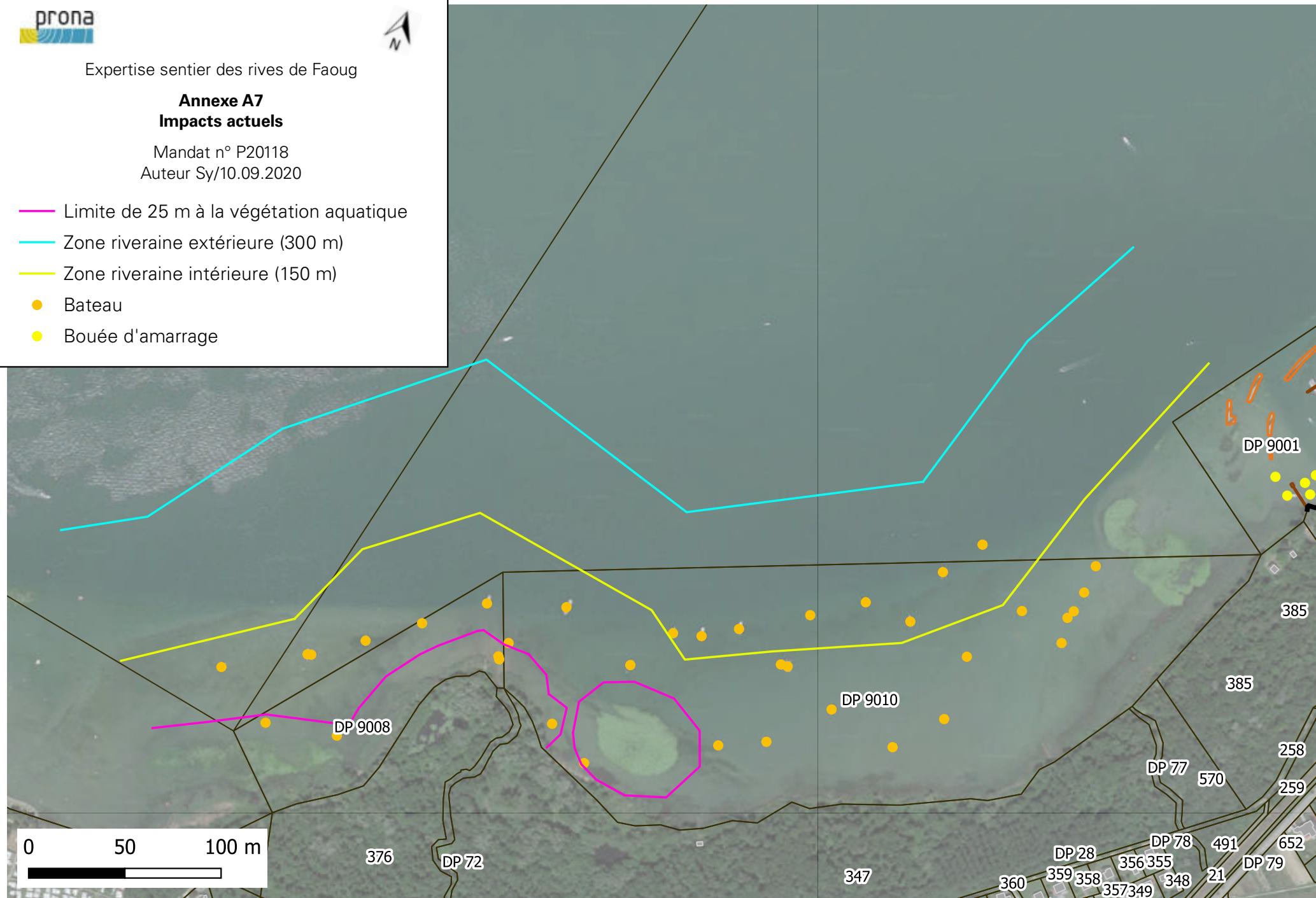
Carte de synthèse des impacts actuels



Annexe A7
Impacts actuels

Mandat n° P20118
Auteur Sy/10.09.2020



- Limite de 25 m à la végétation aquatique
- Zone riveraine extérieure (300 m)
- Zone riveraine intérieure (150 m)
- Bateau
- Bouée d'amarrage



Annexe 8

Carte de l'espace disponible et des contraintes pour le tracé du sentier








prona  








Expertise sentier des rives de Faoug

Annexe A8
Espace disponible et contraintes


Mandat n° P20118
 Auteur Sy/10.09.2020

-  Arbres
-  Flore particulière
-  Zones_problematiques
-  Zone tampon de 10 m
-  Zone tampon de 5 m

Milieus protégés

-  Roselières impactées par le projet
-  Roselières non impactées par le projet
-  Frênaie humide
-  Autres milieux humides
-  Cordon boisé mésophile
-  bâtiments
-  Espace réservé aux étendues d'eau

0 50 100 m



Annexe 24 du rapport 47 OAT

Plan du chemin riverain à réaliser

CANTON DE VAUD

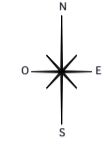
COMMUNE DE FAOUG

Plan du chemin riverain



LEGENDE :

Chemin riverain à réaliser



7 janvier 2026



GRENG

Verdau

Annexe 25 du rapport 47 OAT

Attestation du bureau GEOTEST SA, du 25.01.2023

Administration Communale
Commune de Faoug
Route de Salavaux 1a
1595 Faoug

Le Mont-sur-Lausanne, le 25 janvier 2023

**2220156.1b, Commune de Faoug, révision du PACom, retranscription
des dangers naturels**

Mesdames, Messieurs,

Par la présente, nous confirmons que nous avons collaboré avec le bureau
Agence Wenker Architecture Sàrl pour la retranscription des dangers naturels
dans le cadre de la révision du plan d'affectation (plan, règlement et rapport selon
l'article 47OAT) de la Commune de Faoug.

Cette collaboration, basée sur le guide pratique cantonal en la matière, a permis
de délimiter des secteurs de restrictions propres aux aléas présentes et de définir
le dispositif réglementaire ad hoc.

Bureaux :

GEOTEST SA
Agence Wenker Architecture Sàrl

Aléas considérés :

Inondations par les crues (cours d'eau, INO), inondations par remontée du lac
(inondation statique directe, INO), glissements de terrain permanents (GPP), glis-
sements de terrain spontanés (GSS)

GEOTEST SA



Xavier Marche



Luca Guglielmetti

GEOTEST SA
EN BUDRON H11
CH-1052 LE MONT-SUR-
LAUSANNE
T +41 (0)21 731 09 20
F +41 (0)21 731 09 30
lausanne@geotest.ch
www.geotest.ch

Annexe 26 du rapport 47 OAT

Plan des SDA avant le projet

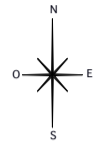
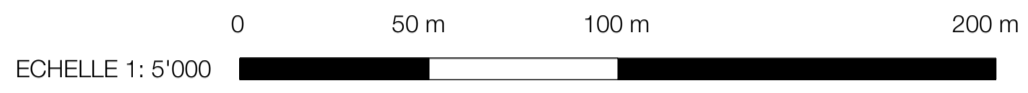


LEGENDE :

Surface d'assollement Q1



Surface d'assollement Q2



15 février 2023



Annexe 27 du rapport 47 OAT

Plan des restitutions aux SDA (nouvelle version)

CANTON DE VAUD

COMMUNE DE FAOUG

SDA - Restitutions du projet



LEGENDE :

Surface d'asselement Q1

Surface d'asselement Q2

Restitutions



6 janvier 2026

Secteur A : 1'803 m²

Secteur H : 1'167 m²

Secteur I : 37 m²

Secteur B : 1'463 m²

Secteur C : 750 m²





CANTON DE VAUD

COMMUNE DE FAOUG

SDA - Restitutions du projet

LEGENDE :

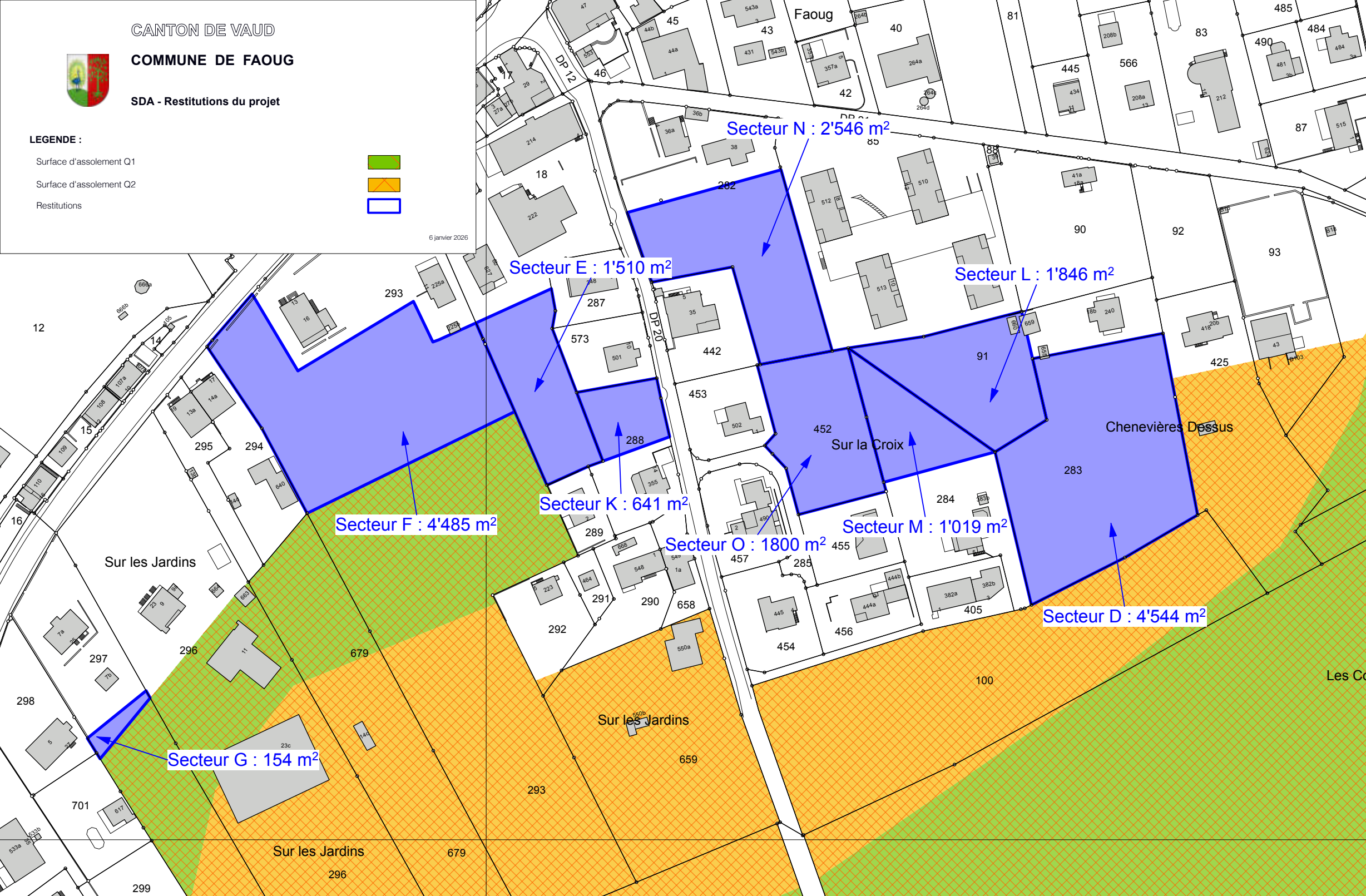
Surface d'assèlement Q1

Surface d'assèlement Q2

Restitutions



6 janvier 2026



Secteur N : 2'546 m²

Secteur E : 1'510 m²

Secteur L : 1'846 m²

Secteur K : 641 m²

Secteur O : 1'800 m²

Secteur M : 1'019 m²

Secteur F : 4'485 m²

Secteur G : 154 m²

Secteur D : 4'544 m²



LEGENDE :

Surface d'assolement Q1



Surface d'assolement Q2



Restitutions



6 janvier 2026



Secteur J : 3'162 m²

Verdau

Lac de Morat

DP 9005

Paquier aux Oies

Paquier aux Oies

DP 15

DP 19

DP 17



CANTON DE VAUD

COMMUNE DE FAOUG

SDA - Restitutions du projet

LEGENDE :

Surface d'assolement Q1



Surface d'assolement Q2



Restitutions



6 janvier 2026

Lac de Morat

DP 9002

Secteur P : 4'325 m²

Faug

Lac de Morat

DP 9003

Faug

DP 8

DP 11

329

DP 4

328

DP 5

263

262

261

237

120a

275

644

642

622

11

10

20

19

293

470

20

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

27a

337

336

335

334

333

332

331

330

329

328

327

326

325

324

323

322

321

320

319

318

317

316

315

314

313

312

311

310

309

308

307

306

305

304

303

302

301

300

299

298

297

296

295

294

293

292

291

290

289

288

287

286

285

284

283

282

281

280

279

278

277

276

275

274

273

272

271

270

269

268

267

266

265

264

263

262

261

260

259

258

257

256

255

254

253

252

251

250

249

248

247

246

245

244

243

242

241

240

239

238

237

236

235

234

233

232

231

230

229

228

227

226

225

224

223

222

221

220

219

218

217

216

215

214

213

212

211

210

209

208

207

206

205

204

203

202

201

200

199

198

197

196

195

194

193

192

191

190

189

188

187

186

185

184

183

182

181

180

179

178

177

176

175

174

173

172

171

170

169

168

167

166

165

164

163

162

161

160

159

158

157

156

155

154

153

152

151

150

149

148

147

146

145

144

143

142

141

140

139

138

137

136

135

134

133

132

131

130

129

128

127

126

125

124

123

122

121

120

119

118

117

116

115

114

113

112

111

110

109

108

107

106

105

104

103

102

101

100

99

98

97

96

95

94

93

92

91

90

89

88

87

86

85

Annexe 6 du préavis

Oppositions déposées

Non transmissible : Droit des tiers

Annexe 7 du préavis

**Projets de courriers de réponses
aux opposantes et opposants**

Non transmissible : Droit des tiers